

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA RUSSIE

Traduction et préface
de Roger DANGEVILLE
(1974)

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com
[Page web](#) dans Les Classiques des sciences sociales

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par mon épouse, Diane Brunet, bénévole, guide retraitée du Musée de la Pulperie de Chicoutimi à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA RUSSIE.

Traduction et préface de Roger DANGEVILLE. (1974)

Paris : Union générale d'Édition, 1974, collection 10/18 no 874.
Inédit.

Le 10 décembre 2009, Mme Éva Dangeville, épouse de Roger Dangeville, accordait sa permission de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales. Elle souhaite vivement que nous acceptions de rediffuser ce livre, toujours d'une grande actualité.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

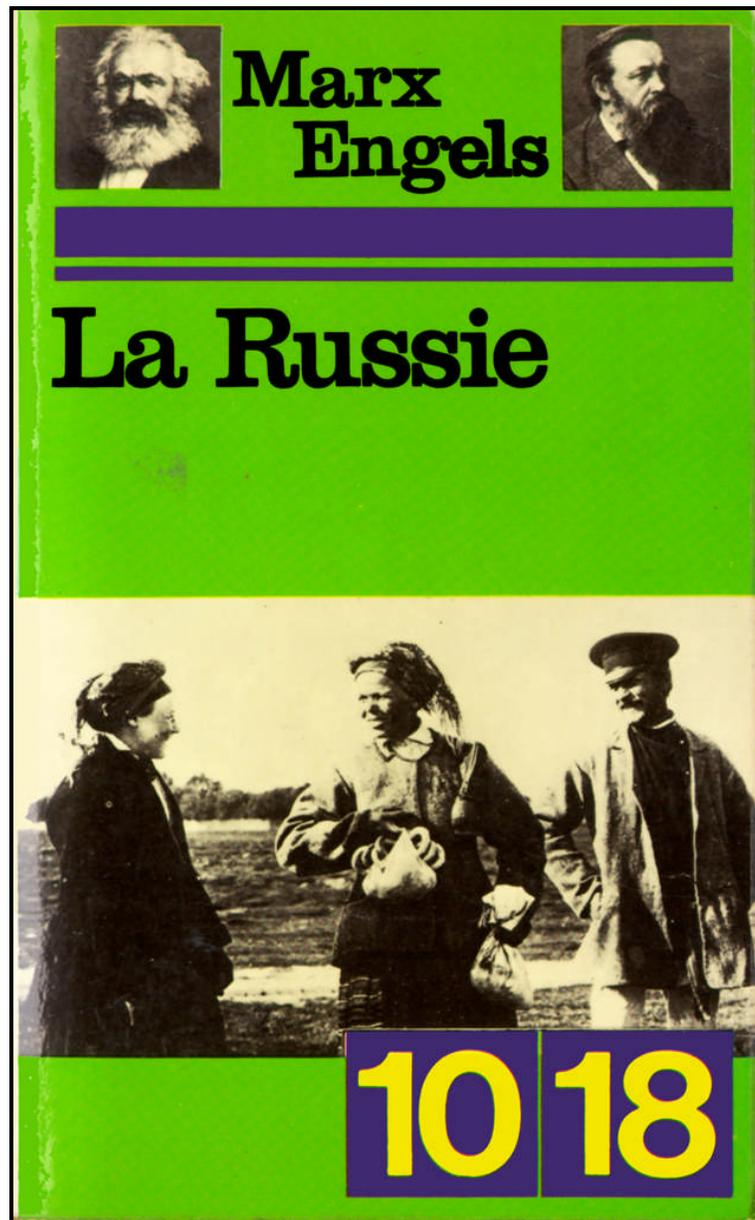
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 15 octobre 2015 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, Québec.



Karl MARX et Friedrich ENGELS

LA RUSSIE



Traduction et préface de Roger DANGEVILLE. (1974)
Paris : Union générale d'Édition, 1974, collection 10/18 no 874. Inédit.

Note pour la version numérique : la pagination correspondant à l'édition d'origine est indiquée entre crochets dans le texte.

Les notes placées à la fin de la première et de la seconde parties ont toutes été converties en notes de bas de page. [JMT.]

[309]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[PRÉFACE](#) [5]

PREMIÈRE PARTIE.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE OFFICIELLE [13]

I. [TSARISME RUSSE ET NAISSANCE DU CAPITALISME ANGLAIS](#)
[15]

D. Riazanov : [Karl Marx et l'origine de l'hégémonie de la Russie en Europe](#)
[15]

II. [LA RUSSIE, LA POLOGNE, LA PRUSSE ET LA FRANCE](#) [59]

Karl Marx, [La Pologne, la Prusse et la Russie](#) (1863) [60]

Karl Marx, [Les rapports entre la France, la Pologne et la Russie](#) (1863)
[80]

III. [LA RUSSIE ET LA QUESTION D'ORIENT](#) [115]

Karl Marx, [La Russie et la Turquie](#) [116]

Fr. Engels, [L'enjeu véritable en Turquie](#) (1853) [125]

Karl Marx, [L'Angleterre et la France bourgeoises face à la Russie tsariste](#)
(1854) [131]

Fr. Engels, [La guerre européenne](#) (1856) [134]

Fr. Engels [Les gains de la Russie en Extrême-Orient](#) (1858) [139]

Fr. Engels : [La pénétration russe en Asie centrale](#) (1858) [144]

IV. [La politique extérieure du tsarisme russe](#) (1894) [153]

DEUXIÈME PARTIE.

ÉCONOMIE ET FORCES RÉVOLUTIONNAIRES EN RUSSIE [195]

I. LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA RUSSIE [197]

Fr. Engels, *En quoi la Pologne concerne-t-elle la classe ouvrière ?* (1866) [197]

Karl Marx : *La question de l'abolition du servage en Russie* (1858) [210]

Fr. Engels, *La menace russe au moment de la guerre franco-prussienne et la Commune* (1871) [214]

Fr. Engels, *Les ouvriers européens en 1877* [218]

Fr. Engels, *Les éléments d'un 1789 russe* (1877) [223]

Fr. Engels, *La situation en Russie* (1878) [224]

Fr. Engels, *Dynamitades secrètes, mais réelles de la Russie impériale* [224]

Fr. Engels : *Les tâches du parti ouvrier en Europe orientale* [227]

II. FORCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA RÉVOLUTION RUSSE [231]

Karl Marx, *Temps de travail en Allemagne et en Russie, et répercussions sur le caractère de la production* [231]

Karl Marx, *Comment la lettre de Mr Gladstone de 1866 a procuré à la Russie un prêt de six millions* [233]

Fr. Engels, *Les problèmes sociaux de la Russie* (1875) [236]

Fr. Engels, *Évolution économique et sociale de la Russie* (1880-1893) [254]

Fr. Engels, *Le sort des communes rurales* [256]

Fr. Engels, *Postface de 1894 aux « Problèmes sociaux de la Russie »* [262]

Notes [279] Les notes ont été converties en notes de bas de page. JMT.

TABLE [309]

LA RUSSIE

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Il est vrai que l'on hait la Russie en Allemagne, et nous avons proclamé dès le premier numéro de notre *Nouvelle Gazette rhénane* la guerre contre les Russes comme étant la mission révolutionnaire de l'Allemagne. Mais haïr et comprendre, ce sont deux choses différentes.

(Marx à Lassalle, 1860)

Couverture de Pierre Bernard

Photo Viollet

Volume triple

[5]

LA RUSSIE

PRÉFACE

La « politique étrangère » dans la lutte de classes.

[Retour à la table des matières](#)

Le plus souvent, les écrits de Marx sur la Russie ont été mal interprétés parce qu'on y décèle un violent caractère passionnel. On comprend mal que Marx s'enflamme et vitupère, en traitant, par exemple, le tsarisme russe d'abject, de reptilien et de canaille. A la rigueur, dit-on, c'est humain, mais ce n'est ni objectif ni scientifique. Selon les écoles, l'explication varie : les adversaires bourgeois disent carrément que Marx est le « docteur rouge et terroriste », dominateur et extrémiste ; les gardiens de l'ordre social prétendent qu'il s'agit d'un intellectuel aigri, souffrant de la bile et projetant ses humeurs et ses frustrations sur le monde extérieur ; les idéologues bourgeois lui découvrent des tares sociales ou mentales, car Marx aurait fait preuve tout au long de sa vie d'une véritable *russophobie*.

D'abord quoi d'étonnant à ce que Marx partage les passions et les haines d'une société de classes dans laquelle les « hautes classes » exploitent, donc diminuent et salissent les « basses » classes laborieuses ? Mais ce qui nous importe ici, c'est de savoir pourquoi Marx-Engels considéraient la Russie tsariste comme l'*ennemi numéro un* de la révolution et de la classe ouvrière ? Pour quelles raisons le porte-parole du prolétariat international a-t-il défendu le mot d'ordre d'une guerre implacable contre la Russie tsariste ? Pourquoi, en conclusion

de son *Adresse* à l'avant-garde [6] révolutionnaire, Marx s'écriait-il ? « L'approbation sans vergogne, la sympathie hypocrite ou l'indifférence stupide, avec lesquelles les classes dominantes de l'Europe ont assisté à la conquête de la forteresse montagnarde du Caucase, à l'assassinat de l'héroïque Pologne par les Russes, aux vastes empiètements, jamais contrecarrés, de cette puissance barbare, dont la tête est à Saint-Pétersbourg et dont les mains agissent dans tous les cabinets d'Europe - tout cela a appris aux travailleurs qu'ils ont le devoir de percer les mystères de la politique internationale, surveiller les agissements de leurs gouvernements, s'y opposer au besoin par tous les moyens, et, s'ils ne peuvent les empêcher, s'entendre pour les dénoncer en même temps et pour revendiquer les lois élémentaires de la morale et de la justice ¹, qui doivent régir les relations entre particuliers, comme la règle souveraine des rapports entre les nations.

« La lutte pour une telle *politique étrangère* fait partie de la lutte générale pour l'émancipation des classes travailleuses » (*Adresse inaugurale de la 1^{re} Internationale, 1864*).

Le réformiste jubile devant cette conclusion : la haine et la colère de classe sont finalement canalisées vers les institutions et les principes établis ; l'ouvriériste ou l'anarchiste rejette ce mot d'ordre, car la lutte contre le capital doit mobiliser toutes les énergies des travailleurs et ils n'ont que faire des jeux et alliances des puissances établies. Ces deux erreurs se complètent cependant : tous deux abandonnent aux puissances et aux principes établis, toute une sphère de la vie sociale, celle précisément qui concentre les moyens de puissance des classes dominantes.

Aux yeux du marxisme, la lutte de classes n'est pas étrangère aux guerres, même entre États officiels. En effet, [7] pour toute classe véritable - contrairement aux *couches* sociales (bureaucratie, managers, etc.) ou aux classes hybrides (petite bourgeoisie, paysannerie, etc.) - la lutte culmine dans la conquête du pouvoir politique pour s'ériger en

¹ Dans sa lettre du 4-XI-1864, Marx s'excuse auprès d'Engels d'avoir été obligé de reprendre les « phrases abstraites » de « devoir, droit, vérité, morale et justice » dans un monde dominé par la lutte de classe et les rapports de forces. Mais, dit-il, « je les ai placées de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage ». cf. Marx-Engels, *Le parti de classe*, t. 11, p. 92 (Petite Collection Maspero, Paris, 1973).

classe dominante, qui est capable de manier l'État et la dictature, en vue de s'imposer aux classes adverses et d'imprimer à l'ensemble de la société son mode de production, de distribution et de vie, y compris son idéologie. L'expérience quotidienne a appris aux masses ouvrières que les classes dominantes ne manquent jamais une occasion d'utiliser leurs moyens de puissance dictatoriaux ou démocratiques pour maintenir par la force ou par la ruse la classe ouvrière dans les limites de la société bourgeoise, face aux revendications des masses. De même, les classes privilégiées savent utiliser leur monopole de culture pour abrutir les masses ou pour embrouiller et fourvoyer le prolétariat révolutionnaire. Qui plus est, le prolétariat sait qu'au moment où il tentera de s'émanciper socialement, il se heurtera à la force concentrée et coalisée de tous les États capitalistes et de leurs alliés précapitalistes. Par conséquent il lui faudra forger son parti et son État de classe pour vaincre dm la guerre civile. C'est pourquoi le prolétariat doit s'initier aux « mystères » de la politique des États officiels, parce que celle-ci est, en dernier ressort, fondée sur *une* complicité universelle de tous les États officiels contre la classe révolutionnaire, et parce qu'elle mobilisera finalement la violence concentrée des Etats existants contre le prolétariat en lutte pour sa libération. Parallèlement, il devra, avec sa dictature et son État de classe, affronter toutes les forces coalisées de l'ancien régime, bref, avoir sa « propre politique étrangère », qui n'a rien *de* commun avec la diplomatie secrète., la coexistence pacifique (bien qu'on ne puisse toujours être en position offensive) ou la collaboration plus ou moins ouverte avec les États bourgeois au pré-bourgeois, puisque entre classes antagonistes la lutte ne peut s'arrêter, mais doit au contraire s'achever par l'écrasement de l'une ou de l'autre.

En somme, c'est dans le domaine de « la politique étrangère » [8] que la lutte de classe atteint son paroxysme, la classe dominante utilisant toutes les ressources matérielles, morales et idéologiques, dont elle dispose dans la société entière pour abattre son adversaire. On comprend dès lors pourquoi le « théoricien » Marx se déchaîne, devient haineux et venimeux, car c'est une lutte à mort qui s'engage à l'échelle d'un pays ou du monde entier.

Base économique et superstructure.

À l'origine de toute déformation du marxisme, on trouve une méconnaissance de la question traitée ou une incompréhension de l'articulation générale du système.

Selon le méchant jargon « philosophique » du marxisme, l'activité productive des masses ouvrières ainsi que leurs luttes revendicatives immédiates se déroulent sur le plan *économique*, tandis que leurs luttes sociales et politiques se haussent au niveau des *superstructures*, en opposition à celles de la bourgeoisie et autres classes dominantes, avec l'aide de celles que se forment la classe révolutionnaire (association de syndicats, délégations ouvrières, soviets, parti, État prolétarien).

Cette distinction fondamentale, nous l'avons utilisée pour sélectionner et ordonner de manière significative les textes de ce recueil parmi la masse des écrits consacrés à la Russie par Marx et Engels tout au long de leur vie.

En effet, dans la *première partie*, nous avons groupé les textes inédits ou parfois déjà connus - mais essentiels - sur la politique de l'État tsariste et de ses compères monarchistes ou bourgeois de l'Occident, sur la « diplomatie », la guerre et la paix entre les « superstructures » des classes dominantes. Il résulte, pour chaque période historique, un alignement des forces issues du cours historique et des rapports économiques et sociaux, une sorte de parallélogramme des forces en présence, avec l'épicentre du mouvement et l'évaluation des forces dans leurs rapports respectifs.

Ces textes heurtent au plus haut point ceux qui ont une [9] vision simpliste de la lutte des classes. Le marxisme ne substitue pas l'histoire des peuples et des états à celle des classes, cependant il n'élimine pas d'un trait de plume les rapports entre peuples et états. En effet, après avoir trouvé l'explication fondamentale *dans l'économie*, il analyse les classes *dans l'ensemble de la société*. Pour cela, il montre que les classes, issues des rapports de production, commencent par s'organiser en groupements d'intérêts économiques, puis en parti politique et enfin en états politiques, dont les armées, l'administration, etc. sont les

prolongements. Ainsi les activités « superstructurelles » s'ajoutent-elles nécessairement aux activités de la base économique et les complètent-elles. Ces rapports sont complexes, et il y a toujours interaction entre les deux.

Si l'action des classes est déterminée par le niveau et la forme de l'économie, les « hommes font néanmoins leur histoire », en maniant les superstructures qu'elles se sont donnée, et cette action n'est pas sans résultat sur le devenir de la société, voire de l'économie - dans des conditions déterminées, bien sûr.

En gros, l'activité superstructurelle s'assimile à l'action de la violence, « cette accoucheuse d'une forme de société nouvelle » (*Capital*) et, dialectiquement, cette force accélère ou ralentit le cours de l'histoire, selon qu'elle est maniée avec succès par la classe révolutionnaire ou par les classes conservatrices et réactionnaires. Dans sa *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Marx définit justement le rôle des superstructures en ces termes : ce sont « des formes à travers lesquelles les hommes prennent conscience des conflits et les mènent jusqu'au bout ».

En fait, cette action dépend de la dynamique des classes et de leur maturité propre. Aux yeux du marxisme, la seule action consciente et militante possible est d'*accélérer* le cours du développement et de s'opposer aux forces qui ralentissent, voire font régresser l'histoire. Là se limite l'action révolutionnaire dans l'histoire.

Or, tout le « secret » de la haine farouche et obstinée que vouaient Marx-Engels au tsarisme russe, c'est précisément qu'ils voyaient dans l'*État* russe le frein le [10] plus puissant à la marche en avant de l'humanité, à son développement et à son épanouissement.

Le marxisme implique une vision déterminée des formes et des structures qui correspondent aux différentes activités et composent le corps social dans son ensemble, ainsi qu'une dialectique de leur articulation et de leur succession dans l'histoire². C'est en se situant par rapport à ce schéma que l'on peut juger du sens du développement social dans tel ou tel secteur. Or, selon ce schéma, la Russie tsariste formait une masse énorme et compacte à un niveau précapitaliste de produc-

² Cf. *Le fil du Temps*, n° 9, juillet 1972: «Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste.»

tion et de société, face au mode de production capitaliste qui s'efforçait de s'affirmer au monde pour la première fois dans l'histoire d'abord en Angleterre, puis sur le continent. Or cette masse énorme de forces du passé menaçait, dans une première phase de ramener purement et simplement à leur forme et à leur constitution passées les pays où cet immense, mais fragile progrès venait tout juste d'apparaître; dans une seconde phase et de ralentir au maximum l'expansion du capitalisme sur le reste du continent.

Cette menace réactionnaire de la Russie était d'autant plus gravement ressentie par les forces progressistes du continent que le capitalisme lui-même ne constitue qu'un progrès plein de contradictions, étant limité dans le temps et dans l'espace au profit final d'une seule classe qui, avant même que sa domination ne soit assurée, se ligue – comme on le verra – contre tout progrès, même capitaliste dans d'autres secteurs ou nations, et pour cela, s'allie avec les formes absolutistes du passé pour freiner toute marche en avant. C'est ainsi que, pour devenir le premier pays capitaliste du monde au point de vue économique, l'Angleterre dut se débarrasser du rival hollandais, qui dominait les mers et les colonies, puis du rival suédois, qui dominait le nord de l'Europe, sans parler du rival français. Pour empêcher ainsi l'extension du progrès capitaliste tout en s'assurant l'hégémonie mondiale par l'élimination de [11] ses rivaux bien placés, l'Angleterre s'allia avec le tsarisme en un pacte qui ne devait plus se défaire, puisque la bourgeoisie anglaise devenait de plus en plus conservatrice.

Marx fit de longues et minutieuses recherches touchant l'histoire, la diplomatie et le commerce pour déterminer la nature et l'ampleur exactes de cette alliance monstrueuse entre les forces du passé, le tsarisme russe, et celles du présent, le capitalisme occidental, pour imposer leur puissance qu'elles voulaient éternelles. Marx découvrit ainsi que le développement historique et économique de la Russie elle-même avait été non seulement arrêté, mais avait encore subi une régression au moment de l'invasion des Mongols.

Jusque-là, la Russie avait, en effet partagé le sort et le développement rayonnant de l'Italie, des Flandres, de la France et de l'Allemagne du moyen âge. La force de régression des temps modernes était donc celle-là même qui avait engendré le tsarisme et ce mélange d'asiatisme et de féodalisme qui régnait dans la vie sociale productive et politique de Russie. En fin de compte, ce pays souffrit

de ce retard jusqu'à la glorieuse révolution d'Octobre : il fallut – et dans cette mesure le prolétariat russe lui-même ne pouvait être indifférent à cette question historique - faire d'abord une révolution anti-féodale en février 1917, étant donné l'arriération économique et sociale du parti. Inutile d'ajouter que la liaison avec les pays de plein capitalisme était plus difficile pour le second stade de la révolution - celle qui devait embraser l'Europe occidentale, comme Marx et Engels l'avaient prévu dès 1875.

Ces textes concernent la naissance peu glorieuse du premier capitalisme et de ses démêlés avec ses rivaux, nous les avons trouvés de la manière la plus synthétique chez Riazanov, dont nous publions un fragment après cette préface.

Les autres textes de la première partie traitent de l'influence de la Russie sur le développement national de la Pologne et de la Prusse, puis de ses rapports avec l'impérialisme français, non seulement bourgeois, mais encore prébourgeois, dont Marx nous dit qu'il servit de modèle à la diplomatie tsariste, réactionnaire. Les textes sur la question [12] d'Orient montrent combien la Russie tsariste, malgré son état d'arriération, sut profiter de la situation pour se payer de sa collaboration avec le capitalisme occidental par des agrandissements de territoire, tant en Europe orientale et méridionale qu'au Proche-Orient, en direction de l'Inde et de la Chine. Dans sa longue étude sur la *Politique étrangère du tsarisme*, Engels montre, à la fin de sa vie, que la réaction tsariste n'avait fait que se renforcer dans le monde, et que ce monstre était le fauteur numéro un de la future guerre impérialiste, bien que les rapports économiques, sociaux et politiques à l'intérieur du puissant Empire russe aient considérablement changé.

Dans la *seconde partie*, nous avons groupé des textes de Marx-Engels analysant de façon magistrale les forces nouvelles, surgies du fonds productif et social du peuple russe, et sous l'effet des guerres extérieures ainsi que de l'action concertée des superstructures de l'État. Marx-Engels y analysent la *base économique*, dans laquelle s'élabore la vie productive et sociale des hommes et sur laquelle se greffent les forces révolutionnaires, qui feront éclater de l'intérieur le colosse de la réaction, ébranlant le système capitaliste tout entier - comme l'a montré la période révolutionnaire de 1917 à 1923, dont le schéma avait été prévu par Marx-Engels. Certes, la révolution échoua devant les coups féroces de la réaction désormais mondiale, mais elle

ne pourra que se reproduire dans une alliance à l'échelle mondiale entre pays développés et sous-développés, si la révolution veut réussir et le socialisme triompher.

[13]

LA RUSSIE

Première partie

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE OFFICIELLE

[Retour à la table des matières](#)

[14]

[15]

Première partie :
La politique étrangère de la Russie officielle

I. TSARISME RUSSE ET NAISSANCE DU CAPITALISME ANGLAIS

« Nous constatons que la Moscovie n'a pu devenir la Russie qu'en se transformant de puissance continentale à moitié asiatique en puissance maritime prépondérante dans la Baltique. Ce simple fait ne nous confirme-t-il pas dans notre conclusion que l'Angleterre, la plus grande puissance maritime de l'époque et qui, de plus, se trouvait à l'entrée de la mer du Nord et de la Baltique a été pour quelque chose dans cet important changement. » (Marx, *Secret Diplomatic History of the 18th Century*, 1856.)

[Retour à la table des matières](#)

[15]

KARL MARX, ORIGINE DE L'HÉGÉMONIE DE LA RUSSIE EN EUROPE

Recherches critiques de D. Riazanov

Le rôle contre-révolutionnaire de la Russie et de l'Angleterre en 1848.

[Retour à la table des matières](#)

La tempête révolutionnaire de 1848 gagna toute l'Europe occidentale après avoir donné le branle non seulement à Vienne, mais encore à Berlin. Pourtant elle cessa aux [16] frontières de la Russie. L'agitation, un instant perçue à Pétersbourg, n'eut aucune suite, et les rapports qui parvinrent à la sinistre « troisième section » de la police politique, signalèrent que « tout était dans l'ordre le plus parfait ». Tel un fauve, qui se tapit et guette l'occasion propice pour se jeter sur sa proie, la Russie suivait minutieusement les péripéties de, la lutte révolutionnaire en Allemagne, cependant qu'elle concentrait son armée à ses frontières occidentales ³.

³ Le texte de D. Riazanov que nous reproduisons en introduction aux écrits de Marx-Engels sur la Russie est tiré de la revue théorique de la social-démocratie allemande *Die Neue Zeit : Ergänzungshefte zur Nemen Zeit*, no 5, 1908-1909, paru le 5 mars 1909, Stuttgart, Verlag und Druck Paul Singer.

Dans ce premier chapitre, Riazanov s'appuie dans sa démonstration sur les articles de Marx-Engels dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, auxquels le lecteur français peut désormais se référer, puisque les Editions Sociales en ont entrepris la traduction : Karl Marx/Friedrich Engels : *La Nouvelle Gazette rhénane (Neue Rheinische Zeitung) I^{er} juin-5 septembre 1848*, tome 1,

« Le tsar est déjà aux portes de Thom », écrivit *La Nouvelle Gazette rhénane* de Marx-Engels⁴. Ce fait détermina toute la politique extérieure de la démocratie allemande et de l'aile extrême-gauche, qui se groupait autour de *La Nouvelle Gazette rhénane*. Marx y proclama ouvertement : « Seule la guerre contre la Russie est une guerre de l'Allemagne révolutionnaire, une guerre où elle rachètera les fautes du passé, où elle se virilisera, où elle pourra vaincre ses propres despotes, où, comme il est de règle lorsqu'un peuple brise les chaînes d'une longue et veule servitude, elle paiera le fait de propager la civili-

501 p., 1964 ; t. II, 7 septembre-4 février 1849, 1970, 382 p., t. III, 14 février-19 mai 1849, 1971, 575 pages.

Nous n'avons pas reproduit dans notre recueil certains articles consacrés à la Russie, notamment celui qui commente la note menaçante de Nesselrode, cf. t. 1, p. 360-368. Nous renvoyons le lecteur aux articles qui mettent plus ou moins directement en cause la Russie : tome 1, « Nouveau partage de la Pologne », p. 82-85, « l'Insurrection de Prague », p. 116-119, « Le Débat sur la Pologne à Francfort », p. 389-441 ; t. II : les articles ayant trait à la guerre et l'armistice avec le Danemark, p. 7-11, 15-20. « La Nouvelle Sainte-Alliance », p. 278-279, « La Lutte des Magyars », p. 313-318 ; t. III, « Le Panslavisme démocratique », p. 62-82.

(Sauf mention contraire, les notes sont du traducteur.)

⁴ Cette phrase est tirée de l'article « L'Assemblée ententiste du 15 juin », cf. Éditions Sociales, t. I, p. 114-115.

En note, Riazanov fait suivre cette phrase du commentaire suivant : « La citation que nous reproduisons ci-dessus est extraite du rapport adressé au tsar par le comte Nesselrode qui fit, à l'occasion du 25^e anniversaire du couronnement de Nicolas I^{er}, un tour d'horizon de la politique extérieure russe. Elle illustre remarquablement la brève formule de *La Nouvelle Gazette rhénane* : « Les événements de 1848 - écrit le comte Nesselrode - ont encore conféré une importance plus grande au rôle de gardien et de protecteur de l'Ordre que la Providence vous a attribué depuis 1830. C'est ce qui est arrivé grâce à la sérénité avec laquelle Votre Majesté a laissé passer les premières conséquences de la tempête qui vient de souffler sur l'Europe, et a attendu, sans hâte superflue et sans avoir manifesté le moindre raidissement ou crainte, que le moment arrive où, dans votre sagesse, vous estimerez le plus opportun d'apparaître sur scène. Seul sur les ruines des vieux États de l'Europe continentale, vous rassemblez vos forces en silence, afin - au cas où cela deviendrait nécessaire - de défendre l'intégrité de votre territoire et d'employer en même temps ces forces pour la défense des autres » (Recueil de la *Société d'histoire russe*, Saint-Petersbourg, 1896, vol. 98, p. 294).

sation par le sacrifice de ses fils, et se rendra libre à l'intérieur en conquérant la liberté à l'extérieur ⁵. »

Pendant, de l'autre côté, Nicolas III et Nesselrode, son ministre des Affaires extérieures, qui avait entamé des tractations secrètes avec le « prince de la mitraille » à Berlin, poursuivaient purement et simplement la politique traditionnelle de la Russie, en se plaignant amèrement, dans la circulaire du 6 juillet, que la Russie fût la victime de suspicions injustes en Allemagne depuis la révolution de mars. « On proclame que la guerre contre la Russie, écrivait Nesselrode, est l'une des tâches les plus importantes de l'heure. » L'absolutisme russe sommait les Allemands de respecter les traités de 1815, dont le rôle était de perpétuer le démembrement de l'Allemagne, en s'élevant de la manière la plus catégorique contre l'unité allemande, qui « tôt ou tard entraînerait inmanquablement l'Allemagne dans une guerre avec ses voisins ».

La lourde patte de l'ours russe se fit déjà sentir dans l'énergie avec laquelle la tentative de soulèvement en [17] Pologne prussienne fut écrasée. Dans la question du Schlesvig-Holstein, l'absolutisme russe se manifesta ensuite ouvertement, lorsqu'il contraignit la Prusse à n'effectuer qu'une guerre de parodie et à conclure le plus vite possible un armistice ⁶. Parmi les trois puissances contre-révolutionnaires d'Europe qui se rangèrent aux côtés du Danemark, *La Nouvelle Gazette rhénane* compte non seulement la Russie et la Prusse, mais encore l'Angleterre : « La Prusse, l'Angleterre et la Russie sont les trois puissances qui ont le plus à craindre la révolution allemande et sa conséquence première - l'unité allemande : la Prusse parce qu'elle cesserait

⁵ Cf. Engels, « L'Armistice prusso-danois », in : *La Nouvelle Gazette rhénane*, 9 septembre 1848, Éditions Sociales., t. II, p. 15-20.

⁶ En étudiant en juin 1853 la Question d'Orient, Marx se proposa d'écrire plusieurs articles pour démontrer comment la Russie était intervenue dans cette province allemande, et prépara des notes de lecture à cet effet : cf. M. Rubel, « Les Cahiers d'Étude de Karl Marx ». 11 : 1853-1856, in : *International Review of Social History*, Amsterdam, vol. 2, 1958, p. 43.

Dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, Engels avait publié déjà 'un article sur « La Parodie de guerre au Schlesvig-Holstein », in : Marx-Engels, *Écrits militaires*, l'Herne, p. 195-199. On trouvera dans cet ouvrage le schéma général de la stratégie marxiste au cours de la révolution de 1848-1849, p. 93-321.

alors d'exister, l'Angleterre, parce que le marché allemand serait alors soustrait à son exploitation, la Russie, parce que de ce fait la démocratie ne peut manquer de progresser non seulement jusqu'à la Vistule, mais même jusqu'à la Duna et au Dniepr. ⁷ »

Les correspondances londoniennes de *La Nouvelle Gazette rhénane* insistent sur le tour donné aux événements par l'Angleterre et le dirigeant de la politique extérieure anglaise, Palmerston. Après les événements de 1847 en Suisse et en Italie, Palmerston faisait figure de champion du constitutionnalisme et de la concorde nationale aux yeux des membres de la Sainte-Alliance et même aux yeux des Libéraux. Cet ennemi acharné du mouvement ouvrier anglais, ce serviteur fidèle du capital, qui soutenait le rempart de la Belgique constitutionnelle contre la France ⁸ appuyait les libéraux suisses avec son argent et son autorité « morale » et défendait les intérêts du commerce anglais dans la péninsule apennine contre l'Autriche, fut tout aussi « choqué » que le tsar Nicolas par la révolution de 1848. Il ne savait que trop bien que tout succès nouveau du mouvement révolutionnaire sur le continent renforcerait le chartisme en Angleterre, et mit donc tout en œuvre pour orienter la révolution dans une certaine voie. D'où son opposition acharnée à l'unification de l'Allemagne pour autant qu'elle était arrachée de force à la couronne par une victoire populaire. Toute défaite de la révolution en France et en Allemagne signifiait en même temps une défaite du chartisme anglais et un renforcement [18] des fonctions contre-révolutionnaires de l'Angleterre.

Dans son numéro du 1^{er} janvier 1849, Marx écrivit pour *La Nouvelle Gazette rhénane* un article, dans lequel il fit le bilan du mouvement révolutionnaire de l'année 1848 : « Mais le pays, qui fait de nations entières ses prolétaires, qui étreint le monde entier dans su bras de colosse, qui une fois déjà paya de son argent les frais de la restauration européenne, le pays au sein duquel les contradictions de classe se sont déjà développées sous la forme la plus violente et la plus cy-

⁷ Cf. *La Nouvelle Gazette rhénane*, 9 septembre 1848, l'article d'Engels sur « L'Armistice prusso-danois », in : *La Nouvelle Gazette rhénane*, Éditions Sociales, t. 11, p. 19-10.

⁸ Marx a consacré toute une série d'articles polémiques d'une grande violence contre le Premier ministre du puissant Empire britannique et instrument docile de la politique tsariste : cf. le tome 1 des *Œuvres Politiques de Marx-Engels* aux Éditions Costes, p. 125-232.

nique –l'Angleterre semble le roc contre lequel les vagues révolutionnaires se brisent ; c'est le pays qui affame la nouvelle société encore dans le sein de sa mère. L'Angleterre domine le marché mondial. Une révolution des conditions économiques à l'échelle nationale dans chacun des pays du continent européen, voire sur le continent européen tout entier, n'en sans l'Angleterre qu'une tempête dans un verre d'eau. La situation de l'industrie et du commerce au sein de chaque nation tu dominé par ses relations avec d'autres nations donc conditionnée par ses rapports avec le marché mondial. Or, l'Angleterre domine ce marché mondial, et la bourgeoisie domine l'Angleterre... La vieille Angleterre ne sera renversée que par une *guerre mondiale* qui seule peut offrir au parti chartiste, au parti ouvrier anglais organisé, les conditions d'un soulèvement victorieux contre ses gigantesques oppresseurs. Les Chartistes à la tête du gouvernement anglais - c'est alors seulement que la révolution sociale passera du royaume de l'utopie à celui de la réalité. Or toute guerre européenne, qui implique l'Angleterre, est une guerre mondiale. Elle sera menée au Canada comme en Italie, dam les Indes orientales comme en Prusse, en Afrique comme sur le Danube. Et la guerre européenne est la conséquence première de la révolution ouvrière victorieuse en France. Comme à l'époque de Napoléon, l'Angleterre prendra la tête des armées contre-révolutionnaires, mais la guerre elle-même la jettera à la tête du mouvement révolutionnaire et elle rachètera la faute commise contre la révolution du XVIII^e siècle. »

[19]

« Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française, guerre mondiale - voilà le sommaire de l'année 1849 ⁹ »

Le 2 juillet 1848 encore, *La Nouvelle Gazette rhénane* énonçait la longue liste de tous les péchés commis par les Allemands contre la liberté du nations les plus diverses pour sauvegarder la puissance des monarques absolus et reconnaissait qu' « au cœur de la Russie, des Allemands constituent les principaux soutiens du grand et des petits autocrates » et avaient fourni les troupes hanovriennes à la réaction d'Angleterre. Mais dans l'article du 15 février, Engels faisait remarquer : « On a toujours dit jusqu'à présent que les Allemands avaient

⁹ Cf. Karl Marx, « Le Mouvement révolutionnaire », 1^{er} janvier 1849, in : *La Nouvelle Gazette rhénane*, Éditions Sociales, t. II, p. 282-283.

été les lansquenets, les hommes de main du despotisme de toute l'Europe Nous sommes bien loin de nier la part honteuse prise par les Allemands aux guerres infâmes, menées de 1792 à 1815, contre la révolution française, à l'oppression de l'Italie depuis 1815 et de la Pologne depuis 1772 - mais qui était derrière l'Allemagne, qui a pris les Allemands pour mercenaires au pour avant-garde ? *L'Angleterre et la Russie* ¹⁰. »

Marx fait le point dans l'introduction à la série d'articles sur le *Travail salarié et Capital*. Il y explique que *La Nouvelle Gazette rhénane* n'a pas traité des conditions économiques, qui formaient la base matérielle des luttes de classes et de nations en 1848-1849, et il note que la rédaction avait considéré que sa tâche ; première avait été de suivre au jour le jour la lutte des classes. Il y énonce, en outre, les étapes essentielles de la révolution de février et de mars, et observe que « les ouvriers révolutionnaires ayant été vaincus l'Europe est finalement retombée dans son double esclavage traditionnel - celui de l'Angleterre et de la Russie ». Et Marx promet enfin d'étudier maintenant à fond les conditions économiques et de tenter non seulement d'analyser les rapports entre travail salarié et capital, mais de démontrer la ruine inévitable de la bourgeoisie sous le système actuel, dans lequel « les classes bourgeoises des différentes nations européennes sont commercialement assujetties et *exploitées par* le despote du marché mondial - l'Angleterre ¹¹ ».

[20]

Il ne put tenir sa promesse aussi vite qu'il l'eût souhaité. Le 19 mai, ce fut la parution du dernier numéro « en rouge » de *La Nouvelle Gazette rhénane* dans lequel Marx reprit la conclusion de son éditorial du 1^{er} janvier :

« *Soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière française* - voilà le sommaire de l'année 1849. »

¹⁰ Cf. l'article d'Engels - très important sur la politique russe - « Le Panslavisme démocratique », 15 février 1849, in *La Nouvelle Gazette rhénane*, Éditions Sociales, t. III, p. 75.

¹¹ Cf. Karl Marx, « [Travail salarié et Capital](#) » (1849), Éditions Sociales, t. III, p. 225-254. Cf. dans le même tome, l'article d'Engels du 21 avril 1849, « Les Russes », p. 266-269.

« Et déjà une armée révolutionnaire, composée de combattants de toutes les nationalités s'oppose à l'Est contre la vieille Europe coalisée autour de l'année russe et représentée par elle. D4~à de Paris menace la République rouge ! ¹² »

L'attente de Marx-Engels fut déçue : la Hongrie fut écrasée par l'année russe, et les espoirs de révolution sociale en Angleterre à la suite d'une victoire du chartisme ne se réalisèrent pas plus que ceux d'un nouveau soulèvement du prolétariat français après l'écrasement de l'insurrection de juin, donnant une impulsion nouvelle au mouvement révolutionnaire général ¹³.

La réaction déchainée pourchassa Marx d'un pays à l'autre. La défaite de la démocratie petite-bourgeoise du 13 juin 1849 ¹⁴ le força même à quitter Paris et à se réfugier à Londres où il entreprit aussitôt la publication de *Revue de la Nouvelle Gazette rhénane*.

Si la Prusse et l'Autriche évoluaient à la remorque de la Russie, la politique bourgeoise française ne faisait que suivre la politique extérieure de l'Angleterre que dirigeait Palmerston : « Le rôle de médiateur que Cavaignac et l'Assemblée nationale jouèrent en *Italie du Nord*, afin de trahir celle-ci en commun avec *l'Angleterre*, au profit de l'Autriche - cette seule journée de puissance détruisit dix-huit années d'opposition du *National*. Aucun gouvernement ne fut moins national que celui du *National*, ni plus dépendant de l'Angleterre... ni moins servile à l'égard de la Sainte-Alliance. »

Au reste, quelle puissance procura à la Russie l'argent qui lui permit de remplir sa mission contre-révolutionnaire ? *l'Angleterre*. Début 1850, Nesselrode écrivit plein de joie au prince Voronsov : « Nous

¹² Cf. Karl Marx, « L'Interdiction de la Nouvelle Gazette rhénane par la loi martiale », 18 mai 1849, in : Marx-Engels, *Écrits militaires*, p 262-266.

¹³ En ce qui concerne la dialectique de l'impulsion donnée aux mouvements nationaux d'Europe centrale et méridionale par la révolution ouvrière (juin 1848) et la possibilité d'une relance de celle-ci grâce aux mouvements nationaux et démocratiques d'Europe centrale (mai 1849) : cf. *Le Fil du Temps*, no 10, sur la « Question militaire du marxisme », et également l'article d'Engels du 18 mai 1849, intitulé « la Hongrie », in Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 251-262.

¹⁴ Cf. l'article de Marx dans le *Volksfreund* du 29 juin 1849 intitulé « Le 13 Juin » en traduction française dans Marx-Engels, *Le Mouvement ouvrier français*, Petite Collection Maspéro, t. I., p. 138-142.

avons reçu dernièrement une nouvelle démonstration éclatante des sympathies [21] que l'Angleterre témoigne maintenant à la Russie. Cette démonstration est l'accueil réservé à notre emprunt, malgré les Cobben Peace & Co, comme le *Morning Chronicle* appelle ironiquement les libres échangeistes. Pensez donc, la souscription atteignit le montant de 16 millions de livres. Que l'on dise encore qu'on n'aime plus la Russie en, Angleterre ¹⁵. »

De même il est difficile de dire laquelle des deux puissances - Russie ou Angleterre ? - a soutenu les chefs des Cent Noirs avec le plus de zèle lors de la restauration de « l'ordre et de la paix ». En son nom propre, *L'Economist* déclare dans son numéro du 29 décembre 1851 : « Dans toutes les Bourses d'Europe, le président-général est maintenant reconnu comme le gardien de l'ordre. » Et Nesselrode écrit que, dans toutes ses manifestations à l'égard de ce président, la Russie « s'est toujours acquise des mérites indéniables en jugulant l'esprit révolutionnaire », qu'elle approuve tout ce qui se fait « dans l'intérêt de l'ordre », et il lui conseille « d'ailleurs aussi de poursuivre imperturbablement dans cette même voie ¹⁶ ».

Le coup d'État du 2 décembre 1851 sanctionna la victoire définitive de la contre-révolution. En Autriche, la Constitution fut modifiée ; en Allemagne, la réaction s'étala de la façon la plus éhontée, après le procès des communistes de Cologne et l'élimination des derniers vestiges d'associations ouvrières. Après l'humiliation de Varsovie, ce fut la honte d'Olmütz. Dans le protocole de Londres du 8 mai 1852, le Schlesvig-Holstein fut livré à la domination étrangère du Danemark. Or quelles étaient les principales instigatrices du protocole de Londres ? *L'Angleterre et la Russie*.

Le vieil « esclavage anglo-russe » s'abattit maintenant sur toute l'Europe. La Prusse se surpassait dans la servilité à l'égard de la Russie. Alexandre II, le très cher neveu de l'oncle encore plus chéri, Guillaume, le futur empereur d'Allemagne, s'exprimait en ces termes à propos de la Prusse : « Plus la Prusse est insultée, plus vivement nous tiendrons à elle. » Les rapports entre la Russie et l'Angleterre étaient les plus amicaux du monde, - au point que [22] Nicolas 1^{er} prit toutes

¹⁵ Extrait de la lettre de Nesselrode au prince Voronsov, 7-19 février 1850, in : *Archiv. des Fürsten Woronsow*, vol. 40, p. 361. (Note de Riazanov.)

¹⁶ *Ibid.*, p. 421.

dispositions pour recueillir, de concert avec l'Angleterre, l'héritage de l' « homme malade » - la Turquie -, car d'ores et déjà, il se sentait pleinement assuré de l'accord de la Prusse et de l'Autriche, Le premier esclavagiste de Russie ne connaissait-il pas parfaitement la psychologie des esclaves ?

Aux yeux de Marx, ce triomphe de la réaction n'était nullement dû au hasard. Dès l'automne 1850, après l'étude approfondie des conditions économiques existantes et les événements de 1849 et 1850, il en était venu à la conclusion qu'il ne pouvait plus être question pour le moment d'une véritable révolution. Il démontra que la prospérité commerciale et industrielle, qui était déjà revenue au courant de l'armée 1848 et n'avait fait que se développer en 1849, paralysait l'essor révolutionnaire et rendait en même temps possible le triomphe de la réaction ¹⁷.

La dépendance économique du continent vis-à-vis de l'Angleterre se manifestait avec la même acuité en période d'essor économique qu'en période de crise. Le continent suivait servilement l'exemple de l'Angleterre : « Sur le continent la période de crise est survenue plus tard qu'en Angleterre, tout comme la prospérité. C'est l'Angleterre qui inaugure toujours le processus c'est le démiurge du cosmos bourgeois » ¹⁸.

L'esclavage politique dans lequel l'Europe Continentale se trouvait vis-à-vis de la Russie était complété par sa dépendance économique vis-à-vis de l'Angleterre.

La révolution de 1848 s'est brisée tout autant sur la résistance de la Russie - ce despote politique de l'Europe - que sur celle de l'Angleterre - ce despote du marché mondial. De Londres partaient tous les fils de l'économie, qui enserraient le marché mondial et assuraient la dépendance de l'Europe continentale à l'égard de la bourse de Londres, tandis qu'à Pétersbourg on forgeait inlassablement les chaînes dans lesquelles gisait la révolution vaincue et exsangue ; c'est là où se tissaient les intrigues de la réaction auprès des cours de Berlin

¹⁷ Cf. Karl Marx, « Revue de Mai à Octobre (1850) » in : *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*, en traduction française dans *Études de Marxologie* (7), Cahiers de 11. S. E. A., no 40, 1963, p. 135-158.

¹⁸ *Ibid.*, p. 157.

aussi bien que de Madrid et de Lisbonne au dépens de leurs peuples ¹⁹.

Telle était l'atmosphère politique au moment où Marx [23] reprit ses travaux économiques, interrompus par la révolution. Au premier plan, c'était pour lui l'étude du « démiurge du cosmos bourgeois », l'effort de percer le mystère de la société bourgeoise, « L'énorme documentation sur l'histoire de l'économie politique, amassée au *British Museum*, l'observatoire propice qu'offre Londres pour l'analyse de la société bourgeoise, enfin le nouveau stade de développement que celle-ci semble avoir abordé après la découverte de l'or californien et australien » - tout cela détermina Marx à reprendre ses études par le début et à soumettre sa théorie à la critique de tout ces éléments nouveaux. Le premier fruit en fut la *Contribution à la critique de l'économie politique*, par laquelle Marx commença à tenir la promesse qu'il avait faite dix ans auparavant aux lecteurs de *La Nouvelle Gazette rhénane*.

Mais, de 1850 à 1860, Marx ne s'attacha pas seulement à l'étude du « cosmos bourgeois ». Il rechercha avec non moins de zèle à éclaircir les « mystères de la politique gouvernementale internationale ». Londres n'était pas seulement l'observatoire favorable à l'étude des conditions économiques du marché mondial. Comme la Haye l'avait été au XVIII^e siècle, c'était encore à présent le lieu où s'inscrivait dans les bulletins de la bourse - comme en un baromètre la moindre oscillation de la pression atmosphérique - toute modification si faible soit-elle du champ des forces politiques internationales, et ce plus rapidement que partout ailleurs. Seul en Angleterre il était possible à cette époque que se manifestât toute une série de commissions spécialisées

¹⁹ « Le principe fondamental de notre politique », écrivait Nesselrode en janvier 1833 au prince de Lieven à Londres, « nous oblige à déployer tous les efforts pour maintenir le pouvoir d'État partout où il existe, pour le soutenir là où il s'est affaibli, et enfin pour le sauver de la ruine là où il est exposé à des attaques ouvertes. » Cette dépêche était destinée à Palmerston, qui se montra plus intraitable dans l'affaire belge que dans la polonaise. « La Grande-Bretagne, notre vieille amie et alliée, a trop longtemps partagé les mêmes idées que nous pour ne pas être tout à fait familiarisée avec elles. » Cf. F. Martens, *Recueil des Traités et Conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, t. XII, Pétersbourg 1898, p. 24-25. (Note de Riazanov.)

- les *Foreign Affairs Committees* - à l'échelle du pays entier, qui se consacraient uniquement à l'examen de la politique extérieure, suivant avec minutie l'activité du ministère des Affaires étrangères et soumettant chaque démarche de sa politique à la critique la plus vive.

Ce n'est pas seulement par penchant personnel que Marx chercha « à percer les mystères de la politique des gouvernements et à en surveiller les coups diplomatiques ».

La nécessité impérieuse de gagner sa vie l'obligea à accepter l'emploi de correspondant européen de la *New [24] York Tribune*, qui était alors le premier journal anglo-américain. Comme il ne pouvait s'occuper que très secondairement de la correspondance proprement dite du journal, il s'ensuivit un éparpillement inouï de ses études. Or, cette discipline en apparence entièrement séparée et éloignée, à laquelle il dut se dédier un temps plus ou moins long et qui le détourna de ses recherches économiques fondamentales, ce fut l'histoire des relations diplomatiques internationales qui occupa la première place dans ses travaux.

Les événements de 1848-1849 avaient amené Marx à penser, avant son installation à Londres, que l'Angleterre et la Russie avaient été des alliés *de facto* dans la lutte contre la révolution. Au cours de son séjour à Londres, sa conviction ne fit que se renforcer au sujet du caractère contre-révolutionnaire de la politique de Palmerston, que la camarilla prussienne tenait à cette époque pour un agent de la révolution, les Libéraux prussiens pour le champion du constitutionnalisme et le protecteur de l'idée nationale au même titre que Napoléon III. On comprend donc son intérêt pour les écrits de David Urquhart qui, vingt ans durant, s'était employé inlassablement à dévoiler les intrigues de la diplomatie russe et à dénoncer la servilité de Palmerston à l'égard de la Russie, tout en louant avec le même zèle la domination turque dans la péninsule balkanique. Sa haine contre la Russie et sa constante opposition à Palmerston firent que Urquhart se rapprocha non seulement de l'émigration révolutionnaire polonaise et hongroise, mais encore de Marx lui-même.

On ne peut cependant en déduire que Marx tomba sous l'influence exclusive d'Urquhart. C'était déjà impossible du simple fait que chacun d'eux partait de prémices et de principes diamétralement opposés, et que leurs buts aussi divergeaient complètement. Marx ne partageait

pas les tendances turcophiles d'Urquhart et en faisait des gorges chaudes, comme il ressort du tableau ironique qu'il dresse de cet original d'Urquhart, qui s'enthousiasmait tout autant pour la liberté turque que pour les bains turcs : « Ce monsieur d'origine écossaise est pétri de réminiscences moyenâgeuses et patriarcales de sa patrie, mais [25] élevé à la mode anglaise et cultivé de façon tout à fait moderne. Après avoir passé trois ans en Grèce à combattre les Turcs, il échoua par hasard en Turquie, où il ne tarda pas à devenir le plus ardent admirateur des Turcs. Notre romantique homme des *Highlands* se sentit tout à fait chez lui dans les gorges du Pinde et des Balkans. On peut résumer en trois paradoxes ses ouvrages sur la Turquie qui, au demeurant, fourmillent d'indications précieuses : premièrement, si M. Urquhart n'était sujet anglais, il voudrait certainement être Turc ; deuxièmement, s'il n'était déjà calviniste presbytérien, il ne voudrait être que mahométan, et troisièmement, l'Angleterre et la Turquie sont les deux seuls pays au monde qui ont le bonheur de jouir de l'auto-administration et de la liberté civile et religieuse ²⁰. »

Dans *Herr Vogt*, Marx décrit comme suit ses rapports avec D. Urquhart et son parti : « Les écrits d'Urquhart sur la Russie et contre Palmerston m'avaient vivement intéressé, mais pas convaincu. Pour me faire une idée bien arrêtée, je soumis à une analyse longue et serrée les *Parliamentary Debates* de Hansard, ainsi que *Livres Bleus* de 1807 à 1850. Le premier fruit de ces recherches fut une série d'articles dans la *New York Tribune* (fin 1853), où je démontrai la collusion de Palmerston avec le cabinet de Pétersbourg en raison de leurs transactions sur la Pologne, la Turquie, la Circassie, etc. Peu après je fis reproduire ces articles dans *The Peoples Papers*, l'organe chartiste rédigé par Ernest Jones, et j'y ajoutai de nouveaux passages sur l'activité de Palmerston. Dans l'intervalle, le *Glasgow Sentinel* avait, lui aussi, reproduit l'un de mes articles « Palmerston and Poland », qui attira l'attention de M. D. Urquhart. A la suite d'une entrevue que j'eus avec lui, il incita M. Tucker, de Londres, à publier une partie de mes articles sous forme de pamphlet. Ce pamphlet contre Palmerston fut,

²⁰ Cf. Fr. Engels, « La Question turque, » in : *New York Tribune*, 19 avril 1853, en traduction française dans Marx-Engels, *Œuvres politiques*, t. III sur « La Question d'Orient » Éditions Costes, p. 31-40. Encore à propos d'Urquhart, cf. *ibid.*, p. 141.

dans la suite, diffusé à 15 000 ou 20 000 exemplaires en différentes éditions ²¹. »

De fait, ces brochures de Marx connurent un énorme succès et contribuèrent dans une mesure non négligeable à détruire la légende dont le nom de Palmerston était [26] entouré sur le continent européen aussi bien qu'en Angleterre même. Marx dévoila impitoyablement toutes les contradictions de la politique palmerstonienne et démontra qu'il était *de facto* un agent de la contre-révolution, au même titre que les diplomates de Pétersbourg : « Il s'oppose à toute influence étrangère en paroles, et s'y plie en fait. Il a hérité de Canning la mission de propager le constitutionnalisme sur le continent. Aussi ne manque-t-il jamais l'occasion d'exciter les préjugés nationaux, d'œuvrer contre la révolution à l'étranger et de provoquer en même temps la suspicion et la jalousie des autres puissances. Après avoir réussi, de cette façon commode, à devenir la bête noire de toutes les cours du continent il lui fut facile de passer en même temps chez ses compatriotes pour le seul homme d'État vraiment anglais... Un parti l'accuse d'être à la solde de la Russie, l'autre le suspecte de carbonarisme... Il était au pouvoir lorsque les Polonais, les Italiens, les Hongrois et les Allemands furent écrasés; mais les oppresseurs de ces peuples ne le soupçonnaient pas moins de conspirer en sous-main leurs victimes. À l'écrasement desquelles à avait assisté imperturbablement. Dans tous les cas, c'est une sorte de présage de succès que de le compter parmi ses adversaires, car jusqu'ici son amitié n'a jamais été que le présage d'une ruine certaine. » ²² À quoi Marx pouvait ajouter de l'Ordre y faisaient exception » car ils pouvaient toujours compter sur l'amitié indéfectible de Palmerston.

²¹ Cf. Karl Marx, *Herr Vogt*, Londres 1860 (Éditions Costes, t. 1, p. 174-175). Les articles sur Palmerston ont été rassemblés dans un recueil intitulé *The Story Of The Life Of Lord Palmerston*, dont Éléonore Marx a préparé l'édition, parue peu après mort tragique. Voici les brochures auxquelles Marx fait allusion : 3^e chapitre sous le titre « Palmerston and Poland », et le 5^e chapitre sous le titre « Palmerston what has he done ». Les deux brochures - notamment la seconde - ont été considérablement complétées dans l'édition particulière. Elles furent éditées dans la série de Tucker « Political Fly-Sheets » t. 1, n^{os} 1 et 2. (Note de Riazanov.)

²² Cf. Karl Marx, *The Story Of The Life Of Lord Palmerston*, Londres, 1899, p. 8-9 (trad. fr : *Œuvres politiques*, Éditions Costes, t. 1, p. 128-129).

Marx estimait avec raison que Palmerston jouait un rôle contre-révolutionnaire, en s'alliant et en collaborant étroitement avec les autres agents de la contre-révolution. L'activité politique ultérieure de l'honorable lord ne fera que le confirmer. Il fallait avoir là faiblesse de vue politique des libéraux allemands du années 1850 pour voir, encore après la révolution de 1848, en Palmerston un défenseur des principes du constitutionnalisme à tout prix et le protecteur des nationalités opprimées. Il vaut d'être noté que Vogt considérait les attaques de la « clique Marx » contre lord Palmerston comme un simple prolongement de sa propre opposition à Max. Lassalle lui-même était [27] fasciné par la légende et s'efforçait *de* justifier les nombreuses initiatives de Palmerston - dont certaines prises sous la pression du cabinet de Pétersbourg ou en plein accord avec la diplomatie russe - comme étant dictées par une politique anti-russe ! Toute la littérature ultérieure sur la campagne de Sébastopol confirme que Marx et Engels avaient parfaitement raison de qualifier la guerre de Crimée - dans la mesure où c'était un acte de l'Angleterre *officielle* - de simple parodie de guerre, bien qu'elle eût coûté des millions de vies humaines et englouti des milliards de francs ²³.

²³ Au lieu de faire une guerre progressive pour avancer le mode de production et de société moderne en Europe orientale, les alliés anglais et français firent une guerre de parodie, préfiguration des massacres modernes de la guerre impérialiste. Dans la *Neue Oder-Zeitung* du 20 août 1855, écrivait sous le titre significatif « La Guerre incompréhensible » : « Indiscutablement, la guerre anglo-française contre la Russie figurera toujours dans l'histoire militaire comme la « guerre incompréhensible ». Rodomantades accompagnées d'une action militaire minime ; préparatifs énormes et résultats insignifiants ; prudence frisant la peur et suivie d'une témérité telle que l'engendre l'ignorance ; plus que de la médiocrité chez les généraux et plus que de la bravoure chez les troupes ; défaites pour ainsi dire voulues, immédiatement consécutives à des victoires gagnées par des malentendus ; armées perdues par la négligence et sauvées de nouveau par le hasard le plus étrange - un grand ensemble de contradiction et d'inconséquences. Et, en cela, les Russes se distinguent presque autant que leurs ennemis. Si les Anglais ont détruit une armée modèle grâce à la mauvaise administration de fonctionnaires civils, la lenteur et l'incapacité des officiers ; si les Français se sont jetés dans des dangers inutiles et ont eu à supporter des pertes énormes, uniquement parce que Louis-Napoléon affectait de diriger la guerre depuis Paris, les Russes ont subi des pertes analogues par suite d'une mauvaise gestion et d'ordres imbéciles, mais péremptoires, venus de Pétersbourg. » Le lecteur

Aux pamphlets de Marx sur Palmerston se rattachent les nombreux articles sur la question d'Orient et la guerre de Crimée de la *New York Tribune* (1853-1856), rassemblés par la fille de Marx, Eleonore Aveling, et publiés sous le titre « *The Eastern Question* »²⁴.

trouvera dans les *Œuvres politiques* des Éditions Costes la plupart des articles sur la guerre turque et la campagne anglo-française de Crimée.

Pourtant, Marx avait guetté les moindres signes d'une volonté de vaincre des alliés occidentaux : « Enfin la possibilité semble s'offrir aux Français et aux Anglais de porter un coup sérieux à la puissance et au prestige de la Russie, et tous - en Angleterre - nous suivons avec une recrudescence d'intérêt le mouvement contre Sébastopol... » (Éditions Costes, t. V, p. 139.)

Marx fut-il donc plus militariste que les généraux français et anglais ? C'est ce que se demanderont ceux qui ne voient d'autre alternative que le pacifisme et l'approbation de toutes les guerres. La Moscou et les partis communistes dégénérés revendiquent à la fois ces deux positions, le pacifisme pour les actions du prolétariat et les gloires militaires du côté russe, en quelque guerre réactionnaire que ce fût. Ainsi le gouvernement russe a célébré avec éclat le centenaire du siège de Sébastopol et a décoré d'une haute distinction cette ville, parce que les armées contrerévolutionnaires du tsar de l'époque y avaient résisté héroïquement. Quelle est donc la position du marxisme ? Dans la période historique de 1789 à 1871, le marxisme approuve certaines guerres des États capitalistes, parmi lesquelles celle de Crimée. Puis, dans la période de 1914, il passe à la désapprobation et au sabotage de la guerre dans les deux camps. Cependant même quand le marxisme approuvait et encourageait ces guerres, il le faisait pour un côté seulement. L'approbation de la guerre des deux côtés en même temps ne trouvera jamais place dans le marxisme. Elle n'existe que pour le nationalisme le plus banal et le chauvinisme bourgeois. Dans la guerre de Sébastopol, le marxisme révolutionnaire ne voyait le camp progressif que du côté des assiégés - s'ils faisaient vraiment la guerre -, mais en tout cas en rien du côté des assiégés.

Au reste, les dirigeants soviétiques ont rendu les mêmes hommages à la garnison de Port-Arthur pour sa longue défense contre les Japonais en 1905, alors que Lénine - comme Marx pour Sébastopol - souhaitait la défaite du tsarisme qui accélérât le mouvement révolutionnaire en Russie et dans le monde. Il faut donc que les dirigeants russes aient perdu toute vision révolutionnaire - ce que toute leur politique confirme - pour magnifier les gloires militaires et patriotiques du passé tsariste. Mais cela démontre encore plus : ils sont tombés au niveau bourgeois le plus vulgaire, avec tout le chauvinisme que comporte inévitablement leur position nationale.

²⁴ Nous traiterons de manière plus détaillée de ces articles, dont l'édition allemande est en préparation. [Cf. « les commentaires et Introductions de Riazanov à la question d'Orient » dans : Marx-Engels, *Œuvres Politiques*, t. 2-

Palmerston dirigea pratiquement, sans discontinuité la politique extérieure de l'Angleterre de 1830 à 1851, puis de nouveau, avec de brèves interruptions, de 1852 à sa mort. On comprend que Marx ait eu la conviction de plus en plus nette que, derrière la collaboration de fait entre l'Angleterre et la Russie dans la lutte contre la révolution, se cachaient aussi une collaboration et une solidarité idéologique, pour ainsi dire privée, entre les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg. Pour contre-nature qu'apparaisse une telle alliance entre l'Angleterre constitutionnelle et la Russie despotique, une série de faits - non seulement avant, mais encore après 1850 - témoigne de l'existence d'une telle collaboration secrète, qui ne disparut même pas dans les années où le pouvoir des whigs se substitua à celui des tories en Angleterre

« Lorsqu'en mars 1849 lord Dudley présenta une proposition aux Communes pour condamner l'occupation russe des Principautés danubiennes, lord Palmerston défendit avec la dernière énergie l'action du gouvernement tsariste et le droit de celui-ci d'assurer l'ordre dans les Principautés. Cependant, le défenseur le plus éloquent de la politique russe en Orient fut Disraeli, le futur lord Beaconsfield ! Lorsque l'ambassadeur russe Brunnov transmit à Palmerston [28] la nouvelle de l'invasion de troupes russes en Hongrie, le noble lord écouta sa déclaration avec une indifférence manifeste et se contenta d'observer : « Mettez-y rapidement fin ! » Le tory invétéré, le duc de Wellington, recommanda à cette occasion le plan suivant : « Efforcez-vous d'opérer en masse, avec des forces suffisantes pour écraser d'un seul coup la révolte. Faites une grande guerre avec de grands moyens. Vous les avez ²⁵ »

C'est après la guerre de Crimée seulement que se cristallisèrent plus ou moins les tendances anti-russes des conservateurs anglais. Jusqu'aux années 1860 cependant - que les tories ou les whigs fussent au pouvoir - la grande bourgeoisie anglaise, « lorsqu'il s'agissait de

7.] Nous traiterons alors des rapports entre la politique de Palmerston et la question d'Orient ainsi que de la politique anglaise à l'époque de la guerre de Crimée dans la perspective de Marx. (Note de Riazanov.)

²⁵ Et le porte-parole officieux russe - le fameux professeur Martens - d'ajouter : « Les paroles du duc de Wellington attirèrent particulièrement l'attention du tsar, puisque celui-ci les souligna dans le rapport du baron Brunnov du 29 avril (1^{er} mai) 1849. » Cf. Martens, *I. c.*, p. 253-255. (Note de Riazanov.)

rétablir l'ordre », s'alliait d'autant mieux avec l'absolutisme russe, qu'elle foulait aux pieds tous les principes du libéralisme, comme en témoigne le ministère « radical » Asquith et Gray, allié au colonel Liatchov, qui vola au secours du souverain de Perse en bombardant la Meachla et en écrasant les révolutionnaires persans. Les Libéraux européens des années 1850 ne manifestèrent pas moins de naïveté vis-à-vis de l'Angleterre constitutionnelle que les Cadets russes qui soutiennent l'actuelle alliance anglo-russe et se refusent toujours à voir derrière Liatchov la silhouette de monsieur von Hartwig et ne « peuvent toujours pas croire » que Gray se cache derrière Hartwig.

Marx ne se contenta pas d'étudier les livres bleus diplomatiques de 1807 à 1850. Les sympathies presque immuables des whigs pour la Russie l'obligèrent à étendre ses investigations jusqu'à l'histoire du XVIII^e siècle, au cours duquel l'oligarchie whig régna presque sans interruption. Son hypothèse était que le vieil esclavage anglo-russe qui s'abattit une nouvelle fois sur l'Europe après la révolution de février 1848, était le fruit de l'alliance entre l'Angleterre et la Russie, et que la collaboration *effective* de l'Angleterre et de la Russie qui, aux yeux de Marx, ne faisait pas de doute, était le résultat de conventions précises entre diplomates russes et anglais.

Cette conviction il la transforma en une solide certitude, lorsqu'« en passant en revue au *British Museum* les manuscrits [29] diplomatiques qui s'y trouvait, il y découvrit une série de documents anglais, allant de l'époque de Pierre le Grand à la fin du XVIII^e siècle et dévoilant la durable collaboration secrète des cabinets de Pétersbourg et de Londres, dont la naissance date de l'époque de Pierre le Grand ». Cependant, il ne découvrit pas seulement une documentation toute inédite à l'époque, qui, comme il le pensait, n'avait encore été utilisée par qui que ce soit d'autre que lui, il tira une documentation entièrement nouvelle de la littérature brochée du XVIII^e siècle, dont il devint un connaisseur hors pair. ²⁶ Il entreprit l'élaboration scientifique de cette

²⁶ C'est certainement cette circonstance qui explique la négligence avec laquelle ce livre fut édité. Ni le lieu, ni la date de la première édition n'y est mentionné. Abstraction faite des coquilles, un chapitre en est totalement défiguré par suite de l'omission de tout un passage, due aux négligences de l'éditeur. Les articles avaient tout d'abord été imprimés dans *Free Press*, de Londres des 16 et 23 août, 13 et 20 septembre, 4 octobre, 8 et 29 novembre, 6 et 20 décembre 1856, puis des 4 et 18 février et 1^{er} avril 1857. (Note de

masse de documents avec toute la passion qui le caractérisait. Comme il l'indique dans *Herr Vogt*, de toute l'œuvre qu'il réalisa sur ce sujet, il n'en publia que l'introduction sous le titre *Revelations of the Diplomatic History of the 18th Century* qui parut d'abord dans la *Presse* de Sheffield, puis dans la *Free Press* de Londres, qui toutes deux appartenaient à Urquhardt. Il s'agit du même ouvrage que celui qui fut préparé par Eleanore Marx après la mort d'Engels, sous le titre *The Story of the Life of Palmerston*.

Dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, Marx nous a fourni un modèle de journalisme insurpassable, en sachant tirer « de la masse de faits confus et apparemment contingents, sans liens et inconciliables entre eux » ceux qu'il fallait privilégier et de mettre en lumière comme étant essentiels, afin de découvrir dans le passé les racines du présent, ainsi que les germes du futur. C'est de la sorte que, dans le Dix-Huit Brumaire, suivant la trace encore toute chaude des événements, il avait brossé à grands traits, de manière géniale, l'histoire des luttes de classe en France de 1848 pour conclure que le coup d'État de Napoléon III en serait le résultat nécessaire.

La Révolution et la Contre-Révolution en Allemagne déroule tout le film des événements allemands de la même époque, et nous voyons en pleine lumière les moments cruciaux de la révolution en Allemagne et en Autriche. Le mode de leur genèse faisait de ces écrits comme de *La Guerre civile en France*, des œuvres d'actualité et de journalisme, et non des recherches d'historien. S'ils sont devenus pour [30] nous des chefs-d'œuvre de l'histoire des événements qu'ils relatent à chaque fois, si toutes leurs conclusions rejoignent celles de la littérature historique ultérieure, cela ne fait que démontrer la profondeur *historique* de l'activité journalistique de Marx et l'objectivité de ses études, malgré toute la subjectivité de l'angle sous lequel il se plaçait.

Les *Révolutions* forment la seule étude, dont nous disposons sur l'histoire politique de l'Angleterre et surtout de la Russie. Marx y recherche dans un passé lointain la solution de l'énigme de la puissance

Riazanov.) [On trouvera une traduction française des « Revelations of The Diplomatic History Of the 18th Century », aux éditions Gallimard, 1954 : Karl Marx, *La Russie et L'Europe*, traduction et introduction de B. P. HEPNER, 259 p.]

gigantesque de la Russie et en même temps du séculaire esclavage anglo-russe, sous lequel plie toute l'Europe.

Commençons par l'analyse du contenu de cet écrit. Il faudra le faire avec d'autant plus de détail que les faits qui y sont retracés sont entièrement inconnus à la plus grande partie de nos contemporains.

Études de Marx sur les relations anglo-russes.

Marx commence ses Révélations en reproduisant trois lettres de résidents et d'ambassadeurs anglais auprès de la Cour de Pétersbourg. La première en est de M. Rondeau à Horace Walpole et porte la date de l'an 1736, époque où la Russie était en guerre contre la Turquie. La seconde a pour auteur George Macartney et fut adressée en 1765 au comte de Sandwich, à un moment où l'Angleterre s'efforçait de conclure un traité commercial avec la Russie. L'auteur de la troisième est James Harris (le futur comte de Malmesbury) qui, dans sa lettre de 1782 à Grantham, parle de céder l'île de Minorque à la Russie, en échange de ses faveurs à l'Angleterre.

Marx dit que ces lettres étaient totalement inconnues à ses contemporains : il ne se trompait guère. En effet, seule la troisième lettre devait être publiée en 1844 par un neveu de James Harris, le comte de Malmesbury ²⁷, et la correspondance diplomatique des ambassadeurs anglais du XVIII^e siècle avait à peine été effleurée par l'historien prussien Raumer ²⁸ (dont Marx dit dans sa lettre du 24-1-1865 [31] à von Schweitzer, qu'il n'établit qu' « une somme d'alternatives »). N'ayant en vue que ce qui intéressait la Prusse, il n'en avait extrait que les parties éclairant les relations entre la Prusse et l'Angleterre, outre des détails piquants sur la vie et les mœurs de la cour tsariste du XVIII^e siècle. C'est sous le même angle que furent encore considérées les dépêches anglaises dans l'ouvrage connu, *la Cour de la Russie il y a cent*

²⁷ Cf. *Diaries And Correspondence Of James Harris, First Lord Of Malmesbury...* Edited by his Grandson, London, 844, vol. 4. La lettre citée par Marx se trouve *in extenso* dans le premier volume, p. 528-535. (Note de Riazanov.)

²⁸ Cf. *Beiträge zur Neueren Geschichte aus dem Britischen Museum*, Leipzig, 836-839.

ans, publié en 1858 à Bertin, après que l'étude de Marx ait déjà paru. La correspondance entre les diplomates anglais et le cabinet de Saint-James fut reproduite, en outre, par la Société d'histoire russe dans ses annales de 1872 ; mais elle ne le fut que de manière incomplète et fragmentaire, pour ce qui concerne uniquement le XVIII^e siècle²⁹. Constatons tout de suite que la totalité des lettres de Harris y manque. Pourquoi ? Nous le saurons bientôt.

En somme, Marx eut affaire à une documentation encore tout à fait inutilisée qui lui assura la connaissance des événements de la diplomatie internationale au XVIII^e siècle. L'étude de cette correspondance le convainquit que les diplomates anglais furent systématiquement « roulés par » les Russes et que les ambassadeurs anglais jouèrent le rôle d'instrument docile même de la cour de Pétersbourg. La remarque suivante, pleine de sarcasmes, faite par Marx à propos de toute cette correspondance, illustre parfaitement la manière dont il parvint à sa conclusion :

« Lorsqu'on lit ces documents, on est surpris davantage par leur contenu que par leur forme. Toutes ces lettres sont « confidentielles », « personnelles », « secrètes », voire « rigoureusement secrètes », mais,

²⁹ Collection de la Société d'histoire impériale russe, Pétersbourg, 1872-1901, 140 volumes. Dans les volumes 39, 50 et 61 se trouve la correspondance de l'époque de Pierre 1^{er} (de 1704 à 1719), dans les volumes 66, 76 et 80 celle de l'époque allant de 1728 à 1739, dans le tome 85 celle de 1740 au 3 mars 1741, dans les volumes 91, 99, 102, 103 et 110 celle des années 1741. 1750, dans les volumes 12 et 19 celle de 1762 à 1776. Les extraits que nous avons mentionnés ayant été faits à partir des textes de la correspondance établis par les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures, tous les passages épineux ou blessants pour la Cour en ont été soigneusement écartés. Par endroits, la traduction russe est très médiocre, voire fautive, parfois l'erreur est intentionnelle. Cependant, même sous cette forme, ces volumes nous donnent au plus haut point une documentation importante pour l'étude des rapports russo-anglais du XVIII^e siècle. Comme les dépêches anglaises y sont reproduites dans l'original, de nombreux historiens anglais utilisent aujourd'hui encore cette édition. Ce n'est que récemment que l'on a commencé en Angleterre la publication de cette correspondance. La Société Royale d'Histoire de 1900 à 1902 a publié la correspondance de l'ambassadeur Earl of Buckinghamshire, 1762 à 1765, sous la rédaction de A. d'Arcy Collyer. Il suffit de comparer cette édition avec les volumes correspondants de l'édition russe pour constater combien cette dernière est tendancieuse et combien elle est sommaire du point de vue scientifique.

en dépit de ces précautions, les hommes d'État anglais ne parlent de la Russie et de ses dirigeants que sur un ton de tel respect profond, de servilité abjecte et de soumission cynique que cela aurait choqué même dans les dépêches d'hommes d'État russes. Pour cacher leurs intrigues contre les nations étrangères, les diplomates russes recourent au secret. Les diplomates anglais se plaisent à adopter la même méthode lorsqu'ils veulent exprimer leur soumission à l'égard d'une cour étrangère. Les dépêches secrètes des diplomates russes sont [32] imprégnées d'une sorte de parfum équivoque. Il y a, d'une part, le fumet de fausseté, selon l'expression du duc de Saint-Simon ; d'autre part, la vaniteuse ostentation mêlée de ruse semblable à celle qui donne leur marque indélébile aux rapports de la police secrète française. Même les documents magistraux de Pozzo di Borgo ont cette teinture de littérature de *mauvais lieu* (Fr.). Sur ce point, la correspondance des diplomates anglais va encore plus loin : elle n'affecte pas la forfanterie, mais la niaiserie. Peut-on être plus niais que M. Rondeau informant Horace Walpole qu'il a montré aux ministres russes les lettres adressées par le grand vizir turc au roi d'Angleterre, et leur disant qu'en raison des sévères observations sur la Cour de Russie, il ne les leur aurait pas communiquées, *s'ils n'avaient pas tant insisté pour les lire* ? Et leur demandant ensuite de ne pas répéter à la Porte qu'ils avaient vu ces lettres ! À première vue, l'infamie de l'acte est éclipsée par la sottise de l'homme.

« Ou prenons sir George Macartney. Existe-t-il quelque chose de plus niais que lorsqu'il se félicite de constater que la Russie semble assez « raisonnable » pour ne pas attendre que « l'Angleterre paie *tous les frais* du leadership exercé à Stockholm, » par la Russie ? Ou lorsqu'il se flatte d'avoir persuadé la cour de Russie de ne pas être « assez déraisonnable » pour demander à l'Angleterre, en temps de paix, des subsides pour une guerre contre la Turquie (l'alliée de l'Angleterre à cette époque). Ou lorsqu'il avertit le comte de Sandwich de ne pas communiquer à l'ambassadeur russe à Londres les secrets que lui avait confiés le chancelier russe à Saint-Pétersbourg ? Enfin peut-on être plus niais que Sir James Harris chuchotant à l'oreille de lord Grantham que Catherine II était dépourvue « de jugement, de clarté d'idées, de réflexion et d'esprit de combinaison » ? On retrouve cet étalage de niaiseries jusqu'à l'époque la plus récente : y a-t-il dans l'histoire de la diplomatie rien qui n'égale la proposition de lord Palmerston au maré-

chal Soult, faite en 1839, d'attaquer les Dardanelles pour amener le Sultan à se servir de l'appui de la flotte anglo-française contre la Russie ?

« Que l'on considère par ailleurs la froide impudence [33] avec laquelle Sir George Macartney informe son ministre que, les Suédois étant extrêmement mécontents et mortifiés de leur dépendance à l'égard de la Russie, la cour de Saint-Pétersbourg conseille à l'Angleterre d'œuvrer pour elle à Stockholm sous l'enseigne britannique de la liberté et de l'indépendance ! Et Sir James Harris de conseiller à l'Angleterre d'abandonner Minorque, de renoncer pour ce qui concerne la Russie, au droit de visite [des navires neutres, pour y rechercher les produits de contrebande, droit que l'Angleterre exerçait largement, à cette époque dans les guerres maritimes. Note de D. R.] Ainsi qu'au monopole de la médiation dans les différends du monde, sans recevoir en compensation un quelconque avantage matériel, voire un engagement formel de la part de celle-ci, mais simplement pour l' « ardente amitié de l'impératrice » et pour obtenir que la Russie reporte sa « mauvaise humeur » sur la France.

« Les dépêches secrètes russes partent toutes d'une idée très simple : la Russie sait qu'elle n'a d'intérêts communs avec aucune autre nation ; cependant chaque nation, prise à part, doit être persuadée qu'elle a des intérêts communs avec la Russie, à l'exclusion de toute autre puissance. Les dépêches anglaises n'ont, en revanche, jamais l'audace de laisser entendre que la Russie a des intérêts communs avec l'Angleterre : elles se contentent d'essayer de convaincre l'Angleterre qu'elle a des intérêts russes. Les diplomates anglais nous disent eux-mêmes que c'est là l'unique argument de leurs plaidoiries auprès des potentats russes. » Et Marx de terminer sur cette sévère conclusion :

« Si les dépêches que nous publions ici avaient été adressées à des personnes privées amies, elles n'eussent couvert d'infamie que les seuls ambassadeurs. Mais adressées au gouvernement anglais sous le sceau du secret le plus strict, elles suffisent à clouer à jamais celui-ci au pilori de l'histoire. Il semble que cela ait été compris instinctivement même par les historiographes whigs, puisque personne n'a osé les présenter au public. » (*Secret Diplomatic History*, p. 22 sq.).

Comme nous l'avons dit, la troisième lettre qui souleva particulièrement la colère de Marx, avait été publiée quelque [34] douze ans auparavant en ne suscitant guère d'émotion. Il est toutefois intéressant de noter que, dans une note rédactionnelle où il attirait l'attention particulière du lecteur sur les articles de Marx, Urquhart se déclarait entièrement d'accord avec ses conclusions, et citait lui-même encore d'autres faits de l'histoire de la diplomatie anglo-russe de la première moitié du XIX^e siècle démontrant que les diplomates britanniques d'alors n'étaient ni plus clairvoyants ni meilleurs que les prédécesseurs du XVIII^e siècle.

Après avoir fait ainsi la démonstration du caractère borné et de la dépendance servile de la diplomatie anglaise du XVIII^e siècle à l'égard de la cour de Pétersbourg, Marx pose la question de savoir à quelle époque remonte ce caractère « russe » de la diplomatie anglaise, qui s'étale tout au long du XVIII^e siècle.

Marx en voit l'origine durant le règne de Pierre le Grand qu'il met au centre de ses *recherches* ³⁰. Dans son introduction, il reproduit

³⁰ Comme on ne saurait demander au lecteur d'avoir en mémoire les événements de l'histoire universelle dans leur imbrication chronologique, nous donnons ci-après un bref aperçu des faits les plus importants, qui ont joué un rôle dans l'histoire citée au cours du texte.

Pierre le Grand monta sur le trône de Russie en 1682. Il régna jusqu'en 1725. Son premier grand adversaire, Charles XII de Suède, commença son règne à l'âge de quinze ans, en 1697. La Suède d'alors possédait la Finlande, la Livonie, l'Estonie et la Lettonie, barrant ainsi à la Russie l'accès à la mer. A peine Charles fut-il monté sur le trône que Pierre se mit en devoir de s'ouvrir la voie en direction de la Baltique. Il s'ensuivit la *guerre Nordique* qui dura de 1700 à 1721, coûta à la Suède la plupart de ses possessions sur la Baltique et posa les fondements de la position russe en Europe.

La guerre de Succession d'Espagne se déclina simultanément (1701-1714). La « Grande Alliance », formée par l'Angleterre et la Hollande alliées à l'Autriche, lutta contre la France.

Ces faits furent encore compliqués par les conséquences de la « Glorieuse Révolution » de 1688, qui chassa le Stuart Jacques II du trône d'Angleterre pour y placer son beau-frère Guillaume III d'Orange. La France, sous Louis XIV, soutint Jacques, puis son fils, le prétendant Jacques Édouard, dont les partisans en Angleterre s'appelaient les « Jacobites » aux côtés desquels se placèrent les Tories (à l'origine le parti des hobereaux) et les catholiques. La fraction de la noblesse anglaise pratiquant des affaires capitalistes et liée à la classe des marchands formait les Whigs, qui dominèrent le plus

quelques pamphlets parus à l'époque de Pierre le Grand, qui ou bien avaient échappé à l'attention des *historiographes d'alors*, ou bien n'avaient pas été jugés dignes de retenir leur attention. Marx en choisit trois dirigés contre la Russie et prenant parti pour la Suède. Le premier d'entre eux - *la Crise scandinave* (1716) - dévoile la politique générale de la Russie et souligne les dangers qui menacent l'Angleterre et son commerce à la suite de la russification de la Suède³¹. Le second pamphlet - *le Traité défensif* (1717) - juge la politique anglaise à partir du traité de 1700 entre la Suède et l'Angleterre. Le troisième enfin - *la vérité n'est vérité qu'au bon moment* (1719) - démontre que les nouveaux plans politiques qui faisaient de la Russie la puissance hégémonique dans la mer Baltique, étaient en opposition flagrante avec la politique traditionnelle de l'Angleterre, telle qu'elle s'était exercée tout au long du XVII^e siècle.

Aux yeux de Marx, ces trois pamphlets suffisent amplement à « détruire le préjugé propre à tous les historiens du continent et d'Angleterre, à savoir que les intentions réelles de la Russie ne peuvent être décelées et critiquées qu'à une époque ultérieure ; que les relations diplomatiques entre [35] l'Angleterre et la Russie [nous citons ici littéralement tant cette thèse peut paraître étrange dans la bouche de Marx. Note de D. R.] ne représenteraient que le résultat naturel des intérêts matériels réciproques de ces pays, et qu'en conséquence nous commettons une impardonnable extrapolation lorsque nous accusons de russophilie les hommes d'État britanniques du XVIII^e siècle ».

Marx eût été prêt à accorder son pardon à ces hommes d'État s'ils avaient simplement partagé les conceptions de leurs contemporains. En effet, « pour comprendre une époque historique déterminée, nous devons dépasser ses limites et la comparer à d'autres époques. Pour

souvent le parlement de 1688 à 1760 et formèrent les ministères. Lorsque après Guillaume la fille de Jacques, Anne (1702-1714) mourut elle aussi sans laisser d'héritier, les Whigs, afin d'écarter les Stuart du trône, appelèrent en Angleterre George de Hanovre, qui fonda l'union de la Grande-Bretagne et du Hanovre autour de sa personne, union qui dura jusqu'en 1837. (Note de Riazanov.)

³¹ Cf. *The Northern Crisis, Or Impartial Reflections On The Policies Of The Czar*. London, 1716. Droysen attribue une importance extrême à ce pamphlet, qu'il cite à diverses reprises dans *Geschichte der preussischen Politik*, IV, 2, p. 193. (Note de Riazanov.)

juger les gouvernements et leurs actes, nous devons utiliser la mesure de leur temps et le degré de conscience de leurs contemporains. Personne ne condamnera donc un homme d'État anglais du XVII^e siècle, s'il a agi conformément à sa croyance en la sorcellerie : il suffit de savoir que Bacon lui-même rangeait alors la démonologie dans le catalogue des sciences. En revanche, si les Stanhope, les Walpole, les Townshend etc., se heurtèrent à une opposition, s'ils furent dénoncés et suspectés dans leur propre pays par leurs contemporains comme étant les instruments, voire les complices de la Russie il n'est plus possible de mettre commodément leur politique au compte des préjugés et de l'ignorance caractéristiques de leur époque » (*Secret Diplomatic History*, p. 49).

Pour Marx, les pamphlets mentionnés ci-dessus démontrent de manière irréfutable que les hommes d'État du XVIII^e siècle étaient entièrement aveuglés et ignoraient le danger contre lequel les prévenait avec tant d'éloquence l'auteur de la Crise scandinave ³² ; à savoir qu'ils sacrifiaient de la manière la plus déloyale la Suède au profit de la Russie et assuraient à cette dernière l'hégémonie dans la Baltique, créant et développant eux-mêmes leur futur ennemi.

Qui plus est, ils dédaignèrent les intérêts commerciaux de leur patrie - crime vraiment impayable en Angleterre.

Marx appuie les auteurs des pamphlets en démontrant, à l'aide de données statistiques, que les historiographes modernes « n'ont rien tant surestimé que les débouchés [36] commerciaux que la Grande-

³² « Il (Pierre) deviendra alors probablement notre rival et sera aussi dangereux pour nous qu'il est négligeable maintenant. Il sera peut-être trop tard alors pour nous rappeler ce que nos propres ministres et marchands nous avaient raconté de ses plans, qui visaient à mener tout seul le commerce de tout le Nord et - avec l'aide des fleuves qu'il relie entre eux et rend navigables de la Caspienne et de la mer Noire jusqu'à Pétersbourg - à prendre en main encore le commerce turc et persan. Nous trouverons alors incompréhensible notre cécité, qui nous empêcha de suivre ses plans, après que nous ayons pourtant entendu parler de toutes les choses magnifiques qu'il avait mises en œuvre à Pétersbourg... Comme il souhaite que les plans, dont il est gros, n'avortent pas, il ne fixe pas de jour déterminé à leur naissance, mais laisse ce soin au procès naturel de maturation, avec des temps et des occasions, comme ceux de ces remarquables artistes chinois, qui préparent aujourd'hui les modèles pour un moyen de locomotion devant être construit dans cent ans peut-être » (*Secret Diplomatic History*, p. 38).

Bretagne aurait ouvert à son commerce avec l'immense marché russe à l'époque de Pierre le Grand et de ses successeurs immédiats ». Après avoir examiné les statistiques du commerce d'importation et d'exportation entre la Suède et la Russie de 1697 à 1700, Marx en vient à la conclusion suivante :

« Pendant les soixante premières années du XVIII^e siècle, le commerce anglo-russe ne représentait qu'une fraction infime du commerce global de l'Angleterre, moins de 1/45^e. Son accroissement rapide quelques années après que Pierre le Grand ait pris pied sur la Baltique ne modifia en rien la balance commerciale, les comptes suédois étant simplement transférés aux russes. Au cours des dernières années du règne de Pierre 1^{er}, de même que sous ses successeurs immédiats, Catherine 1^{re} et Anne, le commerce anglo-russe déclina totalement. Tout au long de la période qui suivit l'installation définitive de la Russie dans les provinces baltes, les exportations des produits manufacturés britanniques ne cessèrent de décroître pour ne plus représenter que les deux tiers de leur montant initial, quand tout le commerce se confina au port d'Arkhangelsk. Ni les contemporains de Pierre 1^{er}, ni la génération anglaise suivante ne tirèrent le moindre profit de l'avance russe sur la Baltique.

« Toutefois, s'il est vrai que le *volume* du commerce baltique de la Grande-Bretagne paraît singulièrement insignifiant par rapport au capital qu'elle y investit, il en va tout autrement si l'on considère sa *nature*. En effet, il procurait à l'Angleterre les matières premières indispensables à la construction navale. Cependant, de ce point de vue, la Baltique était dans des mains plus sûres avec la Suède qu'avec la Russie. C'est ce qui ressort non seulement des pamphlets que nous reproduisons, mais les ministres anglais eux-mêmes l'ont fort bien compris » (*Secret Diplomatic History*, p. 53, 54).

Comment s'explique le soutien opiniâtre de l'Angleterre à la Russie, si les Anglais avaient intérêt à ce que les Russes ne se fixent pas en Baltique ?

Il se trouve qu'il y avait en Angleterre un petit groupe de gros marchands, dont les intérêts coïncidaient avec [37] ceux de la Russie - la compagnie marchande russe (*Russian Trade Company*). C'est elle qui intrigua contre la Suède et submergea le parlement de ses pétitions ; c'est elle qui, en 1714, 1715 et 1716, tint à chaque fois des réunions

avant l'ouverture du parlement, afin de présenter les doléances des marchands anglais contre la Suède.

Mais comment a-t-elle pu exercer sur le gouvernement une influence telle que celui-ci prêta toujours une oreille complaisante à ses suggestions ? L'oligarchie bourgeoise qui, après la « Glorieuse Révolution » s'était hissée à la direction de l'État et des richesses aux dépens de la masse du peuple britannique, ne devait pas seulement chercher des alliés à l'extérieur, mais encore à l'intérieur du pays. Elle trouva ces derniers dans les couches sociales que les Français appellent la « haute bourgeoisie » et qui sont représentées par la Banque d'Angleterre, les capitalistes financiers et marchands, les débiteurs de l'État et les grands industriels. Les lois et ordonnances qu'elle a promulguées attestent des égards et prévenances qu'elle a eus pour les intérêts matériels de cette classe.

Il est compréhensible que cette oligarchie se soit vue contrainte, dans le domaine de la politique étrangère également, de donner à celle-ci une apparence au moins de politique qui fût dirigée par les intérêts commerciaux. Or cela fut d'autant plus facile que, depuis toujours, on s'efforçait de mettre telle ou telle mesure ministérielle en harmonie avec les intérêts exclusifs de tel ou tel groupe restreint de la classe marchande. Le groupe intéressé l'appuyait en déclenchant au bon moment une vive agitation pour la « défense des intérêts du commerce et de la navigation », et la nation suivait stupidement.

La politique extérieure de cette oligarchie ne restait fidèle à elle-même que sur un point : elle s'efforçait de plaire à tout prix à la Russie. Elle ne faisait que se dissimuler derrière les intérêts du commerce et de l'industrie que le cabinet ne déterminait qu'après coup. Au cours de la guerre nordique (1700 à 1721), les ministres anglais, pour enjoliver leur attitude d'hostilité à l'égard de la Suède, trouvèrent le prétexte mercantile indispensable dans les pertes que les [38] corsaires suédois infligeaient aux marchands anglais, bien que les Suédois aient agi en conformité totale avec le droit international de l'époque.

Il pourrait sembler que l'Angleterre suivit alors l'exemple de la Hollande qui déclarait que la confiscation de ses navires par les Suédois était de la piraterie pure et simple. À cet égard, la Hollande se trouvait dans la même situation que l'Angleterre. Toutes deux étaient

liées par un pacte de défense, et n'étaient pas habilitées à prendre de quelconques mesures hostiles contre la Suède.

Mais, par ailleurs, la situation de la Hollande différait fortement de celle de l'Angleterre. Après avoir perdu l'hégémonie sur mer et dans le commerce, la Hollande avait entamé sa phase de déclin. À l'instar de Gênes et de Venise dépouillées de leur hégémonie commerciale à la suite du déplacement des anciennes voies commerciales, la Hollande fut maintenant contrainte de prêter à d'autres nations les capitaux qu'elle ne pouvait plus investir chez elle. Il se trouve que la Russie offrait un immense marché, au reste moins intéressant pour le commerce que pour l'exportation des capitaux et des habitants de la Hollande. Jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle, la Hollande fut le principal banquier de la Russie. À l'époque de Pierre le Grand, elle approvisionnait la Russie en navires, officiers, armes et argent. On pouvait appeler hollandaise la flotte russe de l'époque. Les Hollandais se vantaient d'avoir été les premiers à envoyer un navire européen dans la Pétersbourg nouvellement construite, et ils payaient les privilèges marchands qu'ils recevaient, ou espéraient encore obtenir de Pierre, avec la servilité rampante qui marquait leurs relations avec le Japon.

Si les hommes d'État de Hollande étaient russophiles, ils avaient donc, aux yeux de Marx, des raisons autrement solides que ceux de l'Angleterre. Marx n'attribue qu'à la pression anglaise la protestation des Hollandais contre les navires corsaires suédois, et ce, bien qu'il sût que Pierre avait utilisé les Hollandais pour exercer une pression sur les diplomates anglais en faveur de la Russie.

En somme, toute la politique de l'Angleterre, et même [39] celle de la Hollande qui se trouvait sous son influence, tendait à renforcer la Russie.

Marx trouve encore d'autres preuves pour déterminer la source principale de la puissance russe chez son compère et auxiliaire anglais. Toute l'histoire russe jusqu'à Pierre le Grand montre que l'actuelle Russie eût été inconcevable sans son extension à la Baltique. Pour le démontrer, Marx brosse une brillante esquisse de l'histoire de l'Empire russe jusqu'à Pierre le Grand.

« L'influence prépondérante que la Russie a conquise irrésistiblement en Europe à différentes époques a effrayé les peuples de l'Occi-

dent, qui s'y sont soumis comme à une fatalité ou n'y ont résisté que par à-coups. A côté de la fascination renaît donc sans cesse un scepticisme qui suit la Russie comme son ombre. A chacune de ses croisances, la note légère de l'ironie se mêle ainsi aux cris des peuples agonisants, et l'on rit de la grandeur véritable de la puissance russe comme d'une attitude prise par un histrion pour éblouir et tromper. À leurs débuts, d'autres empires ont également suscité de semblables doutes. Cependant la Russie est devenue un colosse sans les dissiper. Elle offre, dans l'histoire, l'exemple unique d'un immense Empire qui, même après des réalisations à l'échelle mondiale, ne cesse d'être considéré comme affaire de croyance, et non de fait. Du début du XVIII^e siècle à nos jours, il n'est point d'auteur qui n'ait estimé qu'il lui fallait commencer par prouver l'existence de la Russie avant de la glorifier ou de la critiquer.

« Mais que nous considérons la Russie en spiritualistes ou en matérialistes, comme un fait palpable ou comme une simple vision des consciences coupables des peuples européens, la question reste la même : comment cette puissance (ou ce fantôme de puissance) est-elle parvenue à prendre de telles dimensions, suscitant d'un côté l'approbation enthousiaste, de l'autre côté la dénonciation passionnée, par la menace qu'elle fait planer sur l'humanité, de la faire retourner à la monarchie absolue ? » (*Secret Diplomatic History*, p. 74.)

[40]

La vision de Marx du développement de la Russie.

Certains historiens affirment que le spectre nordique, qui a causé les frayeurs de l'Europe du XIX^e siècle, était déjà né au IX^e siècle, que la politique des Romanov n'est que la continuation naturelle de la politique des Ruriks et de leurs successeurs, de ces Normands qui vinrent de Suède et envahirent la Russie au IX^e siècle pour y fonder leur État. Marx en dit :

« Malgré le parallélisme suggéré par les réminiscences, la politique des premiers Ruriks diffère complètement de celle de la Russie moderne. Elle suivait, ni plus ni moins, la politique des Barbares ger-

mains qui avaient submergé l'Europe. L'histoire des nations modernes n'a commencé que lorsque cette vague se fût retirée. La période gothique de la Russie ne forme à vrai dire qu'un chapitre des conquêtes normandes. De même que l'Empire de Charlemagne précède la fondation de la France, de l'Allemagne et de l'Italie modernes, l'Empire des Ruriks précède, lui, la fondation de la Pologne, de la Lithuanie, des établissements baltes, de la Turquie et même de la Moscovie. La tendance frénétique à la croissance des Ruriks n'a pas été le fruit de plans profondément mûris, mais le résultat naturel de l'organisation primitive des conquérants normands - vassalité sans fiefs, ou fiefs consistant uniquement en tributs - ainsi qu'au besoin de conquêtes nouvelles, dues au flot ininterrompu de nouveaux aventuriers varègues (normands) assoiffés de gloire et de pillage. Lorsque les chefs souhaitaient le repos, ils étaient tout de même contraints par leur suite à aller de l'avant, et le moment vint en Russie, comme en Normandie française, où ils expédièrent leurs insatiables et incontrôlables compagnons d'armes dans de nouvelles expéditions de rapine dans le seul but de s'en débarrasser.

« Chez les premiers Ruriks, la conduite de la guerre et l'organisation des territoires conquis ne différaient en rien de ce qu'elles étaient chez les Normands dans le reste du monde. Si, par exception, les Slaves furent assujettis non [41] seulement par le fer, mais encore par une convention mutuelle, cela n'est dû qu'à la Position géographique de ces tribus qui étaient en butte aux envahisseurs du Nord aussi bien que de l'Est, et se soumettaient aux premiers pour se protéger des seconds. La Rome de l'Orient exerçait sur les Varègues la même attraction que la Rome de l'Occident sur les barbares du Nord. Le continuel transfert de la capitale russe (que Rurik établit à Novgorod, Oleg à Kiev et que Sviatoslav s'efforça de fixer en Bulgarie) démontre sans aucun doute possible que l'envahisseur ne faisait encore que chercher son chemin et considérait la Russie comme un simple point de passage dans sa quête vers l'Empire du Sud. Si la Russie moderne convoite Constantinople pour renforcer sa domination sur le monde, les Ruriks au contraire furent forcés, par la résistance de Byzance sous Zimiscès (Jean 1^{er} empereur de Byzance de 969-976) d'établir définitivement leur domination en Russie. »

Si l'on peut parler d'une quelconque influence slave à cette époque, ce n'est qu'en fonction du rayonnement de la République urbaine de

Novgorod, dont la politique et toutes les traditions sont diamétralement opposées à celles de la Russie tsariste.

« Sous Yaroslav, les Varègues ont perdu leur suprématie, mais simultanément disparaît la soif de conquête de la première période, et c'est la décadence de la Russie gothique qui commence. L'histoire de ce déclin, plus encore que celle de la conquête démontre le caractère exclusivement gothique de l'empire des Ruriks. »

Cet Empire partagea le sort de toutes les monarchies médiévales : « Comme tous les autres Empires créés dans des conditions semblables (celui de Charlemagne, par exemple), cet Empire, immense, inarticulé et précocement formé, a été partagé et repartagé entre les descendants des conquérants, déchiré par des guerres féodales et mis en pièces par l'intervention de peuples étrangers. L'autorité suprême du grand prince s'évanouit devant les prétentions des soixante-dix princes du sang rivaux... Ainsi la Russie des Normands disparut complètement de la scène, et les [42] faibles vestiges qui en subsistaient encore, devaient finalement s'effacer devant la terrible figure de Gengis Khan. *C'est dans la boue sanglante de l'esclavage mongol, et non dans la rudesse glorieuse de l'époque normande qu'est née la Moscovie, dont la Russie tsariste moderne n'est qu'une métamorphose.* »

La domination tatare détruisit toutes les traditions de la période normande [de Kiev] ; elle exerça, en outre, une influence profonde sur la psychologie du peuple russe.

« Le joug tatare pesa sur la Russie de 1237 à 1462, soit plus de deux siècles. Ce joug écrasa, déshonora et finit même par miner l'âme du peuple sur lequel il pesait. Les Tatares de Mongolie instaurèrent une terreur systématique, fondée sur les institutions permanentes des dévastations et des massacres en grand. Leur nombre étant réduit par rapport à leurs énormes conquêtes, il leur fallait s'entourer de l'auréole de la terreur pour le faire paraître plus grand, et ils décimaient les peuples qui eussent pu se soulever sur leurs arrières. En transformant de vastes bandes de terre en désert, ils obéissaient au même principe économique que celui qui a dépeuplé les Hauts-Plateaux d'Écosse et la campagne de Rome - celui de la substitution de moutons aux hommes et de la transformation de régions fertiles et peuplées en pâturage. »

Les envahisseurs ne détruisirent cependant pas les principautés qu'ils trouvaient à leur arrivée dans les pays conquis ; ils se les assu-

jettirent plutôt et leur imposèrent le paiement de lourds tributs. Le régime tatar subsistait depuis près de cent ans, lorsque la Moscovie sembla émerger de la masse des principautés. Au sein de la Horde d'Or - l'État tatar -, celles-ci luttaient entre elles avec les moyens les plus misérables de la corruption et de la diffamation réciproques, - et, dans cette compétition, la Moscovie réussit, à s'attirer les bonnes grâces de ses maîtres tatars. « C'est dans cette lutte infâme que la branche moscovite l'emporta finalement. En 1328, la couronne de grand prince, arrachée à la branche de Tver par dénonciation et assassinat, fut recueillie par Youry, frère aîné d'Ivan Kalita, aux pieds d'Uzbek-khan. Ivan 1^{er} Kalita [43] et Ivan III, surnommé le Grand, personnifient, l'un l'ascension de la Moscovie grâce à l'utilisation de la domination tatar, l'autre la disparition de la domination tatar pour faire place à la Moscovie. L'histoire de ces deux individus résume toute la politique de la Moscovie, depuis ses débuts sur la scène historique. »

Marx passe alors à une définition tranchante de la politique d'Ivan Kalita qui fonda la puissance de la Moscovie (vers 1348) : « Il est caractéristique que son peuple l'ait surnommé *Kalita*, c'est-à-dire *bourse*, car c'est par l'or, non par l'épée qu'il se fraya son chemin... Tout son système tient en ces quelques mots : le machiavélisme d'un esclave-usurpateur. Sa propre faiblesse - son esclavage il en fit le principe même de sa force. »

Cependant Kalita ne fit que jeter les bases de la gigantesque puissance de la Moscovie. Son véritable fondateur fut Ivan III. « Au début de son règne (1462-1505), Ivan III était toujours tributaire des Tatars ; les princes apanagés contestaient toujours son autorité ; Novgorod, à la tête des républiques russes, régnait sur le Nord de la Russie ; la Pologne-Lithuanie cherchait à conquérir la Moscovie ; enfin les chevaliers livoniens n'étaient pas encore désarmés. Cependant, à la fin de son règne, nous trouvons Ivan III installé sur un trône indépendant avec à ses côtés, la fille du dernier empereur de Byzance ; Kazan est à ses pieds, tandis que le reste de la Horde d'Or s'empresse à sa cour ; Novgorod et les autres Républiques russes sont réduites en esclavage ; la Lithuanie est mutilée, et son roi un instrument entre les mains d'Ivan ; enfin les chevaliers livoniens sont vaincus. L'Europe qui, quarante ans auparavant, ignorait pour ainsi dire l'existence de la Moscovie, comprimée entre les Tatars et les Lithuaniens, est frappée de

stupeur en voyant soudain apparaître cet immense Empire à ses confins orientaux. Même le sultan Bajazet devant lequel elle tremble, doit pour la première fois se résigner à entendre la voix arrogante du Moscovite. »

Afin de montrer de quelle manière Ivan III - que tous les historiens russes s'accordent à tenir personnellement pour un lâche - a accompli toutes ces prouesses, Marx [44] brosse un tableau des principaux événements de son règne : lutte contre les Tatares, anéantissement de la République de Novgorod, lutte contre les princes rivaux, et enfin lutte avec la Pologne-Lithuanie : « Ivan délivra Moscou non en frappant hardiment un coup décisif, mais en œuvrant patiemment durant une vingtaine d'années. Il ne brisa pas le joug tatar, mais s'en dégagea en catimini. Aussi le joug tatar a-t-il été secoué plutôt en un processus qui ressemble à un phénomène naturel qu'à la suite d'une action de l'homme. Quand le monstre tatar expira finalement, Yvan apparut à son lit de mort, moins comme un guerrier lui portant un coup fatal que comme un médecin venant constater le fait ».

En général, cette analyse historique est juste, et elle est confirmée, par exemple, par l'historien russe Choloviev qui parle non pas de la délivrance du joug tatar, mais de son auto-effondrement. Puis vient la remarque de Marx : « Le caractère de chaque peuple s'affirme à mesure qu'il se libère du joug étranger. Dans les mains d'Ivan, celui du peuple moscovite sembla plutôt s'effacer. Il suffit de comparer l'Espagne en lutte contre les Arabes à la Moscovie en lutte contre les Tatares pour s'en persuader.

« Mais si Ivan était trop rusé pour se donner des airs de conquérant vis-à-vis de ceux qui avaient été les témoins oculaires de ses infamies, cet imposteur comprit parfaitement quelle vive impression devait faire au loin la chute de l'Empire tatar, de quel halo de gloire elle devait l'entourer et combien elle lui faciliterait l'entrée parmi les puissances européennes. Il prit donc, pour l'extérieur, une attitude théâtrale de conquérant, et il parvint à cacher, sous le masque d'une fière susceptibilité et d'une hauteur irritable, sa prétention de serf qui se souvenait d'avoir baisé l'étrier du plus humble envoyé du Khan. Il imita, mais, un ton au dessous, le langage par lequel son ancien maître le glaçait de terreur. »

Et Marx s'efforce de découvrir l'influence tatare jusque dans la phraséologie de l'actuelle diplomatie russe - « Quelques phrases que l'on retrouve maintenant dans le vocabulaire de la diplomatie russe moderne, telles la [45] « magnanimité » ou l'« offense à la dignité du maître » sont empruntées aux instruments diplomatiques d'Ivan III ».

Si, aux yeux d'Ivan III, la condition préalable à la puissance de la Moscovie était la ruine du joug tatare, le second en était l'anéantissement des vieilles libertés russes. Les unes après les autres, les antiques Républiques russes furent conquises : les villes de Viatka et Novgorod, tandis que Pskov n'était plus que l'ombre d'elle-même.

« Il est intéressant de noter aujourd'hui encore les châtiments atroces que la Moscovie - tout comme la Russie moderne - a appliqués aux Républiques pour les détruire. Novgorod et ses colonies ouvrent le cortège, la République cosaque suit et la Pologne le ferme. Pour comprendre comment la Russie a pu absorber la Pologne, il faut étudier l'exécution de Novgorod qui a duré de 1478 à 1528. »

Après l'anéantissement des Républiques, Ivan passe à la conquête des dernières Principautés : « Il semble qu'Ivan n'ait débarrassé la Moscovie des chaînes dont l'avaient chargé les Mongols que pour y emprisonner les Républiques russes. Il semble qu'il n'ait réduit celles-ci à la servitude que pour républicaniser les princes russes. »

C'est avec la même ruse qu'Ivan III mena la lutte contre la Lithuanie, contre laquelle il parvint à exciter l'empereur Maximilien et Mathias Corvin de Hongrie, Stéphane, hospodar de Moldavie, voire le khan Menghi-Ghirei qui se révéla un instrument de lutte aussi puissant contre la Lithuanie que contre la Horde d'Or.

L'Église catholique grecque lui rendit un service inappréciable lors de la consolidation de sa puissance : « En élevant des prétentions à l'héritage de Byzance, en dissimulant les stigmates de la servitude mongole sous le manteau des Porphyrogénètes [surnom des empereurs de Byzance], en unissant le trône du parvenu moscovite à l'Empire glorieux de saint Vladimir et en donnant en sa personne un nouveau chef temporel à l'Église grecque, qui donc défiait Ivan ? Le pape romain. C'est à la cour de ce dernier que résidait la dernière princesse de Byzance. »

Il s'agissait de la princesse Paléologue qui, après la chute [46] de Constantinople, vécut à Rome, où les papes exerçaient sur elle la tutelle paternelle. Elle devint la femme d'Ivan en 1472.

Dans la politique d'Ivan III, Marx découvre ainsi tous les éléments essentiels de la Russie moderne : « Il nous suffit de changer les noms et dates pour qu'apparaissent avec évidence non seulement une similitude, mais encore une identité entre la politique d'Ivan III et celle de la Russie moderne. À son tour, Ivan III ne fit rien d'autre que parachever la politique moscovite traditionnelle qu'Ivan III Kalita avait léguée à ses successeurs. L'esclave mongol Ivan Kalita avait conquis la grandeur en se servant du pouvoir de son pire adversaire, le Tatare, contre des ennemis de second plan, les princes russes. Ce n'est qu'à force de ruses qu'il parvint à ses fins. Devant cacher à ses maîtres la force qu'il avait réellement accumulée, il lui fallut éblouir ses pairs, esclaves comme lui par un pouvoir qu'il ne possédait pas. Pour résoudre ces problèmes, il dut ériger les ruses de la servitude la plus abjecte en un système et l'appliquer avec la patience de l'esclave. La violence ouverte devint elle-même intrigue. Dans un tel système de manœuvre de corruption et d'usurpation secrète, il lui fallait commencer par empoisonner avant de frapper son coup. Son but si simple, il le transforma en duplicité de son action. Se renforcer en usant frauduleusement du pouvoir d'un ennemi affaiblir ce pouvoir tout en l'utilisant « pour soi, et enfin le renverser grâce aux effets produits par son moyen - toute cette politique était inspirée à Ivan Kalita par la mentalité propre à la race de ses maîtres aussi bien qu'à celle de leurs esclaves.

« Cette politique demeura celle d'Ivan III, puis celle de Pierre le Grand. C'est toujours encore celle de la Russie tsariste moderne, en dépit de tous les changements de nom et de lieux, de nature du pouvoir ennemi dont il lui faut se servir. Si Pierre le Grand reste effectivement le protagoniste de la politique de la Russie moderne, c'est pour avoir dépouillé les vieilles méthodes moscovites de leurs caractères purement locaux, des éléments qui s'y étaient incidemment glissés, et après l'avoir réduite à sa quintessence, [47] en dégageant la formule abstraite, en généralisant ses buts et en les élevant du renversement d'un pouvoir donné et limité à la conquête d'un pouvoir illimité. En somme, c'est en généralisant son système politique, et non en lui ajoutant quelques provinces, qu'il a transformé la Moscovie en la Russie moderne.

« En conséquence la Moscovie fut créée et a grandi à l'école de l'abjection qu'a été le terrible esclavage mongol. Sa force, elle ne l'a accumulée qu'en devenant virtuose dans l'art de la servitude. Même une fois émancipée, la Moscovie a continué de jouer son rôle traditionnel d'esclave au pouvoir. Pierre le Grand fut enfin celui qui unit à l'habileté politique de l'esclave mongol les fières aspirations du maître à qui Gengis Khan avait légué la tâche de conquérir le monde. ³³ »

Si l'État moscovite avait déjà élaboré en son sein tous les éléments essentiels de la politique de Pierre le Grand, si avant celui-ci l'expansion incessante de l'Empire était déjà l'idée maîtresse de toute l'activité des souverains moscovites, ce n'est pourtant qu'à partir de Pierre le Grand que, cette politique disposa d'une base sûre, après qu'elle eut posé la fondations pour l'expansion de la Russie en direction de l'Ouest.

Jusqu'au règne de Pierre le Grand, l'un des traits marquant de la race slave - qui a fait l'étonnement de tous les savants - fut qu'elle s'est fixée presque partout au milieu du continent, abandonnant les côtes et la mer à d'autres races, non slaves. Partout où les slaves se sont approchés de la mer, ils furent soumis à une domination étrangère. Le peuple russe partageait ce destin avec tous les autres slaves. Ce peuple éminemment continental ne fut pas en mesure avant Pierre le Grand de s'ouvrir un accès sur la nier, sauf sur la mer Blanche qui est recouverte de glace neuf mois pleins sur douze. L'endroit sur lequel se dresse aujourd'hui Pétersbourg fut durant un millénaire un objet de dissension entre Finnois, Suédois et Russes. Les côtes de la Baltique qui appartiennent de nos jours à la Russie, les côtes de la mer Noire - tout cela ne fut conquis qu'après la mort de Pierre le Grand. Mieux.

³³ L'argument des fractions impérialistes de la bourgeoisie anglaise est pour ainsi dire « classique » : elles font miroiter aux yeux des capitalistes industriels (et de l'opinion publique, la nation) la perspective de débouchés fabuleux pour l'industrie nationale avec l'ouverture de colonies nouvelles. A propos de la Chine, Marx démontre, par exemple, que Palmerston, en intervenant en Chine, n'avait en vue que les seuls intérêts des marchands d'opium et de thé, cf. Marx-Engels, la Chine, 10/18, p. 302, p. 327-334. L'expérience historique a ainsi démontré que l'État national de la métropole jetait toutes sa forces matérielles, financières et militaires, dans la balance pour le développement d'intérêts tout à fait particuliers. Mais l'ensemble des secteurs particuliers ne forme-t-il pas la nation capitaliste ?

Comme s'il fallait mettre [48] en évidence parfaite les traits anti-maritimes de la race slave, aucune partie de la côte baltique n'est encore devenue véritablement slave jusqu'à nos jours, pas plus d'ailleurs que les côtes circassiennes et mingréliennes de la mer Noire.

Dès le début, Pierre le Grand rompit avec toutes les traditions de la race slave : « Ce dont la Russie a besoin, c'est d'eau » - ces paroles devinrent le leitmotiv de toute sa vie. Dans sa première guerre avec la Turquie, il visait la conquête de la mer d'Asov, dans la seconde, celle de la mer Noire, dans la guerre avec la Suède, celle de la Baltique et, enfin, dans ses entreprises belliqueuses en Perse, celle de la mer Caspienne : « La terre suffit à un système d'empiètements territoriaux limités, mais la mer est indispensable à un projet d'agression universelle. Ce n'est qu'en transformant la Moscovie de puissance purement continentale en un Empire confinant à la mer que les limites traditionnelles de la politique moscovite purent être dépassées et fondues dans cette synthèse hardie qui, mêlant les méthodes d'empiètements de l'esclave mongol avec les visées de conquête mondiale du maître, constitue le principe vital de la diplomatie de la Russie tsariste moderne. »

Si l'on voulait expliquer la politique de Pierre le Grand par la raison d'abord qu'une grande nation ne saurait exister sans accès à la mer, ensuite que la Russie ne pouvait laisser en mains étrangères les embouchures de la Néva, du Don, du Dniépr et du Boug, enfin que Pierre le Grand ne prit possession que du strict nécessaire au développement de son pays, on oublierait un point essentiel : le tour de force du transfert de la capitale impériale de l'intérieur du continent sur les côtes maritimes ; la hardiesse caractéristique avec laquelle il érigea la nouvelle capitale sur le premier lambeau de la côte baltique qu'il eût conquis tout juste à portée de canons de la frontière, tout cela donnait une capitale excentrique à ses possessions.

Une vive polémique se poursuit de nos jours encore au sein de la littérature russe sur le jugement à porter sur l'époque de Pierre le Grand. Les courants principaux - les slavophiles et les éléments pro-occidentaux, les Sapadniki dans leurs variantes les plus récentes - se définissent [49] soit par leur haine, soit leur approbation chaleureuse pour Pierre le Grand. Aux yeux des slavophiles, Pierre le Grand sacrifia la Russie à l'Occident décadent, en revanche, aux yeux des Sapadniki, il la rapprocha de la civilisation européenne. Dans toute cette polémique sur la signification de l'œuvre de Pierre le Grand, qui inau-

gure la période pétersbourgeoise de l'histoire russe, il est difficile de trouver une définition plus expressive que celle de Marx

« Transférer le trône des tsars de Moscou à Pétersbourg, c'était le placer dans une situation où il ne pouvait être à l'abri des affronts, tant que la côte n'était pas conquise de Libau à Tornea - ce qu'il fallut attendre jusqu'en 1809 avec la conquête de la Finlande. « Saint Pétersbourg est la fenêtre par laquelle la Russie peut dominer l'Europe », disait Algarotti. Dès le début, ce fut un défi lancé à l'Europe, une incitation pour les Russes à de nouvelles conquêtes.... Pétersbourg, cœur excentrique de l'Empire, capitale située hors du centre de l'Empire, visait dès le début une périphérie qui restait encore à tracer. Ce n'est donc pas seulement la conquête des provinces baltes qui distingue la politique de Pierre le Grand de celle de ses ancêtres, c'est le transfert de la capitale qui révèle la véritable signification de ses conquêtes. Moscou avait été le berceau d'une race, Pétersbourg devenait le siège d'un gouvernement. Ce n'était pas l'œuvre lente et progressive d'un peuple, mais la création momentanée d'un seul individu ; non pas le centre d'où irradiaient les traits caractéristiques d'un peuple terrien, mais le confins maritime où ils allaient se perdre ; non pas le noyau traditionnel d'une évolution nationale, mais le lieu délibérément choisi d'une intrigue cosmopolite. En transférant la capitale, Pierre trancha tous les liens naturels qui rattachaient le système d'empirements des vieux tsars moscovites aux capacités et aux aspirations de la grande race russe. En installant sa capitale au bord de la mer, il bafoua ouvertement la répugnance instinctive de cette race pour la mer et avilit celle-ci au rang simple rouage de son appareil politique... En transférant sa capitale, Pierre proclama qu'il entendait agir sur l'Orient et les pays immédiatement voisins par le truchement de [50] l'Occident. Si le champ d'action de l'Orient était singulièrement limité en raison de la stagnation et des faibles communications entre peuples asiatiques, en Occident il apparaissait d'emblée sans limites et universel du fait de la mobilité et de l'universalité des relations de l'Europe occidentale. Le transfert de la capitale fit la preuve de ce changement d'orientation, la conquête des principautés baltes lui donna les moyens de la réaliser, en assurant d'emblée à la Russie la suprématie sur tous les États voisins de la Scandinavie, en la mettant en contact direct et constant avec tous les points de l'Europe et en jetant les bases pour une importante alliance avec les puissances maritimes qui devenaient dépendantes de

la Russie pour la fourniture des matériaux de construction de leur flotte. Cette dépendance ne pouvait exister tant que la Moscovie, productrice de la grande masse de ces équipements navals, ne disposait pas de ses propres issues vers l'extérieur, la Suède les tenant occupées sans posséder l'arrière-pays qui les prolongeait.

« Si les tsars moscovites, s'agrandissant par l'intermédiaire des khans tatares, avaient *tatarisé* la Moscovie, Pierre le Grand, résolu à agir par l'intermédiaire de l'Occident, fut obligé de *civiliser* la Russie. En s'emparant des provinces baltes, il saisissait du même coup les instruments indispensables à cette besogne. Elles ne lui fournirent pas seulement les diplomates et les généraux, les cerveaux qui devaient lui permettre d'appliquer son système d'action politique et militaire en Occident, elles lui offraient encore une moisson de bureaucrates, de maîtres d'école et de sergents instructeurs qui devaient par dressage inculquer aux Russes cette sombre civilisation qui leur permet de manier l'appareillage technique des peuples de l'occident sans lequel il n'est pas possible de réaliser leurs conceptions hégémoniques.

« Ni la mer d'Azov, ni la mer Noire, ni la mer Caspienne ne pouvaient ouvrir à Pierre ce passage direct sur l'Europe... La carrière militaire de Pierre le Grand se résume en quatre guerres. La première, dirigée contre la Turquie et dont les fruits furent perdus dans la seconde était, à plus d'un [51] égard, la continuation de la lutte traditionnelle avec les Tatares ; elle fut en outre le prélude de la guerre contre la Suède, dont celle avec la Perse fut l'épilogue. La guerre avec la Suède absorba pendant vingt et une années l'activité militaire du tsar, soit la plus grande partie de son règne. Que l'on considère ses buts, ses résultats ou sa durée, on est en droit de l'appeler la guerre de Pierre le Grand. Toute son œuvre repose en effet sur la conquête de la côte balte. »

Marx dit avoir trouvé ainsi la clé de l'énigme à l'existence du colosse russe. Du même coup il découvre où se situe la source de l'esclavage anglo-russe qui pèse que l'Europe de son temps.

« En toute occurrence la Moscovie n'a pu devenir l'Empire grand-russe qu'en se transformant de puissance continentale à moitié asiatique en puissance maritime hégémonique dans la Baltique. Mais ce simple fait ne doit pas déjà nous suggérer toute notre conclusion, à savoir que *l'Angleterre, la plus grande puissance maritime de*

l'époque - qui plus est, une puissance maritime qui se trouvait aux portes de la Baltique où, depuis le milieu du XVII^e siècle, elle jouait le rôle d'arbitre suprême - doit avoir été pour quelque chose dans ce grand bouleversement. De toute façon, elle ne pouvait être que le principal, soutien ou obstacle aux plans du tsar. C'est elle qui a fait pencher la balance dans l'interminable lutte à mort qui opposa la Suède à la Russie : si nous ne la voyons pas tendre toutes ses forces pour sauver la Suède, c'est - nous pouvons en être sûrs - qu'elle a usé de tous les moyens dont elle pouvait disposer pour appuyer les Moscovites. A en croire ce que l'on appelle communément l'histoire, l'Angleterre ne serait cependant pas apparue dans ce grand drame, elle s'y serait présentée comme spectateur plutôt que comme acteur. *L'histoire authentique* nous montrera que les khans de la Horde d'Or n'ont pas mieux servi les plans d'Ivan III et de ses prédécesseurs que les hommes d'État anglais ceux de Pierre le Grand et de ses successeurs »...

[52]

Signification du commerce russe pour l'Angleterre.

Les échanges commerciaux entre l'Angleterre et la Russie avaient à eux seuls une grande importance. Au cours de la seconde moitié du XVI^e siècle, ce commerce, en liaison avec la piraterie maritime et le trafic des esclaves, fut pour l'Angleterre l'une des sources principales de l'accumulation primitive du capital. Lorsque le monopole de la Hanse germanique dans la Baltique fut brisé, c'est la Hollande qui y acquit l'hégémonie, jusqu'au XVIII^e siècle. La tentative des Anglais d'arracher à eux l'héritage de la Hanse fut d'abord un échec : pendant tout un siècle, la *Russian Company* ne parvint à briser la position privilégiée de la Hollande. A en croire Child, le commerce hollandais était encore dix fois plus important que l'anglais à la fin du XVII^e.

La *Russian Company* joua encore un rôle important dans un autre sens. Elle organisa la chasse à la baleine au Spitzberg.

L'opposition entre les Hollandais et les Anglais qui aboutit à une rupture ouverte sous Cromwell, était nourrie dans la première moitié

du XVII^e siècle par la concurrence dans le commerce colonial aussi bien que par la lutte pour le marché nordique et russe. Le commerce avec la Russie n'était pas moins lucratif que le commerce colonial.

C'est ainsi que se formèrent en Russie les « intérêts britanniques » qui réclamaient une protection diplomatique. Comme dans les Pays-Bas, les États scandinaves et en Allemagne, les membres de la société des *Merchant Adventurers of England* remplissaient les fonctions de représentants diplomatiques dans tous les pays où ils avaient leurs intérêts. Tout naturellement donc les marchands de la *Russian Company* étaient les représentants diplomatiques de l'Angleterre. Lors de la conclusion de la paix à Stolbovo, le membre du conseil d'administration de cette société - Merick - représenta l'Angleterre.

« Le système colonial développa, comme en serre chaude, le commerce et la navigation. Les sociétés de [53] monopole (Luther) furent de Puissants leviers de la concentration du capital. La colonie assurait des débouchés aux manufactures naissantes qui se développèrent à sa suite, ainsi qu'une accumulation accrue par le monopole de marché » (Marx) ³⁴.

De 1550 à 1650, les sociétés de monopole jouèrent un rôle essentiel en Angleterre. L'Europe resta le principal champ de leur activité. C'est à l'ombre de ces sociétés de monopole que s'épanouit l'industrie lainière. Si l'Angleterre put s'assurer, dès le début du XVIII^e siècle, la suprématie commerciale, elle le dut à son hégémonie industrielle, déjà acquise à ce moment-là. Or, pour l'obtenir, la Compagnie des Indes orientales joua un rôle mineur jusqu'à la fin du XVII^e siècle en comparaison de celle des *Merchant Adventurers of England* qui procurait à l'industrie lainière ses débouchés par l'intermédiaire de Hambourg et d'Anvers, et de la *Russian Company* qui organisait la vente en Russie.

Dans ces conditions, on comprendra mieux que la *Russian Company* exerçait une grande influence et pouvait « faire du vacarme » en Angleterre. On sait qu'une grande attention fut prêtée à ce « vacarme », comme il ressort de l'étude des relations entre l'Angleterre et la Russie durant toute cette période. Au demeurant, parmi les

³⁴ Nous avons traduit ce passage d'après le texte allemand du *Capital*, car il existe de grandes lacunes ou différences entre la traduction française (d'ailleurs revue par Marx) et l'original allemand dans le chapitre de l'accumulation primitive. Cf. Éditions Sociales, livre 1^{er} t. III, p. 195-196.

membres de la société de commerce russe et hambourgeoise, figuraient de nombreux représentants de la couche des « gentlemen ». Ainsi nous trouvons dans la liste des membres de la compagnie hambourgeoise des noms aussi illustres que ceux de Sidney, Earl of Leicester, le comte de Carlisle ³⁵, lord Churchill, lord Ashley, tandis que les fondateurs de la *Russian Company* ne sont nuls autres que le marquis de Winchester, les comtes d'Arundel, de Bedford et de Pembroke.

Dans la première partie du XVII^e siècle, leur « vacarme » n'était cependant pas assez fort pour couvrir celui des représentants d'autres intérêts « britanniques ». Si les rapports entre les compagnies de Russie et de Hambourg restèrent toujours amicaux, dès la fin du XVI^e siècle, on vit surgir des compagnies, dont les intérêts ne correspondaient [54] pas, et de loin, à ceux des intérêts de la *Russian Company*. En effet l'épanouissement de ces dernières - à la différence de la Compagnie de Hambourg - ne dépendaient pas seulement de la fourniture d'articles manufacturés anglais à la Russie, mais encore du cours fructueux de la pêche à la baleine dans la mer de glace du Nord et le commerce de transit avec la soie persane par la Russie. Il était tout à fait naturel que les intérêts entrent en conflit avec ceux de la *Eastland Company* qui, fondée en 1579 pour le commerce avec la Baltique, ne prenaient évidemment plus très au sérieux l'interdiction qui leur était faite de commercer avec la Russie par la Narva, et il en était de même de la *Turkey Company*, fondée en 1581, qui se mit aussitôt à organiser l'achat de la soie grège en Perse. Si la concurrence de la première se révéla peu dangereuse, la concurrence avec la seconde ne fit que s'accroître tout au long du XVII^e siècle, entre autres parce que l'exécution de Charles I^{er} n'avait fait absolument aucun effet sur les sultans turcs ³⁶. Cependant, cette concurrence ne gagna qu'un seul terrain, celui du commerce de la soie grège, où la *Russian Company* aussi bien que la *Turkey Company* se heurtèrent bientôt à un rival infiniment plus dangereux - la *Compagnie des Indes orientales*. Bien que la *Russian Company* n'abandonnât pas l'espoir au XVIII^e siècle de s'approprier le commerce de la soie de Perse, elle dut, dès la fin du XVII^e

³⁵ Celui-là même qui tenta vainement en 1664 de rétablir les privilèges commerciaux des Anglais en Russie. (Note de Riazanov.)

³⁶ Un an avant l'exécution de Charles, le 8 août 1648, Ibrahim I^{er} avait été également destitué et assassiné, C'était le premier sultan frappé d'un tel destin. (Note de Riazanov.)

siècle, concentrer toute son attention sur le commerce des marchandises russes. En effet, la pêche à la baleine avait perdu de son importance, du fait que le nombre des cétacés avait fortement diminué et que la *Hudson Bay Company* s'était créée en Amérique du Nord en 1670. De ce côté, pointait en outre une menace pour le commerce des différents matériels navals (*naval stores*).

Telle était la situation de la *Russian Company* au début du XVIII^e Siècle, C'est en 1699 que prirent fin les éternelles chamailleries tournant autour des prétendus interlopers, c'est-à-dire des Anglais qui étaient attirés par les hauts profits du commerce russe, mais qui, ne voulant pas payer la forte cotisation de membre, commerçaient sans l'agrément [55] de la Compagnie : la cotisation fut abaissée à 5 livres sterling, si bien que ce commerce cessa *de facto* d'être monopolistique. La *Russian Company* continua cependant à représenter les intérêts commerciaux avec la Russie, tant à la City qu'au Parlement.

Mais, comme nous l'avons vu, ce n'était plus la seule société commerciale. A côté de son « vacarme », s'éleva celui d'autres compagnies intéressées ou d'autres catégories de marchands et d'industriels. Il ne fait absolument aucun doute que ces groupes cherchaient par tous les moyens à influencer le gouvernement dans le sens de leurs intérêts et à plier sa politique à leur volonté. Mais plus les intérêts industriels et commerciaux devenaient complexes en même temps que les relations extérieures avec les différents pays se multipliaient, plus la lutte entre ces divers groupes se fit acharnée. Mais il est clair que la société qui l'emporta, fut celle dont les intérêts privés du moment correspondaient le mieux avec l'orientation générale de la politique extérieure qui, en dernière instance, est déterminée par les intérêts communs de tout le commerce « national ».

Sous le règne d'Élisabeth, la politique extérieure anglaise fut déterminée par l'opposition entre l'Angleterre et l'Espagne. Les relations avec la France avaient en général un caractère amical pour autant que la France poursuivait son combat traditionnel contre les Habsbourg d'Espagne.

Durant la première moitié du XVII^e siècle, la lutte entre l'Angleterre et la Hollande pour l'hégémonie du marché mondial ne cessa de s'aviver, jusqu'à devenir à partir de Cromwell, une guerre de longue durée. À partir de 1675, la France se transforme, à son tour, en enne-

mie héréditaire de l'Angleterre, comme cela s'était déjà produit pendant la guerre de Cent ans, tandis que la Hollande vaincue devint, selon la formule de Frédéric II, la « chaloupe » du navire anglais. Les alliés de la France deviennent aussi les ennemis de l'Angleterre, et vice versa. Le système dit de l'équilibre politique est déterminé par l'opposition entre la France et ses alliés, d'une part, et [56] l'Angleterre, l'Autriche et la Hollande, d'autre part.

La Russie ne trouve pas de place dans l'une de ces combinaisons. À la fin du XVII^e siècle, le péril turc avait poussé le pape, Venise et l'empereur Maximilien à entreprendre la tentative manquée d'impliquer la Russie dans les affaires européennes. Mais maintenant à l'inverse, la Russie se vit contrainte - plus fortement au fur et à mesure que l'on se rapprochait du XVII^e siècle - de chercher une alliance avec les États européens.

Les ennemis immédiats de la Russie étaient à présent la Pologne, la Suède et la Turquie. Or, dans tous ces pays, prédominait l'influence de la France qui les jouait contre les Habsbourg. Mais tant que la politique extérieure de l'Angleterre ne fut pas déterminée par son antagonisme avec la France, l'alliance anglo-russe était politiquement impossible. C'est ce que finirent par comprendre aussi les diplomates Moscovites, et ils n'importunèrent plus l'Angleterre de leurs offres. Étant peu familiarisés avec les affaires politiques d'Europe occidentale, ils proposèrent en 1687 une alliance à Louis XIV, qui leur déclara catégoriquement : « Il règne une hostilité éternelle entre la France et le tsar, en revanche, une paix éternelle ainsi qu'une amitié solide entre le sultan et le roi. » La Russie participa à la Sainte Ligue contre les Turcs, mais on la traita comme une puissance de troisième ordre. Jusqu'à la guerre nordique, la Russie ne fut jamais prise en considération dans les combinaisons politiques d'Europe occidentale.

La situation changea au début du XVIII^e siècle, lorsque la guerre de Succession d'Espagne coïncida avec la guerre nordique. Il existait maintenant la possibilité d'une alliance entre l'Angleterre et la Russie. Mais cette possibilité s'est-elle transformée en réalité, comme le pense Marx ? L'oligarchie qui avait ravi le pouvoir en Angleterre après 1689 soutint-elle réellement, de concert avec la *Russian Company*, la Russie de manière systématique, et ce pour ruiner la Suède. L'histoire réelle nous a déjà montré que ce ne furent pas les khans tatares qui créèrent l'absolutisme de Pierre, que la Moscovie fut européanisée par le

[57] capital anglo-hollandais et que l'Angleterre ne fut pas plus « responsable » de l'essor de la Moscovie que de l'essor nippon. Voyons maintenant VIII^e siècle ont été constamment les auxiliaires de Pierre I^{er}.

La guerre nordique.

Marx a parfaitement raison lorsqu'il attribue une importance énorme à la guerre nordique dans l'essor de la puissance russe. De fait, la Suède a perdu sa suprématie dans le Nord à la suite de cette guerre. L'hégémonie politique sur la Baltique passe à la Russie, qui la maintient jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle.

« Dans les trois années 1700, 1800 et 1900, l'étendue des côtes sur la Baltique évolue à peu près comme suit, si l'on prend la longueur des côtes danoises comme point de référence 1 :

	1700	1800	1900
Danemark	1	1	1
Allemagne	3	21/2	5
Suède	10	7	7
Russie	0	31/2	10

Ce tableau met en évidence l'extension des côtes russes ³⁷. »

Marx a également raison, lorsqu'il affirme que la guerre nordique marque un tournant en ce sens que la Russie est devenue grâce à elle un État européen. C'est seulement après qu'elle eût trouvé à l'ouest un point d'appui sûr que la Russie put s'étendre ensuite au sud et à l'est, afin de reprendre enfin, avec une force accrue, sa poussée vers l'ouest et de jouer à partir du règne de Catherine II un rôle décisif dans le destin de l'Europe.

³⁷ Cf. Kirchhof, *Seemacht in der Ostsee*, Kiel, 1907, p. 9. (Note de Riazanov.)

C'est ainsi que l'historien russe Solovjev caractérise la signification de cette guerre :

« La période orientale, confinée aux steppes, de l'histoire russe prit alors fin - et la période occidentale, [58] maritime, commença. Pour la première fois, depuis leur recul traditionnel vers l'est en direction des steppes devant les tribus germaniques, les Slaves se tournaient vers l'ouest et forçaient les Allemands à leur céder une partie des côtes intérieures du Nord, qu'ils avaient déjà commencées à germaniser ³⁸. »

³⁸ Cf. Soloviev, *Histoire de la Russie*, t. VII, pp. 387. (Note de Riazanov.)

[59]

Première partie :
La politique étrangère de la Russie officielle

II. LA RUSSIE, LA POLOGNE, LA PRUSSE ET LA FRANCE

« Voyons comment le Reich (d'après le principe des nationalités) à la Vogt protégera la frontière orientale de l'Allemagne après l'incorporation de la Bohême et de la Moravie dans la Russie. La Bohême russe ! Mais la Bohême se trouve en pleine Allemagne, séparée par la Silésie de la Pologne russe. L'Allemagne serait en outre séparée de la Galicie et de la Hongrie russifiées par Vogt, grâce à la russification de la Moravie. Ainsi la Russie obtiendrait un morceau de territoire fédéral allemand d'environ 360 kilomètres de long et de 220 kilomètres de large. Elle avancerait en tout sa frontière d'environ 450 kilomètres vers l'ouest, et comme il n'y a guère que 330 kilomètres en ligne droite entre Eger et Lauterbourg en Alsace, l'Allemagne du Nord serait séparée entièrement de l'Allemagne du Sud par le coin français, d'une part, et plus encore par le coin russe, d'autre part : la division de l'Allemagne serait consommée. Le chemin direct entre Vienne et Berlin passerait par la Russie, comme celui de Munich à Berlin. Dresde, Nuremberg, Ratisbonne, Linz seraient villes frontières allemandes contre la Russie. Notre position par rapport aux Slaves dans le sud serait en gros la même qu'avant Charlemagne (cependant [60] Vogt ne permettrait pas pour autant que nous reculions à l'ouest jusqu'à Louis XV !) Nous aurions alors effacé mille ans de notre histoire.

« Le rôle qu'a joué la Pologne pour les intérêts russes, ce rôle la Bohême le jouerait mieux encore. Prague serait fortifiée ainsi que les embouchures de la Moldau et de l'Eger dans l'Elbe : l'armée russe en Bohême Pourrait attendre tranquillement l'arrivée de l'armée allemande, divisée d'emblée, à partir de la Bavière et de l'Autriche, le gros se heurtant aux forteresses et le reste étant mis en pièces ailleurs...

[Retour à la table des matières](#)

« Dans ces conditions, l'Autriche allemande, l'Allemagne du Sud-Ouest et celle du Nord ne pourraient jamais agir ensemble - à moins que ce ne soit sous direction russe, et on en viendrait nécessairement là ! »
(Karl MARX, *Herr vögt*, VIII. *Dada Vögt et ses Études* », 1860.)

[60]

KARL MARX LA POLOGNE, LA PRUSSE ET LA RUSSIE

*Manuscrits des années 1863-1864 Extrait de
Beiträge zur Geschichte der polnischen Frage,
Książka i WIEDZA, Varsovie, 1971, p. 74-170*

[Retour à la table des matières](#)

Restaurer la Pologne, c'est ruiner l'actuelle Russie, anéantir ses prétentions à la domination mondiale et ruiner son hégémonie en Allemagne. La destruction de la Pologne et son absorption définitive par la Russie, ce serait la fin de l'Allemagne et l'effondrement de la seule digue contre le raz de marée slave. Pour l'Allemagne, tous les problèmes de politique étrangère se ramènent donc à [61] *un seul* problème : *restauration de la Pologne*. Or l'Allemagne, ce n'est pas la Prusse, et la Prusse ce n'est pas l'Allemagne.

La Prusse est née de la dissolution de la Pologne, et la progression de la Russie est la loi fondamentale du développement de la Prusse ³⁹.

³⁹ Les deux études historiques qui suivent, montrent l'importance de la diplomatie dans la systématisation des États modernes, c'est-à-dire de leur constitution, de leur tracé, de leurs zones de contact, de heurt et d'influence. Ces études nous fournissent la genèse des États modernes et nous ramènent à l'origine de leurs antagonismes « héréditaires ». Les nations modernes ne se forment pas en vertu de la réalisation de principes abstraits de la révolution ou de nationalité. Toute la vie des collectivités et leurs rapports les détermi-

Pas de Prusse sans Russie, bien que le danger russe subsiste même sans la Prusse ! Le chevalier *Georg Vincke*, avec le simplisme du sujet de Sa Majesté prussienne, a divulgué le secret le plus intime de l'État prussien en prononçant cette phrase - l'existence de l'État prussien dépend de ce qu'aucun État polonais ne soit jamais rétabli ! La patron de l'État prussien, *Bismarck*, a exprimé le plus clairement le sentiment de l'État prussien en reconnaissant que la Prusse a besoin de la Russie pour défendre Dantzig contre la Pologne. Guillaume, le chef de gendarmerie russe contre les rebelles polonais, est de nos jours l'incarnation authentique du principe prusso-brandebourgeois de l'État.

Il y a eu dynastie prusso-brandebourgeoise le jour où les Hohenzollern, outre le Brandebourg, acquirent le duché de Prusse (l'actuelle Prusse orientale). Leur titre sur la Prusse orientale n'était pas plus celui du comte de la marche de Brandebourg que celui de l'homme de la lune. Leur seul titre sur la Prusse dérivait plutôt de leur serment d'allégeance qu'ils prêtèrent à la République de Pologne. Ce ne fut donc qu'en captant la faveur des rois de Pologne, *en tant que vassaux de la république polonaise*, que les Brandebourg s'emparèrent de la dignité de comte en Prusse.

C'est ainsi que commença la dynastie prusso-brandebourgeoise, mais un *État prussien ne naquit que* du jour où la Prusse *cessa d'être un fief polonais*. Frédéric-Guillaume, le soi-disant prince électeur est donc justement considéré comme le fondateur du prétendu État prussien. Il renia son serment d'allégeance, en assillant, de connivence avec la Suède, la Pologne, voire en forgeant le *premier plan de partage de la Pologne*, pour se retourner ensuite contre la Suède et conclure derrière son dos la paix avec la Pologne, dans laquelle le Brandebourg jura une *paix* [62] éternelle à la République, en échange de quoi celle-ci lui donna pleine souveraineté sur le duché de Prusse.

ment. Il leur faut non seulement une certaine vie et assise économiques, mais encore des moyens politiques et militaires pour centraliser et unifier la nation, tout en bénéficiant de bonnes conditions géographiques.

Ainsi voyons-nous que Marx et Engels considèrent encore la position particulière de chaque nation dans le champ de force réel des autres nations et le poids spécifique de chacune de ses voisines sur telle partie, parfois essentielle, de son territoire. Nous voyons, par exemple, dans les deux textes suivants de quel poids énorme l'immense Russie, tout arriérée qu'elle fût, a pesé sur la Pologne et l'Allemagne soit sur toute l'Europe centrale.

L'existence même de l'État prussien dérive donc du *dénombrement de la Pologne* ainsi que de la trahison des Hohenzollern vis-à-vis des Polonais, et jusqu'à nos jours les Hohenzollern ont gardé la rancune ineffaçable du vassal félon.

Le progrès suivant de la dynastie des Hohenzollern a consisté en un changement d'étiquette : Frédéric 1^{er} débaptisa le duché de Prusse subtilisé à la Pologne pour l'appeler royaume. Avant même d'avoir acheté l'acquiescement de l'Autriche à ce changement d'étiquette, en subornant le jésuite Wolff - le père confesseur de l'empereur -, en multipliant les témoignages de servilité à l'égard de la maison des Habsbourg et en sacrifiant le sang de 20 000 Bandebourgeois à la gloire de la dynastie autrichienne dans la guerre de Succession d'Espagne, il s'assura la reconnaissance de son titre de roi par la Russie en soutenant de toutes ses forces la fatale élection du prince Auguste de Saxe comme roi de Pologne. En effet, l'élévation de cet instrument russe au trône de Pologne et la transformation du titre ducal de Prusse en couronne royale se conditionnent réciproquement.

La période d'enfance de la monarchie prussienne, qui date de l'an 1700, coïncide avec la période d'enfance de la Russie moderne, l'époque de Pierre le Grand. Tandis que l'Europe lutte contre le spectre d'une monarchie française universelle, Pierre le Grand pose à l'Est les fondements d'une véritable puissance universelle, en perçant une brèche dans les deux digues - la Suède et la Pologne - qui tiennent l'Empire moscovite éloigné de la mer et du continent européen. La Prusse ne participa point au combat gigantesque, qui mit aux prises Pierre le Grand et Charles XI de Suède. Tant que le lion suédois donna signe de vie, elle lui témoigna hypocritement son amitié indéfectible. Dès qu'elle vit que ses blessures étaient irréparables, elle reçut des mains du Moscovite la plupart des possessions de la Suède en Poméranie, entre autres Stettin et les îles de l'embouchure de l'Oder, et ce à un moment où elle-même se trouvait dans l'état de paix la plus profonde [63] avec Charles XII, voire était obligée par traité solennel de défendre la Suède, *Le partage de l'Empire suédois* fut la première action d'éclat du nouvel État, ce par quoi la Prusse se signala sur la scène européenne comme chacal de la Russie. Les vieux rêves de royauté des Hohenzollern commençaient à se réaliser - *grâce à la Russie*.

La ruine de la Suède comme grande puissance européenne - ce premier acte dans la fondation de l'hégémonie russe - donna en outre un levain spirituel à l'insipide pâte de la monarchie prussienne. Si la Saxe avait eu l'honneur de porter la Réforme allemande au XVI^e siècle, ce fut la Suède qui défendit la réforme de son poing armé face à l'Autriche⁴⁰, tandis que les Hohenzollern, lâches et vacillants, intriguèrent avec les Habsbourg, tout comme ils avaient acheté leur antique allégeance de la marche de Brandebourg, non seulement contre de l'argent sonnante et trébuchant (alias la grâce de Dieu), mais encore contre des expéditions *contre les Hussites*. Ils ne s'étaient même pas attaqués à la réforme en portant l'épée, mais en pillant de manière douteuse les biens de l'Église en sautant à la suite des vainqueurs. Cela explique que la Suède fut reconnue au traité de Westphalie comme l'officielle puissance tutélaire nordique par les protestants allemands. Or la ruine de la Suède (que les Prussiens devaient aux Moscovites) leur permit d'accéder à cet héritage suédois, ce qui donna à leur rivalité avec l'Autriche une *tendance* plus que dynastique⁴¹. Déjà Frédéric Guillaume 1^{er} sut distinguer si nettement « la vocation

⁴⁰ Comme on le voit, Marx distingue entre États qui, de par leurs conditions et leur situation, défendent les classes révolutionnaires - en l'occurrence la Suède - et ceux qui défendent la contre-révolution. Le choix est donc toujours dicté par la place prise par les organismes politiques dans la lutte générale des classes.

Dans l'analyse de la révolution elle-même, Marx ne sépare pas les classes des organisations politiques et militaires. Dans un brouillon à *la Guerre des Paysans*, Engels rend justice à la *Réforme* qui fut la première révolution bourgeoise et eut une extension extraordinaire : « Cette révolution n° 1 - bien plus européenne que la révolution anglaise et plus rapidement européenne que la révolution française - profita à la Suisse, à la Hollande, à l'Écosse, à l'Angleterre et dans une certaine mesure à la Suède même, aussitôt avec Gustave Wasa, et au Danemark, d'abord sous une forme absolutiste orthodoxe » (cf. Marx-Engel-Lenin-Stalin, *Zur Deutschen Geschichte*, 1/1, p. 279, Éditions Dietz, 1956).

⁴¹ Marx en est arrivé à penser que la future unité allemande sous l'égide de la Prusse est due à deux facteurs historiques : d'abord l'action réactionnaire de la Russie, puis l'échec de la première révolution bourgeoise de 1525, la Réforme : à propos du processus qui aboutit à la réalisation tronquée de l'unité allemande sous le signe de la rivalité entre l'Autriche et la Prusse, Fr. Engels, « Notes manuscrites sur l'histoire de l'Allemagne. Introduction : 1500 à 1789 et 1789-1815 », in : Marx-Engels, *Écrits militaires*, Éditions L'Herne, p. 94-101.

de la Prusse à mener la politique russe », qu'il appuya la tentative de Pierre le Grand d'installer ses Moscovites au Mecklembourg ; que l'*alliance hanovrienne* (Angleterre-Hanovre-Hollande-Autriche et France) contre la Russie fut également dirigée contre la Prusse ; que la Prusse, pour sa part, fit échouer la coalition européenne que Georges I^{er} d'Angleterre s'efforça de nouveau de susciter après la mort de Charles XII (Frédéric Guillaume I^{er} lui-même dut reconnaître plus tard, dans une lettre adressée à l'empereur Charles VI, qu'il « n'avait pas forgé avec le tsar les plans les plus dangereux du monde contre l'Empire »). Dans les journaux anglais [64] et hollandais ainsi que dans les documents diplomatiques de cette époque, Frédéric Guillaume I^{er}. Cependant Frédéric Guillaume I^{er} ne fit qu'exécuter ce que réclamait l'*intérêt dynastique des Hohenzollern*. En effet, cette dynastie n'eût pu se développer à l'ombre de la Suède, et la Russie la tira à la lumière du soleil.

Comme le prétendu grand électeur est le premier fondateur de l'État prusso-brandebourgeois, Frédéric II en fut le *second*. Ce seul homme parmi les rois Hohenzollern s'appelle en Prusse à juste raison l'*Unique*. Cependant ses ressources furent épuisées à la fin de la guerre de Sept ans, et sa dernière alliée - l'Angleterre - était passée dans le camp adverse. Tout ce qui pouvait le sauver de la ruine, ce fut la *grâce de la Russie*. Même le pays auquel était lié son titre royal, la Prusse, il l'obtint encore en cadeau du tsar Pierre III. Comme la paix de *Hubertusburg* formait la nouvelle base de la monarchie prussienne et que la grâce de la Russie formait la base de cette paix - la Prusse existe désormais effectivement comme *royaume par la grâce de la Russie*.

Au lieu de tenter d'effacer le stigmate de la suzeraineté russe, Frédéric II ne rêva que de l'utiliser. Par son alliance offensive et défensive avec Catherine II qui avait assassiné son sauveur Pierre, il vendit son âme par deux fois pour huit ans à la Russie, jusqu'à ce qu'enfin celle-ci, après l'avoir pressé comme un citron, le recracha et repoussa la proposition de renouveler l'alliance. Frédéric II ne semble avoir éprouvé douloureusement qu'une seule clause du traité, celle par laquelle il s'engageait à verser un tribut annuel d'un million de roubles en cas de guerre russe-turque. De fait, Catherine a mené sa guerre turque de 1768 à 1774 en partie grâce à l'argent de la Prusse.

L'alliance à laquelle Frédéric II est resté craintivement fidèle explique le gigantesque accroissement de puissance de la Russie sous Catherine II. La Prusse était sortie du traité de Hubertusburg comme contre-État de l'Autriche, et s'y était fait une renommée européenne. Cependant, [65] outre la province de Silésie et l'antagonisme fatal vis-à-vis de l'Autriche et de l'Empire allemand, il n'eut que le *nom* de puissance européenne. La Prusse orientale, le Brandebourg, la Silésie et quelques domaines familiaux sur le Rhin ne constituaient qu'une base matérielle ridicule pour des prétentions européennes et même pour soutenir la rivalité avec l'Autriche. Frédéric II devait donc s'appuyer sur une tierce puissance étrangère. Abstraction faite de ce que la France était alors sur le déclin et se prêtait donc mal au rôle de puissance tutélaire, il viola par deux fois le traité avec la France au cours de la guerre de Silésie - et la poussa ainsi dans les bras de l'Autriche, où elle demeura jusqu'à ce qu'éclate la révolution française. L'Angleterre, gouvernée par un prince électeur de Hanovre jaloux de Frédéric, ne l'avait pas seulement trahi à la fin de la guerre de Sept ans, mais avait encore proposé à Pétersbourg et Vienne de partager la Prusse. De fait, la Russie était sa « fatalité » ; ou bien il eut dû chercher son salut dans une alliance avec les princes de l'Empire allemand, la Suède, la Turquie et la Pologne. Mais une telle alliance, dont le contre-poids ne pouvait être que la Pologne, lui bouchait précisément la seule perspective d'agrandissement, dont il avait besoin pour maintenir la puissance de sa dynastie. Pour ce qui est de nouvelles conquêtes dans l'Empire allemand – Frédéric II savait qu'il était incapable de survivre une nouvelle fois à cette aventure ! Il tourna donc les yeux vers l'Est, où l'occasion s'offrait à la Prusse de voler le plus important butin, comme chacal à la traîne de la Russie, sans craindre un danger, une guerre ou un prix trop élevé.

Le pillage de la Prusse polonaise (l'actuelle Prusse orientale) relia le duché de Prusse au Brandebourg et donna à la dynastie la cohésion topographique qui lui faisait défaut ; les embouchures de la Vistule lui assurèrent la domination du marché polonais, et enfin elle entra en possession des côtes baltes de Stettin à Memel. Frédéric II n'hésita donc pas un seul instant. Outre les Cosaques, il octroya comme roi aux Polonais, l'homme de cœur que Catherine avait congédié, Stanislas Poniatowski. D'après [66] un article secret du traité qu'il avait conclu en 1764 avec Catherine, « la Russie et la Prusse doivent le cas

échéant *intervenir par la force en Pologne*, afin d'empêcher que le royaume électoral ne se transforme en royaume héréditaire, afin de maintenir le droit de libre élection et de défendre la République contre le renversement de sa constitution ». Le droit de libre élection au moment même où les Moscovites occupaient Varsovie, et où la Prusse faisait des démonstrations militaires à la frontière pour imposer l'élection de l'amant congédié de Catherine ! La Constitution de l' « anarchie » qui faisait de la Pologne la proie de l'étranger et de son aristocratie assoiffée de se vendre au plus offrant ! L'histoire ne connaît pas de pacte aussi infâme. Deux États s'alliaient pour interdire à un autre État de guérir du cancer qui le rongait et, si besoin est, de l'obliger par la force à pourrir ! Seul un Russe pouvait concevoir un tel pacte, et seul un Prussien pouvait y souscrire.

Le sens de ce traité infâme n'échappa pas aux Polonais, qui l'interprétèrent aussitôt comme une convention de partage de leur pays entre la Prusse et la Russie. C'est ce qui ressort de la déclaration des Russes Keyserling et Reptine à la Diète polonaise, dont voici un passage : « Seule la méchanceté alliée au mensonge a pu répandre une rumeur complètement fausse... La vérité et la pureté des intentions russes, etc. » De semblables protestations d'innocence furent faites dans une déclaration de l'ambassadeur prussien et dans une lettre de la main propre de Frédéric au prince primat Vladislav Lubinski : « L'amitié intime et la bonne harmonie entre les cours de Berlin et de Pétersbourg reposent *sur un principe trop juste et simple* pour que l'on ose supposer de tels plans ! » Toujours il « œuvrera au maintien de la République dans son intégrité ». Poniatowski étant nommé roi, Catherine avait installé son satrape en Pologne, désormais transformée en un camp militaire russe. À peine un an plus tard, Catherine laisse entendre à la Diète polonaise que son intention est « de régler la question des frontières entre la Russie et la Pologne ». Peu de temps après, elle oblige les Polonais [67] à prendre financièrement à charge une armée de renfort russe. Cependant, elle hésite encore - doit-elle avaler toute seule la Pologne ou doit-elle la partager, tandis que Frédéric II est aux aguets pour réclamer au bon moment son pourboire.

En 1768 enfin, elle octroie une Constitution à la Pologne, ainsi qu'une garantie russe pour une Constitution qui non seulement pousse à leur paroxysme tous les éléments anarchiques de la traditionnelle Constitution polonaise et les sanctifie sous le nom de « lois fonda-

mentales d'Empire », mais encore introduit en contrebande des institutions toutes nouvelles, tel que le Conseil permanent, qui confère à l'ambassadeur russe à Varsovie la dictature en Pologne.

Il est caractéristique pour la Russie qu'elle utilisa alors comme prétexte de son intervention les lois excluant des droits politiques les dissidents (non-catholiques). Ces mêmes lois contre les dissidents, la Russie les avait dictées en 1717 à la Diète polonaise en s'appuyant sur la force de 60 000 baïonnettes russes et 30 000 prussiennes !

La guerre que la Turquie avait déclarée à la Russie à l'instigation de la France - tandis que Frédéric II, comme satellite russe, retenait la Suède d'imiter ce geste - donna le signal pour la confédération de Bar, qui avait hissé le drapeau de l'insurrection contre l'homme de cœur de Catherine. Or la première grande tentative de résurrection de la Pologne échoua devant le seul Frédéric. La guerre contre les Turcs et les Polonais fit comprendre à Catherine que la Russie était incapable de venir à bout de toute la Pologne. Elle se vit même obligée de réclamer les *services du gendarme* prussien, qui désormais sont la fonction officielle des Hohenzollern à chaque soulèvement polonais contre la Russie. C'est ainsi que revint sur Frédéric II le regard russe si longtemps détourné de lui. Au signal de Catherine, Frédéric lui transmet un plan pour la « pacification de la Pologne », plan dans lequel il s'engage « à persuader l'Autriche » et « à contraindre les confédérés à céder même par la force des armes ». Pendant les négociations avec la Russie, il pousse la servilité à son apothéose. Ainsi, il envoie [68] à Catherine, entre autres, un autel d'ambre, qu'il *consacre* à celle qu'assassina son sauveur Pierre, - la putain de tout le monde ! En fait, il se comporte vis-à-vis de Catherine comme les vieux grands ducs de Moscovie vis-à-vis du khan de la Horde d'Or ! Le traité pour le premier partage de la Pologne fut conclu entre la *Russie* et la *Pologne*. L'Autriche n'y adhéra que plus tard. Dans ses *Mémoires*, Frédéric II se glorifie d'avoir été le principal agent de ce complot ! Il n'en était cependant que l'instrument, auquel la Russie, dans un calcul profond, avait *ordonné* de prendre l'initiative, « tout en lui laissant l'apparence de l'initiative ».

Comme Frédéric II exagéra dans sa conscience servile de Hohenzollern, il commit une faute même du point de vue spécifiquement prussien, lorsque, cédant aux instances de Catherine, il renonça à *Dantzig*, ce qui permit la mise en œuvre du plan russe, à savoir faire

de ce point de litige entre Polonais et Prussiens l'appât réservé par la suite à ces derniers. À cette époque, des circonstances heureuses mirent Frédéric II dans une situation où il pouvait dicter ses conditions à Catherine, au lieu de les recevoir d'elle. La guerre turque, la guerre en Pologne, une guerre possible contre l'Autriche et la France, enfin des convulsions internes - Pougatchov, les Cosaques du Don et les Kalmouks - paralysaient la Russie pour l'heure. L'Autriche montra combien Frédéric II eut peu de raisons de céder à propos de Dantzig. Avec plus d'acharnement encore que Dantzig Catherine tenta de « sauver » pour la Pologne Lvov – la Moscou des Polonais, comme on l'appelle - ainsi que les gisements salins de Galicie, mais en vain, car la maison des Habsbourg n'avait rien d'une parvenue.

D'une autre manière encore, Frédéric II montra la face spécifiquement hohenzollernienne de sa grandeur. Après avoir occupé les provinces frontalières de la Pologne au milieu de la paix avec la République, il laissa développer dans « sa majestueuse armée » le système de la conduite pacifique de la guerre, ce qui lui valut d'être taxé de Borussien à une occasion ultérieure. Abstraction faite des excès des mercenaires prussiens à moitié morts de faim, l'« Unique » [69] appliqua systématiquement le vol de chevaux, d'argent, de bétail et d'homme à l'échelle la plus grande. Dans divers villages, il fixa un pourcentage de *jeunes filles* à marier de force avec la racaille prussienne. Cette canaille prussienne, sous Thadden et Belling, poussa si loin ses exactions que la noblesse de Grande Pologne, qui n'avait pas participé à la confédération de Bar, créa une ligue particulière contre les généraux prussiens et notamment ce chien enragé de Belling. Ainsi Frédéric II transmit à ses successeurs ce secret : comment faire de la Prusse le paratonnerre de l'indignation européenne contre la barbarie russe.

Dans les années suivantes, on s'aperçut que par le *premier partage de la Pologne* la Russie avait obtenu l'office d'arbitre en Allemagne. En effet, l'Allemagne était désormais placée sous le contrôle supérieur de la Russie. C'est encore *Frédéric le Grand* qui invita la Russie à en tirer la juste conclusion.

La paix de Westphalie, comme résultat de la guerre de Trente ans, avait fait de la Suède et de la France les *garantes de la Constitution de l'Empire allemand*. Diverses catastrophes survenues coup sur coup dans la première décennie du XVIII^e siècle rayèrent la Suède de la

carte des grandes puissances et brisèrent l'influence de la France, de sorte que Pierre le Grand décida d'occuper la place laissée vacante par la Suède et la France. À cet effet, il offrit à l'Empereur allemand 30 000 Russes pour la guerre contre la France, en vue de faire de la Livonie un fief de l'Empire allemand et devenir par ce biais membre de l'Empire allemand. En mariant sa nièce avec le duc de Mecklembourg, en négociant sur l'achat du Mecklembourg et en mariant sa fille au duc de Holstein, il poursuivit le même but : s'installer profondément dans l'Empire allemand. Tous ces plans échouèrent face à la jalousie de l'Autriche et du Hanovre. Plus tard l'impératrice Elisabeth reprit le plan de Pierre. La possession de Frédéric II, la Prusse orientale reconquise, devait lui procurer son siège et sa voix dans l'« Empire ». Son ambassadeur au congrès d'Augsbourg (1761) reçut des instructions renfermant la clause suivante : La Russie doit être *garante du nouveau système* qui devra s'instaurer dans l'Empire allemand à partir des conquêtes [70] faites ou à faire par la Prusse ; la paix à conclure à partir d'elles doit devenir la *loi d'Empire* comme ce fut le cas du traité de Westphalie.

Frédéric le Grand accomplit enfin le rêve de la Russie. Après la mort du dernier Wittelsbach, son héritier, Charles Théodore du Palatinat avait déclaré, en effet, qu'il était disposé à voir la Bavière incorporée à l'Autriche. D'où ce que l'on appelle la *guerre des patates* (1777-1779) entre les Habsbourg et les Hohenzollern, guerre qui se limita à des démonstrations militaires. Frédéric II sollicita l'immixtion diplomatique de Catherine, qui effectivement prit aussitôt des allures de protectrice « de la Constitution de l'Empire allemand » dans sa note du 14 décembre 1778 à la cour de Vienne. A la paix de Teschen qui s'ensuivit (13 mai 1799), l'Autriche permit à la France de se présenter comme garant, tandis que Frédéric II introduisit la Russie dans le rôle si longtemps attendu. Selon les articles XII et XVI, le traité de paix de Westphalie est en effet expressément inclut dans les stipulations *garanties* par la Russie. De cette façon, l'*Unique* fit de la Russie la *garante de la Constitution de l'Empire allemand* !

« C'est notamment depuis la paix de Teschen de 1779 », dit un agent russe dans son pamphlet publié sous le titre *Les rapports politiques de la Russie vis-à-vis de l'Allemagne, outre la grande importance de ces relations* (Francfort et Leipzig, 1805) « que Catherine II honore l'Empire allemand de son intérêt particulier et immédiat ; dans

tous les documents officiels, elle fit usage de cette garantie et prit l'intérêt le plus vif à toutes les affaires de l'Empire. Chez elle, c'est l'idée favorite : elle attache un grand prix à être *l'esprit tutélaire de la Constitution allemande* ».

Les ambassadeurs russes participent désormais à toutes les principales actions de l'État comme esprits tutélares. Ce fut le cas lors des élections de l'Empereur en 1790 et 1792, ainsi que lors du congrès de la paix de l'Empire à Rastatt. Au cours des assemblées électorales de 1790 et 1792, Catherine fit ouvrir les états rhénans par le comte Rumjancev avec ces mots : « Qu'il était chargé par sa monarque, qui maintenant avait aussi repris la *garantie* [71] *de la paix de Westphalie* de les assurer dans tous les cas de jouir de sa *protection la plus ferme*. » Ce dont les états rhénans le remercièrent chaudement.

Lorsqu'en 1791 le Reichstag allemand, après avoir pris connaissance du rapport sur les interventions de la France dans les droits féodaux des princes allemands en Alsace et en Lorraine, demanda aux garants de la paix de Westphalie de s'exécuter, Catherine fit « connaître son étonnement et sa surprise » pour le fait que l'on n'ait « pas fait mention aussi de l'impératrice ». Von Asseburg, le ministre russe auprès du Reichstag fit jouer tous les ressorts afin que Catherine fût priée d'apporter sa garantie et sa protection sur la base de la paix de Teschen. A l'époque cependant il existait encore une Pologne « et plusieurs princes d'Empire parmi les plus éminents établirent un rescrit intimant à leurs ambassadeurs de ne pas se laisser gagner par les insinuations russes ». Le premier acte important, par lequel la Russie fit valoir son rôle de garant de la Constitution allemande fut... *un acte de partage de l'Allemagne* (cf. le recez de la Diète du 25 février 1803) ⁴².

Il y est dit : « Que la qualité de garant que la Russie *acquiesça à la paix de Teschen* donna à Sa Majesté Impériale russe un droit parfait de « prendre connaissance de toutes ces garanties et médiations touchant les affaires de l'Empire, ainsi que de tous les empiètements de l'étranger dans le corps d'État allemand ». Et dans la suite « par *États*

⁴² En octobre 1801, la France et la Russie se mirent d'accord pour donner la Rhénanie à la France : 112 États allemands cessèrent d'exister et passèrent sous protectorat français. D'un point de vue formel, cet accord fut ratifié par une résolution de la prétendue Assemblée nationale allemande, la Diète de Ratisbonne, du 25 février 1803.

d'Allemagne qui sont donc à prendre en notre protection particulière, nom entendons *a)* tous ensemble, en les protégeant les uns contre les autres ; *b)* chacun en particulier : la Saxe, le Hanovre, la Hesse, le Mecklembourg et la Poméranie *pour les protéger contre la Prusse* ; la Bavière, le Wurtemberg et le pays de Bade *pour les protéger contre l'Autriche* ⁴³ ».

Frédéric II donna la *première base officielle* à ce système tutélaire de l'Allemagne que la Russie exerçait encore en 1850 au congrès de Varsovie, « avec une si grande douceur ». N'avait-il pas vu comment la Russie avait assujéti la Pologne grâce à des garanties constitutionnelles ! Ne savait-il pas qu'aussi longtemps que la Russie s'opposait à elle sur le terrain des armes, la Pologne sortait victorieuse du [72] combat et qu'elle ne succombait qu'à partir du moment où la Russie, sous la figure de Pierre le Grand, s'insinua en Pologne en tant qu'allié, ami, protecteur et « garant » ? Et Frédéric II fit tout de même de la Russie la *garante de la Constitution de l'Empire allemand* ! Déjà sous son successeur, lors du manifeste de guerre contre la Pologne en date du 18 mai 1892, Catherine reproche aux Polonais de ne pas apprécier la « garantie de la Russie, alors que de plus grands Empires - entre autres *l'Empire allemand* - loin de rejeter de telles garanties, les considéraient au contraire comme le ciment le plus sûr de leurs possessions et de *leur indépendance*, et en conséquence les demandaient et les obtenaient. »

Au soir de sa vie, Frédéric le Grand jouit encore de quelques « douceurs » inséparables de la protection russe. N'avait-il pas sacrifié tous les intérêts allemands – dans l'intérêt de sa dynastie, en opposition à l'Autriche ! Et Catherine qui le considérait maintenant comme un lion aux dents brisées, s'allia à l'Autriche contre lui ! Inconsolable et impuissant, il fit, à la fin, une tentative mélancolique pour s'affirmer comme prince « allemand » et chercha protection dans une *ligue de princes allemands* en vue du « maintien de la Constitution de l'Empire allemand ».

⁴³ Dans le rôle de la violence dans la formation du nouvel Empire allemand, Engels exposera les effets de l'antagonisme entre l'Autriche et la Prusse sur les structures économiques, politiques et sociales de l'Allemagne moderne (dont on peut bien dire que le problème de l'unité nationale demeure le problème sensible aujourd'hui encore), cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 532-599.

À considérer le cynisme éhonté avec lequel Frédéric II se jeta dans les bras de la Russie, on pourrait penser qu'il ne se rendait pas compte du péril qu'il suscitait. Au contraire ! Il en était parfaitement conscient et s'effrayait des progrès de la Russie, mais il aimait à répéter - *Tout autre intérêt doit reculer devant l'alliance avec la Russie !* N'avait-il pas fondé la Prusse une seconde fois par la grâce de la Russie ? Grâce au pillage de la Pologne, il avait consolidé les domaines épars des Hohenzollern, Il avait reconnu que les attaches avec la Russie étaient le principe vital de l'Etat prussien, et il se soumettait aveuglément au destin royal-prussien. À la tête de l'Allemagne, il eût anéanti la Russie, mais à la tête de la Prusse il était son grand valet.

L'existence même de l'État prussien reposait sur la ruine et l'anéantissement de l'État polonais, ou - ce qui n'est que l'expression active de sa destruction - sur *l'hégémonie [73] de la Russie*. La restauration de la Pologne signifierait donc la ruine de l'État prussien.

Si la Prusse, dans le premier partage de la Pologne, a fait figure de principal agent diplomatique de la Russie, dans le second partage elle devient *l'agent provocateur* russe, et dans le troisième elle est promue *bourreau de la Russie*.

Le lamentable successeur de Frédéric II - Frédéric Guillaume II, l'homme de l'édit de la religion, le saint du Parc aux Cerfs - monta sur le trône à l'époque de la « disgrâce russe ». À Pétersbourg, à Kiev, lors de la rencontre de Cherson, où Catherine et Joseph II dressèrent des plans de partage de la Turquie et d'incorporation de la Bavière à l'Autriche, il était de bon ton à la cour russe de ne qualifier Frédéric Guillaume II que de « petit comte de la marche du Brandebourg » ou de « cochon » (*porcus epicureus*). Sa personne et sa puissance étaient traitées avec le même mépris. Après que la Russie eut longtemps joué la Prusse contre l'Autriche, son plan vis-à-vis de la Turquie demandait qu'elle jouât l'Autriche contre la Prusse. Mais, petit comme il était, Frédéric-Guillaume II possédait l'avantage vis-à-vis de son grand prédécesseur d'être « le neveu de l'oncle ». En outre, il bénéficiait de la faveur des circonstances de l'Europe. Alors que la Russie et l'Autriche l'avaient écarté, un « événement de famille » lui procura l'alliance de l'Angleterre et de la Hollande. Le soulèvement des patriotes hollandais contre Guillaume V d'Orange, gouverneur héréditaire, beau-frère de la Prusse et instrument de l'Angleterre, suscita en effet une promenade militaire de la Prusse en Hollande, afin de renverser le parti ré-

publicain et créer une alliance offensive et défensive entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse. La passivité et la surprise muette avec lesquelles la France subit l'intervention prussienne contre le parti officiellement allié avec elle, révéla l'impuissance totale de l'ancien régime. La Prusse n'avait donc rien à craindre de ce côté-là. L'Angleterre, semblant enfin alarmée de la progression russe, menaçait d'engager une guerre à l'Est, poussa la Turquie à se montrer belliqueuse et entraîna effectivement la Suède dans une guerre contre la Russie. Menacée de troubles en Belgique et d'une agitation [74] en Hongrie, l'Autriche se lia elle-même les mains en participant à la guerre contre les Turcs. Au sein de l'Empire, la Saxe (pour la Pologne) et le Hanovre (à cause de l'Angleterre) étaient hostiles à l'alliance austro-russe. Cependant, le fait décisif fut le *soulèvement de la Pologne* contre la Russie, qui régnait sans conteste en Pologne depuis le premier partage grâce à son ambassadeur, son armée, le Conseil permanent et les aristocrates vendus. Les Polonais décidèrent d'utiliser les circonstances propices pour secouer le joug russe. Les Diètes de 1788 et de 1790 annoncent la régénération *du* peuple polonais, celle-ci allant désormais de pair avec l'effondrement de l'*État polonais* ⁴⁴. La première insurrection nationale coïncide nécessairement avec la tenta-

⁴⁴ Marx fait ici une allusion rapide au fait que les conditions économiques et sociales de la Pologne même avaient abouti à l'affaiblissement politique qui permit à la Russie de s'assujettir la nation polonaise, ce qui lui rendit la situation intolérable du fait du renforcement des forces d'inertie et de répression au développement national. Ce sont donc les conditions économiques, politiques et sociales qui font qu'un peuple est, ou non, révolutionnaire.

Marx fait allusion ici à ce qui est l'un des mystères de la Pologne : tandis que ce pays étouffait sous la pression des institutions écrasantes et inadaptées de l'État, la société et la vie polonaises débordaient de vitalité et de dynamisme. Cet antagonisme entre base économique et sociale, d'une part, et superstructures politiques, d'autre part, explique la position révolutionnaire du peuple polonais. Cet antagonisme est d'autant plus explosif que les superstructures sont de type asiatique. Marx a vu le même phénomène se produire en Espagne à l'époque des guerres napoléoniennes : « C'est ce qui explique que Napoléon, à l'instar de tous ses contemporains, ne voyait dans l'Espagne qu'un cadavre sans vie et fut très péniblement surpris, lorsque les événements lui firent découvrir que l'État espagnol était, certes, bel et bien mort, mais que la société espagnole était pleine de vie et de santé, et recelait dans toutes ses parties une force de résistance et une énergie débordantes », cf. Marx-Engels, *la Chine*, Éditions 10/18, p. 21.

tive de subversion intérieure de l'État, la révolution politique et la régénération sociale.

La démocratie de noblesse avait dégénéré en anarchie en Pologne ; il n'en restait plus qu'une ombre, le privilège dont disposait l'oligarchie de vendre le pays au plus offrant (grâce au *liberum votum*, qui permettait à tout membre de la Diète de bloquer n'importe laquelle de ses décisions par sa seule voix). Or cette anarchie oligarchique était l'expression politique de la décomposition sociale de la Pologne. La Russie elle-même poussa les Polonais à prendre conscience de ce que la réforme intérieure était la condition fondamentale de leur indépendance nationale. La Russie fit pour les Polonais ce que jamais un peuple n'avait fait à un autre : elle rassembla tous les éléments de dissolution de leur Constitution, leur adjoignit les éléments russes et en fit une synthèse intitulée : *Constitution polonaise*, en garantissant pour l'éternité cette Constitution à la Pologne. En garantissant les tares de la Constitution de la vieille Pologne apprêtée aux conditions russes, la Russie les poussait à leur paroxysme et proclamait qu'elles étaient autant de garanties du joug russe. Les Polonais eux-mêmes ne voyaient plus maintenant dans toute la forme gouvernementale issue de leur décadence qu'une invention que leur imposait la Russie pour les dominer. On lit dans un ouvrage du maréchal Malachowski et d'Ignace Potocki (à ne pas confondre avec le misérable valet des Russes Félix Potocki) : [75] « La Pologne était forcée de se donner une nouvelle Constitution, et ce d'autant plus rapidement qu'en raison de la forme gouvernementale établie par les Russes dans les années 1768, 1773 et 1776, il n'y avait absolument aucun besoin de la nation qui ne pût être satisfait autrement que par le renversement de l'État existant... La Pologne devait créer une nouvelle Constitution, afin d'anéantir l'anarchique Constitution étrangère, que la Russie avait instaurée en 1768 et 1773 et qui apparaît comme tout à fait anachronique. » Pour les Polonais, la lutte nationale coïncide donc avec la lutte contre la Constitution politique, qui est l'expression et la sanction de toutes les tares sociales de leur pays. La Russie protesta naturellement aussitôt contre une tentative menaçant son ouvrage vieux de trois quarts de siècle. Elle invoqua son droit de garant de la Constitution polonaise. Simultanément, avec l'appui de l'oligarchie vendue, elle offrit aux Polonais une alliance offensive et défensive pour les entraîner dans sa guerre avec les Turcs, afin de battre un ennemi héré-

ditaire par l'autre ⁴⁵. La Diète polonaise rejeta non seulement l'alliance avec la Russie, mais obligea encore l'armée moscovite, qui depuis 1709 n'avait cessé de cantonner en Pologne, à quitter le pays, d'abord sous le prétexte de défendre la dynastie saxonne, ensuite pour la chasser. Elle créa une nouvelle armée. L'ancienne, réduite à l'instigation de Pierre 1^{er}, n'avait jamais atteint les 18 000 hommes depuis 1717. La noblesse et le clergé renoncèrent volontairement au privilège d'être exonérés d'impôts., Les Grecs non unis, qui se trouvaient sous l'égide du synode de Pétersbourg, furent magistralement relayés par la Russie. L'œuvre constitutionnelle progressa si rapidement que le 3 mai 1791 on proclama la nouvelle Constitution. Celle-ci abolit d'abord les privilèges politiques sur lesquels se fondait l'oligarchie en Pologne. Elle transforma le trône électoral en trône héréditaire de la dynastie saxonne. Elle supprima le *liberum veto* qui permettait à tout membre de la Diète polonaise de mettre à lui tout seul en échec les décisions de la majorité, ce qui donnait un prix de marché considérable pour l'étranger à la voix de chacun des oligarques. Certes, elle maintint les privilèges de la noblesse [76] et n'émancipa point les paysans, mais elle assura à ces derniers une protection légale et ouvrit la voie à leur émancipation par le biais de la convention volontaire entre les paysans et le propriétaire foncier. Elle entraîna la population urbaine dans le cercle de l'égalité des droits politiques, sanctionna la liberté de la presse, notoire en Pologne, ainsi que la liberté religieuse, violée par les empiètements des Autrichiens d'abord et des Russes ensuite. En dépit de toutes ses lacunes, cette Constitution apparaît, au milieu de la

⁴⁵ Ce n'est pas par hasard si la période de décadence de la monarchie absolue en France, après la guerre de Sept Ans (qui mit fin aux rêves d'hégémonie coloniale de la France) s'exprime par un rapprochement entre la France et la Russie réactionnaire, rapprochement qui ne put être surmonté par la révolution française, du fait des limitations bourgeoises et impérialistes de celle-ci, qui s'exprimèrent notamment sous Napoléon Jet. La défaite de 1870 dans la guerre franco-prussienne manifesta, une nouvelle fois, l'amointrissement de la France au niveau mondial et amorça encore un rapprochement avec la Russie, qui témoigne toujours de la nature contre-révolutionnaire de la politique française officielle après la Commune. L'étude suivante jette une vive lumière sur le devenir historique de la France, dans le jugement impitoyable de Marx. La politique française de la monarchie décadente n'a-t-elle pas servi de modèle à la politique contre-révolutionnaire de la Russie tsariste !

Cette affirmation de la part de Marx restreint singulièrement la portée des accusations « d'asiatisme » à l'encontre de la Russie.

barbarie russo-prusso-autrichienne, comme la seule œuvre de liberté jamais érigée par l'Europe orientale. Or, elle émane exclusivement de la classe privilégiée, la noblesse. L'histoire n'offre aucun autre exemple d'une semblable noblesse de la noblesse.

Cependant, cette Constitution taillait assez profondément dans les privilèges de l'aristocratie pour la pousser à trahir ouvertement la Pologne, tandis qu'elle demeurait trop superficielle pour l'enflammer pour une guerre la grande masse, le peuple des campagnes. La loi d'airain de l'histoire veut en effet qu'aucune révolution ne puisse triompher au sein des limites chères aux classes dominantes. Il n'en reste pas moins que les Polonais eussent pu continuer à se développer sur cette base si la Russie n'avait pas été soutenue par la rébellion de l'aristocratie polonaise, la défection de l'homme de cœur de Catherine - Stanislas Poniatowski la reculade de l'Angleterre et... *l'infamie de la Prusse*.

Nous avons vu comment le saint du Parc aux Cerfs, *Frédéric Guillaume II*, mis au rancart par la Russie et l'Autriche, avait trouvé son salut dans la faveur des circonstances européennes, notamment dans la résurrection polonaise. À l'instigation de l'Angleterre, il s'allia officiellement à la Turquie et à la Pologne et bien que ses visées sur Dantzig exploitées par son compère russe en Pologne lui rendissent la chose difficile, il fit *bonne mine au mauvais jeu* (Fr.).

Comparons maintenant les déclarations qu'il fit lorsqu'il opéra le second partage de la Pologne de connivence avec la Russie en 1793, avec ses déclarations de 1778-1791.

À peine l'ambassadeur russe Stackelberg eut-il soumis à [77] la Prusse le plan d'une alliance russo-polonaise que *Buchholtz*, au nom de la Prusse, déposa une protestation auprès de la Diète polonaise, le 12 octobre 1788. À l'en croire, ce plan était dirigé uniquement *contre la Prusse* et tendait, en outre, à impliquer la Pologne dans une guerre avec la Porte. La note de protestation explique les dangers d'une telle alliance et menace de représailles les « attentats qui sont si nuisibles aux deux parties ». Elle dénonce l'influence russe en Pologne comme une « oppression étrangère ». Contre les partisans de la Russie, Frédéric Guillaume II appelle « les véritables patriotes et les authentiques citoyens de Pologne à s'allier avec lui ». Il va même jusqu'à concentrer à la frontière une armée prussienne qui - comme s'exprima alors

l'ambassadeur prussien - « devait être prête à pénétrer dans le territoire de la république sitôt que menacés *par la Russie*, les Polonais chercheraient obstinément leur salut, préférant *au joug russe la liberté et les offres magnanimes du roi de Prusse* ».

Dans la *déclaration du 16 janvier 1793*, lors de l'entrée des Prussiens en Grande Pologne, ce même misérable appelle lesdits attentats de la Russie des *intentions salutaires*, s'indigne de la résistance de la Diète contre la Russie, parle de « l'insolence obstinée du prétendu parti patriotique » et dénonce « les véritables patriotes et authentiques citoyens de Pologne », les taxant de « séditieux Polonais ».

Lorsqu'en dépit de la protestation de la Russie, la Diète polonaise abolit le département de la guerre, partie intégrante du Conseil permanent octroyé par la Russie, commençant ainsi à éliminer la Constitution octroyée et garantie par la Russie, Frédéric Guillaume II déclara, le 19 novembre 1788 à la Diète, que la garantie russe était « nulle et non avenue ». Et d'écrire : « Absolument aucune garantie particulière du passé ne peut empêcher l'amélioration de la forme de gouvernement. » À peine la Diète commença-t-elle à procéder à son œuvre constitutionnelle que le propre à rien italien Lucchesini, l'ambassadeur prussien à Varsovie, déclara au nom de Frédéric Guillaume II qu'il voyait plus d'avantages dans l'instauration [78] d'une Constitution gouvernementale parfaitement interne de la Pologne, qui lui assurerait son existence politique, « que même dans une armée de 300 000 hommes susceptible d'exposer le pays à de perpétuelles révolutions et des bouleversements ».

De fait, la commission chargée de la Constitution informa désormais de tous ses travaux les ambassadeurs prussien et anglais. Lorsqu'enfin la Constitution préalablement communiquée à la Prusse fut achevée le 3 mai 1791, l'ambassadeur prussien transmit à la Diète par la délégation des affaires étrangères une lettre de la main propre de Frédéric Guillaume II ; on y trouve entre autres ce passage : « En raison de la sympathie la plus cordiale que j'ai toujours éprouvée pour la création et la prospérité *de votre nouvelle Constitution...* je ratifie et loue cette puissante démarche que votre nation s'est proposée de réaliser et que *je considère comme essentielle à la fondation de votre bonheur.* »

Lucchesini, ce même misérable - sitôt que la Russie eut déclaré la guerre aux Polonais à cause de la « Constitution esclavagiste » de 1791 afin de « rétablir la liberté républicaine » - dit pour sa part oralement « que Sa Majesté le Roi de Prusse n'a jamais eu la moindre part à la Constitution du 3 Mai et si le parti des patriotes devait tenter de la défendre les armes à la main, le roi de Prusse ne se tiendrait point engagé à lui venir en aide ». En tant qu'arlequin italien, Lucchesini ne put se retenir d'ajouter à cette occasion (4 mai 1792) le bon mot suivant : *c'est là une nouvelle preuve de la droiture bien connue du roi de Prusse*. Frédéric Guillaume II écrivit de sa propre main au roi de Pologne (8 juin 1792) : « Je considère avec sérénité la Constitution que la République s'est donnée à mon insu et sans mon concours. Je *n'ai jamais songé à la soutenir ou à la protéger*. » De fait, il « *n'avait jamais songé* (malgré les affirmations contraires du falsificateur prusso-royal de l'histoire et homme de progrès *von Sybel*) à tenir la parole donnée aux Polonais.

Frédéric-Guillaume II ne s'en était pas tenu simplement à exciter les Polonais contre la Russie, à encourager l'œuvre de rénovation constitutionnelle et à prodiguer ses promesses. [79] Il avait proposé aux Polonais une alliance avec la *Prusse*, à la place de celle avec la Russie. Lorsque la réalisation d'une telle alliance se trouva en contradiction avec ses visées sur Dantzig, il déclara dans une lettre autographe à la Diète polonaise que « je » (Frédéric-Guillaume II) « ne vous » (la République) abandonnerai pas : « vous pouvez vous fier à mon caractère, à mes conceptions spirituelles, et au fait que je sais en quoi consiste mon intérêt propre et véritable ». Le 29 mars 1790, il avait effectivement conclu un pacte défensif avec la Pologne dont les termes de l'article VI, directement dirigé contre la Russie, sont les suivants : « Si pour une raison quelconque l'une ou l'autre puissance étrangère... devait manifester la prétention de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Pologne et agirait en ce sens, Sa Majesté le roi de Prusse emploierait d'abord ses bons offices les plus efficaces... Cependant si ces bons offices devaient demeurer sans résultat et si les actions inamicales devaient continuer à l'égard de la Pologne, Sa Majesté le roi de Prusse reconnaîtrait dans ce cas qu'elle est engagée dans l'alliance et ne manquera pas de soutenir la République, conformément à l'article quatrième de ce traité. »

Cet article de l'alliance prusso-polonaise prévoyait donc une guerre contre la Russie à la suite d'un changement de Constitution en Pologne, et qualifiait expressément une telle guerre comme un cas où la Prusse s'obligeait à apporter son secours militaire. Le roi de Prusse s'efforça d'écarter de l'esprit des Polonais tout doute sur ses intentions avant que l'événement redouté intervint. Après la convention de Reichenbach entre la Prusse et l'Autriche, des rumeurs s'étaient propagées en Pologne à propos d'un accord de partage austro-prussien. Le 23 mars 1791, Frédéric-Guillaume II écrivit à la Diète polonaise : « Je ne saurais assez vous exprimer ma surprise de ce qu'une telle rumeur ait pu parvenir en Pologne et plus encore de ce que l'on m'attribue des intentions... J'affirme avec assurance que nul n'est en état d'apporter la moindre preuve qu'il se soit passé quelque chose entre moi et la cour de Vienne, qui pourrait justifier un tel soupçon. Non [80] seulement il n'a jamais été question entre moi et cette cour d'un nouveau partage de la Pologne, mais encore je serai moi-même le premier à m'opposer à lui, etc. »

[80]

KARL MARX LES RAPPORTS ENTRE LA FRANCE, LA POLOGNE ET LA RUSSIE

Manuscrits des années 1863-1864, extrait de Karl Marx, *Contribution à l'histoire de la question polonaise*, Ksiazka i WIEDZA, Varsovie, 1971, p 353-392, 500-514. (Polémique avec Peter Fox.)

[Retour à la table des matières](#)

Mr Fox a dressé un tableau plutôt fantaisiste de la politique étrangère française sous l'Ancien Régime. Il prétend que la France s'est alliée avec la Suède, la Pologne et la Turquie, afin de défendre l'Europe contre la Russie. La vérité, c'est que la France a conclu ces alliances aux XVI^e et XVII^e siècles, à une époque où la Pologne était déjà un État puissant et où la Russie - au sens moderne du terme - n'existait pas encore. Il y avait alors le grand duché de Moscovie, mais pas encore l'Empire russe. Ce n'était donc pas *contre la Russie* que la France a conclu ses alliances avec les Turcs, les Magyars, les Polonais et les Suédois, mais contre l'*Autriche* et l'*Empire germanique*, en vue d'étendre la puissance, l'influence et les possessions territoriales de la France en Allemagne, en Italie et en Espagne. Pour notre sujet, il suffira de dire que la France utilisa ces alliances pour mettre en œuvre le *traité de Westphalie*, qui non seulement divisa l'Allemagne - dont une partie fut donnée à la France et l'autre à la Suède -, mais encore donna expressément à tous les petits princes et barons allemands le droit de vendre leur pays, la France obtenant un *protectorat* sur l'Allemagne.

[81]

Après le traité de Westphalie, durant la seconde moitié du XVII^e siècle, Louis XIV - le véritable représentant de la vieille politique des Bourbons à l'époque de leur puissance - acheta le roi d'Angleterre, Charles II, en vue de ruiner la République hollandaise. Son *système de vandalisme et de perfidie*, tourné alors contre la Hollande, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne et le Piémont - durant près de quarante ans - ne saurait être mieux caractérisé que par ce simple fait : le mémorandum établi en 1837 par la chancellerie russe pour l'information de l'*actuel tsar*, recommande le système de guerre et de diplomatie de Louis XIV, de la moitié à la fin du XVII^e siècle, comme un modèle à suivre par la Russie.

La Russie moderne date seulement du XVIII^e siècle, et ce n'est donc qu'à partir de cette époque qu'il y aurait pu y avoir résistance contre la Russie de la part de la politique de la France ou d'un quelconque autre État européen.

Je passe directement à l'*époque de Louis XV*, que Mr Fox a précisément dépeinte comme l'époque où la politique étrangère de la France était la plus favorable à la Pologne et la plus hostile à la Russie.

Trois grands événements sont survenus sous le règne de Louis XV en ce qui concerne la Russie et la Pologne : 1) la guerre dite de Succession polonaise ; 2) la guerre de Sept Ans, et 3) le premier partage de la Pologne. Considérons maintenant l'attitude du gouvernement français dans tous ces événements.

1) La guerre dite de Succession polonaise.

Après la mort d'Auguste II (roi de Pologne et électeur de Saxe) en *septembre 1733*, une fraction de l'aristocratie polonaise aurait voulu choisir son fils comme roi. Celui-ci disposait de l'appui de la Russie et de l'Autriche, parce qu'il avait promis à la tsarine de ne pas réclamer la Courlande, autrefois fief de la Pologne, et parce qu'il avait promis à l'empereur la garantie d'une sanction pragmatique. L'autre fraction, à l'instigation de la France, élut *Stanislas* [82] *Leszcynski*, qui auparavant avait été nommé roi de Pologne par Charles XII de Suède et qui à

ce moment était le beau-frère de Louis XV. En conséquence, la guerre éclata entre la France, d'une part, la Russie et l'Autriche, d'autre part. *C'est la seule guerre que la France ait ouvertement menée à cause de la Pologne.* Cependant la France mena la guerre en Allemagne et en Italie, et pour autant que son protégé polonais était concerné, elle se limita à envoyer 1500 soldats à Dantzig, alors cité polonaise.

La guerre ayant duré deux ans, quel en fut le résultat ? *Un traité de paix - signé à Vienne en octobre 1735 - par lequel le duché de Lorraine, un fief allemand, fut incorporé à la France, et la dynastie des Bourbon installée à Naples et en Sicile (la dynastie même dont le roi Bomba fut le dernier représentant vivant).* À tous les autres égards, cette « guerre pour le trône de Pologne » s'acheva par la reconnaissance du *candidat russe*, Auguste III, comme roi de Pologne, et par la simple assurance donnée au beau-frère de Louis XV qu'il garderait la prérogative d'être appelé roi et recevrait une pension annuelle considérable, payée par la Pologne. Cette guerre livrée à l'instigation de la France et menée par celle-ci sous de faux prétextes, s'acheva par l'humiliation de la Pologne, l'extension de la puissance russe, et de graves désavantages pour la Turquie et la Suède, que la France avait amenées dans une position fautive, puis laissées choir. Mais je ne veux pas entrer dans ces détails.

La conduite du gouvernement français ne peut être excusée par l'allégation selon laquelle le gouvernement britannique l'empêcha, durant cette prétendue *guerre de Succession polonaise*, d'agir dans la bonne direction. Au contraire. Lorsque l'empereur Charles VI fit appel à l'Angleterre, cette dernière s'accrochait à l'alliance anglo-française, qui durait, depuis 1716 et n'avait pas produit le moindre résultat positif. En tout cas, pour une fois, les bonnes intentions de la France vis-à-vis de la Pologne ne furent pas contrariées par l'Angleterre.

Avant de laisser ce sujet, mentionnons que la *paix entre la Turquie et la Russie*, préparée en 1739, par la médiation française (Villeneuve, ambassadeur français), fut un coup [83] sévère pour la Pologne. Citons Rulhière : « Il annula le traité du Prouth, cet unique bouclier qui restait à la Pologne » et le nouveau traité, signé à Belgrade en 1739

déclara dans son dernier article « que toutes les conventions antérieures n'avaient plus aucune force ⁴⁶. »

Des deux États, russe et autrichien, qui avaient défendu pendant la guerre de Succession polonaise la cause du prince-électeur de Saxe, seule la Russie en tira un profit. Non seulement elle bénéficia d'un nouvel accroissement de puissance et entraîna son armée à la guerre, mais elle fit tomber davantage la Pologne dans sa dépendance. *Le résultat immédiat de la nouvelle humiliation* de la Pologne fut que l'amant d'Anna - Biron - fut élu duc de la seigneurie de Courlande en 1737, et fut reconnu en tant que tel en 1739 par le roi et l'État de Pologne.

Une autre conséquence en fut la guerre de la Russie contre la Turquie (1736) ; le 18 septembre 1738, les Autrichiens conclurent pour leur part, la paix avec les Turcs à Belgrade, l'*ambassadeur français Villeneuve* servit de médiateur de paix. *Münnich*, le général russe, exprima sa colère à l'encontre de la paix de Belgrade, parce qu'il savait parfaitement bien que les Russes étaient incapables à eux tout seuls de poursuivre la guerre et devaient donc rendre les conquêtes qu'ils venaient d'entreprendre. Les Français pour leur part s'étaient entremis *en même temps, au profit des Russes* et le *plénipotentiaire de la tsarine Anna* un Italien, fut amené à la suite d'un pot-de-vin à mettre sa signature provisoire au bas des préliminaires ; malgré toutes les tentatives de corruption de Münnich, cette signature fut plus tard confirmée par Pétersbourg.

La *paix de Belgrade* était encore plus honteuse pour les Autrichiens que la capitulation d'Ulm. L'empereur dut rendre aux Turcs toute la *Serbie*, la partie autrichienne de la *Bosnie* et de la *Valachie*, et enfin la forteresse de *Belgrade*. La Russie avait amplement cueilli les lauriers de la victoire ; elle garda *aussi une partie d'Asov*, et l'on établit une ligne frontière qui offrait à tout moment aux Russes l'occasion favorable d'agrandir vers le sud leur grand Empire au *détriment des Turcs et des Tartares*.

⁴⁶ Cf. Rulhière Cl. de, *Histoire de l'anarchie de la Pologne et du démembrement de cette République*, suivie des *Anecdotes sur la révolution de Russie en 1762* par le même auteur, 4 vol., Paris, 1807.

[84]

2) La guerre de Sept Ans (1756-1763).

J'en arrive maintenant à la guerre de Sept Ans.

Mr Fox vous a expliqué que cette guerre avait été particulièrement malheureuse pour la France, parce qu'elle la dépouilla, au bénéfice de l'Angleterre, de la plupart de ses colonies. Mais telle n'est pas la question qui nous intéresse. Ce dont nous avons à nous préoccuper, c'est de déterminer le rôle que joua la France durant cette guerre pour ce qui concerne la Pologne et la Russie.

Il faut d'abord savoir que de 1740 à 1748, durant ce que l'on appelle la guerre de Succession d'Autriche, la France s'est alliée elle-même avec Frédéric II de Prusse contre la Russie, l'Autriche et l'Angleterre. Durant la guerre de Sept Ans, elle s'allia avec l'Autriche et la Russie contre la Prusse et l'Angleterre de sorte qu'en toute occurrence l'Angleterre était durant cette guerre l'ennemie officielle, et la France l'alliée avouée de la Russie.

C'était d'abord en 1756 sous l'abbé Bernis, et ensuite une nouvelle fois en 1758 sous le duc de Choiseul, que la France conclut son traité avec l'Autriche (et la Russie) contre la Prusse.

Écoutons Rulhière (*Histoire de l'Autriche de Pologne, etc.*, 1819, 2^e édit.) :

« Lorsque le comte de Broglie arriva en 1752 comme ambassadeur à Varsovie, la France n'avait plus de partisans en Pologne. On connaissait les promesses auxquelles la France avait déjà si souvent manqué. On n'avait pas oublié que par trois fois depuis un siècle, la France avait rallié autour d'elles les puissantes factions polonaises.... mais après les avoir formées avec ardeur, elle les abandonna chaque fois avec légèreté. Elle avait laissé dans l'infortune la plupart de ceux qui s'étaient abandonnés à la séduction de ses prétendus projets pour le salut de la République » (t. 1^{er}, p. 213).

Après trois années d'activité, le duc de Broglie avait formé une faction opposée à Frédéric-Michel Czartoryski, en se conciliant la cour ; il avait mis en mouvement les Suédois, [85] les Tatares, les

Turcs, etc., avait lié des relations avec les Cosaques de l'Ukraine, etc. « Frédéric II contribua à mettre sur pied cette formidable coalition contre les Russes, coalition de laquelle il attendait sa propre sécurité. Le ministre russe - Gross - avait perdu toute influence à Varsovie. En un mot, dans les premiers mois de 1756, au moment où les hostilités entre l'Angleterre et la France, d'abord ouvertes en Amérique, étaient sur le point de gagner l'Europe entière, le comte de Broglie avait le pouvoir de former en Pologne une confédération qui, soutenue par les subsides français, approvisionnée en armes et en munitions et protégée par tant de nations voisines, eussent ensemble tiré la Pologne du joug de la Russie et eussent restauré les lois, le gouvernement et la puissance de cette République. Cependant, la France suspendit tous les secours qu'elle avait promis, et bouleversa tous les plans établis par l'ambassadeur » (Rulhière, t. 1^{er}, p. 225).

La légèreté avec laquelle la France abusa de son influence, peut être vue - en passant - dans la manière avec laquelle elle traita la *Suède*. D'abord, elle l'incita à une guerre avec la Prusse contre la Russie (dans la guerre de Succession d'Autriche), puis dans une guerre avec la Russie contre la Prusse, la Suède étant à chaque fois la victime de ces intrigues françaises, et la Russie gagnant à chaque fois dans ce secteur.

De même que la Pologne, la Suède fut épuisée, paupérisée et russifiée à la suite du premier rôle que la France de Louis XV lui fit jouer d'abord *contre la Russie* (guerre de 1741 conclue par la paix d'Abo), puis *pour la Prusse* contre l'Autriche (guerre de Succession d'Autriche), et enfin *avec la Russie* contre la Prusse pour l'Autriche. Le pays le plus pauvre d'Europe fut ainsi poussé à d'énormes dépenses, et sa future puissance de résistance contre la Russie en fut brisée, tandis que le parti russe se renforça en Suède.

Bon ! Quelles furent les conséquences de la guerre de Sept Ans, que la France mena en tant qu'*alliée de la Russie* (et de l'Autriche) contre la *Prusse* (et l'Angleterre) ?

Les ressources matérielles de la Pologne se trouvèrent [86] épuisées ; la Russie fonda sa suprématie en Allemagne ; la Prusse devint l'esclave russe ; Catherine II fut la souveraine la plus puissante d'Europe, - et on procéda au *premier partage de la Pologne*. Telles furent

les conséquences immédiates *de la politique française* durant la guerre de Sept Ans.

1) Durant la guerre de Sept Ans, les armées russes traitèrent la Pologne comme leur propriété, en y tenant leurs quartiers d'hiver, etc. Mais citons Favier (*Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*, etc., 3 tomes, Paris 1801, recueil établi par P.-L. Ségur).

« Le péril était que la Russie, renchérissant sur ses prétentions de la guerre contre le roi de Prusse, renforçât sur le territoire de la Pologne le passage de ses troupes, s'appropriât elle-même les moyens de subsistance et prît ses quartiers d'hiver en Pologne. En lui permettant d'employer de nouveau ces moyens arbitraires, ce grand pays était rendu dépendant de l'avidité des généraux russes, du despotisme de leur cour et tous les projets de futures usurpations, que la Russie était tentée de former, ne dépendaient plus que de la facilité d'exercer toutes sortes de vexations contre une nation divisée, isolée et abandonnée. » (*Politique de tous les cabinets de l'Europe*, etc., 2^e édit., par P.-L. Ségur, ex-ambassadeur, Paris 1801, t. 1^{er}, p. 300.) La France se discrédita elle-même en permettant aux Russes de laisser libre cours à leur arbitraire. « La faiblesse de sa part semblait la moins excusable, parce que... elle était alors en position de dicter sa loi à la Russie et à l'Autriche, et de rien recevoir d'eux ». « Le comte de Broglie avait fait ses propres propositions à cet effet... La France permit à la Russie de traiter la Pologne comme sa propre chose. *La nation polonaise ne considéra plus dès lors la France que comme un simple instrument des cours de Vienne et de Pétersbourg. Voilà l'origine de notre discrédit, de notre nullité*, au moment de l'élection du comte Poniatowski, et du piètre succès, de toute chose que nous avons tentée ou favorisée depuis cette époque. » (*Ségur, I. c.*, p. 303, 304.)

Par le *traité d'Oliva* (1660), la France s'était pourtant engagée à protéger la République polonaise.

[87]

2) Durant la guerre de Sept Ans, les Russes utilisèrent la Pologne, pourtant manifestement neutre, comme leur base d'opération contre la Prusse. Les Polonais le *permirent sous la pression diplomatique de la France*. C'est ce qui mit les Russes en état, durant la guerre de Sept Ans, de dévaster la Prusse proprement dite, la Silésie, la Poméranie, le

Brandebourg, et même de saccager Berlin. De fait, ils ravagèrent le royaume de Prusse comme des bêtes sauvages, tandis que les Français opéraient dans le même style au Hanovre, en Westphalie, en Saxe, au Thuringe, etc. Dans ces conditions, la Pologne fut obligée au *Traité de Wehlau* (1660 on à peu près) de défendre la Prusse contre la Russie. Frédéric II insista pour que ce traité fût exécuté. Qu'il ait eu raison de demander aux Polonais d'observer scrupuleusement une neutralité complète et de ne pas permettre aux Russes d'user de leur pays, etc. C'est ce qui est démontré par le fait que toutes les assemblées siégeant depuis l'ouverture des hostilités étaient absolument incapables de prendre la moindre résolution, et que le *parti patriotique* déclarait que les Polonais ne pouvaient délibérer aussi longtemps que les armes russes occupaient le sol polonais et opéraient contre la Prusse. La dernière année de la guerre (1762), la noblesse de Posnanie (Grande-Pologne) avait même formé une ligue contre les Russes.

Si par exemple, la Belgique, en dépit de sa neutralité, permit à la Prusse de l'utiliser comme base d'opération contre la France durant la guerre de Sept Ans, pourquoi la France n'aurait-elle pas eu le droit de traiter la Belgique comme son ennemie, de s'annexer la Belgique ou de détruire son indépendance ?

Il ne peut pas y avoir le moindre doute que la Pologne donna à Frédéric II de justes motifs de ressentiment, qu'elle viola sa neutralité, forma une base d'opération pour les Russes, et qu'elle négligea à l'occasion de se soulever contre eux. Les efforts faits en ce sens demeurèrent partiels, mais l'*influence française* contribua à empêcher qu'ils ne prennent corps et s'amplifient.

3) Le résultat immédiat de la guerre de Sept Ans fut un traité entre la Prusse et la Russie, par lequel le roi de Prusse [88] confessa lui-même qu'il était le vassal *de la Russie*, mais il lui fut permis en échange de participer au *démembrement de la Pologne*. *Poniatowski, roi de Pologne*.

La guerre de Sept Ans finit par jeter Frédéric II dans les bras de la Russie ; de fait, la conséquence directe de cette guerre fut un traité (1764) entre Catherine II et Frédéric II, qui donna d'une part un ascendant immense à la Russie - convertissant Frédéric II, considéré alors comme l'homme le plus puissant d'Europe, en son satrape ; qui suscita la division de l'Allemagne en deux puissances rivales, la

Prusse et l'Autriche, et dans une certaine mesure fit que la France et l'Angleterre rivalisèrent pour rechercher les faveurs de la Russie ; qui permit à la Russie d'agir contre la Turquie ; qui imposa effectivement Poniatowski à la Pologne, et qui, dans ses paragraphes secrets, contenait les germes du premier partage de la Pologne. Que celui-ci ait effectivement été mis sur pied dans le traité de 1764 entre la Russie et Frédéric II est illustré par le fait que cette année-là même les ambassadeurs de Frédéric II et de Catherine II protestèrent solennellement contre cette « calomnie », et que quelques années plus tard le représentant anglais à Berlin écrivit à la cour que l'Autriche - bien qu'elle eût protesté - serait finalement obligée dans son propre intérêt à participer au démembrement de la Pologne.

Ce traité (de 1764) fut le modèle de tous les traités ultérieurs, par lesquels le sort d'États plus faibles fut rendu dépendant des tractations et de la force militaire des grandes puissances. Par le traité russo-prussien, le droit de la violence fut appliqué aux Polonais et à la Turquie. M. Favier dit : « Notre alliance exclusive avec la cour de Vienne ôta à Frédéric II tout espoir et le réduisit à la nécessité de se rallier à la cour même qui avait laissé à la France le soin de décider de sa destruction.

Le même Favier avoua que le secret de tous les succès ultérieurs de Catherine II et du premier partage de la Pologne doit être trouvé dans l'inféodation de la Prusse à la Russie. (Frédéric II).

En somme, le démembrement de la Suède, la guerre de Sept Ans et la révolution française ont fait de la Russie [89] ce qu'elle est ou ce qu'elle est devenue à la fin du XVIII^e siècle ⁴⁷.

Tel fut le résultat de la politique française durant la guerre de Sept Ans. On ne peut pas dire que l'Angleterre empêcha cette fois-ci la réalisation de ses bons projets en faveur de la Pologne, puisque la France

⁴⁷ Marx donne ici d'importantes indications sur l'origine de l'hégémonie russe en Europe. À partir du moment où le premier capitalisme dans la production triompha dans une île, en Angleterre, et non sur le continent, en Allemagne ou en France (dont la première fut vaincue dans la course à une forme de société moderne, au moment de la *Réforme*, et la seconde dans sa course à l'hégémonie mondiale avec l'Angleterre durant la guerre de Sept Ans) que la Russie devint la puissance la plus forte sur le continent européen.

était alors l'alliée de la Russie, tandis que l'Angleterre était dans le camp opposé.

Le premier partage de la Pologne fut le résultat direct de la guerre de Sept ans.

3) Le premier partage de la Pologne.

[Retour à la table des matières](#)

D'abord, il faut dire que même si la France était intervenue durant la guerre polonaise, qui s'acheva par le partage de la Pologne, avec plus d'énergie qu'elle ne le fit en réalité, cela n'eût pas compensé les services immenses qu'elle avait rendus à la Russie durant la guerre de Sept Ans. L'envoi de quelques officiers français et de subsides en Pologne durant la guerre de la *Confédération de Bar* eût pu, dans le meilleur des cas, prolonger simplement une résistance impuissante. Il est vrai que la France incita en 1768 la Turquie à entreprendre une guerre contre la Russie, mais ce fut simplement pour trahir la Turquie comme d'habitude et préparer pour elle le « traité de Koudjouk Kainardji » de 1774, à partir duquel il faut faire remonter en réalité la suprématie de la Russie en Turquie.

En 1770, ce fut l'expédition russe en Méditerranée. La république de Venise, alors moribonde, fit preuve de plus de courage que la France. Cette année-là, Choiseul était déjà ministre des Affaires étrangères de la France. Ce ne fut qu'à la fin de 1770 (commencement de 1771) qu'il fut remplacé par le duc d'Aiguillon. Favier dit : « Comment cela a-t-il pu arriver que, tandis que la France était en paix avec l'Angleterre, il n'entreprit aucune démarche pour une convention de neutralité de la Méditerranée ? Ou bien pourquoi la France seule ne s'opposa-t-elle pas [90] aux entreprises russes dans un secteur aussi important pour ses intérêts ! »

Favier estime que *la destruction de la flotte russe en Méditerranée* par la marine française eût pu être réalisée facilement, et elle eût changé tout le cours des événements, aussi bien en Turquie qu'en Pologne, et en outre qu'elle eût appris à l'Autriche de respecter l'alliance française (cf. Ségur etc., *Politique de tous les cabinets* etc., t. II, p. 174). Mais la France, qui avait poussé la Turquie dans cette guerre

avec la Russie, ne leva même pas le petit doigt contre l'expédition russe de 1770, la seule qui fût jamais de quelque importance. (La flotte turque détruite dans la proche baie de Tschesmé.) Le *même Choiseul* n'avait pas permis au perfide Anglais (*Chatham* lui-même) de l'empêcher un an auparavant d'acheter la Corse aux Génois. Vous ne devez pas oublier qu'à ce moment North était ministre, et ne pouvait lui-même se tenir en place qu'en faisant la paix à n'importe quel prix. En effet c'était l'un des ministres les plus impopulaires. En Angleterre, il y avait alors un mouvement révolutionnaire, anti-dynastique. En 1773, les Russes firent une nouvelle expédition navale, qui cependant demeura sans effet quelconque sur la guerre avec la Turquie. Il est vrai qu'alors le duc d'Aiguillon se paya le luxe d'être prévenu par l'ambassadeur anglais à Paris, Lord Stormont, de l'attaque de la flotte russe dans la Baltique (et en Méditerranée). À ce moment-là, le premier partage de la Pologne était déjà consommé. Le véritable objet de la démonstration française ne fut pas la Pologne, mais la Suède - et la France fit si bien que *Gustave III* ne fut pas forcé par la Russie à abroger les effets de son *coup d'État* (1772).

En outre, quel genre d'homme était cet d'Aiguillon ? Ségur dit dans ses notes à Favier :

« Lorsque se précisa la rumeur sur le partage de la Pologne, qui devait donner à la Prusse un accroissement de territoire dont l'Autriche était privée, la cour de Vienne avertit la France et lui donna à entendre qu'elle s'y opposerait elle-même, si la cour de Versailles voulait l'appuyer. Louis XV, étant occupé alors par ses seuls plaisirs, et [91] M. d'Aiguillon par ses seules intrigues, le cabinet autrichien reçut une réponse toute autre que rassurante et préféra participer au démembrement de la Pologne plutôt que de se maintenir seule en guerre contre les Prussiens et Russes alliés » (p. 147 note). » Le comte Mercy - ambassadeur autrichien - avait répandu le bruit dans le public que le roi de Prusse avait communiqué au ministre autrichien les réponses du duc d'Aiguillon, par lesquelles ce ministre assurait Sa Majesté Prussienne que la France était indifférente à tout ce qui pouvait être fait en Pologne, et qu'elle ne considérerait pas comme un cas de guerre ce qui pourrait y être fait par les cours de Berlin et de Vienne » (p. 243 note).

Maintenant, bien que je n'accorde absolument aucune confiance aux assurances de la cour autrichienne - qui agit au reste avec la plus

grande perfidie - le simple fait qu'un ambassadeur français de Louis XVI (Ségur) le publia à Paris montre l'estime dont jouissaient - et méritaient de jouir – Louis XV et son d'Aiguillon.

Le simple fait d'entraîner la Turquie et la Suède dans une guerre avec la Russie puis de les laisser choir carrément ne hausse pas la France au-dessus de l'Angleterre et de la Prusse, qui firent de même de 1788 à 1791 dans les années précédant le *second partage de la Pologne* dans lequel l'Autriche elle-même ne trempa point.

Hormis les faits énumérés, qui montrent combien les faits et buts ou, si vous voulez, les actes et les intentions du gouvernement français divergeaient, il ne faut pas oublier que ce gouvernement - officiel ou secret - de Louis XV n'était pas la France. Voltaire et Diderot représentaient davantage la France que le duc de Broglie et le comte de Vergennes. Mais Voltaire embouchait la trompette pour Frédéric II, comme Diderot le fit pour Catherine II. Les Encyclopédistes français du XVIII^e siècle œuvraient avec autant de zèle au service de la tsarine Catherine II que leur adversaire romantique Chateaubriand œuvrait au service du tsar Alexandre.

[92]

4) La république française, du 21 septembre 1792 au 11 novembre 1799.

[Retour à la table des matières](#)

(Le lendemain du 19 Brumaire, jour où le Directoire exécutif est renversé.)

Le second partage de la Pologne (*traité*) entre la Russie et la Prusse, le 4 janvier 1793 ⁴⁸.

⁴⁸ Dans un autre manuscrit de la même époque et sur le même sujet, Marx démontre que les soulèvements polonais de 1792 à 1794, ont sauvé trois fois la révolution française : « Ainsi donc, les Prussiens ont retiré trois fois les troupes (des frontières françaises) à cause de la Pologne.

« Septembre 1792, après le congrès de Verdun, si bien qu'ils ne firent rien durant la moitié de 1793 - ce qui libéra la Belgique.

La première croisade guerrière contre la France (1792) a pris un tel tour défavorable qu'au début de l'hiver déjà les Pays-Bas autrichiens (*Belgique*) étaient occupés par les Français. La Prusse retira ses troupes du champ d'opération : la condition posée par elle au *Congrès de Verdun* pour continuer sa participation à la guerre anti-jacobine était qu'elle fut autorisée à effectuer *un second partage de la Pologne*, l'Autriche devant recevoir en compensation des avantages en Alsace.

À la fin de 1793 (*septembre*), la Prusse retira de nouveau ses troupes pour marcher, sous les ordres du roi, vers les frontières polonaises (« afin d'assurer » sa possession polonaise). En effet, des divergences avaient éclaté à propos de diverses stipulations définitives entre la Prusse et la Russie, cette dernière semblant utiliser contre la Prusse l'influence qu'elle avait sur la Diète moribonde des traîtres de Targovice. Le résultat du second retrait de la Prusse, en vue de prendre possession de ses provinces polonaises, fut de forcer les Autrichiens à *évacuer l'Alsace*.

Au printemps de 1794, ce fut le soulèvement révolutionnaire de Kosciusko. Une fois de plus, la Prusse envoya ses troupes contre la Pologne. Battue. En *septembre 1794*, tandis qu'elle était contrainte de se retirer de Varsovie, la Posnanie se souleva. Dès lors le roi de Prusse affirma son intention d'arrêter les hostilités qui l'opposaient à la France. L'Autriche également détacha, en automne 1794, un corps de troupe en Pologne : ce fait assura le succès des armes françaises sur le Rhin et au-delà. Dès la fin de 1794, la Prusse entama des négociations avec la France. Retraite. Conséquence : la *Hollande* succomba devant les Français (conquête de la Hollande par Pichegru).

« Septembre 1793, la Prusse s'efforça de reprendre possession de ses provinces polonaises, ce qui fut décisif pour la retraite des Autrichiens en Alsace.

« Au printemps, etc., 1794, la guerre de Kosciuszko fut décisive pour la conquête de la Hollande.

« En effet, au début de 1793, les Prussiens pénétrèrent en Posnanie, etc., et pour cela ils avaient déjà retiré leurs troupes de France dès septembre 1792... Toutes ces diversions facilitèrent à leur tour la conquête de la Belgique, les succès dans les Alpes, les Pyrénées, la rive gauche du Rhin, et en 1795 la conquête de la Hollande par Pichegru. »

[93]

Toutes ces diversions facilitèrent à leur tour la conquête de la Belgique, les succès dans les Alpes, les Pyrénées, la rive gauche du Rhin et, en 1795, la conquête de la Hollande par Pichegru. Dans les mêmes mois (octobre, novembre 1794), les Français enregistraient partout des succès, tandis que Kosciusko était écrasé ; Prague fut prise par Souvorov etc., gigantesque carnage, etc.

Troisième partage de la Pologne, signé le 24 octobre 1795.

Le déclenchement de la révolution française donna à Catherine l'occasion de porter pour la première fois en toute tranquillité la guerre en Turquie, tout le reste de l'Europe ayant l'attention tournée vers l'Ouest. Comme le pape lançait des bulles pour les croisades contre les infidèles, Catherine, en lança contre les Jacobins. Même au moment où Léopold II interdit ses États aux émigrés français et les empêcha de se rassembler aux frontières françaises, Catherine - par l'intermédiaire de son agent Rumjansiev - leur procura des subsides et les regroupa non loin des frontières de la France, dans les provinces dominées par des princes ecclésiastiques.

Après la conclusion de sa guerre avec la Turquie, Catherine n'engagea pas les hostilités contre la Pologne, tant qu'elle ne fut pas informée de ce que l'Assemblée nationale française avait *déclaré la guerre à l'Autriche*. Cette nouvelle parvint à Vienne le 30 avril 1792, et le 18 mai 1792 l'ambassadeur russe Boulgakov *présenta une déclaration de guerre au roi Stanislas de Pologne*. Ce qui fit surtout pression sur l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, c'était le danger des principes révolutionnaires. Quant à elle, Catherine poursuivait avec zèle ses propres intérêts séparés (en Turquie et en Pologne), sans fournir le moindre Cosaque, ni souscrire le moindre rouble pour la « cause commune ⁴⁹ ».

⁴⁹ Au-delà de la « guerre de principe » que l'Angleterre mena contre la révolution française se trouve évidemment aussi le heurt des puissants intérêts économiques anglais qui s'opposaient à ceux de la France depuis les guerres commerciales, menées par les rois Louis contre les Anglais. Or cette rivalité économique anglo-française atteint son point culminant lorsque la France fit sa révolution bourgeoise, afin de doter la société et la production françaises des structures modernes, susceptibles de dépasser son rival anglais. Cette rivalité anglo-française eut finalement même des répercussions sur les

Le dernier acte (le jour de sa mort) fut la *signature d'un nouveau traité de coalition avec l'Angleterre*. Le véritable jour de sa mort, elle laissa aux bovidés européens tous les sacrifices de la guerre anti-jacobine, et se réserva à elle-même tous ses avantages.

La Pologne fut escamotée de l'avant-scène sous le couvert [94] de la révolution française et de la guerre anti-jacobine

Le révolutionnaire L. K. Pitt (un neveu ou cousin du ministre anglais), chapelain d'une église anglaise de Saint-Pétersbourg, écrit dans un *document secret : Account Of Russia During The Commencement Of The Reign Of The Emperor Paul* : « Sans doute ne déplaisait-il pas (à la tsarine) de voir toutes les puissances européennes s'épuiser elles-mêmes dans une bataille, dont la violence croissait en proportion de son importance... La situation des provinces nouvellement acquises en Pologne était de même un point qui avait une influence considérable sur la conduite politique de Catherine. Les effets fatals résultant de la crainte d'une révolte au dernier siège de la conquête semblent avoir été ressentis à un degré considérable par les puissances alliées, qui, dans la toute première période de la révolution étaient proches de restaurer le gouvernement régulier en France. Cette même terreur de la révolte détourna aussi la dernière impératrice de Russie d'une guerre de grande envergure. »

La question se pose donc : comment la France révolutionnaire se comporta-t-elle vis-à-vis de son allié polonais, qui lui fut si précieux ?

Écoutons l'historien français Lacretelle (t. XII, p. 261 sq.) : « La République avait considéré avec une grande indifférence les troubles et les malheurs de la Pologne. C'était, au contraire, pour elle un grand motif de sécurité *de voir l'impératrice de Russie occuper toutes les forces de son puissant Empire à la conquête et au démembrement de ce malheureux pays*. Très rapidement la République française se rendit compte que la Pologne la libérait de son ennemi le plus ardent, le roi de Prusse, etc. »

Mais la France républicaine trahit positivement la Pologne. Un témoin oculaire, Oginski écrit : « Bars, l'agent polonais à Paris présenta au gouvernement un plan de révolution, qui fut accueilli avec enthousiasme. »

frontières françaises, cf. *Fil du Temps*, n° 4, « l'État et la nation dans la théorie marxiste », p. 1-19.

siasme et reçut l'approbation générale. Il dressa la liste de toutes les sortes d'assistance qui seraient nécessaires à une entreprise importante et efficace. Le Comité de Salut public trouva sa demande fort juste et promit de faire tout ce qui était [95] en son pouvoir, mais toutes les tractations se limitèrent à des promesses » (cf. Michel Oginski, *Mémoires sur la Pologne etc. de 1788 jusqu'à fin 1815*, Paris 1826, t. 1, p. 358).

« Le Comité de Salut public avait promis au général Kosciusko une somme de trois millions de livres et quelques officiers d'artillerie ; mais nous ne reçûmes pas le moindre sou, ni le moindre officier », nous a été dit par un aide de camp de Kosciusko, cf. A. Niemcevice, *Notes sur ma captivité à Saint-Pétersbourg en 1794-1796*, Paris 1843, t. V, p. 90.

Le 5 avril 1795, le Directoire (qui remplaçait alors le Comité de Salut public) conclut la paix *de Bâle* avec la Prusse. Par cette paix, la *Hollande et la rive gauche du Rhin furent cédées à la France*. La *partie septentrionale de l'Allemagne*, délimitée par une ligne de démarcation, fut *neutralisée*, la Prusse fut indemnisée par la sécularisation de quelques évêchés allemands. En *garantissant les possessions respectives* des deux puissances contractantes et en n'incluant pas la moindre clause relative aux provinces récemment envahies de Pologne, le traité de Bâle donna ces dernières au roi de Prusse. Oginski nous dit que, lorsque les Polonais furent informés des négociations de paix, leur agent Bars s'adressa aux membres du Directoire, les plus amis de la Pologne, pour leur demander une clause obligeant le roi de Prusse à renoncer etc. : « On lui répondit que la condition n'était pas acceptable, car elle retarderait les négociations avec la Prusse, que la France s'efforçait de restaurer ses forces, que la paix avec la Prusse ne durerait pas longtemps, et que les Polonais devaient se tenir prêts à de nombreux efforts, qui leur seraient demandés pour la cause de la liberté et de leur pays etc. » Le même *Oginski* (t. II, p. 133 et 223) écrit en outre : « Le traité conclu entre la France et le roi de Prusse fit une très mauvaise impression sur le Divan, qui affirma que, si la France était incapable d'obtenir quoi que ce soit pour la Pologne dans sa négociation avec Berlin, il serait impossible aux Turcs d'agir tout seuls en faveur de la Pologne. »

Après le *troisième partage*, la Russie fut forcée de se tenir tranquille. Les Polonais participèrent alors à toutes [96] les campagnes de

la *République française*, principalement en Italie. (Cf. Chodsko, *Histoire des Légions polonaises en Italie etc. de 1795 à 1802*, Paris 1829.)

Avant la conclusion de la paix de Campo Formio (7 octobre 1797), d'après un plan d'accord mutuel qui reçut l'agrément de Bonaparte, le général *Dombrowski* devait marcher à travers la Croatie et la Hongrie, afin de pénétrer en Galicie et d'opérer une diversion en faveur de Bonaparte, qui devait marcher sur Vienne. *Charles de la Croix*, ministre des Affaires extérieures (cf. Oginski, t. II, p. 272-278) proposa à Oginski « de soulever la Galicie ». Celui-ci s'inquiéta de ce que l'on traitât les Polonais comme de simples instruments que l'on jette après usage. C'est pourquoi il demanda une assurance positive que ces sacrifices leur procureraient le soutien français pour recouvrer leur patrie. Lacroix fit alors le bravache : le gouvernement français ne leur avait rien demandé ; s'ils n'avaient pas confiance, ils pouvaient toujours tenter leur chance ailleurs etc. Il donna à Oginski trois jours de réflexion pour décider s'ils acceptaient ou s'ils refusaient, mais sans poser la moindre condition. Les malheureux Polonais se déclarèrent prêts à tout ce que le gouvernement français leur demandait. Mais ce gouvernement ne cherchait que leur acceptation formelle, afin d'intimider l'Autriche avec eux et de hâter ainsi la conclusion de la paix. *Armistice de Leoben, le 18 avril 1797. Traité de Campo Formio, par lequel les Polonais furent une nouvelle fois sacrifiés comme ils l'avaient été par le traité de Bâle.*

Souvorov. En 1799, enfin, l'effet de la disparition de la Pologne se fit sentir à son tour sur la République française. Des armées russes apparurent en Hollande et en Italie. Souvorov pénétra à l'intérieur même des frontières de la France.

Le 28 avril 1799, lors de la reddition de Mantou par les Français au général russe Vielhorski, il y eut un article secret dans l'acte de capitulation, selon lequel les Autrichiens rendaient leurs déserteurs, c'est-à-dire les Polonais autrichiens, qui étaient entrés dans la Légion polonaise. Après la reddition de Mantoue, la seconde légion tomba [97] entre les mains de l'ennemi ; la première légion sous les ordres de Dombrowski rejoignit la grande armée et fut complètement anéantie dans les grandes batailles contre les armées austro-russes.

5) *Consulat.*

[Retour à la table des matières](#)

Le 9 novembre 1799 (18 Brumaire) Consulat. Bonaparte autorise la formation de nouvelles légions polonaises, une à Marseille sous Dombrowski, une autre sur le Danube sous le général Kniaziewicz. Ces légions participèrent à Marengo et à Hohenlinden. Voir l'ordre du jour du général Moreau, où il rendit hommage « à la constance sans merci (?) du général Kniaziewicz et de ses soldats polonais ».

Traité de Lunéville avec l'Autriche, le 26 janvier 1801 aucun article relatif à la Pologne.

Traité de Paris, octobre 1801, avec Paul 1^{er} de Russie. Dans ce traité, Paul 1^{er} et Bonaparte se promettaient réciproquement « de ne pas permettre à un quelconque sujet de pouvoir entretenir une correspondance, directe ou indirecte, avec les ennemis intérieurs des actuels gouvernements des deux États, et de propager des principes contraires à leurs constitutions respectives, ou de fomenter des troubles »

Ces articles visaient les Polonais, d'une part, et les Bourbon et leurs partisans, d'autre part.

En 1801, le *Moniteur* publia une série d'articles, écrits par Bonaparte lui-même pour justifier les ambitions de la France, à cause de ses conquêtes que l'on pouvait difficilement considérer comme équivalentes à celles de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse lors du partage de la Pologne. (Cf. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 153.)

Durant la paix, les légions polonaises furent traitées comme un poids encombrant. Une partie d'entre elles, comme les Mameluks, fut donnée en cadeau à la reine d'Étrurie.

Traité d'Amiens, 27 mars 1802. Le premier consul fit [98] embarquer de force, pour Saint-Domingue, une partie du légions polonaises et fit cadeau du reste au nouveau roi de Naples. Sous la menace de

l'artillerie, elle furent embarquées à Gênes et Livourne pour trouver leur tombe à Saint-Domingue ⁵⁰.

6) Empire de mai 1804 (couronné le 2 décembre 1804) à 1815.

[Retour à la table des matières](#)

1806-1807. Durant sa guerre contre la Prusse, avec le soutien de la Russie, Napoléon envoya les restes des légions polonaises sous Dombrowski en Pologne prussienne, où elles conquièrent Dantzig pour lui et soulevèrent le pays.

Dès que Napoléon s'aperçut de la formation de la quatrième coalition entre la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et leurs états dépendants de moindre importance, il pensa de nouveau aux Polonais, spécialement après la bataille de Iéna. Il jeta les yeux sur Kosciusko. Celui-ci avait une telle aversion pour sa politique qu'il répondit à ses émissaires : « Despotisme pour despotisme ! Les Polonais n'en manquent pas chez eux pour aller le chercher si loin et l'acheter au prix de leur sang. » Après la bataille de Iéna, Bonaparte progressa rapidement ; les débris des légions polonaises entrèrent en Pologne sous Dombrowski ; ils assiégèrent Dantzig.

Le 18 mai 1806. Napoléon lui-même à Varsovie. Puis en Prusse. Grand enthousiasme des Polonais. Dans son autobiographie, Thomas Ostrovski (Paris, 1736), président du Sénat, raconte comment Napoléon, à la première audience qu'il donna aux membres de cette institution, les reçut en ces termes : « Messieurs, je souhaite aujourd'hui 200 000 bouteilles de vin, et une certaine quantité de riz, de viande et de légumes. Pas d'excuses ; sinon je vous abandonne au knout russe... Je demande des preuves de votre attachement. J'ai besoin de votre sang. » Il recruta une armée polonaise. La campagne dura jusqu'au 6

⁵⁰ Nous abordons avec Napoléon 1^{er}, la dernière phase de la révolution française, celle où la guerre civile bourgeoise se transforme en guerre impérialiste : il va de soi que les trahisons vis-à-vis de la Pologne vont alors redoubler encore, et le rapprochement avec le tsar ne fera que se confirmer, malgré les développements ultimes des rapports entre le tsar et Napoléon 1^{er}.

mai 1807. Les 25 et 26 juin 1808, Napoléon fraternise avec Alexandre sur le Niémen.

[99]

Traité de Tilsitt, signé le 7 juillet 1807.

(le 9 juillet avec la Prusse) : le caractère borné de Napoléon y apparaît comme plus tard au congrès d'Erfurt.

L'article V du traité proclame la fondation du *duché de Varsovie*, que Napoléon cède « *en toute propriété et souveraineté* au roi de Saxe, afin d'être régi par la Constitution qui, tout en assurant les libertés et les privilèges du duché, sera compatible avec la *tranquillité des États voisins* ».

Le duché était enlevé à la Pologne prussienne.

L'article IX cède à la Russie une partie de la Pologne, le district de Bialistock, récemment conquis sur la Prusse, et qui « devait être uni à perpétuité à l'Empire russe, afin d'établir des frontières rationnelles entre la Russie et le duché de Varsovie ».

Dantzic, sous le prétexte d'en faire une ville libre, fut transformée en forteresse maritime française.

De larges bandes de ce nouveau duché furent données en cadeau par Napoléon à des généraux français.

Lelewel appela cela à juste titre le *quatrième partage de la Pologne*.

Après avoir battu les Prussiens et les Russes avec l'aide des Polonais, Napoléon dispose, de la Pologne comme si c'était un pays conquis et sa propriété privée, - et il en disposa au profit de la Russie.

Ce duché de Varsovie était petit, sans dimension européenne. Il était grevé d'une lourde liste civile, le gouvernement *civil* était saxon et le *militaire* napoléonien, beaucoup de sinécures étaient distribuées aux généraux français ; il était écrasé d'impôts ; en cas de rupture de l'alliance, le duché devenait nécessairement le théâtre de la guerre. 40 000 Polonais étaient déjà embrigadés dans l'armée. Davoust régnait comme un pacha à Varsovie. En fait, il fit du duché une place de recrutement pour la France, un dépôt militaire.

(Sawaskiewicz, *Tableau de l'influence de la Pologne sur les destinées de la révolution française*, Paris 1848 3^e édit.)

Le duché de Varsovie n'était pas seulement pour Napoléon un avant-poste de la France. Napoléon s'était emparé [100] lui-même des points qui devaient lui servir de base offensive contre la Prusse et l'Autriche. Nicolas agit dans le même esprit, lorsqu'il pourvut ses places fortes d'une chaîne de forteresses.

En insérant en tête du *traité de Tilsitt* la déclaration selon laquelle, *simplement par courtoisie pour Alexandre*, il restaurait le roi de Prusse *dans la moitié de ses anciens territoires*, Napoléon proclama que ce roi et la Prusse ne constituaient qu'un simple appendice de la Russie.

Les *articles secrets* du *traité de Tilsitt* en révoquaient partiellement les dispositions publiques. Par exemple, *simplement pour tromper l'Autriche*, le traité public renfermait des articles garantissant *l'intégrité de la Turquie*. Par les articles secrets, Napoléon sacrifiait la *Turquie* et la *Suède* au tsar, qui lui abandonnait le *Portugal*, *l'Espagne*, *Malte* et les *côtes d'Afrique du Nord* ; le tsar promit en outre son adhésion au blocus continental et la cession des îles Ioniennes à la France. Le *partage de la Turquie* ne fut empêché que par l'opposition de l'Autriche. Tous les arrangements pour le partage de la Turquie ont suivi la conclusion du traité de Tilsitt. En *août 1808*, Alexandre remit à Napoléon les places fortes de Dalmatie, ainsi que le protectorat sur les Iles Ioniennes ; tandis que les Principautés danubiennes étaient occupées par ses troupes, Napoléon ordonna à *Marmont*, le commandant de la Dalmatie, de préparer une marche sur l'Albanie et la Macédoine. Les négociations relatives au *partage de la Turquie* furent poursuivies à Pétersbourg, où Napoléon avait envoyé Savary, le chef des gendarmes et mouchards. Le rapport sur ses *négociations avec Rumjansev*, le ministre des Affaires étrangères russe, a été publié récemment. Même *Thibaudeau*, l'un des sénateurs et admirateurs de Napoléon, écrit à propos de cette négociation de Savary avec Alexandre 1^{er} et Rumjansev :

« Écartant toute forme diplomatique, ils négocièrent leur affaire de la manière impudente et sans gêne des chefs de brigands qui se partagent le butin. »

Conformément aux négociations entre Napoléon et Alexandre à Tilsitt, la *Suède* et le Danemark ont été forcés [101] d'adhérer au blocus continental. Napoléon céda à Alexandre la *Finlande* (que la Russie occupa en 1808 et a gardé depuis cette date), en outre le Danemark fut intéressé au pillage de la Suède avec la Norvège. De la sorte Napoléon parvint à *briser complètement son vieil antagonisme* avec la Russie.

Le 27 septembre 1808, Napoléon et Alexandre se rencontrent au congrès d'Erfurt.

Jamais personne n'avait fait autant auparavant pour exalter la puissance de la Russie que Napoléon de 1807 à 1812. *De 1808 à 1811, les Polonais furent consumés par Napoléon en Espagne* ⁵¹. Pour la première fois de leur histoire, ils étaient prostitués comme mercenaires du despotisme. Sur l'armée de 90 000 hommes formée dans le duché,

⁵¹ La dégénérescence de l'Internationale communiste et les changements successifs de la politique de l'État russe, qui aboutit à la « Grande guerre patriotique » durant le dernier connu impérialiste, suscitèrent en Russie une conception diamétralement opposée à celle du marxisme, celle-là même de la banale et médiocre historiographie bourgeoise, chauvine et favorable aux classes dirigeantes quelles qu'elles soient dans l'histoire nationale. En face de ce que Marx dit, par exemple, du traité de Tilsitt, nous reproduisons en guise d'illustration une note établie par l' « Institut pour le marxisme-léninisme auprès du C. E. du S. E. D. » : « Paix de Tilsitt - les 7 et 9 juillet 1807 des traités de paix furent signés entre la France napoléonienne et les membres de la quatrième coalition anti-française, la Russie et la Prusse, après leur défaite. Les conditions de paix furent extrêmement dures pour la Prusse, qui perdit une partie considérable de son territoire (dont toutes ses possessions à l'ouest de l'Elbe). La Russie ne subit aucune perte territoriale, mais gagna même le district de Bielistock, cédé à la Russie par la Prusse. Cependant Alexandre 1^{er} dut reconnaître les conquêtes françaises en Allemagne et les changements territoriaux qui y avait entrepris Napoléon, ainsi que la souveraineté de Napoléon sur les Iles Ioniennes. En outre, il dut se déclarer satisfait de la formation du duché de Varsovie, qui était devenu une base d'opération des Français aux frontières de la Russie, et adhérer au blocus contre l'Angleterre (le prétendu blocus continental). A Tilsitt, Alexandre 1^{er} s'engage à entamer, avec la médiation française, des négociations de paix avec la Turquie qui se trouvait depuis 1806 en état de guerre avec la Russie. En août 1807 un traité d'armistice fut signé entre la Russie et la Turquie, Mais la paix ne fut pas réalisée, et les hostilités reprirent en 1809, conduisant à la défaite de la Turquie en 1812. » (Cf. *Marx-Engel-Werke*, 9, p. 568-69.)

un si grand nombre fut envoyé en Espagne, que le duché se trouva vidée de ses troupes, lorsque l'archiduc autrichien Ferdinand l'envahit en 1809.

Avril 1809 : tandis que Napoléon marchait sur Vienne, l'archiduc avançait sur Varsovie. Les Polonais envahirent la Galicie, forcèrent l'archiduc à se retirer de Varsovie (1^{er} juin) ; les Russes, alliés à Napoléon, entrèrent en Galicie pour appuyer en fait les Autrichiens contre les Polonais.

Le 14 octobre 1809, les provinces polonaises, appelées par les Autrichiens « Nouvelle Galicie », furent réunies au duché de Varsovie en même temps que le district de Zamosc. Napoléon céda à l'Autriche la *vieille Galicie*, après avoir détaché de celle-ci, afin de le céder à la Russie, le district de Tarnopol, partie de la *vieille Podolie*. Nous pouvons voir ce qu'il faut penser de ce *cinquième partage de la Pologne* (Lelewel) dans une lettre satirique du *tsar Alexandre 1^{er} au prince Kouraguine*, publiée à la fois dans les gazettes de Pétersbourg et de Moscou, le 13 novembre 1809. Le tsar écrit entre autres : « Le traité a été conclu entre la France et l'Autriche, et en conséquence nos mouvements hostiles contre cette dernière cessent du même coup. Conformément aux principes de cette paix, l'Autriche demeure comme avant notre voisin par sa possession de Galicie, et les provinces polonaises - au lieu d'être unies en un seul corps - sont divisées pour toujours entre les trois couronnes. Ainsi s'est évanoui le spectre d'une révolution [102] politique en Pologne. Le présent ordre des choses fixe les frontières entre la Pologne et la Russie, celle-ci non seulement n'a en rien souffert dans cette affaire, mais au contraire a encore étendu sa domination au sein de la Pologne, »

Les Polonais demandèrent à ce moment que l'on restaurât le nom de la Pologne pour le duché. Le tsar s'y opposa. Le 20 octobre 1809, Champagny - le ministre des Affaires étrangères français - adressa sur l'ordre de Napoléon une note au gouvernement russe, dans laquelle il déclarait approuver que *l'on effaçât le nom de Polonais et de Pologne non seulement de tout acte publié, mais même de l'histoire*. C'était pour préparer - après son divorce avec Joséphine - sa demande en mariage avec la fille du tsar.

Le 4 janvier 1810, l'ambassadeur de Napoléon, Caulaincourt signa une convention secrète avec le comte Rumjansev dans le but suivant :

Art. 1^{er} : le royaume de Pologne ne doit jamais plus être restauré.
Art. 2 : « le nom de Pologne et de Polonais ne devra jamais être appliqué à l'une des parties qui constituaient autrefois ce royaume, et doit disparaître de tout acte public ou officiel. » En outre, « le Grand-Duché ne devra jamais être agrandi par l'annexion d'une quelconque province de l'ancienne Pologne ; les ordres de la chevalerie polonaise doivent être abolis, et finalement tous ces engagements doivent lier le roi de Saxe, grand-duc de Varsovie, aussi bien que Napoléon lui-même (cf. Thiers, *Consulat et Empire*. XI).

C'est après les négociations en vue de cette convention que Napoléon demanda la main de la sœur d'Alexandre. L'amour-propre blessé de Napoléon après l'hésitation du tsar (qui temporisa de la mi-décembre à la mi-janvier sous différents prétextes), et la répugnance de la mère du tsar, finirent par inciter Napoléon à se tourner ailleurs pour chercher une épouse, et il rompit les négociations.

Même Louis XVIII eut une attitude plus « digne » après avoir été ramené en France par Alexandre, il repoussa sous tous les faux prétextes possibles comme « mésalliance » l'offre de la sœur cadette d'Alexandre pour le duc de Berry.

C'est ainsi que Napoléon remercia les Polonais pour les [103] services qu'ils lui rendirent durant la campagne de 1809. Dans son *Histoire de l'Église romaine en face de la Révolution*, Créteineau-Joly écrit : « L'empereur Napoléon ne permit pas que sa politique se perdît dans une phraséologie sentimentalement révolutionnaire. D'un seul trait de plume, son ministre effaça, même de l'histoire, *le nom de Pologne*, et un traité, que les événements ultérieurs rendirent caduc, raya ce nom comme si c'était une superfétation géographique. »

Après son *mariage avec la fille de l'empereur d'Autriche*, Napoléon eut une nouvelle occasion de *restaurer la Pologne*. Je cite un auteur français, dont l'histoire est une apologie de Napoléon. Norvins dit - « Napoléon était en mesure de réaliser en 1810 ce noble projet (à savoir : la restauration de la Pologne), car l'Autriche lui offrit les deux Galicies ; il refusa toutefois, afin de ne pas s'attirer une guerre avec la Russie, guerre pourtant préparée contre lui dès le jour de la conclusion du traité de Tilsitt. » (*Historien de Napoléon*, 4 vol., Paris, 1827-1828.)

Après tout cela, il est pour le moins superflu de dire que Napoléon fit sa *guerre de 1812* contre la Russie sans prendre le moins du monde la Pologne en considération. Il y était forcé par la Russie, qui le 19-31 décembre 1810 autorisa l'importation d'articles coloniaux sur des navires neutres, interdit certaines marchandises françaises, en taxa lourdement d'autres, et ne fit pas la moindre concession, en dépit de tous les efforts diplomatiques de Napoléon pour prévenir la guerre. Celui-ci dut ou bien renoncer à son *blocus continental*, ou bien faire la guerre à la Russie.

Le 20 juin 1812, Napoléon entra à Vilna. Ce jour-là, la Diète de Varsovie proclama l'existence d'une confédération de la Pologne (c'est-à-dire l'union de la Pologne et de la Lithuanie), ainsi qu'une *guerre nationale*. (Charras nous dit que Napoléon haïssait une telle guerre, etc. Cf. les Cent-Jours.)

En son nom à lui, et non en celui de la Pologne, il prit possession des vieilles provinces polonaises. Il dispersa l'armée polonaise au sein de la Grande-Armée.

Ce n'était donc point le *désastre* de Napoléon qui lui [104] aurait fait abandonner la Pologne, mais c'était sa *trahison renouvelée* de la Pologne qui *causa son désastre*.

L'enthousiasme en Pologne était surtout tombé à la suite du comportement infâme des troupes sous les rois de Westphalie et de Naples, sous Vandamme, etc. Elles étaient pires que les *Russes*. En Lithuanie, en outre, les grands furent amenés à se rallier au camp d'Alexandre par George Adam Czartoryski. En conséquence : pas la moindre manifestation et pas le moindre mouvement national lors de l'entrée des Français.

Craignant même que les Polonais ne fissent la guerre à la Russie pour leur propre compte, Napoléon dispersa 80 000 de leurs troupes dans sa grande armée - c'est ce qui a produit l'effet le plus pernicieux sur cette campagne. Avec une Pologne restaurée, il eût pu se rétablir lui-même de ses désastres et attendre tranquillement le retour d'un temps plus clément sur la ligne du Niémen, Bug et Narev.

Personne ne sera surpris de la terrible bévue de Napoléon. Dans son *Histoire de la campagne de 1815*, Charras a démontré que ce des-

pote, plutôt que de faire une guerre vraiment *nationale et révolutionnaire* après sa défaite de Waterloo, préféra succomber à la Coalition.

En même temps, il ne faut pas oublier que - « La Pologne a été littéralement ravagée par un demi-million d'hommes composant la Grande Armée, qu'il lui fallut nourrir. »

Si l'on veut plus d'informations sur ces points, il faut lire : Abbé de Pradt, *Histoire de l'ambassade dans le Grand-Duché de Varsovie en 1812*. Paris 1815. Cet abbé était alors ambassadeur de Napoléon à Varsovie. Les instructions secrètes que de Pradt reçut de Napoléon disaient qu'« il fasse surgir chez les Polonais un enthousiasme patriotique et les excite aux préparations les plus poussées de la guerre, mais évite de donner le moindre aliment à l'espoir d'une restauration de la Pologne ».

Sawaskiewicz se trompe-t-il, lorsqu'il écrit : « Les Polonais se battirent à l'étranger pour l'intérêt de la France exclusivement. Jamais la France n'a entrepris une seule guerre dans l'intérêt de la Pologne : au contraire, elle sacrifia toujours son alliée à ses propres intérêts mal compris. »

[105]

Restauration.

L'action du gouvernement de la Restauration *en faveur* de la Pologne s'achève par la tentative de Talleyrand au congrès de Vienne, où la Restauration finit par se placer sur le terrain des intérêts de sa conservation propre. Mais du moins empêcha-il l'incorporation de toute la Pologne à la Russie. À partir de ce moment, il fut totalement dirigé par la Russie, qui lui donna d'abord avec *Richelieu* un général russe pour ministre, puis avec Chateaubriand un agent russe pour ministre des Affaires étrangères qui sur l'ordre d'Alexandre, exécuta l'intervention française en Espagne et peu avant sa chute, sous Polignac, conclut avec la Russie un traité de partage, en vertu duquel la France devait recevoir la Rhénanie, et la Russie la Turquie.

Le 9 février 1815, ce fut le traité secret de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre contre la Russie et la Prusse. (*La restauration de la Pologne* en fut l'un des articles.) Il fut proposé par Talleyrand.

(On ne saurait nier que la correspondance entre Castlereagh et Alexandre relative au royaume de la Pologne, Vienne, octobre-novembre 1814, déposée devant les Communes en 1847, ne fait guère honneur à Castlereagh. Ce traité fut paralysé et annulé par le retour à Paris de Napoléon après son évasion de l'île d'Elbe. Talleyrand, le seul ministre anti-russe de la Restauration, tomba en disgrâce.)

En 1821, à Hanovre, convention entre Metternich et Castlereagh. Richelieu (cf. son *Congrès de Vérone*) ensuite l'instrument d'Alexandre. Polignac conclut avec la Russie le traité sur le partage de la Turquie et la cession de la rive gauche du Rhin à la France, lorsqu'il y'eut la révolution de juillet (1830).

Parmi les documents secrets, recueillis par les insurgés polonais après la fuite du grand-duc Constantin de Varsovie et publiés dans le *Portfolio* de 1836, on peut voir - cf. par exemple la *dépêche de Pozzo di Borgo*, Paris, décembre 1815 - que la Russie considérait Metternich (Autriche) comme le seul obstacle sérieux sur son chemin, mais qu'elle n'était pas très satisfaite non plus de l'Angleterre.

[106]

Dans un rapport à Nesselrode, Pozzo di Borgo dit : « Metternich s'adressa lui-même à l'Angleterre en vue de l'armer contre l'Empereur, et il répéta ses tentatives à chaque occasion que les événements lui donnaient. Il accrédita l'idée que tous les gouvernements étaient exposés à des révolutions internes, parce que la Russie contraindrait le Sultan à observer les traités, et il parvint à en convaincre un certain nombre. Il s'entendit avec le gouvernement français et, devant ses résistances, suscita des dissensions internes pour les surmonter. D'un côté, il flattait les bonapartistes et les encourageait à revivre dans le souvenir du fils de Napoléon ; de l'autre côté, il s'appropriait la *Gazette de France* et la *Quotidienne*, ces prétendues représentantes du véritable royalisme et jésuitisme, de sorte que ces journaux, prétendument chrétiens, devinrent turcs et submergèrent le public d'une avalanche d'insultes et de mensonges contre nous Mon cher comte, ces vérités n'échappent ici à personne. Le *ministère français* en est convaincu, *le répète et me le confirme constamment.* »

7) *Louis-Philippe.*

Nous en venons maintenant au roi bourgeois, qui était « la meilleure république » A peine fût-il monté sur le trône, que dans une lettre d'une grande humilité il dénonça au tsar la révolution de juillet comme une « catastrophe » et le supplia de lui pardonner. La Pologne rendit cette fois à la France un service encore plus grand qu'en 1794 : elle se jeta directement dans la bataille pour la France. A partir des documents enlevés au grand-duc Constantin lors du soulèvement de Varsovie, Lafayette démontra à la chambre des députés que la Russie était en train de préparer la guerre contre la France. Son poste avancé, la Prusse, voulait, en outre, envahir la Belgique, mais retira sa patte à un signe du gouvernement français.

Une simple nuit de sommeil sur les coussins de velours des Tuileries suffit à chasser toutes les aspirations libérales de l'esprit de Louis-Philippe.

[107]

Dans un *humble appel autographe au père de toutes les Russies*, il prostitua à la fois sa dignité et la révolution, en se présentant comme l'instrument involontaire du torrent des événements, et s'excusa pour la charte qu'il avait promise à la France.

Il est caractéristique de l'homme - *avant la révolution polonaise* - : il n'eut aucun scrupule d'encourager les réfugiés d'Espagne, dirigés par Mina, Valdes et Torrijos, contre le roi bigot de Bourbon, qui refusait de reconnaître sa dignité et dont le ministre avait écrit une circulaire formelle, condamnant la révolution de juillet. Ces réfugiés payèrent chèrement la confiance qu'ils avaient placée dans le gouvernement français. Après avoir été fourmis en armes et en argent puis poussés à la guerre par des verbales, le gouvernement français permit plus tard à l'armée espagnole de les poursuivre à travers la frontière française, pour les faire prisonniers.

Soulèvement à Varsovie, le 29 novembre 1830. Metternich se contenta d'un projet de reconstruction de la Pologne, en faveur d'un prince autrichien, qu'il proposa à l'Angleterre et à la France ; mais comme Louis-Philippe ne voulut pas agir sans l'Angleterre et comme

Palmerston persévéra dans sa fidélité au tsar, le tout resta à l'état de projet... Les desseins ambitieux de l'empereur François pour la Pologne s'évanouirent rapidement, devant les désordres surgis en Italie.

La conduite de Louis-Philippe fut la plus infâme, d'autant que l'insurrection polonaise avait sauvé la France d'une nouvelle guerre anti-jacobine, que la Prusse s'était entendue avec la Russie pour intervenir contre la France, et que *la situation générale en Allemagne permettait à Louis-Philippe d'agir sans égard aucun vis-à-vis de l'Angleterre*. Il eût pu forcer la main de Palmerston, parce que l'Angleterre elle-même était alors en pleine agitation révolutionnaire et que le gouvernement whig selon l'expression de Peel - ne vivait que sur l'« *alliance française* ».

Les Russes - à la nouvelle des barricades de Paris - décidèrent d'envahir la France ; l'une de leurs premières mesures fut de renforcer la garnison russe (non polonaise) [108] de Varsovie avec des troupes essentiellement russes, afin de faciliter le mouvement de l'armée *polonaise* de Constantin vers la frontière française. Or, ce remplacement des garnisons russes à Varsovie et ailleurs était une grave violation de la Constitution qu'il avait promise... Les Polonais les plus braves se précipitèrent aux armes et attaquèrent la garnison russe, et le soulèvement devint général après le succès de l'assaut contre la garnison de Varsovie.

En 1831, Louis-Philippe dit dans son discours de la couronne : « que la nationalité de la Pologne ne devait pas périr ». En réponse, ce fut la même rengaine à la chambre des députés française.

Ce fut ensuite le fameux cri de Sébastiani : « l'ordre règne à Varsovie » (Fr.).

Casimir dit à la Chambre, le 7 mars 1832, que la Pologne n'avait pas perdu ses droits de traité ; le 26 février, la Russie proclama son statut, faisant de la Pologne une province russe.

La nation polonaise (ou mieux la *clique diplomatique*) pouvait se fier aux « compliments » français. On intimida les généraux polonais : s'ils déclenchaient une attaque contre l'armée russe dans les deux mois, leur sécurité ne pourrait être garantie. Les généraux polonais différèrent l'attaque - et cette temporisation fut facile. La Pologne fut

perdue, non par la force des armes, mais par les promesses de la France (et de l'Autriche).

Lafayette réfuta les dénégations de Guizot, Thiers, Périer, Sébastiani en communiquant à la Chambre des députés les documents prouvant : 1°) que les Polonais avaient brisé la coalition russe contre la France ; 2°) que Louis-Philippe avait poussé les Polonais à prolonger leur résistance de deux mois ; 3°) que cela eût été parfaitement au pouvoir de la France, grâce à une ferme déclaration, comme on l'avait fait à propos de la Belgique pour prévenir l'attaque de la Prusse, qui décida en pratique de la victoire russe.

Séance de la chambre des députés du 16 janvier 1831

Lafayette : « La guerre était préparée contre nous, la [109] Pologne devait former l'avant-garde, l'avant-garde s'est retournée contre le corps de bataille. »

Mauguin : « Qui a arrêté le mouvement de la Russie ? C'est la Pologne. On voulait la précipiter sur nous ; elle est devenue notre avant-garde, et nous l'abandonnons ! Eh bien ! qu'elle meure ! ses enfants sont accoutumés à mourir pour nous. »

Diebtisch dit au colonel Wylezynski, envoyé du dictateur polonais à Nicolas : « Bien, Polonais ! Votre révolution n'a pas, en fin de compte, le mérite d'être arrivée à temps.) Vous vous êtes soulevés à un moment où toutes les forces de l'Empire étaient en route vers vos frontières, en vue de ramener à la raison les révolutionnaires de France et de Belgique... Nous avons l'intention de faire une campagne sur le Rhin, nous devons la faire à présent sur l'Elbe et même sur l'Oder, après vous avoir écrasés. »

Le 19 et 20 septembre 1831, le ministre des Affaires étrangères avait repoussé avec vigueur l'accusation d'avoir conseillé au gouvernement polonais de prolonger la lutte pendant deux mois, afin de donner à la France le temps d'intervenir en sa faveur. Lafayette le convainquit de mensonge en produisant les pièces qui attestaient le fait.

Après quelques explications sur la conduite de ce consul de France à Varsovie qui, avant de prêter serment au nouveau gouvernement, avait osé en demander la permission de l'empereur de Russie, il démontra que le gouvernement français, par son conseil, d'abord paraly-

sa les moyens de défense et ensuite prolongea l'insurrection sous de faux prétextes. Il lut :

1° Une *déclaration* officielle de *Czartoryski*, alors *ministre des Affaires étrangères du gouvernement insurrectionnel* : « En nous fiant (aux cabinets), nous n'avons pas tiré parti de toutes les ressources, qui s'offraient intérieurement et extérieurement... Sans les promesses des cabinets, nous aurions pu frapper un coup, qui, peut-être, eût été décisif ; mais nous crûmes qu'il fallait temporiser. » (Lelewel dit que la clique diplomatique, en se substituant à la société *patriotique* et en la rayant, s'opposa à l'émancipation des [110] paysans et proclama la monarchie constitutionnelle, ce qui spolia tout le monde.)

2° Lafayette lut une lettre, signée par le général Kniaziewicz et L. Plater, en date du 20 septembre 1831, Paris, où il est dit : « que c'est M. le ministre des Affaires étrangères, qui nous a engagés, le 7 juillet. À envoyer un messenger à Varsovie, auquel il a donné les frais de route; que le but de cet envoi était, comme nom l'a dit S. E.M. le comte Sébastiani, de porter notre gouvernement à tenir encore deux mois, parce que c'était le temps nécessaire pour les négociations ». « Sous la dictée du gouvernement français, l'ambassade de Pologne à Paris écrivit à Czartoryski, que dans deux mois les affaires seraient amusées et qu'il fallait tenir jusque-là. »

Sébastieni!

À peine Varsovie était-elle tombée que Sébastiani annonça à la Chambre: « L'ordre règne à Varsovie », et Louis-Philippe écrivit la lettre la plus couarde au tsar, dans laquelle il soulignait ses éminents mérites dans l'écrasement de la révolution polonaise et déclarait qu'il n'était que l'instrument des circonstances. Cependant le tsar ne fut pas satisfait de ces assurances. Il fallut lui donner des preuves tangibles de soumission et de disponibilité. Et le gouvernement de juillet les lui donna.

Louis-Philippe montra une soumission bestiale dans la manière dont il traita les réfugiés Polonais.

Les réfugiés débarqués par la Prusse à l'île d'Aix étaient réduits à la misère. Le gouvernement français ne leur permit Aix, le 21 septembre 1832 :

« On nous a annoncé des ordres émanant de Votre Majesté, à savoir organiser un bataillon polonais, conformément à l'ordonnance du 10 mars 1832. Les stipulations qu'elle renferme, nous les considérons comme répugnant à nos usages notre honneur et à notre gloire. Un soldat polonais n'a jamais pris rang parmi les mercenaires ; s'il a lutté, c'est pour sa liberté et pour la liberté de ses voisins, ainsi que pour celle de la France... Nous apprenons avec [111] regret que l'on nous a interdit la France. Nous hésiterons pas à présenter une pétition aux ministres de Votre Majesté, pétition relative à ce que nous appelons notre *déportation en Algérie*... Sire, vous ne permettrez pas, nous voulons le croire qu'une *expédition, qui ne diffère de celle qui fut envoyée jadis à Saint-Domingue* anéantisse les derniers vestiges de la malheureuse Pologne. »

Lelewel fut expulsé de France.

Louis-Philippe, craignit à ce point de blesser les sentiments délicats de l'Empereur russe que la masse des réfugiés polonais n'eut jamais le droit de passer par Paris dans ses marches à travers la France; que le soutien des réfugiés par l'État était caractérisé expressément dans le projet gouvernemental comme étant dicté par « la simple commisération », et que, dans les décrets les Espagnols étaient appelés par leur nom, tandis qu'on n'osait le nom des Polonais

La France de juillet rampait comme une chienne devant le tsar.

Elle n'osa même pas élever une *protestation* contre le Statut organique du 26 février 1832, par lequel Nicolas transformait le royaume de Pologne en une province russe, en dépit du traité de Vienne. Sa protestation dans l'affaire de Cracovie, un simple compliment français... comme dans la guerre civile contre l'unité suisse, où la révolution se glorifiait de son amitié, avec le cabinet de Pétersbourg.

Au cours de la révolution de 1789, les Français sacrifièrent la Pologne parce que l'Angleterre, et non la Russie, leur apparaissait comme le principal adversaire ; depuis 1830 les Français sacrifient la Pologne, parce qu'ils n'osent pas agir sans l'autorisation de l'Angleterre. Cela vaut autant de Napoléon III que de Louis-Philippe.

8) République de 1848.

La Russie s'immisça dans les Principautés danubiennes et en Hongrie *Ça suffit.* (Fr.)

Blanqui - et sous Louis-Philippe l'homme de la rue [112] Trans (... ?) - étaient d'authentiques amis de la Pologne. Mais leurs actes n'avaient rien à voir avec les traditions du ministère français de l'Extérieur !

Le misérable Louis-Philippe fut renversé. *La République de Février* mit Blanqui en prison le 15 avril, parce qu'il brandit le drapeau de la Pologne. La République de février permit aux Russes d'intervenir en Hongrie et d'occuper les Principautés danubiennes. Il est inutile d'en dire davantage sur ses actes relatifs à la Pologne.

Enfin, le lieutenant du tsar - *Louis Bonaparte* - est à Paris et monte sur le trône grâce à l'autorisation *russe*. Pendant la guerre (de Crimée) il *neutralisa* la Pologne. Pour lui, la guerre n'était qu'un moyen pour se faire reconnaître par la Russie. En 1859, il fit proclamer dans le *Moniteur*, etc. l'alliance indéfectible avec son grand frère ! On trouve le véritable sentiment du 10-décembre sur la Pologne dans le pamphlet de Dentu : « *Que demande la Pologne ?* » Paris, 1861 : « Que vous sert d'être malheureux ! À exciter la commisération publique. Croyez-moi, soyez heureux... Ça vaudrait mieux pour tout le monde. Ralliez-vous franchement à la politique honnête de vos conquérants ; et puisque, malgré tous vos efforts, vous ne pouvez pas en venir à vous constituer en petite nation, devenez le plus beau fleuron de la couronne de Russie. »

Dans l'intérêt de la Pologne, Louis Bonaparte, avec l'autorisation du tsar, annexera - si l'occasion s'en présente - la Rhénanie à la France, comme elle partagera l'Allemagne, en dédommageant le tsar par l'incorporation de la Pologne prussienne à la Russie ! Toutefois, avec l'autorisation de l'Europe, voire simplement de l'Angleterre et de l'Autriche, il interviendrait dans l'intérêt de l'Europe ! Son propre ministre de l'Extérieur est très attristé de ce que « cette affaire de Pologne n'a pas eu d'autre résultat que de nous compromettre avec tout le monde ».

Le 19 mars 1863, le Sénat français vota avec 109 contre 17 voix un *ordre* du jour sur les pétitions en faveur de la Pologne.

Après qu'en séance, Plon Plon se fut lancé dans de grandes phrases romantiques et creuses, le ministre Billault [113] dit au nom du gouvernement : Il y a à peine quelques mois, Napoléon III avait échangé des paroles affectueuses avec Alexandre lors de la réception de l'ambassadeur russe. Pendant la guerre italienne, Alexandre avait « spontanément pris une position qui permit d'éviter *des difficultés sérieuses sur le Rhin* ». Lorsqu'« en Savoie nous avons réclamé nos *frontières naturelles* », cet « Empereur [Alexandre] fut le premier - alors que d'autres puissances amies pouvaient susciter des difficultés européennes par leurs vives réclamations - *qui, par son attitude, anéantit ces efforts se manifestant soudainement.* » Il parle de l'importance, dans les relations avec les peuples et les souverains, « d'obtenir à tout prix certains contrepoids ». Il ne faut pas blesser un grand souverain ami « par des propos amers et difficiles à oublier » tels que les exprime Plon Plon. En outre, Alexandre n'est-il pas un réformateur, etc. ? Enfin, Billault dit avec raison que le « gouvernement anglais », en dehors de simples phrases, ne fera rien, ni ne prétend faire quoi que ce soit, en faveur de la Pologne.

À la suite de la convention prusso-russe du 8 février 1863 et confiant dans les paroles du parlement anglais, on « avait proposé une intervention commune à Berlin » (donc pas à Pétersbourg). Le 1^{er} mars, l'Angleterre nous fit savoir qu'elle n'était pas d'accord avec les moyens proposés ; le 2 mars, elle envoyant à Berlin et à Pétersbourg des dépêches qui sont écrites de manière analogue à celle que nous avons envoyée le 19 février, mais qui, prises à part, devront produire bien moins d'effet. Il fallait « mettre en œuvre une politique pacifique et libérale », afin de « faire comprendre à la Prusse et à la Russie quels étaient leurs véritables intérêts ».

Dans cette séance du Sénat, Ferdinand Barrot et Billault déclarèrent avec raison « que l'esprit antirévolutionnaire avait élevé Louis Bonaparte au pouvoir ».

Paris, le 15 mars. Des documents relatifs à la Pologne sont déposés devant le Sénat. On trouve parmi eux :

(Le manuscrit s'arrête ici).

[115]

Première partie :
La politique étrangère de la Russie officielle

III. LA RUSSIE ET LA QUESTION D'ORIENT

« Constantinople est la ville éternelle, la Rome de l'Orient. Sous les anciens empereurs grecs, la civilisation occidentale s'y est tellement confondue avec la barbarie orientale, et sous la domination turque, la barbarie orientale s'est à tel point amalgamée à la civilisation occidentale, que ce centre d'un Empire théocratique est devenu une véritable barrière au progrès européen.

« Lorsque les empereurs grecs furent chassés par les sultans d'Icône, l'esprit du vieil empire de Byzance survécut à ce changement dynastique, et si le sultan devait être remplacé par le tsar, le Bas-Empire ressuscité exercerait des influences plus démoralisatrices que sous les anciens empereurs et, en outre, il serait plus puissant et plus combatif que sous le sultan. Le tsar serait pour la civilisation byzantine ce que des aventuriers russes furent pour les empereurs du Bas-Empire - le corps de garde parmi ses soldats.

[Retour à la table des matières](#)

« La lutte entre les puissances occidentales et la Russie pour la possession de Constantinople se ramène à cette question : le byzantinisme cèdera-t-il devant la civilisation occidentale, ou fera-t-il revivre son influence néfaste dans des formes plus terribles et plus tyranniques que jamais ? »

[116]

« Constantinople est le pont d'or jeté entre l'Orient et l'Occident - et la civilisation occidentale, semblable au soleil, ne peut faire le tour du monde sans passer par ce pont. Or, elle ne saurait franchir ce pont, sans entrer en guerre avec la Russie. »

« Le sultan conserve simplement Constantinople entre ses mains jusqu'à ce qu'éclate la révolution. Or les actuels dignitaires, purement nominaux, de l'Europe occidentale, qui voient le dernier rempart de leur « ordre » sur les bords de la Néva, ne peuvent que laisser la question en suspens jusqu'au jour où la Russie se trouvera face à face avec son véritable antagoniste - la révolution. La solution, qui abattra la Rome de l'Occident, vaincra également l'influence démoniaque de la Rome de l'Orient⁵². » (Karl MARX, éditorial de la New York Daily Tribune, 12 août 1853.)

⁵² Dans la crise d'Orient, Marx n'oublie pas le prolétariat révolutionnaire : « Mais il est une puissance qui peut se mettre en mouvement à tout événement surgissant à l'improviste et qui peut même mettre en mouvement Louis Bonaparte et ses lâches valets, comme elle a déjà fait marcher plus d'un souverain. Cette puissance est capable de résister à toutes les invasions, elle l'a déjà démontré une fois à l'Europe coalisée. Et cette puissance, la révolution, soyez-en certains, ne fera pas défaut le jour où l'on aura besoin de son action » (cf. Marx, Œuvres politiques, t. V, « La Guerre russe-turque », p. 250).

Cette force était si réelle qu'elle détermina toute la stratégie militaire des Alliés dans la guerre contre la Russie : pour ne pas mener la guerre et les événements jusqu'au point de rupture révolutionnaire, ils mèneront une guerre de parodie en Crimée.

[116]

KARL MARX LA RUSSIE ET LA TURQUIE

New York Tribune, 7 avril 1853.

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir passé en revue les forces russes stationnées dans les Principautés danubiennes et inspecté la flotte et l'armée de Sébastopol, où il fit exécuter sous ses yeux des manœuvres d'embarquement et de débarquement, le prince Menschikoff fit une entrée absolument théâtrale à Constantinople le 28 février accompagné d'une suite de douze personnes, dont l'amiral de l'escadre russe dans la mer Noire, un général de division, plusieurs officiers de l'état-major et le secrétaire d'ambassade, le comte [117] Nesselrode junior. La population russe et grecque lui fit une telle ovation qu'on aurait pu le prendre pour le tsar lui-même venu à Tsarigrad pour y restaurer là vraie foi.

Ce fut une sensation énorme lorsqu'on apprit à Paris et à Londres que le prince Menschikoff, non content de réclamer la déposition de Fouad Efendi, avait exigé du sultan qu'il cédât à l'empereur de Russie non seulement le protectorat de tous les chrétiens fixés en Turquie, mais encore le droit de nommer le patriarche grec ; que le sultan avait demandé la protection de la France et de l'Angleterre ; que le colonel Rose, chargé d'affaires britanniques, avait envoyé en toute hâte le vapeur *Wasp* à Malte pour demander la venue immédiate de la flotte anglaise dans l'archipel, et que des bâtiments russes avaient jeté l'ancre à Kilia, près du Bosphore.

Le *Moniteur* de Paris nous apprend que l'escadre française de Toulon a reçu l'ordre de se rendre dans les eaux grecques. Quant à l'amiral Dundas, il est toujours à Malte. A l'évidence, il ressort de tout cela que la *question d'Orient* est une nouvelle fois à l'ordre du jour de l'Eu-

rope -ce qui ne peut surprendre quiconque est au courant de l'histoire universelle.

Quel que soit le moment où s'apaise pour un temps l'ouragan révolutionnaire, on peut être assuré de la réapparition de l'éternelle *question d'Orient*. Il en fut ainsi après la tempête de la première révolution française, lorsque Napoléon et Alexandre de Russie se partagèrent tout le continent européen à la suite de la paix de Tilsitt : profitant de l'accalmie momentanée, Alexandre fit entrer une armée en Turquie pour « soutenir » les éléments qui se détachaient de l'Empire en dissolution. De même, à peine les mouvements révolutionnaires d'Europe occidentale furent-ils étouffés par les congrès de Laibach et de Vérone, que le successeur d'Alexandre, Nicolas, porta un nouveau coup à la Turquie ⁵³. Quelques années plus tard, lorsque la révolution de Juillet et les insurrections concomitantes de Pologne, d'Italie et de Belgique furent terminées, et que l'Europe, remodelée en 1831, sembla à l'abri des luttes intestines, il s'en fallut d'un rien que la question d'Orient [118] impliquât les « grandes puissances » dans une guerre générale en 1840. Et à présent où dans leur myopie politique, les pygmées actuellement au pouvoir se vantent d'avoir heureusement soustrait l'Europe aux dangers de l'anarchie et de la révolution de 1848-1850, elle renaît, cette question éternelle, cette difficulté jamais résolue : qu'allons-nous faire de la Turquie ?

La Turquie est le talon d'Achille de l'Europe légitimiste. Toute l'impuissance du système légitimiste et monarchiste de gouvernement s'est toujours résumée depuis la première révolution française dans cet axiome : Maintenons le *statu quo* ! Cette volonté concertée de tous pour laisser les choses en l'état où les a placées le hasard ou les com-

⁵³ Allusion à l'intervention des forces contre-révolutionnaires de la Sainte-Alliance - ligue réactionnaire des souverains européens formée en 1815 sous l'égide de la Russie tsariste - à Naples, au Piémont et en Espagne dans les années 1820. Le congrès de la Sainte-Alliance, commencé en octobre 1820 à Troppau et terminé en mai 1821 à Laibach, proclama ouvertement le principe de l'immixtion des puissances de la Sainte-Alliance dans les affaires intérieures d'autres nations, afin d'y appuyer le régime féodal-monarchiste. En conséquence, le congrès de Laibach avait décidé d'envoyer des troupes autrichiennes en Italie, tandis que le congrès de Vérone (1822) des troupes françaises en Espagne, pour y écraser les tentatives de révolution bourgeoise et de lutte pour la libération nationale.

promis eu un certificat d'indigence, par lequel les pouvoirs établis se reconnaissent incapables de faire avancer en quoi que ce soit le progrès ou la civilisation.

Napoléon a pu disposer un moment de tout un continent, et sa façon de le faire attestait du génie et d'une claire conscience du but poursuivi. Toute la sagesse réunie de la légitimité européenne, siégeant en congrès à Vienne ⁵⁴, mit plusieurs années à faire sa besogne : les délégués se chamaillèrent et aboutirent à un affreux gâchis ; finalement, en désespoir de cause et à bout de souffle, ils s'arrêtèrent et depuis lors ils n'ont plus jamais essayé de répartir l'Europe. Myrmidons de la médiocrité, comme les appelle Béranger ⁵⁵, sans connaissances historiques ni intelligence des faits, sans idées, sans initiative, ils adorent le *statu quo* qu'ils ont assemblé eux-mêmes de bric et de broc, en ayant parfaitement conscience d'avoir fait du bousillage.

Cependant la Turquie, pas plus que le reste du monde, n'est stationnaire, et juste au moment où le parti de la réaction est parvenu à restaurer en Europe civilisée ce qu'il considère comme le *statu quo ante*, on s'aperçoit que dans l'intervalle le *statu quo* s'est considérablement altéré en Turquie, que de nouvelles questions, de nouveaux rapports, de nouveaux intérêts ont surgi, et que les pauvres diplomates ont à recommencer leur besogne exactement là où elle avait été interrompue par le tremblement de terre général, il y a huit ou dix ans. Maintenir le *statu quo* en [119] Turquie ! Vous feriez aussi bien d'essayer de maintenir au même degré de putréfaction, avant la décomposition complète, la carcasse d'un cheval crevé. La Turquie est en train de se décomposer, et cela continuera de plus en plus tant que durera le système actuel de l'équilibre européen et le maintien du *statu quo*. En

⁵⁴ Le prétendu principe de *légitimité* (du latin *légal*) fut instauré au congrès de Vienne (1814-1815) par la diplomatie française, représentée par Talleyrand. Les traités signés à Vienne reposaient tous sur ce principe, qui présida en Europe à la restauration des dynasties « légales » ayant été renversées au cours de la révolution française et des guerres napoléoniennes.

⁵⁵ Dans *les mirmidons ou les funérailles d'Achille*, Béranger avait brocardé la nullité et l'impuissance des souverains français de la période de la Restauration et des autres champions européens de la légitimité. Béranger, établissant un parallèle avec la Grèce antique, avait fait un jeu de mot avec *mirmidon*, qui signifie à la fois nain, individu médiocre, et membre d'une tribu légendaire de la Thessalie méridionale.

dépît des congrès, des protocoles et des ultimatums, elle contribuera chaque année pour sa part aux difficultés diplomatiques et aux embarras internationaux, tout comme n'importe quel corps en décomposition empeste le voisinage avec son inévitable relent d'hydrogène carburé et autres gaz parfumés.

Considérons une fois encore cette question. La Turquie se compose de trois parties absolument distinctes : les principautés vassales d'Afrique, à savoir l'Égypte et Tunis ; la Turquie d'Asie et la Turquie d'Europe. Laissons de côté, pour le moment, les possessions d'Afrique, dont l'Égypte seule est en général considérée comme étant réellement soumise au Sultan. Or l'Égypte appartient aux Anglais plus qu'à n'importe qui, et lorsqu'on en viendra à un partage de la Turquie, l'Égypte ira forcément à l'Angleterre.

La Turquie d'Asie est le véritable siège de toute la force qui à cet Empire. L'Asie mineure et l'Arménie où, durant quatre siècles, les Turcs eurent leur résidence attitrée, forment le réservoir d'où furent tirées les armées turques, depuis celles qui menacèrent les murs de Vienne jusqu'à celles qui furent dispersées devant Koulevstcha par les manœuvres pourtant peu adroites de Diebitsch ⁵⁶. Bien que densément peuplée, la Turquie d'Asie représente cependant une masse trop sou-dée par le fanatisme musulman et la nationalité turque pour susciter provisoirement des velléités de conquête. De fait, on ne parle jamais que des deux portions de territoire de la Palestine et des vallées chré-tiennes du Liban lorsqu'on évoque la fameuse question d'Orient.

Le véritable point du litige est toujours la Turquie d'Europe - la grande péninsule au Sud de la Save et du Danube. Ce magnifique ter-ritoire a la malchance d'être habité par un conglomérat de races et de nationalités [120] disparates, sans qu'on puisse dire laquelle est la moins apte au progrès et à la civilisation : Slaves, Grecs, Roumains, Arnauts, soit douze millions d'individus tenus sous le joug par un million de Turcs. Juqu'à ces derniers temps, on était en droit de se demander si, de toutes ces différentes races, les Turcs ne sont pas les

⁵⁶ Vienne fut à deux reprises assiégée par les Turcs : en 1529 et 1683, mais chaque fois sans succès. En 1683, les troupes du roi polonais Sobieski sau-vèrent Vienne.

La bataille de Koulevscha (Bulgarie) eut lieu le 30 mai 1829 durant la guerre russo-turque de 1828-1829. Les Turcs y furent complètement écrasés.

plus aptes à exercer la suprématie qui ne peut être tenue que par une seule nationalité au milieu d'une population si mélangée. Cependant, si nous considérons que toutes les tentatives de civilisation faites par l'administration turque ont lamentablement échoué ; que le fanatisme de l'Islam, principalement soutenu dans quelques grandes cités par la populace turque n'a jamais bénéficié de l'assistance de l'Autriche et de la Russie que pour ressaisir le pouvoir et remettre en question le peu de progrès qui a pu se réaliser, que le pouvoir central, c'est-à-dire le gouvernement turc s'affaiblit d'année en année à la suite des révoltes dans les provinces chrétiennes, dont pas une seule, grâce à la faiblesse de la Porte et l'intervention des États voisins, ne s'est terminée sans apporter quelques fruits, que la Grèce a conquis son indépendance, et que la Russie s'est annexée diverses provinces de l'Arménie, tandis que la Moldavie, la Valachie et la Serbie se plaçaient successivement sous le protectorat du tsar - nous sommes bien obligés d'admettre que la présence des Turcs est un réel obstacle au développement des ressources de la péninsule de Thrace et d'Illyrie.

Il est bien difficile de désigner les Turcs comme la *classe dirigeante* de la Turquie. En effet, les rapports entre les différentes classes sociales n'y sont pas moins embrouillés que ceux des différentes races. Selon les lieux et les circonstances, le Turc est artisan, paysan, petit propriétaire, cultivateur, commerçant et propriétaire terrien féodal - le stade le plus bas et le plus barbare de la féodalité -, fonctionnaire civil ou soldat. Néanmoins, dans toutes ces positions sociales, il fait partie de la religion et de la nation privilégiées - il a seul le droit de porter les armes, et le Chrétien le plus haut placé, s'il rencontre le plus humble des Mahométans, doit lui céder le pas. En Bosnie et en Herzégovine, la noblesse d'origine slave a embrassé l'Islam, [121] tandis que la masse du peuple est demeurée raya, c'est-à-dire chrétienne. Comme on le voit, dans ces provinces, la religion dominante se confond avec la classe supérieure, et le Musulman bosniaque est au même niveau que ses coreligionnaires de descendance turque.

La force principale de la population turque en Europe - indépendamment - de la réserve toujours prête à être tirée de l'Asie - est constituée par la populace de Constantinople et de quelques autres grandes cités. Elle est essentiellement turque, et bien qu'elle tire ses principales ressources de son travail chez les capitalistes chrétiens, elle tient

jalousement à son imaginaire supériorité et à l'impunité effective pour tous les excès que le privilège de l'Islam lui permet d'exercer vis-à-vis des Chrétiens. Tout le monde sait qu'à chaque coup d'État important, il faut, par la corruption et la flatterie, gagner cette populace. Si l'on fait abstraction de quelques régions colonisées, c'est cette populace qui fournit la grande masse compacte de la population turque en Europe. Il est certain que tôt ou tard l'absolue nécessité s'imposera de débarrasser notre continent du pouvoir d'une populace, en comparaison de laquelle la plèbe de l'Empire romain était une assemblée de sages et de héros.

En ce qui concerne les autres nationalités, il nous suffit de mentionner brièvement les Arnauts. C'est une race endurcie d'anciens montagnards. Établis dans la région qui descend vers l'Adriatique, ils parlent une langue qui leur est particulière, mais appartiennent cependant, à ce qu'il semble, à la grande famille des Indo-Européens. Ils sont chrétiens orthodoxes ou musulmans. D'après ce que nous savons d'eux, ils ne sont encore guère préparés à la civilisation. Leurs habitudes de prédation forceront tout gouvernement voisin à les tenir dans une stricte sujétion militaire, jusqu'à ce que le progrès industriel des régions limitrophes permette de leur fournir des occupations comme porteurs d'eau ou comme bûcherons, comme cela s'est passé pour les Gallegos d'Espagne et en général pour les habitants des contrées montagneuses.

Les Valaques ou Daco-Romans qui constituent la masse de la population du district situé entre le Danube inférieur [122] et le Dniester sont une race fortement mélangée ; ils font partie de l'Église grecque et parlent un idiome dérivé du latin et proche à bien des égards de l'italien. La population de Transylvanie et de Bukovine relève de l'Autriche, celle de la Bessarabie, de la Russie. Les habitants de la Moldavie et de la Valachie - les deux seules Principautés où la race dacoromane se soit haussée à une existence politique - ont leurs propres princes, sous la suzeraineté nominale de la Porte et la domination effective de la Russie. Nous avons beaucoup entendu parlé des Valaques de la Transylvanie au cours de la guerre hongroise. Jusque-là ils avaient été opprimés par les propriétaires fonciers hongrois qui - conformément au système autrichien - servaient d'instruments d'oppression et d'exaction au gouvernement de Vienne. De la même manière que les serfs ruthènes de la Galicie en 1846, cette masse abrutie

avait été gagnée par les Autrichiens grâce à des promesses et à la corruption. C'est ainsi que commença cette guerre de destruction qui devait transformer la Transylvanie en désert. Les Daco-romans des Principautés turques ont au moins leur propre noblesse et des institutions politiques. En dépit de tous les efforts de la Russie, ils ont été gagnés par l'esprit révolutionnaire. Comme le soulèvement de 1848 l'a amplement démontré, on peut être assuré que l'oppression et les exactions dont ils ont eu à souffrir par suite de l'occupation russe depuis 1848 n'ont fait qu'aviver cet esprit, en dépit du lien formé par la communauté de religion et la superstition tsariste, propagée par les popes, qui leur ont fait voir jusqu'ici leur protecteur naturel dans le chef impérial. Et s'il en est véritablement ainsi, la nationalité valaque jouera assurément un rôle de premier plan, lorsqu'il s'agira de régler enfin le sort de toute cette région.

Les Grecs de Turquie sont, pour la plupart, d'origine slave, mais ils ont adopté la langue grecque moderne. On admet généralement qu'à l'exception de quelques familles nobles de Constantinople et de Trébizonde, on ne trouve guère de purs Hellènes en Grèce. À l'instar des Juifs, les Grecs sont les principaux marchands dans les ports et dans beaucoup de villes de l'intérieur. Dans certains [123] districts, ils s'adonnent à l'agriculture. Dans tous les cas, rien - ni leur nombre, ni leur concentration, ni leur conscience nationale - ne leur confère un poids quelconque comme nation. L'influence que certaines familles grecques avaient déjà à Constantinople comme interprètes, diminue rapidement depuis que les Turcs font des études en Europe et que des légations européennes disposent d'attachés parlant le turc.

Nous en venons maintenant à la race qui forme la grande masse de la population et qui est prépondérante partout où s'est effectué un mélange de races. On peut même affirmer qu'elle constitue la souche principale de toute la population chrétienne entre la Morée et le Danube, la mer Noire et les monts Arnauts. Il s'agit de la race slave, et plus particulièrement de la branche désignée sous le nom d'Illyriens (Ilikrski) ou de Slaves du Sud (*Yougoslavyanski*). Après les Slaves de l'Ouest (Polonais et Bohémiens) et les Slaves de l'Est (Russe), ils constituent la troisième branche de cette nombreuse famille slave qui, dans les douze derniers siècles, habitait l'Est de l'Europe. Ces Slaves du Sud peuplent non seulement la majeure partie de la Turquie, mais encore la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie et la Hongrie méridionale.

Ils parlent tous la même langue, très proche du russe ; de toutes les langues slaves, c'est de beaucoup la plus musicale pour les oreilles occidentales.

Les Croates et une partie des Dalmates sont catholiques romains, tous les autres appartiennent à l'église orthodoxe grecque. Les catholiques romains emploient l'alphabet latin, mais les grecs orthodoxes se servent de l'alphabet cyrillien, également utilisé dans la langue de l'église russe ou vieille-slave. Ce fait, joint à la différence de religion, contribua à retarder tout progrès national sur l'ensemble du territoire des Slaves du Sud. Un habitant de Belgrade peut parfaitement être incapable de déchiffrer un livre imprimé à Agram ou à Bécse (Vienne). Qui plus est, il peut même refuser de le prendre en main, parce que l'alphabet et l'orthographe n'y sont pas « orthodoxes ». En revanche, il lui sera facile de lire et de comprendre un ouvrage imprimé à Moscou en langue russe, étant donné que les deux [124] langues - particulièrement dans le système étymologique et vieux slave de l'orthographe - se ressemblent beaucoup, et que le texte est imprimé en caractères orthodoxes (*pravoslavni*). La masse des Slaves grecs ne veut même pas que ses bibles, ses livres de liturgie ou de prières soient imprimés en Grèce, car elle est convaincue que tout ce qui est fabriqué à Moscou-la-Sainte ou à l'imprimerie impériale de Saint-Pétersbourg est doté d'un cachet spécial d'exactitude et d'orthodoxie, voire d'une odeur de sainteté. En dépit des efforts panslavistes des chauds partisans d'Agram et de Prague, le Serbe, le Bulgare, le rajah bosniaque, le paysan slave de Macédoine et de Thrace ont plus de sympathies nationales, de points de contact, de moyens de communication intellectuelle avec les Russes qu'avec les Slaves catholiques-romains du Sud, qui parlent la même langue. Quoi qu'il arrive, c'est de Saint-Pétersbourg qu'ils attendent leur messie qui les délivrera de tout mal. Et s'ils appellent Constantinople leur Tsarigrad ou Cité Impériale, ils le font dans l'attente du tsar orthodoxe, qui viendra du Nord et fera son entrée pour rétablir la véritable foi, non moins qu'en souvenir du tsar orthodoxe qui régnait à Constantinople avant la prise de la ville par les Turcs.

Dans la plus grande partie de la Turquie, les Slaves sont certes soumis à l'autorité directe des Turcs, mais ils élisent eux-mêmes leurs administrateurs locaux dans certaines contrées (Bosnie), ils ont été convertis à la religion de leurs conquérants. La race slave n'a conservé

ou conquis de vie politique que dans deux régions. En Serbie, dans la vallée de la Morava, province aux frontières naturelles nettement délimitées, qui a joué il y a six cents ans un rôle prépondérant dans l'histoire de ces contrées. Longtemps opprimés par les Turcs, les Serbes trouvèrent dans la guerre russe de 1809, l'occasion de s'assurer une existence autonome même si ce fut sous la suzeraineté turque. Depuis cette époque, la Serbie est toujours restée sous la protection directe de la Russie. Cependant, comme en Moldavie et en Valachie, l'autonomie politique a engendré des besoins nouveaux et imposés à la Serbie des relations plus suivies avec l'Europe occidentale. La civilisation a progressivement [125] lancé des racines, le commerce s'est développé, des idées nouvelles sont nées, et c'est ainsi qu'au centre même de la citadelle de la sphère d'influence russe - dans la Serbie slave et orthodoxe - nous trouvons un parti du progrès anti-russe (naturellement très modeste dans ses aspirations de réforme), ayant à sa tête l'ancien ministre des Finances, Garachanine.

Si la population gréco-slave accédait un jour à la domination dans ce pays qu'elle habite et où elle constitue les trois quarts de la population totale (7 millions), il ne fait pas de doute que les mêmes besoins ne tarderaient pas à susciter dans son sein un parti progressiste anti-russe, comme ce fut toujours le résultat inévitable de l'indépendance même partielle, conquise par une fraction quelconque de la Turquie.

Le Monténégro ne possède pas de vallée fertile avec des cités relativement importantes, c'est un pays montagneux, infertile et d'accès difficile. Des bandes de brigands s'y sont établies, elle rançonnent les plaines et amassent leur butin dans leurs repaires fortifiés. Ces messieurs romantiques, mais passablement incultes, sont depuis longtemps un fléau pour l'Europe, mais il est absolument dans la logique de toute la politique autrichienne et russe de prendre parti pour ces montagnards et de défendre leur droit d'incendier les villages, d'assassiner leurs habitants et de rafler leurs troupeaux.

[125]

FRIEDRICH ENGELS L'ENJEU VÉRITABLE EN TURQUIE

New-York Daily Tribune, 12 avril 1853.

[Retour à la table des matières](#)

On peut s'étonner que, dans l'actuelle discussion de la question d'Orient, les journaux anglais n'aient pas souligné davantage que des intérêts vitaux devraient faire de l'Angleterre [126] l'adversaire acharné et intraitable des projets russes d'annexion et d'expansion. L'Angleterre ne peut pas se payer le luxe d'admettre que la Russie devienne maîtresse des Dardanelles et du Bosphore. Du point de vue aussi bien commercial que politique, ce serait là un coup terrible, sinon fatal, porté à la puissance de l'Angleterre. Il suffit pour nous en convaincre, de jeter un coup d'œil sur les relations commerciales de l'Angleterre avec la Turquie.

Avant la découverte de la route maritime, directe des Indes, Constantinople était le marché d'un commerce étendu. Aujourd'hui encore, les ports turcs font un transit important et sans croissant entre l'Europe et l'Asie centrale, et les produits de l'Inde parviennent bien souvent en Europe par la Perse, Téhéran et la Turquie, en suivant la voie terrestre. Pour le saisir, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte.

De la Forêt Noire aux hauteurs sablonneuses de Novgorod-Veliki tout le pays intérieur est traversé de fleuves qui se jettent dans la mer Noire ou la mer Caspienne. Le Danube et la Volga - ces deux fleuves géants de l'Europe - le Dniester, le Dnieper et le Don, forment tout autant de canaux naturels pour le transport des produits de l'intérieur à la mer Noire. Et on ne peut arriver à la mer Caspienne que par la mer Noire. Les deux tiers de l'Europe, soit une partie de l'Allemagne et de la Pologne, toute la Hongrie, les régions les plus fertiles de la Russie, la Turquie d'Europe, sont ainsi tributaires naturels - pour leurs exportations et leurs échanges - de la mer Noire, et ce d'autant plus que tous ces pays sont essentiellement agricoles et que la massivité de leurs

produits doit toujours les inciter à utiliser l'eau comme moyen de transport par excellence. Le blé, la laine et les peaux de Hongrie, de Pologne et de Russie méridionale affluent en quantités chaque année croissantes sur les marchés occidentaux et sont embarqués à Galatz, Odessa, Taganrog et d'autres ports de la mer Noire. On observe encore un autre commerce important. Constantinople, et surtout Trébizonde, en Turquie d'Asie, sont les marchés principaux d'où partent les caravanes pour l'intérieur de l'Asie, les vallées du Tigre [127] et de l'Euphrate, la Perse et le Turkestan. Ce commerce, lui aussi, s'accroît rapidement. Les marchands de ces deux cités importent de fortes quantités de produits manufacturés anglais, dont les bas prix éliminent l'industrie domestique du harem asiatique. De par sa situation, Trébizonde se prête mieux que toute autre ville à ce trafic. A l'arrière-plan de cette cité se trouvent les hauteurs d'Arménie bien plus faciles à traverser que le désert de Syrie, et elle est à une distance raisonnable de Bagdad, de Schiras et de Téhéran, ce dernier marché servant de relais aux caravanes venues de Khiva et de Boukhara. La bourse de Manchester nous permet de suivre le développement de ce commerce et en général celui de la mer Noire : les acheteurs grecs au teint basané y augmentent en nombre et en importance, et on y entend les langues grecques et slaves méridionales souvent côte à côte avec l'allemand et l'anglais.

Le commerce de Trébizonde a pris également un grave tour politique en venant de susciter un conflit d'intérêt entre la Russie et l'Angleterre au centre de l'Asie. Jusqu'en 1840, les Russes disposaient d'un monopole presque absolu sur le commerce des articles importés de l'étranger dans cette région. Les marchandises russes avaient pénétré jusqu'à l'Indus : elles furent même préférées çà et là aux marchandises anglaises. On peut affirmer sans craindre de se tromper que, jusqu'à la guerre afghane et la conquête du Sind et du Pendjab, le commerce anglais était égal à zéro en Asie centrale. Il en va tout autrement aujourd'hui. L'inéluctable nécessité d'étendre sans cesse son commerce - ce fatum qui, tel un spectre, hante l'Angleterre moderne et qui, s'il n'obtient pas immédiatement satisfaction, provoque ces terribles ébranlements, dont l'effet se fait sentir de New York à Canton et de Saint-Pétersbourg à Sidney - cette nécessité inflexible oblige le commerce à attaquer l'Asie centrale par deux côtés à la fois, par l'Indus et par la mer Noire. Quoique nous sachions fort peu de chose

sur les exportations russes vers cette partie du monde, nous pouvons cependant conclure tranquillement que le commerce russe doit y avoir baissé de façon notable. Le terrain de la guerre commerciale que se livrent la Russie et [128] l'Angleterre s'est déplacé de l'Indus à Trébizonde et le commerce russe qui se risquait jadis jusqu'aux frontières de l'Empire britannique d'Orient, se cantonne maintenant à la défensive au point le plus extrême de sa frontière douanière.

Il saute aux yeux que la valeur de ces données est étroitement liée à la solution future de la question d'Orient et au rôle que l'Angleterre et la Russie y joueront. A l'Est, ces deux pays entrent en conflit aujourd'hui, comme ils le feront à l'avenir. Considérons maintenant d'un peu plus près ce commerce de la mer Noire. D'après l'*Economist* de Londres, les exportations anglaises en territoire turc, y compris l'Égypte et les Principautés danubiennes, atteignaient le montant suivant :

(En £)	
1840	1 440 592
1842	2 068 842
1844	3 271 333
1846	2 707 571
1848	3 626 241
1850	3 762 480
1851	3 548 595

Deux tiers au moins de ces valeurs ont dû passer par les Ports de la mer Noire et Constantinople. Or, tout ce trafic qui s'accroît rapidement, dépend de la confiance que l'on peut avoir en la puissance qui règne dans les Dardanelles et le Bosphore, ces clefs de la mer Noire. Quiconque détient ces clefs peut à son gré ouvrir ou fermer l'accès de ces confins de la Méditerranée. Qui donc se flattera de l'espoir que la Russie, une fois en possession de Constantinople, laissera ouverte la porte par laquelle l'Angleterre a pénétré dans le domaine réservé du commerce russe ?

C'est ce que nous avons à dire de la signification commerciale de la Turquie et des Dardanelles en particulier. Il est clair que la liberté sans troubles de commercer en passant par ces portes de la mer Noire conditionne non seulement le volume du trafic, mais encore les échanges [129] entre l'Europe et l'Asie centrale et, en conséquence, la possibilité fondamentale d'ouvrir ces immenses territoires à la civilisation.

Abordons maintenant la question du point de vue militaire. L'importance commerciale des Dardanelles et du Bosphore en fait du même coup des positions militaires de premier ordre, c'est-à-dire des positions jouant un rôle décisif dans toute guerre. Gibraltar et Helsingoer sur le Sund occupent de telles positions. Cependant, les Dardanelles jouent encore un rôle plus important du fait de leur situation géographique. Les canons de Gibraltar et d'Helsingoer ne peuvent battre tout le détroit qu'ils commandent ; pour le fermer, il leur faut le concours d'une lotte. Le détroit des Dardanelles et du Bosphore est, au contraire, si étroit que plusieurs forts, construits aux endroits propices et bien armés - et dès qu'elle serait en possession de cette route, la Russie ne manquerait pas de les construire - pourraient tenir tête aux flottes alliées du monde entier, si celles-ci essayaient d'en forcer l'entrée. Dès lors la mer Noire ne serait plus qu'un lac russe, plus que le lac Ladoga lui-même, pourtant situé au cœur de la Russie. La résistance des Caucasiens serait très rapidement brisée par la famine ; Trébizonde deviendrait un port russe et le Danube un fleuve russe. Au reste, l'empire turc serait coupé en deux parties à la suite de la prise de Constantinople. La Turquie d'Asie et la Turquie d'Europe ne pourraient plus communiquer entre elles, ni se soutenir réciproquement, de sorte que le gros de l'armée turque, refoulé en Asie, serait condamné à une inactivité complète. Une fois tournées et coupées du gros de l'année, la Macédoine, la Thessalie et l'Albanie ne pourraient plus en rien s'opposer à une conquête, et il ne leur resterait plus qu'à demander grâce et à réclamer une année pour maintenir l'ordre intérieur.

Mais pouvons-nous admettre que cette grande puissance, devenue gigantesque et immense, s'en tiendra là dans sa course vers l'hégémonie mondiale ? Quand bien elle le voudrait, sa situation l'en empêcherait. En annexant la Grèce et la Turquie, elle s'assure d'excellents ports de mer, et les Grecs lui fourniront d'adroits marins pour sa flotte. [130] La conquête de Constantinople la place au seuil de la Méditer-

ranée, la possession de Durazzo et de la côte d'Albanie d'Antivari à Arta, la situe au centre même de l'Adriatique à portée de vue des îles Ioniennes appartenant à l'Angleterre et à trente-six heures de vapeur de Malte. Or, comme elle entourera l'Autriche de trois côtés - au Nord, à l'Est et au Sud - elle comptera en outre les Habsbourg parmi ses vassaux. Une autre chose serait encore possible, voire probable. La frontière occidentale de l'empire, très découpée, fortement incurvée et ne coïncidant pas avec une ligne frontière naturelle, aurait besoin d'une rectification - et l'on s'apercevrait que la frontière naturelle de la Russie va de Dantzig ou peut-être de Stettin à Trieste. Et aussi certainement qu'une conquête fait suite à une autre, une annexion entraînant la suivante, la conquête de la Turquie par la Russie ne serait que le prélude à l'annexion de la Hongrie, de la Prusse et de la Galicie, jusqu'à ce qu'enfin soit réalisé cet Empire slave, dont ont rêvé tant de philosophes panslavistes et fanatiques.

La Russie est véritablement une nation de conquérants. Elle l'a été durant un siècle, jusqu'à ce que le grand mouvement de 1789 vînt lui susciter un terrible adversaire plein de vie et d'énergie. Nous voulons parler de la révolution européenne, de la force explosive des idées démocratiques et de la soif de liberté innée à l'humanité. Depuis cette époque, il n'y a plus, en fait, que deux puissances sur le continent européen : la Russie avec son absolutisme, la révolution avec la démocratie. Pour le moment la révolution semble écrasée, mais elle est vivante et plus redoutée que jamais. Nous n'en voulons pour preuve que la terreur éprouvée par la réaction à la nouvelle de la dernière insurrection de Milan.

En revanche, si la Russie entre en possession de la Turquie, sa force en sera augmentée de moitié, et elle l'emportera sur toute l'Europe coalisée. Un tel événement serait un malheur indescriptible pour la cause révolutionnaire. Le maintien de l'indépendance turque ou - dans le cas d'une désagrégation toujours, possible de l'Empire ottoman - l'échec des projets annexionnistes de la Russie, sont des [131] questions de la plus haute importance. Sur ce point, les intérêts de la démocratie révolutionnaire et de l'Angleterre sont étroitement liés. Ni l'une ni l'autre ne peut permettre au tsar de faire de Constantinople l'une de ses capitales. Si les choses sont poussées à l'extrême, nous verrons l'une et l'autre opposer la même résistance énergique.

KARL MARX L'ANGLETERRE ET LA FRANCE BOURGEOISES FACE À LA RUSSIE TSARISTE

Lettre à Engels, 17 octobre 1854.

[Retour à la table des matières](#)

Tu as dressé un formidable tableau des forces militaires russes ⁵⁷. Il ne reste plus qu'à répondre à la question suivante : les Russes ont-ils jamais été capables en déployant les plus grands efforts d'envoyer plus de 200 000 hommes au-delà de leurs frontières ? Je ne vois pas d'exemple de ce genre.

Si l'on se place du point de vue de la politique traditionnelle - et que représentent d'autre l'Angleterre et la France, à cette différence près que le cabinet anglais ne prend pas les choses au sérieux, et que Napoléon III n'est qu'une caricature -, il faudrait distinguer entre les intérêts de la France et ceux de l'Angleterre.

Si elle détruisait la flotte russe dans la mer Noire et la mer Baltique et chassait les Russes de Crimée et du Caucase ainsi que des provinces volées aux Perses et aux Turcs, l'Angleterre aurait assuré une fois de plus pour cinquante ans sa suprématie sur mer et son hégémonie sur les parties les plus civilisées de l'Asie. Mais il serait alors entièrement dans la ligne de sa politique traditionnelle de laisser les puissances du continent s'user dans des guerres de Sept ans et d'autres guerres - dont le théâtre principal serait l'Allemagne [132] et sans doute l'Italie - afin qu'au terme de ces luttes ni la Russie, ni l'Autriche, ni la France ne domine le continent.

⁵⁷ Marx fait allusion à l'article d'Engels publié le 31 octobre 1854 dans la *New York Daily Tribune* sous le titre « La Puissance militaire de la Russie » (cf. Marx-Engels, (*Œuvres politiques*, t. V sur « L'évacuation des provinces danubiennes » et « L'expédition de Crimée », l'article d'Engels y est amputé des données chiffrées sur les effectifs des forces armées russes).

Pour la France, en revanche, la véritable lutte ne commencerait que le jour où la puissance maritime russe et son influence en Asie méridionale seraient détruites. La France serait alors forcée de briser la puissance de la Russie sur terre et d'étendre sa puissance sur le continent, afin de jeter dans la balance un poids correspondant contre les Anglais.

Or qui garantit qu'aussitôt que les Anglais auront défait la Russie dans la mer Baltique et la mer Noire et l'auront rendue inoffensive vis-à-vis d'eux, il n'éclatera pas de révolution sur le continent, et que l'Angleterre n'en prenne prétexte pour s'allier officiellement une fois de plus avec les Russes contre le continent ?

Cependant, la principale ironie, c'est que les Anglais actuellement au pouvoir - non pas Chatam, ni Pitt, ni même Wellington - ne pensent sérieusement à détruire la puissance maritime russe, ni l'influence russe en Turquie, en Perse et dans le Caucase. S'ils y étaient obligés par suite de leurs demi-mesures, ils penseraient peut-être aller jusque-là. Cependant leur duplicité et leur canaillerie les pousseront vraisemblablement dans un pétrin, dont jailliront des mouvements intérieurs.

Les citations suivantes, extraites des archives des Affaires extérieures de Paris à propos de la guerre de Sept ans montrent comment les ministres anglais tripotaient avec leurs ennemis même durant la campagne et à propos de la Campagne. Le 24 juin 1762, le maréchal de France Soubise, créature de la Pompadour, s'était laissé surprendre au camp de Wilhelmstal par les alliés prussiens, anglais, hanovriens, etc., et fut rejeté de l'autre côté de la Fulde. Cependant, pour des raisons *parlementaires et dynastiques*, Lord Bute, premier ministre de Georges III, désirait conclure la paix, mais l'opinion étant d'humeur belliqueuse et favorable à Frédéric II il ne pouvait proposer la paix tant que les Français continuaient à ferrailer et battaient en retraite, au lieu d'avancer. Comme tu le sais, Choiseul était alors ministre des Affaires extérieures en France. Or voici [133] textuellement ce que nous trouvons dans les publications *authentiques*, extraites des archives françaises :

« Après l'affaire du 24 juin, les ministres anglais écrivirent à M. de Choiseul : *Vous vous laissez battre et nous ne pouvons plus faire la paix, nous n'oserions pas la proposer au parlement.*

« M. de Choiseul, désolé de voir rompue la négociation, engage *le roi* à écrire à M. de Soubise : Mon cousin, je vous écris la présente, afin qu'aussitôt que vous l'aurez reçue vous passiez la rivière du Fulde et que vous attaquiez les ennemis, sans compter sur les dispositions qui vous conviendront et quel que soit le succès, vous n'en serez pas responsable. Sur ce je prie Dieu, etc.

M. de Choiseul écrivit - « La lettre du roi, monsieur le maréchal, est trop formelle pour que j'aie rien à y ajouter. Mais je puis vous dire que *quand l'armée du roi serait détruite jusqu'au dernier homme* et qu'il fût obligé d'en lever une nouvelle, Sa Majesté n'en serait point effrayée. »

Le cabinet anglais réclame donc directement ici que l'armée alliée, payée par les subsides anglais et en partie composée d'Anglais, soit *battue* par les Français. En sens *inverse*, l'Angleterre était intervenue auparavant dans les opérations militaires françaises, parce que George voulait voir ménager ses Hanovriens. On lit, en effet, dans les mêmes extraits :

« En 1762, MM. d'Estrées et de Soubise ont commandé l'armée du haut Rhin de 150 000 hommes, établie en Hesse, à Goettinguen, Mulhouse et Eisenach ; M. de Condé a commandé celle du bas Rhin de 30 000 hommes. La cour ne leur demandait que de conserver Cassel et Goettinguen jusqu'à la fin de novembre, d'évacuer ces deux places à cette époque pour se retirer sur l'Ohm en mettant Ziegenhayn en avant de leur première ligne. Ce plan de guerre avec puissance égale, avec 180 000 contre 180 000, serait *extraordinaire*, s'il n'avait pas été fondé sur la promesse, *que le cabinet anglais nous faisait de conclure la paix avant le mois de juillet, si nous ne ferions point d'incursions dans le Hanovre.* »

Cette dernière intervention de Londres pourrait être considérée comme ordinaire, dès lors que les puissances [134] belligérantes en étaient arrivées au point où l'on entame des négociations de paix. Dans la première éventualité, au contraire, cela aurait coûté la tête à Lord Bute et, vu l'état de l'opinion publique d'alors (rappelle -toi simplement les lettres de Wilkes et de Junius), le trône au roi George, comme toujours la chose ne fut connue qu'un siècle environ plus tard.

Voici un autre exemple du même genre qui s'est produit juste avant la guerre anti-jacobine : le « libéral » Fox envoya un émissaire secret

à Catherine II pour lui demander de ne pas se laisser troubler par les menaces de Pitt et de dévorer tranquillement la Pologne ; que Pitt serait renversé s'il cherchait une guerre contre la Russie. Il est vrai que Fox se trouvait alors dans l'« opposition » et ne faisait pas partie du cabinet. Je ne cite donc cet exemple que pour démontrer que les Anglais sont aussi « honnêtes », qu'ils soient ministres ou non.

Je crois donc qu'en jugeant des opérations militaires alliées - comme tu le fais par-ci par-là dans tes articles - il faut toujours tenir compte des relations entre *Downing Street* (surtout aussi longtemps que Palmerston s'y trouve) et Pétersbourg. Je suis persuadé que le jour où les armées se trouveront en position critique, les généraux se ficheront de ce que pensent les cabinets et feront de leur mieux, étant donné que messieurs les généraux sont rarement ou jamais initiés aux secrets, comme le prouve l'exemple de l'amiral Byng⁵⁸ qui reçut de l'amirauté d'aussi lamentables instructions que maintenant Dundas par exemple en reçoit.

⁵⁸ L'amiral John Byng reçut, au début de la guerre de Sept Ans, l'ordre de prendre la tête d'une escadre en Méditerranée. Bien que le gouvernement britannique sût que les Français préparaient, avec des forces navales importantes, l'attaque de l'île de Minorque appartenant jadis à l'Angleterre, Byng ne reçut pour instruction principale que de patrouiller en observation sur la route de Gibraltar et éventuellement de participer à la défense de Minorque. A la bataille de Minorque du 20 mai 1756, l'escadre de Byng subit une défaite que le gouvernement mit froidement au compte de l'amiral. Celui-ci fut arrêté, emmené en Angleterre, condamné à mort et fusillé en mars 1757.

[134]

FRÉDÉRIC ENGELS LA GUERRE EUROPÉENNE

New York Tribune, 4 février 1856.

[Retour à la table des matières](#)

La stratégie militaire, utilisée jusqu'ici par les alliés Occidentaux contre la Russie, a fait complètement faillite. [135] il n'est pas possible de poursuivre - conformément aux plans établis jusqu'ici - la campagne de cette année, si campagne il y aura ⁵⁹.

Toutes les forces de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et de la Sardaigne ont été concentrées en un seul point - en Crimée - alors qu'en utilisant des moyens directs on eût pu accessoirement s'en emparer. On a combattu durant onze longs mois, et toutes les autres occasions favorables de porter à l'adversaire des coups décisifs ont été négligées au point que la Russie a pu compenser la perte de la partie méridionale de Sébastopol en s'emparant à son tour de Kars ⁶⁰. Tout cela pourrait se comprendre dans une ou deux campagnes d'une guerre dans laquelle le point le plus vulnérable de l'adversaire se trouverait couvert par la neutralité des États d'Europe centrale. Mais cela ne peut durer. Le conseil de guerre, qui se tient actuellement à Paris, fournit la meilleure preuve qu'il faudra désormais, ou bien mener une guerre sérieuse, ou bien suspendre les hostilités.

Telle qu'elle a été menée jusqu'ici, la guerre n'a été qu'un état de guerre officiel, tempéré par des courtoisies exceptionnelles. Nous n'entendons pas ici par « courtoisies » celles qui président aux inévi-

⁵⁹ À propos de la tactique à employer pour battre la Russie, cf. l'article de Marx, « Le déroulement de la guerre », in *New York Tribune*, 1^{er} janvier 1855 (en trad. fr. in : *Écrits militaires*, p. 307-316).

⁶⁰ Cf. la série d'articles sur « La chute de Kars » dans *Œuvres politiques*, t.VIII, p. 43-102.

tables négociations entreprises sous le drapeau blanc, mais celles que font à l'adversaire les États-majors des belligérants.

La guerre a éclaté à la suite d'une erreur de calcul du tsar Nicolas : il n'escomptait absolument pas que la France et l'Angleterre marcheraient ensemble pour s'opposer à ses visées sur la Turquie. Il comptait faire une bonne petite guerre avec le sultan, une guerre qui conduirait, une seconde fois, ses troupes devant les murs de Constantinople, et agiterait la diplomatie européenne quand il serait trop tard, de sorte qu'à la fin les diplomates russes trouveraient l'occasion, comme d'habitude, de gagner deux fois plus aux conférences et aux congrès que leurs troupes n'ont pu gagner les armes à la main.

Par malheur, sans s'y attendre ni le vouloir, et avant même de s'en rendre compte, la Russie et les puissances occidentales se trouvèrent empêtrées dans une guerre, et [136] elles durent partir en guerre, bien qu'aucune d'elles ne l'eût voulue. En effet, chacune des parties gardait par-devers soi un ultime moyen de manœuvre, grâce auquel elle croyait intimider l'autre, et l'empêcher de recourir au pire, puisqu'il devait s'agir d'une guerre de principes et de caractère plus ou moins révolutionnaire, à laquelle devaient participer l'Allemagne et les pays dépendant d'elle, la Hongrie, la Pologne, l'Italie. *L'ultima ratio* de l'Occident était de déchaîner une lutte des nationalités opprimées de Hongrie, de Pologne, d'Italie et plus ou moins aussi de l'Allemagne. *L'ultima ratio* de la Russie était l'appel au panslavisme, la réalisation du rêve et des aspirations entretenues parmi la population slave d'Europe pendant toutes ces cinquante dernières années.

Mais ni le gouvernement russe, ni Louis Napoléon (sans parler du tout de Palmerston) ne pouvaient se résoudre à utiliser des moyens énergiques - à moins d'en arriver à la toute dernière extrémité. C'est pourquoi, on a mené la guerre de part et d'autre avec plus d'égards et de politesses, que l'on en trouvait chez les monarques légitimistes de vieille souche, qui ne sont pas du tout dans la manière de parvenus et d'usurpateurs tels que les Romanov, les Hanovriens et pseudo-Bonaparte.

Le littoral de la mer Baltique fut pratiquement négligé, et les Alliés ne firent aucune tentative pour y prendre pied. Là comme sur les côtes de la mer Blanche, ils s'en prirent plus à la propriété privée qu'aux biens de l'État. Sur les côtes de Finlande, par exemple, la flotte britan-

nique ne semblait avoir d'autre but que de réconcilier les Finnois avec leurs despotes russes. Les Alliés obéirent aux mêmes principes sur la mer Noire. Leurs troupes s'y employèrent à faire souhaiter aux Turcs la venue des Russes : c'est tout ce qui ressort de leur comportement de 1854 à ce jour. L'époque la plus anodine, passée par les Alliés en Turquie, fut celle de leur séjour à Varna, où, étant contraints à l'inaction, ils ne purent occasionner de dommages sensibles à la population, mais seulement à eux-mêmes. Finalement, ils s'en allèrent en Crimée, où ils firent tant et si bien que le gouvernement russe a toutes les raisons d'être très satisfait d'eux.

[137]

Le duc de Cambridge a récemment distribué de nombreuses décorations aux soldats français rapatriés de Crimée. Mais tous les rubans, médailles, croix, grand-croix et étoiles que le gouvernement russe pourrait accorder, ne saurait exprimer toute la gratitude qu'il doit à ceux qui ont dirigé les campagnes de 1854 et 1855.

L'abandon par les Russes de la partie méridionale de Sébastopol a coûté aux Alliés plus de 250 000 morts et blessés, sans compter les millions et les millions d'argent. Bien qu'étant toujours battus sur les champs de bataille, les Russes surpassèrent constamment leurs adversaires grâce à leur esprit de décision, à leur activité, et même à l'adresse de leur ingénieur en chef (Totleben). Si Inkermann fut une défaite honteuse pour la Russie, la construction par les Russes, au nez et à la barbe des Alliés, de redoutes sur la colline du Sapoun et du Mamelon, fut une honte ineffaçable aussi bien pour les Anglais que pour les Français. En fin de compte, il semble bien que Sébastopol ait épuisé davantage les forces des Alliés que celles des Russes, car cela n'empêcha pas les Russes de s'emparer de Kars.

La prise de Kars a effectivement été l'échec le plus humiliant qui eût pu arriver aux Alliés. Bien qu'ils aient disposé d'une supériorité écrasante sur mer et qu'ils aient eu depuis juin 1855 la supériorité numérique sur terre, les Alliés n'ont jamais attaqué le point le plus faible de la Russie : les Provinces transcaucasiennes. Mieux, ils permirent aux Russes d'y organiser une base d'opération avec une sorte de lieutenant autonome, capable de tenir tête pendant quelque temps à l'attaque de forces très supérieures, même si les communications avec la métropole étaient coupées. Bien que parfaitement au courant et mis en

garde par les défaites ininterrompues de l'armée d'Asie des Turcs en 1853 et 1854, ils empêchèrent l'armée d'Omar Pacha d'agir efficacement en Asie, en la retenant en Crimée où elle n'avait pas d'autre tâche que de couper du bois et de puiser de l'eau pour les Alliés. Les Russes eurent tout le temps d'évacuer tous les villages côtiers le long de la toute de Kertch à Batoum pour édifier une ligne sur laquelle ils pouvaient à [138] loisir aménager dix ou douze bases contre n'importe quelle opération dans le Caucase ou la Transcaucasie - le point le plus faible de la Russie, comme nous l'avons si souvent montré. Qui plus est, les Alliés n'entreprirent rien jusqu'à ce que Kars fût étroitement encerclé, et comme l'armée était inutilisable à Erzeroum, on permit à Omar Pacha d'entreprendre sa malheureuse expédition vers la Mingrélie. Mais c'était déjà trop tard.

Cette obstination à concentrer tout le poids de la guerre sur la Crimée, une péninsule à peu près aussi grande que Long Island, servit sans doute à esquiver tous les points désagréables : pas de question des nationalités ; pas de panslavisme ; pas de difficultés avec l'Europe centrale ; pas besoin de faire des conquêtes, ni d'obtenir de grands résultats décisifs, qui compliqueraient les tractations de paix futures et auraient pour conséquence d'imposer des sacrifices réels à l'une des parties en cause.

En revanche, tout cela est beaucoup moins agréable pour les soldats effectivement en campagne. Pour eux, du moins pour tous ceux qui sont au-dessous du grade de sergent, la guerre est une dure et impitoyable réalité. Depuis qu'il y a eu des guerres, jamais courage plus magnifique n'a été gaspillé pour d'aussi piètres résultats que dans cette campagne de Crimée. Jamais encore on a sacrifié de telles niasses de soldats de grande valeur, et en si peu de temps, pour obtenir des résultats aussi douteux. Il est évident qu'on ne peut infliger de nouveau de telles souffrances aux armées : il faut obtenir des résultats tangibles, et non pas une vaine « gloire ». Il n'est pas possible de continuer à combattre, en livrant chaque année deux grandes batailles et quatre ou cinq grands assauts généraux, et de rester malgré tout sur la même position. A la longue, aucune armée ne le supporterait. Nulle flotte ne pourra tenir une troisième campagne, si on a frustré de tout résultat, comme dans les deux précédentes en Baltique et en mer Noire.

Au cas où la guerre se poursuivrait tout de même nous devrions entendre parler d'une invasion de la Finlande, de l'Esthonie et de la

Bessarabie. On nous promettrait des renforts suédois, et des actions d'éclat autrichiennes. Mais [139] alors nous entendrions que la Russie a accepté les propositions autrichiennes comme base de négociation ⁶¹. Et même si ces propositions ne réglaiet pas la question de la paix, on trouverait d'autres moyens d'atteindre ce but.

Il y a donc toutes les chances pour qu'il n'y ait pas de nouvelle campagne. Dans le cas inverse, il faudrait en effet mener une guerre plus vaste et plus conséquente que celle à laquelle nous avons assisté.

FRÉDÉRIC ENGELS LES GAINS DE LA RUSSIE EN EXTRÊME-ORIENT

New York Tribune, 3 novembre 1858.

[Retour à la table des matières](#)

La Russie avait une revanche à prendre sur la France et l'Angleterre pour sa défaite à Sébastopol. Cette seconde manche est en train de se jouer. Certes, les longs et opiniâtres combats en Crimée ont tempéré quelque peu la fierté nationale des Russes. Ils ont même arraché à la Russie une mince bande de terre, mais ils lui ont laissé tout de même un avantage indubitable à la fin des hostilités. En effet, l'état de

⁶¹ En août 1855, les Alliés avaient préparé à l'intention de la Russie une note en quatre points, sur les conditions préliminaires aux négociations de paix. La Russie devait : 1° Renoncer à son protectorat sur les principautés du Danube ; 2° Garantir la liberté de navigation sur le Danube ; 3° Reconnaître la révision du traité du 13 juillet 1841 « dans l'intérêt de l'équilibre des puissances en Europe » (ce point fut rejeté par la Russie) ; 4° Renoncer à protéger les sujets chrétiens de Turquie et la Russie. Ce fut le début de toute une série de tractations diplomatiques tondant à régler la *question d'Orient*.

En décembre 1855, l'Autriche transmet à la Russie la note en quatre points, en y ajoutant un cinquième, à savoir qu'au cours des négociations, les Alliés pouvaient poser de nouvelles conditions. Le tsar accepta ces propositions qui servirent de base au traité de paix de Paris, le 30 mars 1856.

l'« homme malade »⁶² a considérablement empiré : la population chrétienne de la Turquie d'Europe - les Grecs aussi bien que les Slaves - brûlent plus que jamais de secouer le joug turc et considèrent encore davantage la Russie comme leur seule protectrice. Il ne fait pas de doute des agents russes trempent dans tous les soulèvements et conjurations en Bosnie, Serbie, Candie et Monténégro. Mais il se trouve que l'affaiblissement et l'impuissance extrêmes de la Turquie qui sont devenues manifestes du seul fait de la guerre, peuvent encore être aggravées par les obligations imposées à ce pays par la paix. Et cela explique suffisamment la fermentation générale parmi les sujets chrétiens du sultan. Dans ces conditions - en dépit de la perte temporaire d'une étroite bande de territoire [140] que la Russie récupérera évidemment à la première occasion favorable -, la réalisation de ses plans vis-à-vis de la Turquie a fait de sensibles progrès. Lorsque la guerre commença, la Russie se fixa comme but d'accélérer le déclin de la Turquie et d'étendre son protectorat sur les sujets chrétiens de l'« homme malade ». Il est indéniable que la Russie exerce aujourd'hui plus que jamais un tel protectorat.

Dès lors c'est la Russie qu'il faut considérer comme la seule gagnante de cette malheureuse guerre. Néanmoins, elle devait une revanche ; pour jouer la seconde manche, sur le terrain diplomatique où elle est sans rivale, elle a choisi un autre continent ; tandis que l'Angleterre et la France avaient engagé une lutte onéreuse contre la Chine, la Russie resta neutre, et n'intervint qu'à la fin. Le résultat en fut que l'Angleterre et la France ont fait là guerre contre la Chine pour l'intérêt exclusif de la Russie. Sur ce plan, la position de la Russie était on ne peut plus favorable.

La Chine fait partie de ces chancelants Empires asiatiques qui, l'un après l'autre tombent sous la coupe de l'entrepreneuse race européenne ; la Chine était si faible et si ébranlée *qu'elle n'eut même plus la force de supporter la crise d'une révolution populaire*. En conséquence, la révolte aiguë même s'y est transformée en une maladie chronique et apparemment incurable. Cet Empire est à présent si

⁶² Dans un entretien avec l'ambassadeur anglais Seymour le 9 janvier 1853, le tsar Nicolas 1^{er} appela la Turquie l'« homme malade ». Il proposa en conséquence de partager l'Empire turc entre la Russie et l'Angleterre. Mais celle-ci déclina l'offre, parce qu'elle ne souhaitait pas un tel renforcement de la Russie et avait intérêt à la conservation d'un *faible* royaume ottoman.

amorphe qu'il n'est pratiquement nulle part en état de régner sur son propre peuple ou d'offrir une résistance à l'agression étrangère.

Tandis que les Anglais se battaient à Canton avec dei fonctionnaires chinois subalternes et discutaient sur le point de savoir si le commissaire Yeh avait ou non agi conformément à la volonté de l'empereur, les Russes occupaient le territoire situé au nord de l'Amour et la majeure partie des côtes mandchoues situées au sud de ce fleuve. Ils s'y installèrent dans des positions fortifiées et se mirent à élaborer des plans pour la construction de chemins de fer et l'implantation de villes et de ports. Lorsque finalement l'Angleterre se décida à porter le problème de la guerre à Pékin et que la France s'associa, la Russie parvint [141] à éveiller auprès du faible Chinois l'impression d'être un protecteur désintéressé et à jouer presque le rôle d'un arbitre lors de la conclusion de la paix, bien qu'elle venait tout juste de dépouiller la Chine d'un territoire grand comme la France et l'Allemagne réunies, et long comme le Danube. Lorsque nous comparons entre eux les différents traités conclus à cette occasion, nous ne pouvons pas ne pas constater qu'il est clair pour tout le monde que la guerre n'a pas été profitable à la France et l'Angleterre, mais à la Russie.

Les avantages concédés aux puissances belligérantes, et auxquels la Russie aussi bien que les États-Unis participent, ont un caractère purement commercial et, comme nous avons déjà eu l'occasion de le démontrer dans ces colonnes, sont tout à fait illusoire. Dans les conditions actuelles, le commerce de la Chine - exception faite de l'opium et d'un peu de coton tirés des Indes orientales - continuera de se ramener, en gros, à l'exportation de marchandises chinoises (thé et soie). Ce commerce d'exportation dépend plus de la demande étrangère que des facilités plus ou moins grandes, accordées par le gouvernement chinois. N'importe quel pays du monde pouvait acheter du thé et de la soie à la Chine, même avant le traité de Nankin. Celui-ci, en ouvrant cinq nouveaux ports au commerce, eut pour principal effet de déplacer une partie *des* échanges de Canton à Changhaï. Les autres ports ne font pratiquement pas de commerce et, de fait, Sou-tcheou le seul qui ait une certaine importance, ne compte pas parmi ces cinq ports ouverts. On a sagement remis l'ouverture du commerce sur le Yang-tsé-Kiang à plus tard, lorsque sa majesté aura rétabli sa pleine souveraineté sur le pays en rébellion de part et d'autre de ce fleuve, soit un temps qui correspond aux calendes grecques.

Cependant, on peut encore émettre d'autres doutes sur la valeur de ce nouveau traité. D'aucuns prétendent que les taxes de transit, dont il est question dans l'article XXVIII du traité anglo-chinois, sont tout à fait illusoires. On peut admettre, en effet, que ces taxes ont été instaurées uniquement parce que les Chinois ne désirent pas trop [142] de marchandises anglaises et surtout veulent empêcher km pénétration dans l'intérieur du pays. Mais, au même moment, une variété déterminée d'étoffe russe qui répond à un besoin des Chinois et passe par le Kiachta ou le Tibet, s'est frayée un chemin jusque sur la côte. On a oublié de préciser si ces taxes - au cas où elles sont effectivement perçues - touchent aussi bien les marchandises anglaises que russes. Ce qui est certain, c'est que Mr Wingrove Cooke, envoyé à cet effet dans l'intérieur du pays, n'a pas été en mesure de découvrir l'existence de ces Prétendues « taxes de transit ». Il a dû admettre, lorsqu'on l'a interrogé publiquement sur ce sujet, qu'il en était venu à la conviction désolante que « notre ignorance de la Chine a des effets tangibles ». D'autre part dans une réponse Publique à la question de savoir « si l'on a la preuve de l'existence de tels droits douaniers intérieurs », Mr J. W. Henley écrivit carrément : « Je ne suis pas en mesure de vous donner l'information souhaitée sur l'existence de taxes douanière à l'intérieur de la Chine. »

Certains craignent que lord Elgin n'ait convenu d'un dédommagement mm fixer d'échéance pour le paiement, et que la guerre n'ait été portée de Canton dans la capitale que pour conclure un traité qui renvoie les troupes britanniques à Canton pour y reprendre le combat. John Bull est gagné par de sombres appréhensions : ne devra-t-il pas payer de sa poche le dédommagement prévu, étant donné que l'article XXVIII incite vivement les autorités chinoises à imposer une taxe douanière intérieure de 7,5 % sur les produits manufacturés britanniques, taxe qui peut *se* transformer sur demande en un droit d'importation général de 2,5 % ? Afin de détourner l'attention de John Bull du détail de ce Traité, le *Times* de Londres a estimé qu'il convenait de simuler une grande colère contre l'ambassadeur américain et de l'attaquer violemment, parce qu'il aurait tout gâché, bien qu'il soit aussi étranger au fiasco de la seconde guerre anglo-chinoise que l'homme de la lune.

Ainsi, le traité de paix, en ce qui concerne le commerce britannique, a eu pour résultat d'introduire une nouvelle [143] taxe d'impor-

tation et une série de stipulations qui, ou bien ne sont d'aucune valeur pratique, ou bien ne sont pas respectées par les Chinois, mais peuvent à tout moment servir de prétexte à une nouvelle guerre. L'Angleterre n'a profité d'aucun accroissement de territoire - elle ne pouvait y prétendre sans permettre à la France d'en faire autant. Or, une guerre menée par l'Angleterre et aboutissant à l'instauration de possessions françaises sur la côte chinoise, serait tout à fait défavorable à l'Angleterre. Le cas est différent pour ce qui est de la Russie. Abstraction faite de ce qu'elle participe à tous les avantages tangibles - quels qu'ils puissent être - concédés à la France et à l'Angleterre, la Russie s'est assurée de tout le pays sur l'Amour, dont elle s'était emparée en catimini. Non contente de ce résultat, elle a réussi à mettre sur pied une commission russo-chinoise pour la fixation des frontières. Or, chacun sait ce que devient une telle Commission aux mains de la Russie. Nous en avons vu une à l'œuvre sur les frontières asiatiques de la Turquie, où durant plus de vingt ans elle n'a cessé de dépouiller ce pays d'une bande de territoire après l'autre, et ce jusqu'à ce que la dernière guerre éclate et que tout recommence dès la fin de celle-ci.

Il y a, en outre, l'article réglant le service postal entre Kiachta et Pékin. Ce qui n'était auparavant qu'une ligne de communication irrégulière et simplement tolérée s'organise maintenant et a un statut légal. On veut, semble-t-il, organiser une liaison postale mensuelle, le parcours de près de 1000 milles exigeant une quinzaine de jours ; en outre, une caravane doit faire le même trajet tous les trois mois. Or, il est manifeste que les Chinois, ou bien délaisseront ce service, ou bien ils ne seront pas en état de l'accomplir. Comme la liaison est désormais garantie légalement à la Russie, il est clair qu'elle leur tombera entre les mains.

Nous avons vu comment les Russes avaient avancé leurs liaisons postales à travers les steppes kirghises ; nous ne doutons pas un instant que d'ici quelques années une semblable ligne traversera le désert de Gobi. Dès lors, les Britanniques pourront abandonner tous leurs rêves actuels [144] en ce qui concerne l'hégémonie britannique en Chine, puisque à tout instant une armée russe peut faire son entrée à Pékin.

On peut imaginer facilement les conséquences que peut avoir l'installation d'ambassades permanentes à Pékin. Il suffit de regarder ce qui se passe à Constantinople ou à Téhéran ! Partout où la diplomatie

russe rencontre l'anglaise ou la française, elle est la plus efficace. Dès lors que l'ambassadeur russe a la perspective de posséder au bout de quelques années une armée prête à n'importe quelle tâche à Kiatcha - éloignée d'un mois de marche de Pékin - ainsi qu'une route déjà prête sur toute la longueur pour une telle campagne, qui douterait qu'il ne soit tout-puissant à Pékin ?

C'est un fait que la Russie sera bientôt la première puissance asiatique, et voudra bientôt éclipser l'Angleterre sur ce continent. La conquête de l'Asie centrale et l'annexion de la Mandchourie agrandit ses possessions d'un territoire qui est aussi grand que l'Europe moins l'Empire russe et s'étend de la zone tempérée à la Sibérie enneigée. Bientôt les vallées des fleuves d'Asie centrale et l'Amour seront peuplées de colons russes.

Ces positions stratégiques sont aussi importantes pour l'Asie que la Pologne l'est pour l'Europe. La conquête de Touran menace l'Inde, celle de la Mandchourie menace la Chine. Or la Chine et l'Inde, avec leurs 450 millions d'habitants, sont actuellement les pays décisifs d'Asie.

FRÉDÉRIC ENGELS LA PÉNÉTRATION RUSSE EN ASIE CENTRALE

New York Tribune, 18 novembre 1858.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques semaines, nous avons rendu compte de la progression inouïe, réalisée par la Russie au cours de ces dernières années en Asie orientale, sur la côte occidentale [145] du Pacifique ⁶³. Nous atti-

⁶³ Engels fait allusion à la fin de l'article de Marx, « Le nouveau traité avec la Chine », in : *New York Tribune*, 15 octobre 1858 (cf. (trad. française dans Marx-Engels, [la Chine](#), p. 342-343). En ce qui concerne le commerce entre la Russie et la Chine, Marx ne le considérait pas comme subversif des conditions de production chinoises, au contraire : « A l'inverse du commerce

rons aujourd'hui l'attention de nos lecteurs, sur une semblable progression de la même puissance dans une autre région en Asie centrale.

Depuis que l'Angleterre et la Russie ont envoyé simultanément des troupes en Asie centrale en 1839, il est souvent question de l'éventualité d'un heurt entre ces deux grandes puissances - Russie et Angleterre - à mi-chemin entre la Sibérie et l'Inde, d'un conflit opposant cosaque et cipayes sur les rives de l'Oxus ⁶⁴ L'étrange défaite de ces deux armées - défaite pour toutes deux en raison de la rudesse du pays et de la rigueur du climat - enleva pour un temps tout intérêt à ces spéculations. Les Anglais se vengeaient de leur défaite, en entreprenant une marche réussie, mais sans résultat, sur Caboul ⁶⁵. La Russie fit mine d'encaisser l'affront ; cependant nous verrons bientôt qu'elle n'abandonna pas pour autant ses projets, et même qu'elle obtint certains succès dans sa politique d'expansion.

Lorsque éclata la guerre qui vient de se terminer, la question se posa de nouveau : les Russes peuvent-ils entreprendre une marche en direction de l'Inde ? Mais l'opinion publique n'était alors guère au courant des mouvements des avant-postes russes et n'était pas capable de reconnaître avec précision leur progression. A l'occasion, des journaux indiens apportaient des nouvelles sur des conquêtes russes en Asie centrale, mais on n'y prenait pas garde. Finalement, c'est au cours de la guerre anglo-afghane de 1856 que toute la question revint sur le tapis. Mais, dans l'intervalle, la situation a considérablement évolué et prend un tour aigu en ce moment.

anglais, le commerce russe laisse intacte la base économique de la production asiatique. » Cf. *Le Capital*, livre III (trad. fr. in Éditions Sociales, vol. 7, p. 365).

⁶⁴ Engels fait allusion à l'expédition manquée des Russes pour conquérir Khiva sous le commandement du général Perovski en 1839 et à la première guerre anglo-afghane de 1838-1842.

⁶⁵ Les Anglais tentèrent de coloniser l'Afghanistan de 1838 à 1842 et réussirent à occuper Caboul en août 1839, mais l'insurrection de novembre 1841 força les Anglais à se replier en janvier 1842 vers l'Inde. Ce fut une véritable débandade : un seul homme atteignit la frontière. Pour se venger, les Anglais incendièrent Caboul en 1842, mais ne réussirent pas à assujettir le pays. Cf. Marx-Engels, *Textes sur le colonialisme*, Éditions en Langues Étrangères, Moscou, p 100-102 110-114, 137-149, 158-167.

J'ajoute quelques extraits documentaires à propos de la récente progression de la Russie en Asie centrale ⁶⁶. Une partie en est peut-être nouvelle pour vous, car pour autant que je sache les documents russes officiels, publiés à Saint Pétersbourg en langue russe, dont je les extrais n'ont pas été divulgués jusqu'à présent en Angleterre.

La liaison entre les actions de lord Palmerston et l'invasion de l'Asie centrale par la Russie saute aux yeux, dès lors que l'on considère simplement les événements par [146] ordre chronologique. Par exemple : 1839, progression russe vers Khiva malgré la défaite militaire ; en 1854, succès définitif à Khiva, bien que la Russie n'ait procédé qu'à une simple démonstration militaire, sans tirer un seul coup de feu ; en 1856, lors de la rapide avance à travers la steppe khirgise en direction du Sud-Est du plateau de Touran, il y eut un mouvement convergent contre l'insurrection indienne.

Dans les documents officiels russes, il n'est jamais question que de *faits accomplis* ; l'activité souterraine est - comme on le conçoit - soigneusement passée sous silence, si bien que les forces armées qui pourtant n'occupaient qu'une petite partie de la scène lors du drame, y sont présentées comme unique protagoniste. Comme vous êtes parfaitement au courant de l'histoire diplomatique de cette affaire, je me bornerai à l'exposé des *faits*, tels qu'ils sont présentés par la Russie elle-même. J'y ajouterai seulement quelques considérations sur la portée militaire de la pénétration russe en Asie centrale pour ce qui concerne l'Inde.

On pourrait se demander pour quelle raison Alexandre II a publié des documents sur les empiètements russes en Asie septentrionale et centrale, alors que Nicolas avait coutume de les cacher anxieusement aux yeux du monde. Il convient de répondre premièrement que le tsar Alexandre se trouve dans une position que son père n'a jamais occupée, position qui l'autorise à initier l'Europe aux mystères de la mission « asiatique » de la Russie, en faisant de l'Europe sa collaboratrice déclarée dans la réalisation de cette mission. Deuxièmement, ces do-

⁶⁶ Les trois paragraphes suivants (que nous introduisons dans l'article de la *New York Tribune*) sont tirés du même article publié le 24 novembre 1858 dans la *Free Press*, dont le directeur Urquhart ouvrait les colonnes à Marx et Engels lorsqu'il s'agissait de dénoncer les empiètements russes dans tous les domaines.

cuments ne sont en réalité accessibles qu'aux savants allemands qui chantent les louanges d'Alexandre, parce qu'il daigne contribuer à la diffusion des connaissances géographiques. Enfin le vieux parti moscovite est assez ingénu pour se plaindre d'une prétendue perte de prestige de la Russie après la guerre de Crimée. Alexandre leur répondit en publiant des documents, dont il ressort clairement que non seulement la Russie a effectué des progrès matériels inouïs au cours du siècle écoulé, mais encore que leur simple publication est [147] déjà une provocation qui affirme le « prestige » sur un ton que Nicolas lui-même n'eût osé employer.

Lorsque d'un trait Napoléon entoura Moscou sur sa carte en 1812, afin d'en faire la base d'opérations contre l'Inde, il ne faisait que suivre l'exemple de Pierre le Grand. Dès 1717, ce prince, qui voyait loin, détermina à l'intention de ses successeurs quelles étaient toutes les directions possibles pour opérer des conquêtes, et y fit figurer une expédition contre Khiva qui devait demeurer naturellement pendant très longtemps sans résultat. Durant une longue période, la Russie fut incapable de toucher aux steppes de Touran. Cependant, dans l'intervalle, le territoire entre la Volga et le fleuve de l'Oural fut peuplé par les Cosaques, qui fixèrent la ligne des cosaques tout au long de ce fleuve. Cependant au-delà de ce fleuve, la souveraineté de la Russie sur les trois hordes ou peuples kirghises demeurait purement nominale, et les caravanes russes furent pillées par eux et par les Khivaniens jusqu'à ce que la Russie envoya le général Vassili Perovski comme commandant en chef à Orembourg. Celui-ci découvrit que les relations commerciales de la Russie avec l'intérieur du pays et le sud de l'Asie étaient complètement interrompues par les pillards nomades, et que les escortes militaires qui accompagnaient précédemment la caravanes afin d'assurer leur protection, ne suffisaient plus. Afin d'y mettre bon ordre, il organisa d'abord des colonnes mobiles contre les Kirghiz, puis il se mit en devoir d'installer des postes militaires de Cosaques sur leur territoire. Au bout de quelques années, il les plaça effectivement sous le contrôle et la domination de la Russie puis il se disposa à réaliser le vieux plan de Pierre le Grand contre Khiva.

Après qu'il eut obtenu l'autorisation du tsar, à organisa une troupe de la force d'une division d'infanterie environ (8 000 hommes), soutenue par de nombreuses unités de semi-réguliers cosaques, d'irréguliers bachkires et de cavalerie kirghise. Quinze cents chameaux furent re-

groupés pour assurer le transport des bagages à travers les steppes désertiques. Il n'était pas question d'entreprendre une telle expédition l'été en raison du manque d'eau. Perovski [148] opta donc pour une campagne d'hiver, et quitta Orembourg en novembre 1839. Le résultat est connu. Des tempêtes de neige et une froidure exceptionnelle détruisirent sa troupe. Les chameaux et les chevaux périrent, et il fut contraint à la retraite en subissant des pertes très lourdes. Néanmoins l'entreprise atteignit son but à l'extérieur. En effet, alors que l'Angleterre ne fut jamais en état de venger la mort de ses ambassadeurs Stoddart et Conololy à Bouchara, la tentative russe suffit pour que le khan de Khiva délivrât les prisonniers russes et dépêchât une délégation à Saint-Pétersbourg pour implorer la paix.

Pérovski se mit donc à l'œuvre, et organisa une ligne d'opération à travers les steppes kirghises. Après une période de dix-huit mois à peine, des expéditions de savants et d'ingénieurs établissaient des plans et cartes de tout le pays au nord du Jaxarte (Syr-Daria), sous la protection de l'armée. On détermina la configuration du sol, les meilleurs terrains pour les routes et les meilleures places pour les grands puits. On creusa ces puits en des points de plus en plus rapprochés et on les entoura de fortifications assez puissantes pour résister à n'importe quel assaut des hordes nomades, et assez grandes pour abriter des stocks considérables. Karaboutak et Irghiz sur le fleuve du même nom servirent de centres défensifs au nord des steppes kirghises. Entre ces villes et celles du fleuve Oural, les routes sont jalonnées de fortins tous les dix ou vingt milles.

Le pas suivant fut accompli en 1847, lorsqu'on édifia un fort sur le Syr-Daria à environ 45 milles de son embouchure. Le fort fut appelé Aralsk, et put contenir l'effectif d'un bataillon et même davantage. Il devint bientôt le centre d'une vaste colonie russe de paysans installés dans la partie inférieure du fleuve et aux confins du lac Aral. La Russie prit maintenant formellement possession de tout le pays au nord de ce lac et du delta de Syr-Daria. Au cours des années 1848 et 1849, le lac fut pour la première fois repéré et jalonné : on découvrit un nouveau groupe d'îles où l'on installa aussitôt le quartier général de la flottille à vapeur de l'Aral, dont on entreprit sur l'heure la construction. En même temps, on se mit en devoir de renforcer [149] et de compléter les lignes de communication entre Orembourg et le lac Aral.

Perovski qui avait quitté son poste de commandant en chef d'Orembourg en 1842, le reprit à présent et marcha au printemps 1853 en direction d'Aralsk avec une année puissante. Le désert fut traversé sans grandes difficultés, puis l'armée remonta le Syr-Daria, tandis qu'un navire à vapeur d'un faible tirant d'eau suivait les troupes dans leur progression. Arrivés à Akmetchet, les Russes prirent d'assaut à environ 450 milles en amont, une position fortifiée, qui appartenait au khan de Cocande, et la transformèrent aussitôt en leur propre forteresse, si bien qu'une armée arrivée de Cocande subit une défaite écrasante, lorsqu'elle attaqua Akmetchet au mois de décembre suivant.

Alors que l'Europe portait toute son attention sur les batailles livrées sur le Danube et en Crimée en 1854, Perovski poussa son avance contre Khiva, avec une armée forte de 17 000 hommes, partis de la base d'opérations du Syr-Daria. Cependant le khan n'attendait pas son arrivée sur l'Oxus. Il envoya un émissaire dans le camp des Russes, qui signèrent un traité par lequel *le khan de Khiva reconnaissait la souveraineté de la Russie*. Il fut dépouillé du pouvoir de décider de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort, ainsi que du droit de fixer les itinéraires des caravanes, les taxes et droits douaniers et, pour toujours, de régler le commerce en général dans tout le Khiva. Un consul russe s'installa au Khiva et occupa les fonctions d'arbitre suprême dans toutes les affaires politiques du Khiva, cet arbitre dépendant lui-même, bien entendu, du gouvernement russe.

Avec la soumission du Khiva, le Touran est pratiquement conquis. Peut-être est-ce déjà chose faite à l'heure qu'il est. Les khans de Cocande et de Bouchara ont également envoyé des ambassadeurs à Saint-Pétersbourg. On eu soin de ne pas divulguer les traités conclus avec eux, mais il n'est pas difficile d'en deviner le contenu. Quelle que soit l'indépendance que la Russie daigne concéder à ces minuscules États, dont la seule force résidait dans leur indétermination qui n'existe plus aujourd'hui, du moins vis-à-vis [150] de la Russie, cette indépendance ne peut avoir qu'un caractère purement nominal, puisqu'une armée de quelque 20 000 hommes, envoyés du Khiva ou d'Akmetchet, vers les fertiles vallées du haut Touran, suffirait largement à écraser toute velléité d'opposition, et à traverser le pays d'un bout à l'autre. Dans ces conditions, nous pouvons admettre comme un fait certain que la Russie n'est pas restée inactive dans ces régions depuis 1845, bien qu'elle ne soit que trop encline à faire le silence sur

ses agissements. On peut être assuré maintenant qu'après sa progression rapide, silencieuse et obstinée dans le Touran au cours des quinze dernières années, son drapeau flottera bientôt sur les cols du Hindou-Kourch et du Bolor Tagh.

L'importance énorme de ces conquêtes, du point de vue militaire, tient dans le fait qu'elles constituent le noyau d'une base d'opérations contre l'Inde. De fait, après une telle progression des Russes en Asie centrale, le plan d'attaque de l'Inde à partir du nord quitte le royaume des spéculations et prend certaines formes précises. Les régions tropicales d'Asie sont séparées de ces territoires appartenant à la zone tempérée par une large bande désertique qui part des côtes du golfe Persique et traverse ce continent jusqu'aux sources de l'Amour. Si l'on fait abstraction ici du territoire de l'Amour, cette bande désertique était jusqu'ici pratiquement infranchissable par des années, la seule route concevable étant celle qui conduit d'Astrabad sur la mer Caspienne par Hérat vers Caboul et l'Indus. Or, étant donné que les Russes tiennent le cours inférieur du Jaxarte (Syr-Daria) et l'Oxus (Amou-Daria), et que des routes militaires et positions fortifiées permettent de ravitailler en eau et en vivres une armée en marche, le désert de l'Asie centrale ne constitue plus un obstacle militaire. Au lieu d'une route incommode allant d'Astrabad par Hérat vers l'Indus, la Russie dispose maintenant de trois routes différentes qui, dans un proche avenir, peuvent être entièrement prêtes pour la marche d'une année.

Il reste, en premier lieu, la vieille route passant par Hérat qui, dans les conditions actuelles, ne restera pas longtemps fermée aux Russes. Il y a en second la vallée, de l'Oxus qui [151] va du Khiva vers Balch, et enfin la vallée de Jaxarte qui va d'Akmetchet vers le Cocande, d'où une troupe peut avancer transversalement, dans un pays bien pourvu en eau et relativement peuplé, en direction de Samarcande et Balch.

Hérat, Samarcande et Balch constitueraient alors la base d'opérations principale contre l'Inde. Balch n'est éloignée que de 500 milles de Peshawar, l'avant-poste situé au nord-ouest de l'Empire anglo-indien. Samarcande et Balch appartiennent au khan de Bouchara, qui vient précisément de tomber au pouvoir de la Russie. Or dès lors que Balch et Astrabad (que les Russes occupent maintenant ou qu'ils peuvent occuper le jour qui leur plaira) se trouvent aux mains de la Russie, Hérat ne peut plus se soustraire à son emprise, pour peu que la

Russie le veuille ; lorsque cette base d'opérations sera réellement entre les mains de la Russie, l'Angleterre devra combattre pour son Empire indien. Balch n'est pas plus éloignée de Caboul que celle-ci ne l'est de Peshawar, et ce simple fait met en évidence que l'espace neutre entre la Sibérie et l'Inde est devenu très mince.

Si la progression des Russes se poursuit au même rythme et avec une énergie et une obstination semblables à celles qu'ils ont manifestées durant les vingt-cinq dernières années, il est certain que nous entendrons les Moscovites frapper à la porte de l'Inde d'ici une dizaine ou une quinzaine d'années. Dès lors qu'ils ont traversé les steppes kirghises, ils arrivent dans les régions fertiles et relativement bien cultivées du sud-est du Touran, dont on ne peut empêcher la conquête par les Russes, qui y trouveront aisément de quoi ravitailler durant des années une année forte de 50 à 60 000 hommes, soit une force suffisante pour avancer éventuellement jusqu'à l'Indus.

En dix ans, une telle armée peut facilement s'assujettir entièrement le pays, assurer ses lignes de communication en colonisant ce gigantesque territoire avec des paysans de la Couronne russe (comme cela se produit actuellement près du lac d'Aral), insuffler une terreur à tous les États avoisinants, et préparer la base et la ligne d'opérations [152] pour une campagne militaire contre l'Inde. Cependant, les circonstances politiques décideront si l'on entreprendra effectivement une telle campagne. À l'heure actuelle, on ne peut que faire de vagues spéculations sur ce point ⁶⁷.

⁶⁷ Dans la *Free Press*, il y a au lieu de cette dernière phrase : « Un militaire connaissant la topographie de ces lieux, ne nierait certainement pas cela. Et si nos déductions sont exactes, la bataille entre Cosaques et Cipayes (si ceux-ci se battraient encore pour l'Angleterre) n'aura pas lieu, comme on l'admet généralement, sur l'Oxus, mais sur la ligne de Caboul et de l'Indus. »

[153]

IV. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU TSARISME RUSSE

« Ainsi ils ont tué au couteau Sadi Carnot, cette pauvre bête stupide et ennuyeuse - le premier Français qui ait fait carrière grâce à l'ennui - et cela en France ! Bien, mais maintenant Alexandre III va se mettre à réfléchir sur l'alliance franco-russe, et dira : merci, tout cela je peux l'avoir aussi chez moi, et moins cher ! » (ENGELS à K. KAUSKY, 26-27 juin 1894.)

Article de Fr. ENGELS dans le Sozialdemokrat, mai 1890.

I

[Retour à la table des matières](#)

Nous, les partis ouvriers d'Europe occidentale, nous avons un double intérêt à la victoire du parti révolutionnaire russe ⁶⁸. Premièrement, l'Empire russe des tsars représente à la fois le plus grand bastion, la dernière position fortifiée et l'armée de réserve de la réaction européenne ; sa simple existence passive constitue une menace et un

⁶⁸ Cet important article a été écrit par Engels de décembre 1889 à février 1890 pour le *Sozial-Demokrat*, il fut reproduit ensuite par la *Neme-Zeit* avec de nombreuses déformations, ce qui souleva l'indignation d'Engels, qui exigea une publication intégrale nouvelle (mai 1890). Nous traduisons notre texte d'après cette dernière édition.

Engels publia, en outre, avec de nombreuses variantes, puisqu'il s'adressait au public anglais, une traduction anglaise de son article dans la revue *Time* de tendance socialiste en avril-mai 1890.

En outre, cet article parut, en 1893 en polonais, en 1890 en roumain dans la revue *Contemporanul*, et deux chapitres en parurent en traduction française le 5 septembre 1890 dans l'*Idée Nouvelle*. Enfin une traduction bulgare parut en février-mars 1891.

danger pour nous. Deuxièmement - et nous n'avons pas suffisamment mis en évidence ce point - ses perpétuelles immixtions dans les affaires de l'Occident freinent et troublent notre développement normal, ces immixtions tendant [154] essentiellement à conquérir des positions géographiques, qui lui assureraient l'hégémonie en Europe et rendraient impossible la victoire du prolétariat européen.

Karl Marx a eu le mérite d'avoir montré - d'abord en 1848 et ensuite à des multiples reprises - que le parti ouvrier d'Europe occidentale devait de toute nécessité mener une guerre implacable au tsarisme russe. En intervenant dans le même sens, je ne fais que poursuivre l'œuvre de mon ami défunt et achever ce qu'il ne lui fut pas permis de mener à terme.

Même parmi les révolutionnaires russes, on observe encore parfois une ignorance relative de cet aspect de l'histoire russe, car d'une part, on ne tolère que la légende officielle en Russie, et, d'autre part, de trop nombreux révolutionnaires méprisent le gouvernement tsariste au point de considérer qu'il est incapable de quoi que ce soit de rationnel, du fait de sa stupidité ou de sa corruption. Au demeurant, cela semble parfaitement exact en politique intérieure, où l'impuissance du tsarisme s'étale au grand jour. Mais il ne faut pas seulement connaître les faiblesses, mais encore la force de l'adversaire. Or, sa politique extérieure est incontestablement sa force, sa très grande force. La diplomatie russe constitue, dans une certaine mesure, un ordre moderne de jésuites, suffisamment fort pour vaincre, s'il le faut, même les caprices d'un tsar et pour maîtriser la corruption dans son propre organisme, afin de la répandre d'autant plus largement à l'extérieur. Cet ordre de jésuites recrutait à l'origine et de préférence parmi les étrangers : Pozzo di Borgo était corse, Nesselrode est allemand, Lieven est balte, même sa fondatrice - Catherine II - était une étrangère.

L'ancienne haute-aristocratie russe avait encore trop d'intérêts matériels, privés et familiaux, pour avoir la fidélité absolue qu'exigeait : ce nouvel ordre. Comme on ne pouvait lui imposer la renonciation aux biens de ce monde et le célibat des jésuites catholiques, on se contenta de lui confier pour commencer des postes subalternes de représentation, des légations, etc., afin de développer une école de diplomates indigènes. Jusqu'à nos jours, il n'y a qu'*un* [155] *seul* russe véritable, Gortchakov, qui ait occupé dans cet ordre le poste le plus su-

prême ; son successeur - von Giers - porte de nouveau un nom étranger.

C'est cet ordre secret, recruté à l'origine parmi les aventuriers étrangers, qui a élevé l'Empire russe à l'actuelle plénitude de pouvoir. Avec une persévérance de fer, les yeux résolument fixés sur le but, ne reculant devant aucun abus de confiance, ni duperie, ni assassinat, ni servilité, prodiguant les pots-de-vin à pleines mains, ne perdant jamais la tête à la suite de la victoire, n'étant jamais découragé par une défaite, passant sur les cadavres de millions de soldats et même d'un tsar - ce gang, aussi dépourvu de scrupules que plein de talent, a plus contribué que toutes les armées russes prises ensemble à avancer les frontières de la Russie, à l'Ouest, du Dniépr et de la Dvina jusqu'au-delà de la Vistule vers la Pruth, le Danube et la mer Noire, et, à l'Est, du Don et de la Volga jusqu'au-delà du Caucase vers les sources de l'Oxus et du Jaxarte. C'est ce gang qui a fait la grandeur et la puissance de la Russie, et l'a rendue redoutable, lui ouvrant la voie à la domination mondiale, tandis qu'il a renforcé la puissance du tsarisme à l'intérieur. Aux yeux du public vulgairement chauvin, l'ivresse de la victoire, les conquêtes successives, la puissance et la gloire du tsarisme contrebalancent tous ses péchés, tout son despotisme, ses injustices et son arbitraire ; la forfanterie chauvine compense largement toutes les vexations subies. Et ce d'autant plus qu'on ignore en Russie les véritables causes et les détails de ces succès, auxquels on substitue la légende officielle que des gouvernements bienveillants inventent partout - par exemple, en Prusse et en France - pour le plus grand bien de leurs sujets et la stimulation du chauvinisme. Ainsi tout Russe chauvin en vient tôt ou tard à se mettre à genoux devant le tsarisme comme l'illustre encore l'exemple récent de Tikhomirov.

Cependant, comment se fait-il qu'une telle bande d'aventuriers ait réussi à gagner cette gigantesque influence sur l'histoire européenne ? Très simplement. Ils n'ont rien créé de neuf à partir du néant ; ils ont tout bonnement exploité avec cohérence une situation existante. Pour tous ses succès, [156] la diplomatie russe possède en effet une base matérielle parfaitement tangible.

Considérons la Russie du milieu du siècle passé. C'est déjà un territoire gigantesque, habité par une race d'une rare homogénéité. Cette population est clairsemée, mais se multiplie rapidement, assurant un surcroît de puissance simplement au fur et à mesure du temps qui

s'écoule. Cette population intellectuellement stagnante, sans initiative quelconque, mais, dans les limites de son mode d'existence traditionnel, utilisable sans conditions à n'importe quelle fin, tenace, courageuse, obéissante, bravant toutes les souffrances et les difficultés, incomparable chair à canon pour les guerres de cette époque où les masses compactes décidaient de l'issue de la victoire. En outre, le pays lui-même, tourné vers l'Europe d'un côté seulement - l'Ouest - n'est susceptible d'être attaqué que de ce côté et ne possède aucun centre vital, dont la conquête l'obligerait à signer la paix. Grâce à son manque de routes, son extension, sa pauvreté en ressources, il était presque complètement à l'abri des conquêtes. Bref, la Russie occupe une position de puissance inexpugnable, à la disposition de quiconque sait l'utiliser et d'où on peut entreprendre impunément des actions qui eussent valu guerre sur guerre à n'importe quel autre gouvernement d'Europe.

Forte au point d'être imbattable quand elle se défend, la Russie est en revanche tout aussi faible quand elle attaque. Le rassemblement, l'organisation, l'équipement et le déplacement de ses troupes à l'intérieur, tout cela se heurte aux pires obstacles et à toutes ces difficultés matérielles vient s'ajouter la corruption sans bornes des fonctionnaires et des officiers. De fait, toutes les tentatives pour rendre la Russie capable de préparer une action offensive sur une grande échelle ont échoué jusqu'ici, et il est probable que la toute dernière - l'introduction du service militaire obligatoire pour tous - échouera elle aussi complètement. En l'occurrence, on peut dire que les difficultés croissent proportionnellement au carré des masses à organiser, sans compter qu'il est impossible de trouver, dans une population urbaine aussi réduite, la quantité énorme d'officiers requise.

[157]

Cette faiblesse n'a jamais été un secret pour les diplomates russes. D'où leur souci d'éviter la guerre dans la mesure du possible et de ne s'y engager qu'en tout dernier ressort, dans les conditions les plus favorables. Les seules guerres qui leur conviennent, sont celles dont les Alliés de la Russie supportent tout le poids, voire acceptent que leur territoire soit dévasté par les opérations de guerre, et fournissent la grande masse des combattants. Dans ces guerres, les troupes russes, cantonnées au rôle de réserve, se voient généralement épargner l'épreuve des batailles, mais il leur revient la gloire de faire pencher la

balance de la victoire lors de l'engagement décisif - au prix de sacrifices relativement faibles, comme ce fut le cas dans la guerre de 1813-1815. Cependant, il n'est pas toujours possible de mener une guerre "us des auspices aussi favorables, et c'est pourquoi les diplomates russes préfèrent utiliser, à leurs propres fins, les intérêts antagoniques et l'avidité des autres puissances, en les excitant les unes contre les autres et en exploitant leurs querelles pour le plus grand profit de la politique d'expansion russe. C'est uniquement contre des puissances décidément faibles, telles que la Suède, la Pologne, la Perse, que le tsarisme lutte pour son propre compte - et alors il n'a pas à partager son butin avec qui que ce soit.

Mais revenons à la Russie de 1760. Ce pays homogène et inexpugnable n'avait comme voisins que des pays qui, apparemment ou réellement, étaient en ruine ou en voie de dissolution, autrement dit, étaient pure *matière à conquête* (Fr.). Au Nord, il y avait la Suède, dont la puissance et le prestige avaient décliné précisément, parce que Charles XII avait tenté de pénétrer en Russie, ruinant alors son pays et rendant évidente l'invulnérabilité russe. Au Sud, il y avait les Turcs et leurs tributaires, les Tatares de Crimée, vestiges d'une splendeur passée. La puissance offensive des Turcs avait été brisée un siècle plus tôt, et leur puissance défensive, bien qu'encore notable, était elle aussi en déclin. La preuve évidente de cette faiblesse croissante était les premières convulsions et les rébellions parmi les Chrétiens soumis, les Slaves, les Roumains et les Grecs, qui formaient [158] la majorité de la population de la péninsule balkanique. Ces Chrétiens, presque exclusivement de rite grec, étaient proches des Russes par la religion, et, parmi eux, les Slaves - Serbes et Bulgares - leur étaient, en Outre, ethniquement apparentés. Il suffisait en conséquence à la Russie de proclamer sa mission de protectrice de l'Église orthodoxe opprimée et des Slaves enchaînés, et le terrain pour la conquête - sous le couvert de libération - était tout préparé. De même, au Sud du Caucase, il se trouvait des petits Etats chrétiens et les Arméniens chrétiens sous la suzeraineté turque, dont le tsarisme pouvait se proclamer le « libérateur ». En outre, ici encore dans le Sud, la victoire réservait à l'avidement conquérant une récompense d'un prix tel que l'Europe n'en pouvait offrir d'équivalent : l'ancienne capitale de l'Empire romain d'Orient, la métropole de tout l'univers gréco-catholique, la cité dont le nom russe, à lui seul, exprime la domination de l'Est et le prestige qu'elle confère

à son possesseur aux yeux du christianisme oriental : Constantinople-Tsarigrad ⁶⁹.

Tsarigrad, troisième capitale russe aux côtés de Moscou et de Pétersbourg - cela signifierait non seulement la domination morale sur le christianisme oriental, mais encore l'étape décisive vers la domination de l'Europe. Ce serait le commandement souverain exclusif sur la mer Noire, l'Asie Mineure et la péninsule balkanique. Ce serait - quand le tsar en manifesterait la volonté - la fermeture de la mer Noire pour toutes les flottes de commerce et de guerre, à l'exception de celle de la Russie, et sa transformation en une base navale russe et un champ de manœuvre exclusif pour la flotte russe qui, à partir de ce havre de sécurité, pourrait se glisser à travers le Bosphore fortifié et s'y replier aussi souvent qu'il lui plairait. Il suffirait à la Russie d'obtenir ensuite la même domination, directe ou indirecte, sur le Sund ou le Belt pour devenir également inattaquable sur mer.

La domination sur la péninsule balkanique ferait avancer la Russie jusqu'à l'Adriatique. Or au Sud-Ouest cette frontière serait indéfendable, sauf si la Russie avançait en proportion sa frontière du côté occidental, étendant considérablement [159] sa zone d'influence. Mais

⁶⁹ Bien que le tsarisme fût miné par la production capitaliste et par le mouvement révolutionnaire, et que les sociétés bourgeoises occidentales se fussent considérablement renforcées, voire militarisées, Engels continue - comme on le remarque - de parler des visées d'hégémonie mondiale du tsarisme russe. Il faut donc croire que ces visées font partie intégrante du système tsariste russe, qui tant qu'il subsiste ne change pas ce point de vue fondamental, bien que ses moyens de réalisation ainsi que le monde extérieur aient largement évolués. Il fallait donc une véritable révolution pour le renverser, et les partis ouvriers ne devaient pas changer de tactique vis-à-vis du tsarisme, qui était et restait l'ennemi numéro 1, ou mieux, la condition préalable de la lutte pour le socialisme était qu'il fallait l'abattre.

Dans la suite de l'article, Engels étaye sa thèse, en montrant que le premier fauteur de guerre en Europe était et restait la Russie, qui jouait les puissances européennes les unes contre les autres, sans craindre de les voir s'entretuer. Cette thèse coïncide avec l'analyse de Lénine sur la guerre impérialiste : en effet, il mettait l'accent sur les rivalités des puissances capitalistes qui se décidaient dans les territoires précapitalistes, coloniaux au dépendants, hors des métropoles, puisqu'il s'agissait pour les bourgeoisies de se partager le monde selon des blocs économiques et militaires. Ainsi donc, l'impérialisme trouverait son terrain favori dans les pays non encore capitalistes que se disputent les grandes métropoles capitalistes.

là, les conditions - si possible - étaient encore plus favorables à la Russie.

Tout d'abord, la Pologne était en pleine dissolution. Cette république de nobles était fondée sur l'exploitation et l'oppression des paysans, et sa Constitution rendait impossible toute action nationale, faisant du pays une proie facile pour ses voisins. Depuis le début du siècle, elle n'a existé - comme les Polonais le disent eux-mêmes - que par le désordre (*Polska nierzadem stoi*) ; tout le pays était continuellement occupé et traversé par des troupes étrangères, auxquelles elle servait de table et de lit (*karczama zajesdha*, disaient les Polonais), mais dont elles sortaient, en oubliant généralement de payer l'addition. Pierre le Grand avait déjà systématiquement miné la Pologne, de sorte que ses successeurs n'avaient plus qu'à étendre la main pour se servir. Or, pour ce faire, ils possédaient en outre le prétexte tiré du « principe des nationalités ». La Pologne n'était pas un pays homogène. À l'époque où la Grande-Russie tomba sous le joug mongol, la Russie-Blanche et la Petite-Russie trouvèrent protection contre l'invasion asiatique, en se regroupant en une Principauté dite Lithuanienne, qui s'unit par la suite volontairement à la Pologne. Depuis lors, grâce au niveau supérieur de civilisation des Polonais, la noblesse biélorussienne et petite-russienne fut fortement polonisée ; plus tard, sous la domination jésuite en Pologne au XVI^e siècle, les Russes gréco-catholiques de Pologne furent contraints de s'unir à l'Église catholique. C'est ce qui fournit aux tsars de la Grande-Russie un prétexte bienvenu pour revendiquer l'ancien territoire lithuanien comme région de nationalité russe, opprimée par la Pologne, bien que la langue - du moins celle des Petits-Russiens - ne soit pas un pur dialecte russe, mais une langue à part, à en croire le plus grand slavisant actuel, Miklosic. Cela donna un second prétexte au tsar pour intervenir comme protecteur de la foi orthodoxe, en faveur des Uniates grecs, bien que ces derniers aient depuis longtemps trouvé un accommodement avec l'Église romaine.

Au-delà de la Pologne, il y avait un autre pays qui semblait [160] être tombé irrémédiablement en ruine - l'Allemagne. Depuis la guerre de Trente ans, le Saint-Empire romain germanique n'avait plus d'un État que le nom. La souveraineté territoriale des princes tendait à se rapprocher de plus en plus de la souveraineté complète. Ils avaient le pouvoir de défier l'Empereur - par l'équivalent allemand du *liberum*

veto polonais, et ce pouvoir avait été placé expressément par le traité de Westphalie sous la garantie de la France et de la Suède, si bien que tout renforcement du pouvoir central dépendait du consentement de l'étranger, qui avait toutes les raisons de s'y opposer. Qui plus est, la Suède, grâce à ses conquêtes allemandes, était membre de l'Empire germanique avec un siège et un vote à la Diète impériale. À chaque guerre, l'Empereur trouvait des princes allemands parmi les alliés de ses ennemis extérieurs, de sorte que toute guerre était en même temps une guerre civile. Presque tous les grands et moyens princes avaient été achetés par Louis XIV, et le pays était dans un tel état de ruine économique que, sans l'afflux annuel de l'argent des pots-de-vin français, il n'eût pas été possible de maintenir un moyen de circulation monétaire dans le pays ⁷⁰. En conséquence, l'empereur ne recherchait plus depuis longtemps sa puissance dans son Empire, qui lui coûtait seulement de l'argent et ne lui rapportait que des déboires et des vexations, mais dans ses possessions héréditaires autrichiennes, allemandes et non allemandes. Et déjà, au côté de la puissance de la dynastie des Habsbourg, la puissance de la Prusse commençait à se développer graduellement en rivale.

Telle était la situation en Allemagne à l'époque de Pierre le Grand. Cet homme véritablement grand - d'une grandeur toute différente de celle de Frédéric « le Grand », qui fut l'obéissant serviteur du successeur de Pierre, Catherine II - fut le premier à comprendre la situation merveilleusement favorable pour les desseins de la Russie dans laquelle l'Europe se trouvait. Comme vis-à-vis de la Suède, de la Perse et de la Pologne, il vit clairement quels devaient être vis-à-vis de l'Allemagne les principes fondamentaux de la politique russe, et il se mit en devoir de leur donner une [161] première application - et ce, avec une clarté plus grande qu'il ne ressort du prétendu Testament, qui paraît être l'œuvre d'un épigone. De fait, l'Allemagne l'intéressait plus que n'importe quel autre pays, la Suède exceptée. La Suède, il devait la briser à tout prix ; la Pologne, il lui suffisait d'étendre la main pour

⁷⁰ On retrouve, dans cette synthèse d'Engels, les idées que Marx a exprimées de son côté dans des textes que son ami n'a peut-être pas connus, tels par exemple les manuscrits sur la Prusse et la Pologne de la polémique contre Fox, que nous avons reproduits dans la première partie, en traduction française. Cependant, Engels ne diverge en rien, même dans des analyses de détail, par rapport aux formulations de Marx.

l'avoir ; la Turquie était encore trop éloignée. La tâche principale qui l'attendait donc était de prendre solidement pied en Allemagne pour obtenir la position que la France exploitait de manière si profitable et que la Suède était trop faible pour exploiter. Il fit tout pour devenir un prince d'Empire germanique : il acquit un territoire allemand, mais en vain. Il ne put qu'inaugurer le système des alliances par voie de mariage avec des princesses allemandes et par l'exploitation des dissensions internes de l'Allemagne par le moyen diplomatique.

Depuis l'époque de Pierre le Grand, cette situation avait encore considérablement évolué en faveur de la Russie par suite de l'essor de la Prusse. En conséquence, l'Empereur d'Allemagne vit surgir, dans le pays même, un adversaire d'une puissance égale à la sienne, qui perpétuait et exacerbait les divisions internes. Mais en même temps ce rival était encore suffisamment faible pour dépendre de l'aide de la France ou de la Russie - surtout de cette dernière - de sorte que plus il se dépouillait de la vassalité vis-à-vis de l'Empire germanique, plus sûrement il devenait le vassal de la Russie.

Il ne restait donc plus que trois puissances dont la Russie devait tenir compte : l'Autriche, la France et l'Angleterre. Il était relativement facile de les exciter les unes contre les autres ou de les acheter en faisant miroiter à leurs yeux une possibilité d'agrandissement de leur territoire. L'Angleterre et la France rivalisaient toujours sur mer. On pouvait avoir la France par la perspective de gains territoriaux en Belgique et en Allemagne ; l'Autriche pouvait être acquise par la perspective d'avantages aux dépens de la France, de la Prusse et, depuis Joseph II, de la Bavière. C'est là aussi qu'en exploitant de manière adroite les conflits d'intérêts, la Russie pouvait trouver des alliés puissants pour n'importe laquelle de ses actions diplomatiques. Face à ses [162] États voisins en voie de dissolution et à ces trois grandes puissances, impliquées de par leurs traditions, leurs conditions de vie économiques, leurs intérêts politiques et dynastiques ainsi que leur soif de conquêtes, dans des querelles interminables, toujours occupées à des tentatives de duperie réciproque, voici que surgissait une Russie homogène, jeune, en pleine croissance, difficilement attaquable, et absolument inexpugnable, une matière brute, malléable et façonnable sans opposer de résistance. Quelle occasion pour des gens de talent et d'ambition, assoiffés de puissance par n'importe quels moyens, ne regardant pas où et comment elle s'exerçait, pourvu qu'il s'agisse d'une

puissance véritable, d'une arène réelle à leur talent et à leur ambition ! Or le siècle des Lumières produisait ce genre d'hommes à profusion, des hommes qui parcouraient toute l'Europe au service de l' « Humanité » et visitaient les cours de tous les princes « éclairés » - et quel prince de cette époque ne passait pas pour tel ? -, des hommes qui s'établissaient partout où ils trouvaient une place propice, bref une Internationale de la Raison « apatride », mi-aristocratique, mi-bourgeoise. Cette Internationale tomba à genoux devant la Sémiramis du Nord, apatride comme eux - Sophie Auguste von Anhalt-Zerbst, Catherine II de Russie, dite Iekaterina - et c'est dans les rangs de cette Internationale que cette même Catherine recruta les éléments pour son ordre jésuite de la diplomatie russe.

Dans son ouvrage sur Thomas More, Kart Kaustky a montré comment la première forme bourgeoise de la Raison ou des Lumières - l' « Humanisme » des XV^e et XVI^e siècles - déboucha dans son évolution ultérieure sur le jésuitisme catholique. C'est exactement de même que nous voyons ici la deuxième forme, parfaitement développée, de cet humanisme, aboutir au XVIII^e siècle au jésuitisme moderne - le corps diplomatique russe. Cette transformation en son contraire, cet aboutissement final à un point diamétralement opposé à celui de son départ, c'est le destin inévitable de tous les mouvements historiques, qui ignorent les conditions de leur genèse et de leur existence et qui, pour cette raison même, s'orientent vers des [163] buts tout à fait inconscients, corrigés inexorablement par l' « ironie de l'histoire ».

II

Jamais la situation mondiale ne fut plus propice aux plans d'expansion du tsarisme qu'après le meurtre de son mari, quand la grande putain Catherine II monta sur le trône en 1792. Toute l'Europe était divisée en deux camps à la suite de la guerre de Sept Ans. L'Angleterre avait brisé la puissance de la France sur mer, en Amérique et aux Indes ; elle abandonna maintenant son allié du continent – Frédéric II de Prusse. Celui-ci était au bord de la ruine en 1762, quand Pierre III était monté sur le trône de Russie et se retira de la guerre contre la Prusse. Ayant été abandonné par l'Angleterre, sa seule et unique alliée, face à la France et l'Autriche, ses ennemies irréductibles, la

Prusse était épuisée par sept années de lutte pour son existence, Frédéric n'eut donc pas d'autre choix que de se jeter aux pieds de la tsarine couronnée depuis peu. Il obtint ainsi non seulement une protection puissante, mais encore une traite sur la perdu de la Pologne séparant la Prusse orientale du corps principe) de sa monarchie et dont la conquête devenait maintenant le but de sa vie.

Le 31 mars (14 avril) 1764, Catherine et Frédéric signèrent un traité d'alliance à Pétersbourg ; une clause secrète obligeait les deux partenaires à maintenir en vigueur, au besoin par la force des armes, la Constitution polonaise. C'était là le meilleur moyen de ruiner la Pologne. Ainsi fut scellé le futur partage de la Pologne. Un morceau de la Pologne fut l'os que la tsarine jeta à la Prusse, afin qu'elle se laissât enchaîner tranquillement au char russe pour un siècle.

Je n'entrerai pas dans les détails du premier partage de la Pologne. Il est significatif qu'il fut accompli contre la volonté de l'anachronique Marie-Thérèse par les trois grands piliers des Lumières européennes : Catherine, Frédéric et Joseph. Ces deux derniers, tout fiers de leur [164] politique éclairée grâce à laquelle ils piétinaient la superstition du droit international traditionnel, furent assez sots pour ne pas voir qu'ils vendaient leur âme et leur corps au tsarisme russe, en prenant part au démembrement de la Pologne.

Rien ne pouvait être plus propice aux desseins de Catherine que ces princes éclairés des États voisins. « Les Lumières et la Raison » furent le mot d'ordre du tsarisme en Europe au XVIII^e siècle, tout comme la libération des peuples le fut au XIX^e siècle.

Aucune spoliation, aucune violence, aucune oppression ne furent perpétrées par le tsarisme sans qu'il invoquât le prétexte des Lumières, du « libéralisme » et de la libération des peuples. Et les puérils Libéraux d'Europe occidentale - y compris Mr Gladstone - l'ont cru, tout comme les conservateurs, non moins bornés, croient dur comme fer aux phrases sur la défense de la légitimité, le maintien de l'ordre, la religion, l'équilibre européen et la sainteté des traités - tous slogans qui se trouvent en même temps dans la bouche de la Russie officielle. La diplomatie russe est parvenue à berner à la fois les deux grands partis bourgeois de l'Europe. A elle et à elle seule, on permettra d'être aussi bien légitimiste que révolutionnaire, conservatrice que libérale, orthodoxe que « progressiste », en un seul souffle. On comprend le

mépris avec lequel les diplomates russes contemplant l'Occident « cultivé ».

Après la Pologne, ce fut le tour de l'Allemagne. L'Autriche et la Prusse étaient aux prises durant la guerre de Succession de Bavière de 1778, et une fois de plus au bénéfice de nulle autre que de Catherine. La Russie était devenue trop grande pour convoiter encore - comme le fit Pierre - l'appartenance à la Diète de l'Empire germanique, en acquérant quelque petite principauté allemande. Elle visait maintenant à obtenir la position qu'elle tenait déjà en Pologne, et que la France détenait dans l'Empire allemand - celle de garante de l'anarchie allemande contre toute tentative de réforme. Et elle obtint cette position. En 1779, la Russie entreprit, aux côtés de la France, de cautionner le traité de Teschen, de même que tous les [165] précédents traités de paix confirmés par celui-ci, notamment celui de Westphalie (1648). L'impuissance de l'Allemagne se trouva ainsi scellée et paraphée, et ce pays fut désigné pour faire l'objet d'un partage entre la France et la Russie.

La Turquie ne fut pas oubliée. Les guerres russes contre la Turquie coïncident toujours avec les époques où la Russie vit en paix avec ses voisins de l'Occident et où l'Europe est occupée ailleurs. Catherine mena deux guerres de ce genre. La première se solda par des conquêtes sur la mer Asov et par l'indépendance de la Crimée, transformée quatre ans plus tard en province russe. La seconde guerre porta la frontière russe du Bug au Dniestr. Dans ces deux guerres, des agents russes avaient poussé les Grecs à se révolter contre les Turcs. Naturellement les insurgés furent finalement abandonnés à leur sort par le gouvernement russe.

Durant la guerre d'Indépendance américaine, Catherine a, pour la première fois, revendiqué pour elle-même et pour ses alliés la formule de la « neutralité » dite Nordique (1780), qui revendique la limitation des droits réclamés par l'Angleterre pour ses navires de guerre en haute mer. Cette formule est restée depuis lors un but constant de la politique russe. Pour l'essentiel, elle fut reconnue plus tard par l'Europe et l'Angleterre elle-même lors du congrès de la paix à Paris

(1856). Seuls les États-Unis d'Amérique n'en veulent rien entendre jusqu'ici ⁷¹.

La Révolution française fut une autre aubaine pour Catherine ⁷². N'ayant absolument pas à redouter l'extension des idées révolutionnaires à la Russie, elle n'y vit qu'une nouvelle occasion de jeter la discorde entre les États européens pour que la Russie obtienne sa liberté de manœuvre. Après la mort de ses deux voisins et amis si éclairés, Frédéric-Guillaume II de Prusse et Léopold d'Autriche s'efforcent de s'engager dans une politique indépendante. C'est alors que la Révolution fournit à Catherine la meilleure occasion - sous prétexte de combattre la France républicaine - d'enchaîner de nouveau l'un et l'autre à la Russie et, pendant qu'ils étaient occupés à la frontière française, de procéder à de nouvelles annexions [166] en Pologne. La Prusse aussi

⁷¹ Durant la guerre d'Indépendance américaine, l'Amirauté anglaise usa de son droit de visite et de saisie des navires neutres commerçant avec l'Amérique ou transportant des armes en contrebande. Ce droit de l'Angleterre était une arme mortelle pour la Russie. En effet, en cas de guerre, l'Angleterre eût pu asphyxier par un blocus maritime, étant donné que l'industrie russe était encore trop arriérée pour suffire aux besoins normaux et, à plus forte raison, exceptionnels d'un pays en guerre.

Catherine de Russie profita de la guerre d'Indépendance américaine pour s'opposer aux prétentions anglaises d'hégémonie sur mer. Elle fit sa déclaration sur la neutralité armée le 11 mars 1780, proposant que les navires neutres eussent le droit de commercer librement avec les belligérants, que la propriété ennemie fût inviolable dès lors qu'elle circulait sous pavillon neutre. Elle n'admit le blocus qu'au cas où l'entrée dans un port était pratiquement bloquée par des navires de guerre. Par la suite, la diplomatie russe sut faire adhérer à ce projet le Danemark, la Suède, la Prusse, l'Autriche, le Portugal et le Royaume des Deux-Siciles.

À propos de l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la déclaration de neutralité de 1856, cf. Marx-Engels, *La Guerre civile aux États-Unis*, Éditions 10/18, p. 174-78, l'article intitulé « Le Cabinet de Washington et les Puissances Occidentales ».

⁷² La Révolution française, dans la mesure où elle bouleversa, à l'intérieur et à l'extérieur, les structures économiques et sociales précapitalistes, était l'ennemie de la réaction tsariste. Cependant, étant donné qu'elle fut une révolution partielle, puisqu'elle amenait une autre classe exploiteuse au pouvoir, elle finit par trouver un compromis, voire le soutien, de toutes les forces établies déjà au pouvoir, y compris les précapitalistes. Tel est le fondement de l'alliance entre les capitalismes avancés et les régimes les plus arriérés, en l'occurrence de tsarisme.

bien que l'Autriche tombèrent dans le piège. Et quoique la Prusse eût joué, de 1787 à 1791, le rôle d'allié de la Pologne contre Catherine, elle se ravisa bientôt et réclama cette fois une plus grande part du butin polonais. Cependant quoique cette fois-ci, l'Autriche reçût elle aussi une portion de la Pologne, Catherine réussit à s'adjuger la plus grande partie du butin : presque toute la Russie-Banche et la Petite-Russie furent rattachées à la Grande-Russie.

Mais cette fois-ci, la médaille eut son revers : le soulèvement de la Pologne absorba, de 1792 à 1794, les forces de la coalition et affaiblit leur puissance offensive contre la France au point que celle-ci fut assez forte pour remporter toute seule la victoire. Certes, la Pologne succomba, mais sa résistance avait sauvé la Révolution française, et celle-ci a inauguré un mouvement général devant lequel le tsarisme lui-même est impuissant. Pour cette raison nous n'oublierons jamais en Occident ce que nous devons à la Pologne. Mais - comme nous le venons plus loin - ce n'est pas la seule fois que la Pologne ait sauvé une révolution européenne.

Dans la politique de Catherine, nous voyons déjà se dessiner nettement tous les traits essentiels de la politique russe actuelle : l'incorporation de la Pologne - même si, pour commencer, une partie du butin devait être abandonnée aux voisins - ; la transformation de l'Allemagne en le prochain objet de partage ; Constantinople, le grand objectif, à ne jamais oublier dans les lents empiètements ; la conquête de la Finlande qui doit servir à couvrir Pétersbourg, la Suède était dédommée par la Norvège, offerte à Gustave IV par Catherine à Frederikshamn⁷³ ; l'affaiblissement de l'hégémonie britannique sur mer par des limitations sanctionnées par le droit international ; l'incitation à la révolte des rayas chrétiens de Turquie ; enfin, une bonne provision de phraséologie libérale et légitimiste pour servir, selon les besoins, de poudre aux yeux à ceux qui croient aux grands mots, c'est-à-dire les philistins « cultivés » de l'Occident la soi-disant opinion publique.

⁷³ En été 1783, à l'initiative du roi de Suède Gustave III, celui-ci rencontra Catherine II à Frederikshamn (Finlande). Gustave voulait sonder l'impératrice russe sur ses intentions vis-à-vis de la Turquie et de la Crimée. Pour sa part, Catherine II s'efforça de parvenir à un rapprochement avec la Suède, afin de faciliter ses préparatifs de guerre contre la Turquie.

[167]

Lors de la mort de Catherine en 1796, la Russie possédait déjà plus que ce que le chauvinisme le plus exigeant pouvait désirer. Tout ce qui portait un nom russe - à l'exception de quelques Petits-Russiens d'Autriche - était sous le sceptre, de son successeur, qui put dès lors se parer à bon droit du titre d' « Autocrate de toutes les Russies ». Non seulement l'accès à la mer avait été conquis, mais sur la Baltique, tout comme sur la mer Noire, la Russie possédait un large littoral et de nombreux ports. Non seulement des Finnois, des Tatares et des Mongols, mais encore des Lithuaniens, des Suédois, des Polonais et des Allemands étaient sous la domination russe. Que souhaiter de plus ? N'importe quelle autre nation s'en serait tenue là. Pour la diplomatie russe - la nation n'étant pas consultée - ce n'était qu'une base de départ, en vue de conquêtes plus sérieuses.

La Révolution française s'était déchaînée jusqu'à ses extrêmes limites et s'était donnée à elle-même un souverain et maître - Napoléon. Elle avait ainsi rendu apparemment justice à la sagesse supérieure de la diplomatie russe, qui ne s'était pas laissée intimider par l'immense soulèvement populaire. L'ascension de Napoléon fournit maintenant à cette diplomatie l'occasion de nouveaux succès : l'Allemagne en était pratiquement au point où elle devait suivre le destin de la Pologne. Cependant le successeur de Catherine - Paul - était borné, capricieux et imprévisible ; il contrecarrait sans cesse l'action des diplomates. Étant devenu insupportable, il fallut s'en débarrasser. Il n'était pas difficile de trouver des officiers de la Garde pour faire cette besogne : Alexandre, l'héritier du trône, fit partie du complot et servit de couverture. Paul fut étranglé, et une nouvelle campagne fut aussitôt inaugurée pour la plus grande gloire du nouveau tsar qui, après une telle accession au trône, fut l'esclave à vie de la bande jésuite des diplomates.

Celle-ci laissa le soin à Napoléon de détruire de fond en comble l'Empire germanique et de pousser à son comble le trouble qui y régnait. Cependant, la Russie surgit de nouveau au moment du règlement des comptes. La paix [168] de Lunéville (1801) avait attribué à la France toute la rive gauche du Rhin et stipulé que les princes allemands ainsi dépossédés seraient dédommagés sur la rive droite par les possessions impériales appartenant à l'Église, aux évêchés, abbayes, etc. C'est alors que la Russie vint rappeler sa qualité de garante, acquise à Teschen en 1779 : la Russie comme la France, l'autre garant

de la désintégration de l'Allemagne, n'avait-elle pas son mot - important - à dire dans la distribution des compensations ? Or la désunion, la cupidité et la bassesse des princes allemands contribuaient à ce que le mot de la Russie et de la France fût décisif. C'est ainsi que l'on aboutit à ce que la Russie et la France établissent un plan de partage des territoires de l'Église entre les potentats dépossédés et que ce plan, conçu par l'étranger dans l'intérêt de l'étranger, fût dans ses grandes lignes érigé en statut légal de l'Empire allemand (résolution de la Diète impériale de 1803) ⁷⁴

En réalité, la fédération de l'Empire allemand fut dissoute : l'Autriche et la Prusse agirent comme des États européens indépendants et - exactement comme la Russie et la France - considérèrent les petits États uniquement comme des territoires à conquérir. Quel devait être maintenant le sort de ces petits États ? La Prusse était encore trop petite et trop jeune pour en revendiquer la suprématie, et l'Autriche venait de perdre l'ultime vestige de cette suprématie. En revanche, la Russie et la France revendiquèrent toutes deux l'héritage de l'Empire allemand. La France avait détruit le vieil Empire par la force des armes ; elle pesait lourdement sur les petits États, maintenant que son territoire confinait tout au long du Rhin ; la gloire et les victoires de Napoléon et des armées françaises firent le reste pour jeter les petits princes allemands aux pieds du despote. Et la Russie ? Maintenant qu'elle avait à portée de main l'objectif qu'elle s'était fixé depuis une centaine d'années, maintenant que l'Allemagne, en pleine décomposition, gisait à terre, moribonde seule et impuissante, la Russie pouvait-elle tolérer que le parvenu corse lui soufflât sa proie sous le nez ?

La diplomatie russe commença aussitôt une campagne [169] en vue de conquérir la suprématie sur les petits États allemands. Il est évident que c'eût été impossible sans la victoire sur Napoléon. Il importait donc de gagner les princes allemands et la soi-disant opinion publique de l'Allemagne - dans la mesure où l'on pouvait en parler alors. Les princes furent soumis à un traitement diplomatique, et les philistins à un traitement littéraire. Tandis que les flatteries, les me-

⁷⁴ En octobre 1801, la France et la Russie se mirent d'accord pour donner la Rhénanie à la France : 112 États allemands cessèrent d'exister et passèrent indirectement sous le protectorat français. D'un point de vue formel, cet accord fut sanctionné par une résolution de la prétendue Assemblée nationale allemande, la Diète de Ratisbonne (25 février 1803).

naces, les mensonges et les pots-de-vin se déversaient à flot sur les cours, le public fut inondé de mystérieux pamphlets glorifiant la Russie, seule puissance capable de sauver l'Allemagne et de lui offrir une protection efficace. Au reste, elle en avait aussi bien le droit que le devoir, -en vertu du traité de Teschen de 1779. Et quand éclata la guerre de 1805, il devait être clair, pour quiconque avait les yeux un tout petit peu ouverts, que la seule question qui se posait, était celle de savoir si les petits États devaient former une Confédération rhénane, sous hégémonie française ou russe.

Le sort favorisa l'Allemagne. Les Russes et les Autrichiens furent battus à Austerlitz, et la nouvelle Confédération rhénane ne devint pas un avant-poste du tsarisme. Le joug français était du moins moderne, et il forçait les princes allemands à en finir avec les plus criants anachronismes de leur mode d'existence passé ⁷⁵.

Après Austerlitz, il y eut l'alliance prusso-russe, Iéna, Eylau, Friedland et la paix de Tilsitt (1807). Ici encore se manifesta l'immense avantage que la Russie possède en raison de sa solide position stratégique. Défaite au cours de deux campagnes, elle réussit à conquérir - aux dépens de son ancien allié - de nouveaux territoires et l'alliance avec Napoléon en vue du partage du monde : à Napoléon l'Ouest, à la Russie l'Est !

Le premier fruit de cette alliance fut la conquête de la Finlande. Sans la moindre déclaration de guerre, mais avec l'assentiment de Napoléon, les Russes envahirent le pays : l'incapacité, la désunion et la vénalité des généraux suédois lui assurèrent une facile victoire. Le passage hardi de la Baltique gelée par les forces russes eut pour conséquence un violent changement de dynastie à Stockholm [170] et la cession de la Finlande à la Russie. Mais, quand trois ans plus tard, la rupture entre Alexandre et Napoléon était imminente, le tsar fit venir à Abo, le maréchal Bernadotte, élu prince de la couronne de Suède, et

⁷⁵ La préoccupation de Marx-Engels apparaît clairement ici : il s'agit avant tout d'éviter que l'Europe occidentale ou des parties de celle-ci parvenues au niveau capitaliste ne régressent à un stade inférieur de leur développement à la suite de leur assujettissement à la Russie précapitaliste.

Le rôle en partie positif de Napoléon 1^{er} en Allemagne est dû au fait qu'à la fin du XVIII^e siècle, ce pays était dans une situation où son salut ne pouvait venir que de l'extérieur : cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 100-101, 107-109.

lui promet la Norvège en échange de son entrée dans la coalition anglo-russe contre Napoléon, C'est ainsi que se réalisa en 1.814 le plan de Catherine : à moi la Finlande, à toi la Norvège,

La Finlande ne fut cependant qu'un simple prélude. Ce dont il s'agissait pour Alexandre, c'était comme toujours : Tsarigrad. A Tilsitt et à Erfurt, Napoléon lui avait fermement promis la Moldavie et la Valachie, et lui avait laissé espérer un partage de la Turquie, dont Constantinople devait cependant être exclue. Depuis 1806, la Russie était en guerre contre la Turquie : cette fois, non seulement les Grecs, mais encore les Serbes s'étaient soulevés. Mais ce qui avait été dit simplement de manière ironique de la Pologne était vrai pour la Turquie : le désordre la tenait ensemble. L'inébranlable soldat, fils dit vigoureux paysan turc, trouvait précisément dans ce désordre l'occasion, de réparer le mal causé par les pachas corrompus. On pouvait certes battre les Turcs, mais non les écraser, et les armées russes n'avançaient que très lentement en direction de Tsarigrad.

Cependant, le prix à payer pour avoir les « mains libres » à l'Est était l'adhésion au blocus continental de Napoléon, la suspension de tout commerce avec l'Angleterre. Tout cela signifiait la ruine commerciale de ; la Russie C'était la période où Eugène Onéguine (de Pouchkine) apprenait chez Adam Smith comment une nation devient riche et n'a pas besoin de monnaie tant qu'elle dispose d'un excédent de produits - ce que son père encore était incapable de comprendre, devant hypothéquer l'un après l'autre tous ses domaines ⁷⁶.

La Russie ne pouvait obtenir de l'argent que par le commerce maritime et l'exportation de ses produits bruts vers l'Angleterre, son marché principal d'alors. Or la Russie était désormais beaucoup trop occidentalisée pour pouvoir se passer d'argent. Le blocus commercial devenait insupportable : l'économie politique se montra plus [171] puissante que la diplomatie et le tsar réunis, et le commerce avec l'Angle-

⁷⁶ Aux yeux de Marx-Engels, la théorie d'Adam Smith correspond à une phase progressive vers le capitalisme (en France, en gros, aussitôt après le stade des Physiocrates de l'époque de la monarchie absolue : cf. le IV^e livre du *Capital*, Éditions Costes). Marx donne une brève synthèse du système d'Adam Smith dans son Introduction aux *Grundrisse*, Éditions 10/18, t. I, p. 64-67.

terre reprit en secret, en violation des clauses du traité de Tilsitt, - et la guerre éclata en 1812.

Napoléon - à la tête des armées coalisées de tout l'Occident - franchit la frontière russe. Les Polonais, qui étaient bien placés pour le savoir, lui conseillèrent de s'arrêter à la Dvina et au Dniepr, de restaurer la Pologne et d'y attendre l'attaque russe. Un général de l'envergure de Napoléon eût dû comprendre que c'était là le meilleur plan. Cependant Napoléon, parvenu à cette hauteur vertigineuse mais sur une base peu sûre, ne pouvait plus mener une campagne lente. Il lui fallait absolument des succès immédiats, des victoires éblouissantes, des traités de paix remportés d'assaut. Il dispersa à tous les vents le conseil polonais, avança jusqu'à Moscou - et amena ainsi les Russes à Paris.

La destruction de la grande armée de Napoléon lors de la retraite de Russie donna le signal du soulèvement général contre la domination française en Occident. En Prusse, la nation entière se souleva et obligea le couard Frédéric-Guillaume III à faire la guerre à Napoléon. Sitôt que l'Autriche eut réarmé, elle se joignit à la Russie et à la Prusse. Après la bataille de Leipzig, la Confédération rhénane le lâcha, et Alexandre entra à Paris en maître et seigneur de l'Europe, dix mois à peine après l'entrée de Napoléon à Moscou.

Ayant été trahie par la France, la Turquie avait signé la paix à Bucarest en 1812 et sacrifié la Bessarabie à la Russie. Le congrès de Vienne attribua le royaume de Pologne à la Russie, si bien que près des neuf dixièmes du territoire polonais d'antan se trouvaient maintenant annexés à la Russie. Cependant la position que le tsar occupa désormais en Europe valait encore beaucoup plus que tout cela : il n'avait plus aucun rival sur le continent. L'Autriche et la Prusse étaient à sa remorque. La dynastie française des Bourbon fut rétablie sur le trône grâce à lui et, en conséquence, lui fut soumise. En gage de sa politique russophile, la Suède avait reçu de ses mains la Norvège, Même la dynastie espagnole dut sa : restauration beaucoup plus aux victoires [172] des Russes, des Prussiens et des Autrichiens, qu'à celles de Wellington qui, après tout, n'eût jamais pu renverser l'Empire français ⁷⁷

⁷⁷ En conséquence, les résultats de la lutte pour la libération nationale et l'introduction de structures économiques et sociales bourgeoises en Espagne furent remis en question par la victoire de la Sainte-Alliance dominée par la

Jamais auparavant la Russie n'avait occupé une position aussi puissante. En outre elle avait fait un pas de plus hors de ses frontières naturelles. Si le chauvinisme russe pouvait avoir quelque excuse - je ne dirai pas quelque justification - pour les conquêtes de Catherine, il ne saurait absolument pas en être question pour celles d'Alexandre : la Finlande est finnoise et suédoise, la Bessarabie roumaine, la Pologne du Congrès polonaise. Il ne peut plus être question ici d'union de races éparses et apparentées, portant toutes le nom de russe ; il ne s'agit ici que de conquêtes pures et simples de territoire étranger par la violence ouverte, le brigandage pur et simple.

III

La victoire sur Napoléon fut la victoire de la monarchie européenne sur la Révolution française (dont la dernière étape avait été l'Empire napoléonien). Cette victoire fut célébrée par la restauration de la « légitimité ». Mais tandis que Talleyrand s'imaginait, par cette formule de son invention, appâter le tsar Alexandre, c'était plutôt la diplomatie russe qui menait toute l'Europe par le bout du nez, Sous prétexte de protéger la légitimité, elle fonda la « Sainte-Alliance », cette extension de l'alliance russo-austro-prussienne en une conjuration de tous les princes européens contre leurs peuples, sous l'égide russe. Les autres princes y croyaient ; nous allons voir tout de suite ce qu'en pensaient le tsar et ses diplomates.

Russie en Europe en général. L'influence réactionnaire de la Russie se fit donc sentir Jusqu'à l'autre bout du continent européen - et les Espagnols du-rent recommencer de lutter pour la révolution bourgeoise, cf. Marx-Engels, *Œuvres Politiques*, t. VIII sur « la Révolution espagnole »

Au reste, Engels affirmera plus bas que « la victoire sur Napoléon fut la victoire de la monarchie européenne sur la Révolution française » (dont la dernière étape avait été l'Empire napoléonien). Les craintes de Marx-Engels à propos d'une régression sociale des pays occidentaux dans lesquels le capitalisme était à peine assuré sont donc bel et bien fondées sur une expérience historique. En effet, si Napoléon (la dernière phase de la révolution française) l'eût emporté, on peut admettre, disent les marxistes, que l'histoire - donc l'avènement du socialisme - en eut été accéléré de cinquante ans.

Pour eux, il s'agissait maintenant d'exploiter l'hégémonie, qu'ils venaient de conquérir en Europe, pour faire un pas de plus *en direction de Constantinople*. À cette fin, ils pouvaient disposer de trois leviers : les Roumains, les Serbes, les Grecs. Ces derniers étaient les plus efficaces. C'est un peuple marchand ; or les marchands avaient le plus à souffrir de l'oppression des pachas turcs. Sous la [173] domination turque, les paysans chrétiens se trouvaient dans une position meilleure que partout ailleurs. Ils avaient conservé leurs institutions de l'époque antérieure aux Turcs et s'administraient eux-mêmes en toute indépendance. Tant qu'ils payaient leurs impôts, les Turcs, en règle générale, les laissaient parfaitement tranquilles. Ils avaient rarement à subir des violences, contrairement aux paysans d'Europe occidentale que les nobles opprimaient au Moyen Age. Ils menaient certes une existence indigne, tout juste tolérable, mais nullement accablante du point de vue matériel, une existence conforme au niveau culturel des peuples de cette époque, et c'est ce qui explique que les rayas slaves mirent un temps considérable à s'apercevoir que leur existence était insupportable. En revanche, le commerce des Grecs - depuis que la domination turque les avaient libérés de la concurrence écrasante des Vénitiens et des Génois - avait connu un essor rapide et était devenu si important qu'il ne pouvait plus supporter le joug de la Turquie. Celui-ci, en effet, comme toute domination orientale, est incompatible avec la société capitaliste : la plus-value raflée n'est jamais à l'abri de la convoitise des satrapes et des pachas rapaces. La première condition du mode d'acquisition bourgeois y faisait donc défaut : la sécurité de la personne du marchand et de sa propriété ⁷⁸. Rien d'étonnant à ce que les Grecs, après avoir déjà fait depuis 1774 deux tentatives de soulèvement, se soient une nouvelle fois révoltés.

Or donc, l'insurrection grecque offrit un excellent prétexte. Cependant, pour que la diplomatie russe pût agir efficacement, il fallait empêcher l'Occident d'intervenir : il fallut donc lui procurer de l'occupa-

⁷⁸ De par ses conditions climatiques, maritimes et géographiques, la Méditerranée était éminemment favorable à l'éclosion de la forme mercantile du capitalisme. De fait, Engels situe la jouissance du premier capitalisme en Italie (en Sicile) en 1300, cf. Préface italienne de 1993 du Manifeste communiste.

À propos du stade mercantile de la progression vers le capitalisme, cf. [Un chapitre inédit du Capital](#), 10/18, « Les deux phases historiques du développement économique de la production capitaliste », p. 191-223.

tion chez lui. La phrase de la légitimité avait parfaitement préparé le terrain. Les souverains légitimes s'étaient attirés partout une haine profonde. Les tentatives de rétablir les conditions prérévolutionnaires suscitèrent dans tout l'Occident la panique chez la bourgeoisie. Une sourde fermentation régnait en France et en Allemagne, des soulèvements éclatèrent directement en Espagne et en Italie. La diplomatie tsariste menait ses petites intrigues dans toutes ces conspirations et [174] ces révoltes, non pas en ayant suscité ces troubles et contribué à leurs succès momentanés. Mais elle fit tout ce qu'elle put - par le truchement de ses agents officieux - pour semer le mécontentement et la discorde parmi les sujets de ses alliés légitimistes. Quoi qu'il en soit, elle protégea directement les éléments rebelles de l'Occident, qui manifestaient leur sympathie pour les Grecs. Or qu'étaient les philhellènes, qui collectaient de l'argent, envoyaient des volontaires et des troupes de secours entièrement armées en Grèce, sinon précisément les carbonari et autres libéraux de l'Occident ?

Tout cela n'empêchait absolument pas le tsar éclairé - Alexandre - d'exhorter aux congrès d'Aix-la-Chapelle, de Troppau, de Laibach et de Vérone, ses compères légitimistes, à prendre les mesures les plus énergiques contre leurs sujets en rébellion, à envoyer en 1821 les Autrichiens en Italie, et en 1823 les Français en Espagne pour écraser la révolution ; il alla même jusqu'à condamner apparemment le soulèvement des Grecs, tout en fomentant ce même soulèvement et en excitant les philhellènes occidentaux à redoubler d'activité. Une fois de plus, la stupide Europe fut bernée de la manière la plus incroyable : aux princes et aux réactionnaires, le tsarisme prêchait la légitimité et le maintien du statu quo, aux philistins libéraux, la libération des peuples opprimés et les Lumières : les uns et les autres lui ajoutèrent foi.

À Vérone, le ministre français - le romantique Chateaubriand - fut complètement circonvenu par le tsar. Celui-ci fit miroiter aux yeux des Français la rive gauche du Rhin, s'ils acceptaient de suivre gentiment les Russes. Avec cet espoir, qui plus tard, sous Charles X, fut corroboré par des promesses fermes, la diplomatie russe amadoua la France, dont, hormis quelques brèves interruptions, elle contrôla la politique orientale jusqu'en 1830.

En dépit de tout cela, le monde observait avec méfiance, voire avec indifférence, la politique philanthropique du tsar qui - sous pré-

texte de libérer les Grecs chrétiens du joug musulman - cherchait à se substituer lui-même aux Musulmans. En effet, comme le dit l'ambassadeur russe à [175] Londres, le prince Lieven (cf. sa dépêche du 18-30 octobre 1825) :

« Toute l'Europe considère avec effroi ce colosse russe, dont la force gigantesque n'attend qu'un signal pour se mettre en mouvement contre elle. Il est donc de son intérêt de protéger la puissance turque, cet ennemi naturel de notre Empire. »

La guerre se poursuivait en Grèce avec des fortunes diverses, tandis qu'échouaient toutes les tentatives de la Russie pour occuper les provinces danubiennes avec l'assentiment suprême de l'Europe, afin d'acculer les Turcs à la capitulation. Mais en 1825 les Turcs reçurent l'aide de l'Égypte ; les Grecs furent partout battus, et leur insurrection fut pratiquement écrasée. La diplomatie russe se trouva devant un dilemme : la défaite ou une décision audacieuse.

Le chancelier Nesselrode consulta tous ses ambassadeurs. Pozzo di Borgo à Paris (dépêche des 4-16 octobre 1825) et Lieven à Londres (dépêche des 18-30 octobre 1825) se prononcèrent avec force pour une action audacieuse : il fallait occuper immédiatement les provinces danubiennes, sans se soucier de l'Europe - même au risque d'une guerre européenne. Ce fut manifestement l'avis général des diplomates russes. Cependant Alexandre était faible, capricieux, blasé, d'un mysticisme romantique : du *Grec du Bas-Empire* (comme Napoléon le qualifiait), il tenait, non seulement la ruse et l'hypocrisie, mais encore la versatilité et le manque d'énergie. Il commençait à prendre la légitimité au sérieux, et en eut aussitôt assez des rebelles grecs. Les chemins de fer n'existant pas encore, il était de plus impossible à atteindre, puisqu'il voyageait en Russie méridionale, dans la région de Taganrog. La nouvelle de sa mort se répandit soudainement : il y eut des rumeurs d'empoisonnement. La diplomatie avait-elle éliminé le fils, comme elle avait jadis supprimé le père ? Quoi qu'il en soit, pour elle, il ne pouvait pas mourir plus opportunément.

Nicolas monta sur le trône : c'était un tsar tel que la diplomatie n'en pouvait souhaiter de meilleur : il avait le tempérament médiocre d'un sous-lieutenant, fasciné par [176] tout ce qui avait l'apparence du pouvoir donc susceptible de n'importe quelle action sous l'effet de cette simple apparence. Désormais, les affaires furent menées avec

plus d'esprit de décision, et l'on parvint à entreprendre la guerre contre la Turquie sans que l'Europe s'en mêlât.

On amena l'Angleterre, par des phrases libérales, et la France, par les promesses mentionnées, à ce que leurs flottes combinées à celles de la Russie, attaquaient et détruisaient, le 20 octobre 1827, la flotte turco-égyptienne à Navarin. Et si l'Angleterre ne tarda pas à se raviser, la France des Bourbons, elle, demeura fidèle. Tandis que le tsar déclarait la guerre aux Turcs et que ses troupes franchissaient le Prouth le 6 mai 1828, la France prépara l'embarquement d'un corps expéditionnaire de 15 000 hommes pour la Grèce, où il accosta en août et septembre. Ce fut un avertissement assez clair pour l'Autriche : une guerre avec la France eût été la conséquence d'une tentative de prendre de flanc l'armée russe avançant sur Constantinople. Dans ce cas, en effet, l'alliance russo-française entraînait en application, et l'enjeu en était, pour la Russie, la conquête de Constantinople, pour la France, celle de la rive gauche du Rhin.

Diebitsch, le commandant suprême de l'armée russe, progressa donc jusqu'à Andrinople, mais s'y trouva dans une situation telle qu'il eût été contraint à une retraite précipitée à travers les Balkans, si les Turcs lui avaient tenu tête durant quinze jours. En effet, il ne disposait que de 20 000 hommes, dont un quart atteint de la peste. C'est alors que l'ambassadeur de Prusse à Constantinople se posa en médiateur de la paix sur la foi de rapports mensongers relatifs à l'imminence d'une avance russe, en réalité tout à fait impossible ; bref, il sauva le commandant en chef russe d'une situation que, selon l'expression de Moltke lui-même, « il suffisait de prolonger peut-être de quelques jours seulement pour le précipiter des hauteurs de la victoire dans l'abîme de la défaite » (Moltke, *la Campagne russo-turque*, p. 390).

En tout cas, la paix rapporta à l'Empire russe les embouchures du Danube, un bout de territoire en Asie et des [177] prétextes toujours nouveaux pour s'immiscer dans les affaires des provinces danubiennes. Ces dernières seront désormais jusqu'à la guerre de Crimée le *Kartchama zaiesda* (lieu de repos) pour les troupes russes qui, durant toute cette période, les laisseront rarement inoccupées.

Avant que ces avantages pussent être exploités davantage, il y eut la révolution de juillet. Pour un certain temps, les agents russes gardèrent en réserve leurs phrases libérales : il ne s'agissait plus que de dé-

fendre la « légitimité ». On entreprit une campagne de la Sainte-Alliance contre la France, et au même moment éclata l'insurrection polonaise qui une année entière tint en échec la Russie. Pour la seconde fois, la Pologne sauvait la révolution européenne, en se sacrifiant elle-même ⁷⁹.

Je passe sur les relations russo-turques de la période de 1830 à 1848. Leur importance découlait d'abord de ce que, pour la première fois, la Russie - se posant en protectrice de la Turquie contre son vassal rebelle Mehemet Ali d'Égypte - parvint à envoyer au Bosphore 30 000 hommes pour défendre Constantinople et, en vertu du traité de Unkiar-Skellessi, à placer pratiquement sous domination russe la Turquie, pendant un certain nombre d'années ; ensuite de ce que - grâce à la volte-face et à la trahison de Palmerston - la Russie put d'un jour à l'autre transformer en 1840 une coalition qui la menaçait en une coalition dirigée contre la France, et enfin de ce qu'elle put mettre en œuvre l'annexion des provinces danubiennes, grâce à leur occupation prolongée, à l'exploitation des paysans et à l'appât que constituait pour les boyards le *règlement organique* [cf. Marx, *le Capital* livre 1^{er}, chap. VIII]. Toutefois, pour l'essentiel, cette période fut dédiée à la conquête et à la russification du Caucase, parachevées après vingt années de luttes.

Cependant la diplomatie subit un grave revers, lorsque, le 29 novembre 1830, le grand-prince Constantin dut s'enfuir de Varsovie devant les insurgés polonais, entre les mains desquels tombèrent toutes les archives diplomatiques, y compris les dépêches originales du ministre des Affaires étrangères et les copies officielles de toutes les dé-

⁷⁹ Dans son manuscrit de 1863-1864, sur la Russie et la Pologne, Marx explique que l'insurrection polonaise de 1830, d'une part, a évité à la révolution de Juillet d'être réprimée par les armées contre-révolutionnaires prusso-russes et, d'autre part, a sauvé la rive gauche allemande de l'impérialisme français : « Le 20 novembre 1830, le commandant en chef des armées tsaristes se rendit à Berlin (alors que la révolution polonaise n'avait pas encore éclaté) pour engager le cabinet de Berlin dans une alliance offensive contre la France, alliance que la Prusse accepta naturellement...

« Le 29 novembre 1830, l'insurrection éclata à Varsovie. Avant cela déjà, les Prussiens s'étaient déclarés prêts à une alliance contre la France, et avaient donc reconnu le plan russe de céder les provinces rhénanes à la France comme une manœuvre d'amitié » (cf. Karol Marks, *Przyczynski do historii kwestii polskiej* *Rekopisy z hat 1863-1864*, Varsovie, 1971, p. 345).

pêches [178] importantes des ambassadeurs. Tout le mécanisme de la diplomatie russe de 1825 à 1830 fut ainsi dévoilé. Le gouvernement polonais envoya ces papiers en Angleterre et en France par le truchement du comte Zamoyski, et à l'instigation de Guillaume IV d'Angleterre ils furent publiés en 1835 dans le Portfolio de David Urquhart. Ce Portfolio demeure l'une des sources principales et, en tout cas, la plus incontestable, pour l'histoire des intrigues grâce auxquelles le tsarisme s'efforça d'exciter les nations occidentales les unes contre les autres, afin de les dominer en les divisant ⁸⁰.

La diplomatie russe avait désormais traversé tant de révolutions occidentales, non seulement sans dommage mais, au contraire, en en tirant un profit direct, qu'elle put saluer la révolution de Février 1848 comme un événement éminemment propice. En effet, qu'est-ce qui pouvait être davantage le bienvenu pour elle que, d'abord, l'extension de la révolution à Vienne et, en conséquence, non seulement la suppression du principal adversaire de la Russie - Metternich - mais encore le réveil des Slaves autrichiens - ces alliés virtuels du tsarisme, puis l'éclatement de la révolution à Berlin et, en conséquence, la fin des velléités d'indépendance à l'égard de la Russie d'un Frédéric-Guillaume IV, qui voulait tout et ne pouvait rien ? La Russie était à l'abri de toute contamination, et la Pologne subissait une occupation si pesante qu'elle ne put bouger. Or, lorsque la révolution gagna jusqu'aux provinces danubiennes, la diplomatie russe obtint ce qu'elle souhaitait : un prétexte pour une nouvelle invasion de la Moldavie et de la Valachie, en vue de rétablir l'ordre et d'y renforcer de plus en plus fermement la domination russe.

Mais ce n'était pas tout. L'Autriche - l'adversaire le plus tenace, et le plus obstiné de la Russie aux limites de la péninsule balkanique - se trouvait au bord de la ruine à la suite des soulèvements en Hongrie et à Vienne. Or, la victoire des Hongrois signifiait une nouvelle explosion de la révolution européenne, et les nombreux Polonais luttant

⁸⁰ La Russie régnait sur l'Europe par la division des nations européennes, en appuyant dans leurs querelles, à chaque fois, l'élément européen le plus réactionnaire ou le plus impérialiste contre la tendance progressive. Ainsi, la nature précapitaliste de la Russie jouait en faveur de tous les éléments réactionnaires en Europe occidentale même, ce qui leur donna un poids disproportionné par rapport à leur force réelle en Europe occidentale, freinant donc le mouvement naturel de l'Europe tout entière.

dans l'armée hongroise étaient la garantie que cette révolution n'allait pas s'arrêter de nouveau à la frontière polonaise ⁸¹. [179] C'est alors que Nicolas feignit le magnanime. Il ordonna à ses troupes d'envahir la Hongrie, écrasa l'armée hongroise avec des forces supérieures, parachevant ainsi la défaite de la révolution européenne. Et lorsque la Prusse fit encore des tentatives pour exploiter la révolution en vue de dissoudre la Confédération germanique et placer sous hégémonie prussienne tout au moins les petits États de l'Allemagne du Nord, Nicolas fit citer la Prusse et l'Autriche devant son tribunal à Varsovie et trancha en faveur de l'Autriche. Pour avoir manifesté un instant quelques velléités de résistance, la Prusse fut honteusement humiliée, en guise de remerciement pour sa longue soumission à la Russie. Dans la question du Schlesvig-Holstein, Nicolas trancha également au détriment de l'Allemagne et fit de Christian de Glücksbourg l'héritier du trône de Danemark, après qu'il se fût convaincu qu'il pouvait l'utiliser pour les objectifs du tsarisme. Non seulement la Hongrie, mais encore toute l'Europe gisait aux pieds du tsar - telle fut la conséquence directe de la révolution. La diplomatie russe n'avait-elle pas raison de se passionner dans son for intérieur pour les révolutions de l'Occident ?

La révolution de février avait néanmoins annoncé le glas du tsarisme. L'âme basse de ce médiocre qu'était Nicolas ne pouvait supporter une fortune aussi imméritée. Étant trop pressé d'avancer sur Constantinople, la guerre de Crimée éclata. L'Angleterre et la France se portèrent à l'aide de la Turquie, l'Autriche brûlait du désir d' « étonner le monde par la grandeur de son ingratitude » ⁸². En effet, l'Autriche savait qu'en remerciement de l'aide militaire à la Hongrie et du jugement de Varsovie, on attendait d'elle la neutralité, voire son concours aux conquêtes russes sur le Danube, qui signifiaient son encerclement,

⁸¹ C'est ce qu'Engels avait affirmé au cours des événements mêmes de 1849, cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 251-262, l'article de *La Nouvelle Gazette rhénane*, 9 mai 1849, « La Hongrie ».

⁸² Aux yeux de Marx-Engels, malgré toutes ses compromissions, l'Autriche résista le mieux aux pressions et aux sollicitations réactionnaires de la Russie tsariste. C'est essentiellement à sa position géographique que l'Autriche dut de jouer ce rôle. En effet, elle formait rempart contre la Russie par rapport à la Turquie et aux Balkans, représentant donc à leur égard la défense des tendances plutôt capitalistes progressives de l'Europe.

de Cracovie à Orsova et Zemlin, par la Russie, Or, à cette occasion, l'Autriche eut le courage de son opinion - ce qui ne lui était guère arrivé jusqu'ici.

La guerre de Crimée fut, du commencement à la fin, une énorme comédie de quiproquos, où l'on se demanda à chaque instant : lequel est ici la dupe ? Cependant, cette comédie engloutit des richesses innombrables et plus d'un [180] million de vies humaines. À peine les premières troupes alliées eurent-elles débarqué en Bulgarie, que les Autrichiens occupèrent les provinces danubiennes, tandis que les Russes se retiraient au-delà du Pruth. Ainsi donc, l'Autriche s'était interposée entre les deux parties belligérantes sur le Danube : la continuation de la guerre dans cette région n'était possible qu'avec son consentement. Or l'Autriche était disposée à participer à une guerre à la frontière occidentale de la Russie. Sachant que la Russie ne lui pardonnerait jamais son ingratitude si brutale, elle était prête à se joindre aux Alliés, mais seulement pour une guerre sérieuse, qui restaurerait la Pologne et repousserait au loin la frontière occidentale de la Russie. Une telle guerre eût dû rallier également la Prusse, dont le territoire servait à l'approvisionnement de la Russie. Une coalition européenne aurait bloqué la Russie sur terre et sur mer, et elle l'aurait attaquée avec des forces d'une telle supériorité que la victoire eût été inéluctable.

Cependant, telle n'était pas l'intention de la France et de l'Angleterre. Au contraire, toutes deux étaient contentes d'échapper à toute guerre sérieuse, grâce à l'intervention de l'Autriche. Palmerston proposa donc ce que la Russie espérait, à savoir que les Alliés avançaient en Crimée et s'y enlisaient - et Louis-Napoléon, tout heureux, applaudit des deux mains. Vouloir pénétrer à l'intérieur de la Russie à partir de la Crimée eût été folie du point de vue stratégique. Ainsi donc, la guerre était heureusement transformée en une parodie de guerre, et les principaux belligérants satisfaits. Toutefois le tsar ne pouvait admettre à la longue que des troupes adversaires s'installassent sur le sol russe, au seuil de son Empire : pour lui, la guerre de simulacre redevint donc une véritable guerre. Mais si le terrain était favorable à une guerre feinte, il était dangereux pour une guerre sérieuse. Ce qui représentait le côté fort de la Russie dans la défensive - l'immense étendue de son territoire, peu peuplé, dépourvu de routes et pauvre en ressources - se retournait contre elle-même dès que Nicolas concentra toutes ses

forces militaires sur un point unique de la périphérie, à Sébastopol. Les steppes de Russie méridionale, [181] qui devaient être le tombeau des assaillants, furent celui des armées russes que Nicolas, avec la brutalité bornée qui le caractérisait, expédia l'une après l'autre vers la Crimée, la dernière en plein hiver. Et lorsque celle-ci, hâtivement recrutée, insuffisamment équipée et médiocrement approvisionnée, eut perdu les deux tiers de ses effectifs - des bataillons entiers ayant péri dans les tempêtes de neige - et que les survivants s'avérèrent incapables d'attaquer sérieusement l'adversaire, Nicolas, cette grosse tête creuse, s'effondra lamentablement, n'échappant aux conséquences de sa folie digne d'un César, qu'en prenant du poison.

La paix que son successeur conclut en toute hâte ne lui fut pas trop défavorable. Mais les conséquences de la guerre à l'intérieur de la Russie n'en furent que plus grandes. Pour pouvoir rétablir son pouvoir autocratique à l'intérieur, le tsarisme dut être, à l'extérieur, plus qu'invincible. Il fut obligé à chaque fois de remporter la victoire pour être toujours en mesure de récompenser l'obéissance totale par l'ivresse du vainqueur, grâce à des conquêtes toujours renouvelées. Or voici que le tsarisme s'était effondré lamentablement, juste au moment où il semblait au faite de sa grandeur - et à l'extérieur. Ayant compromis la Russie devant le monde entier, il avait compromis la Russie devant elle-même. Il s'ensuivit un immense dégrisement. Le peuple russe avait été par trop secoué à la suite des immenses sacrifices de la guerre, et le tsar avait dû trop souvent faire appel à son abnégation pour pouvoir le ramener sans plus à l'obéissance passive aveugle. En effet, la Russie venait de progresser quelque peu ⁸³, au plan économique et intellectuel : à côté de la noblesse, on voyait maintenant surgir une seconde classe cultivée - la bourgeoisie. Bref, le nouveau tsar dut jouer au libéral, mais cette fois à l'intérieur. Ainsi fut donnée la première impulsion pour une histoire interne de la Russie, pour un mouvement des esprits à l'intérieur de la Russie et pour son reflet - l'opinion publique qui, si faible fût-elle, devait aller en s'affirmant et, dont il fallait de moins en moins négliger l'existence. C'est ainsi que naquit pour la diplomatie [182] tsariste l'ennemi qui causera fatale-

⁸³ En dépit de ce que les alliés occidentaux conduisirent la campagne de Crimée de la façon la plus molle, la violence exercée eut à longue échéance sur la Russie des répercussions révolutionnaires, cf. Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 304-306.

ment sa perte. En effet, ce genre de diplomatie n'est possible qu'aussi longtemps que le peuple demeure absolument passif ne connaissant d'autre volonté que celle du gouvernement ni d'autre vocation que celle de fournir des soldats et les impôts en vue de réaliser les buts de ses diplomates.

À partir du moment où la Russie a un développement intérieur et, par là même, des luttes intestines de parti la conquête d'une forme constitutionnelle dans laquelle ces luttes de parti se dérouleront sans convulsions violentes n'est plus qu'une question de temps. Or, dans une telle situation, la traditionnelle politique russe de conquête est chose du passé. La constance immuable du but diplomatique s'efface dans la lutte des partis pour le pouvoir : c'en est fait de la disponibilité absolue des forces de la nation - la Russie reste difficile à attaquer et, relativement faible dans l'offensive, mais pour le reste elle devient un pays européen comme tous les autres, et la puissance particulière de sa diplomatie traditionnelle se trouve à jamais brisée.

La Russie ne boude pas, elle se recueille (Fr.), dit le chancelier Gortchakov après la guerre de Crimée. Il ignorait à quel point il disait vrai, mais il ne parlait que de la Russie diplomatique. Or la Russie inofficielle se recueillait elle aussi, et ce recueillement fut même soutenu par le gouvernement. La guerre avait démontré que la Russie avait besoin de chemins de fer et d'une industrie lourde, ne fut-ce que pour des raisons strictement militaires. Ce faisant, le gouvernement concentrait tous ses efforts pour faire naître une classe de capitalistes russes. Or celle-ci ne pouvait exister sans un prolétariat, et pour en créer l'élément il fallait accomplir la prétendue émancipation des paysans. Et le paysan paya sa liberté personnelle, en transférant à la noblesse la meilleure partie de sa propriété foncière. Ce qui lui en resta, était trop pour mourir, et trop peu pour vivre. Tandis que l'*obchtchina* - la commune autogérée par les paysans russes eux-mêmes - fut ainsi attaquée à la racine, la nouvelle grande bourgeoisie put se développer parallèlement comme en serre chaude grâce aux privilèges [183] ferroviaires, à la protection douanière et autres avantages. C'est ainsi que s'amorça dans les villes et les campagnes une complète révolution sociale qui, une fois lancée, ne pouvait plus laisser de répit aux esprits. La jeune bourgeoisie trouva son reflet dans le mouvement libéral pour une Constitution, et le prolétariat naissant dans le mouvement auquel

on donne généralement le nom de *nihilisme*. Telles furent les véritables conséquences du « recueillement » de la Russie.

Dans l'intervalle, la diplomatie ne semblait pas s'apercevoir qu'un adversaire lui était né à l'intérieur. Au contraire, à l'extérieur elle semblait remporter victoire sur victoire. À la conférence de Paris en 1856, Orlov joua le premier rôle, tant convoité par tous : au lieu de sacrifices, il récolta de nouveaux succès. Les droits maritimes de guerre, revendiqués par l'Angleterre et contestés depuis Catherine par la Russie, furent définitivement abolis, et l'on posa la base pour une alliance franco-russe contre l'Autriche. Celle-ci entra en vigueur en 1859, lorsque Louis-Napoléon se mit en devoir de venger la Russie de l'Autriche. Cette année, l'Autriche n'échappa aux effets des accords russo-français qu'en concluant la paix en toute hâte. Mazzini dévoila les conséquences des accords russo-français : en cas de résistance prolongée, un prince russe devait être proposé comme candidat au trône d'une Hongrie indépendante. Mais depuis 1848, les peuples troublaient le jeu de la diplomatie. L'Italie conquit son indépendance et son unité, malgré le tsar et Louis-Napoléon ⁸⁴. La guerre de 1859 avait également fait sortir la Prusse de sa torpeur. Elle avait presque doublé les effectifs de son armée et avait placé à sa tête un homme qui, sur un point au moins, pouvait se mesurer avec la diplomatie russe : le manque de scrupule dans le choix des moyens à employer. Cet homme était Bismarck. Durant l'insurrection polonaise de 1863, il prit parti de manière théâtrale pour la Russie face à l'Autriche, la France et l'Angleterre, favorisant ainsi la victoire des Russes. En échange, il obtint que le tsar renonçât à sa politique traditionnelle dans la question du Schlesvig-Holstein : ces duchés furent arrachés au Danemark en 1864 avec la haute [184] autorisation du tsar. Ce fut ensuite la guerre austro-prussienne de 1866, nouvelle occasion pour le tsar de se réjouir de la correction infligée à l'Autriche et de l'accroissement de puissance de la Prusse, seul vassal resté fidèle - malgré les coups de pied reçus en 1849-1850. La guerre de 1866 entraîna la

⁸⁴ À propos de la cession de Nice et de la Savoie à la France, Marx-Engels ont admis que la Russie avait trempé dans cette affaire impérialiste, qui affaiblit l'Italie au beau milieu de ses luttes révolutionnaires pour se régénérer et se donner une unité nationale, cf. « le Pô et le Rhin », ainsi que « Savoie, Nice et le Rhin » (trad. fr. in *Écrits militaires*, p. 332-429, en ce qui concerne : la Russie, cf. p. 426-429).

guerre germano-française de 1870, qui fut encore une occasion pour le tsar d'être aux côtés de son *djadja molodez* (fameux oncle) prussien : il tint directement en échec l'Autriche, privant ainsi la France du seul allié capable de la sauver d'une défaite totale. Cependant, comme Louis Bonaparte en 1866, Alexandre fut surpris par les succès rapides des armées allemandes en 1870. Au lieu d'une longue guerre qui eût épuisé les deux combattants, une suite de coups rapides amena en cinq semaines la chute de l'Empire bonapartiste et conduisit ses armées en captivité en Allemagne.

À cette époque, il n'y avait plus qu'un seul endroit en Europe où la situation était justement comprise : le Conseil général de l'*Association internationale des travailleurs*. Le 9 septembre 1870, celui-ci lança un manifeste qui établissait un parallèle entre 1866 et 1870 : la guerre de 1866 avait été entreprise avec l'autorisation de Louis-Napoléon, et l'expansion de la puissance prussienne avait suffi à pousser immédiatement la France à une position d'hostilité contre la Prusse. De même, les nouveaux succès de 1870 et l'expansion consécutive de la puissance prussienne obligerait le tsar russe à une position d'hostilité vis-à-vis de l'Allemagne, bien qu'il lui eût donné son appui diplomatique durant la guerre.

La prémisse nécessaire de l'hégémonie russe en Europe est la domination de la Russie sur l'Allemagne. Or, cette domination était désormais brisée. Au moment où en Russie même le mouvement révolutionnaire commence à devenir menaçant, le tsar ne saurait tolérer cette perte de prestige à l'extérieur. Si l'Allemagne pousse aujourd'hui la France dans les bras de la Russie du fait de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, elle devra ou bien se résoudre à devenir ouvertement l'instrument des plans russes de conquête, ou bien - après un bref répit - se préparer à une guerre [185] simultanée contre la Russie et la France, qui pourrait facilement dégénérer en une guerre de race contre une alliance des Slaves et des Latins.

Le nouvel Empire allemand donna à la Russie la satisfaction d'arracher à la France l'Alsace-Lorraine, poussant ainsi la France dans les bras de la Russie. La diplomatie russe se trouvait à présent dans la position enviable de voir dépendre de la Russie les deux pays - la France et l'Allemagne - devenus des ennemis mortels par suite de cette annexion.

Cette conjoncture favorable lui offrit une nouvelle occasion pour effectuer une percée en direction de Tsarigrad - d'où la guerre turque de 1877. Après de laborieux combats, les troupes russes parvinrent en janvier 1878 jusque devant les portes de la capitale turque. Au même moment, quatre vaisseaux de guerre anglais firent leur apparition dans le Bosphore et obligèrent les Russes à faire halte devant les tours de Sainte-Sophie, puis de présenter leur plan de paix à la révision d'un Congrès européen. C'était pourtant - en apparence - un succès énorme. La Roumanie, la Serbie et le Monténégro furent agrandis et obtinrent leur indépendance des mains de la Russie envers laquelle ils contractaient une dette de reconnaissance. Le carré fortifié entre le Danube et les Balkans, ce puissant bastion de la Turquie, fut provisoirement détruit, et le dernier rempart de Constantinople, les Balkans, arraché aux Turcs et désarmé. La Bulgarie et la Rumélie de l'Est furent transformés en apparence en États dépendants de la Turquie, et en réalité en États vassaux de la Russie. La perte de territoire en Bessarabie lui fut largement compensée. En Arménie, la Russie conquiert d'importantes positions. En se rendant complice du démembrement de la Turquie par l'occupation de la Bosnie, l'Autriche devint fatalement l'adversaire de toutes les aspirations serbes à l'indépendance et à l'unité. Enfin, la Turquie, en raison des pertes de territoire, de son épuisement et d'exorbitantes indemnités de guerre, tomba sous la dépendance complète de la Russie, c'est-à-dire dans une position où, conformément aux conceptions russes - tout à fait logiques avec elles-mêmes - elle tenait simplement [186] les Dardanelles et le Bosphore en garde au profit de la Russie. Ainsi, semble-t-il, la Russie n'avait plus qu'à choisir le moment qu'elle jugerait propice pour atteindre son grand objectif final : Constantinople, *la clé de notre maison* (Fr.)

Mais en réalité les choses se présentèrent tout autrement. Si l'Alsace-Lorraine avait poussé la France dans les bras de la Russie, l'avance vers Constantinople et la paix de Berlin jetèrent l'Autriche dans les bras de Bismarck. Et c'est ce qui changea toute la situation. Les grandes puissances militaires du continent se divisèrent en deux grands camps qui se faisaient face de manière menaçante : la Russie et la France d'un côté, l'Allemagne et l'Autriche de l'autre. C'est autour de ces deux camps que les États de moindre importance se grouperont à leur tour. Mais cela signifie que le tsarisme russe ne pourra faire le dernier pas décisif - à savoir s'emparer réellement de Constantinople -

sans provoquer de guerre mondiale dans lesquelles les chances seraient assez égales, car l'ultime issue ne dépendra probablement d'aucun des deux camps qui ouvriront les hostilités, mais de l'Angleterre. En effet, une guerre dans laquelle l'Autriche et l'Allemagne lutteraient contre la Russie et la France empêcherait l'Occident tout entier de s'approvisionner en blé russe par la voie de terre. Or tous les pays occidentaux ne vivent que grâce au blé venant de l'extérieur. Cet approvisionnement ne pourrait donc se faire que par mer, et la supériorité maritime de l'Angleterre lui permet de couper tout l'approvisionnement en direction de la France aussi bien que de l'Allemagne, autrement dit, d'affamer celle-ci aussi bien que celle-là, - selon qu'elle prendra parti pour l'une ou l'autre⁸⁵. Or combattre pour Constantinople dans une guerre mondiale, dont l'issue dépendrait de l'Angleterre - voilà une situation que la diplomatie russe s'est efforcée d'éviter depuis cent cinquante ans. C'est donc l'échec.

En pratique, l'alliance avec une France républicaine, dont le personnel dirigeant change constamment, n'est nullement une affaire sûre pour le tsarisme, et elle correspond encore moins à ses vœux les plus chers. Seule une monarchie française restaurée pourrait, en tant qu'alliée, [187] offrir des garanties dans une guerre aussi terrible, une guerre que seul les temps modernes rendent possibles. C'est ce qui explique que le tsarisme ait pris depuis cinq ans les Orléans sous sa protection particulière : il leur a fallu nouer des liens de parenté, en contractant mariage avec la famille royale danoise, cet avant-poste russe sur le Sund. Et en vue de préparer la restauration des Orléans, promu donc au rang d'avant-poste russe en France, on utilisa le général Boulanger, dont les partisans les plus proches en France se vantent que la source secrète de leurs fonds si largement distribués par eux ne serait nulle autre que le gouvernement russe lui-même, qui a mis à leur disposition *quinze millions de francs* pour leur campagne. De la sorte, la Russie s'immisce de nouveau dans les affaires internes des pays occidentaux, et joue la carte du chauvinisme impatient des bourgeois français contre l'esprit révolutionnaire des ouvriers français.

⁸⁵ Ce thème est plus amplement développé dans l'article qu'Engels écrivit pour coordonner la politique des partis ouvriers français et allemands en ce qui concerne la Russie et la guerre européenne prévisible, cf. Marx-Engels, *Le Parti de classe*, t. IV, Éditions Maspéro, p. 66-75.

En général, les événements depuis 1878 montrent clairement combien la position de la diplomatie russe s'est dégradée, surtout depuis que les peuples prennent de plus en plus le droit de dire leur mot - et ce, avec succès. Rien ne va plus, même dans la péninsule des Balkans dans laquelle les Russes se posent par vocation en libérateurs des peuples. Les Roumains ont dû rétrocéder leur part de la Bessarabie, en remerciement de ce qu'ils ont aidé les Russes à vaincre devant Plevna : ils ne se laisseront pas facilement appâter par la promesse d'obtenir un jour la Transylvanie et le Banat. Les Bulgares en ont franchement assez d'une libération à la façon tsariste qui leur envoie des agents russes dans le pays. Seuls les Serbes et tout au plus les Grecs - parce que tous deux se trouvent en dehors de la ligne directe de Constantinople - ne sont pas encore effarouchés. Les Slaves d'Autriche que le tsar se sent appelé à libérer de l'oppression allemande, ont pu - tout au moins dans la partie cislethannienne de l'Empire - jouir d'une certaine autonomie. La formule de la libération des peuples chrétiens opprimés utilisée par le tsar tout-puissant ne produit plus le moindre effet ; elle peut tout au plus être utilisée en Crète et en Arménie ; en Europe, elle ne prend plus - même chez [188] les pieux Libéraux anglais. Depuis que l'américain Kennan a révélé à la face du monde les procédés infâmes par lesquels le tsarisme réprime dans son propre Empire toute velléité de résistance, même un admirateur du tsar tel que Gladstone ne risquera plus une guerre à cause de la Crète ou de l'Arménie.

Nous voici au cœur du problème. Le développement interne de la Russie depuis 1856 que la politique du gouvernement a soutenu, a produit ses fruits. La révolution sociale a fait des progrès gigantesques. La Russie s'occidentalise chaque jour davantage ; la grande industrie, les chemins de fer, la transformation de toutes les prestations naturelles en paiements monétaires et la dissolution consécutive des fondements de l'ancienne société se développent avec une rapidité croissante. Or c'est au même rythme que se développe l'incompatibilité du tsarisme absolutiste avec la nouvelle société en formation. Des partis d'opposition - constitutionnels et révolutionnaires - se constituent, et le gouvernement ne peut les dominer qu'en multipliant les actes de violence. La diplomatie russe voit avec consternation approcher le jour où le peuple russe aura son mot à dire et où le souci de ses propres affaires intérieures lui ôtera l'envie et le temps de se préoccuper d'enfantillages tels que la conquête de Constantinople, de l'Inde,

voire de l'hégémonie mondiale. La révolution qui, en 1848, s'est arrêtée à la frontière polonaise, frappe maintenant à la porte de la Russie, et elle possède déjà à l'intérieur assez d'alliés, qui n'attendent qu'une occasion pour lui ouvrir la porte.

Certes, à lire les journaux russes, on pourrait croire que toute la Russie soutient avec enthousiasme la politique de conquête du tsar. Tout y serait chauvinisme, panslavisme, libération des chrétiens du joug turc, émancipation des Slaves du joug germano-magyar. Mais, en premier lieu, chacun connaît les chaînes qui pèsent sur la presse russe ; en second lieu, le gouvernement a cultivé depuis des années ce chauvinisme et ce panslavisme dans toutes leurs variantes ; en troisième lieu, cette presse - pour autant qu'elle exprime une opinion indépendante - n'exprime que les [189] sentiments de la population urbaine, c'est-à-dire de la bourgeoisie de formation récente, qui est naturellement intéressée aux nouvelles conquêtes et à l'extension du marché russe. Toutefois, cette population urbaine ne représente dans tout le pays qu'une minorité infime. Dès lors que l'Assemblée nationale donnera à l'immense majorité du peuple russe - donc à la population paysanne - l'occasion de faire entendre sa voix, on entendra des choses tout autres. Les expériences que le gouvernement a faites avec les zemstvos - conseils de districts - et qui l'obligèrent à les supprimer de nouveau, nous garantissent qu'une assemblée nationale russe sera obligée de poser une barrière décisive à toutes les aspirations à des conquêtes nouvelles - ne serait-ce que pour surmonter les difficultés intérieures les plus pressantes.

Trois faits dominent l'actuelle situation en Europe 1° l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne ; 2° les visées de la Russie tsariste sur Constantinople ; 3° dans tous les pays, la lutte toujours plus chaude entre prolétariat et bourgeoisie, lutte dont le thermomètre est le mouvement socialiste partout en plein essor.

Les deux premiers faits déterminent l'actuelle division de l'Europe en deux grands camps armés. L'annexion allemande de l'Alsace-Lorraine fait de la France l'alliée de la Russie, tandis que la menace

tsariste contre Constantinople force l'Autriche et même l'Italie à s'allier avec l'Allemagne. Les deux camps réarment pour le combat décisif, une guerre telle que le monde n'en a jamais vue, où dix à quinze millions de combattants en armes se feront face. Deux seules circonstances ont empêché jusqu'ici que cette guerre effroyable n'éclate : premièrement, le progrès vertigineux de la technique de l'armement qui fait, par exemple, que le modèle de tout fusil nouvellement inventé est dépassé par de nouvelles inventions, avant même *qu'une armée* ait pu l'introduire dans ses rangs ; deuxièmement, l'incertitude absolue pour chacun de prévoir les chances qu'il a de sortir finalement victorieux de ce combat gigantesque.

[190]

Toute menace de guerre mondiale s'évanouirait le jour où un changement de la situation intérieure en Russie permettrait au peuple russe de mettre fin à la traditionnelle politique de conquête de ses tsars et de s'attaquer à ses propres problèmes vitaux, plus compromis que jamais, au lieu de rêver à la domination mondiale.

Ce jour-là, Bismarck perdra tous ses alliés contre la France, alliés que la menace russe lui a jetés dans les bras. Ni l'Autriche ni l'Italie n'auront plus alors le moindre intérêt à tirer les marrons du feu au profit de l'empereur d'Allemagne dans une gigantesque guerre européenne. L'Empire allemand retombera dans l'isolement où, comme le dit Moltke, tout le monde le craint et personne ne l'aime - ce qui est et demeure le résultat inévitable de toute sa politique. Au reste, le rapprochement mutuel entre la Russie luttant pour sa liberté et la France républicaine sera alors conforme à la situation des deux pays et ne constituera plus un danger pour la situation générale de l'Europe. Dans ces conditions, Bismarck - ou son successeur - y regarderait donc à deux fois avant de susciter une guerre contre la France, dans laquelle il ne serait épaulé ni par la Russie contre l'Autriche, ni par l'Autriche contre la Russie, dans laquelle ces deux puissances se réjouiraient des défaites qui lui seraient infligées, et dans laquelle il est très problématique qu'il puisse venir à bout de la France sans concours extérieur. Et puis toutes les sympathies seraient alors du côté de la France, qui dans le pire des cas serait assurée de ne subir aucune nouvelle amputation de territoire. En somme, au lieu de s'orienter vers la guerre, l'Empire allemand ne tarderait sans doute pas à trouver l'isolement si insupportable, qu'il chercherait un arrangement sincère avec

la France : tout le terrible danger de guerre serait alors écarté, *l'Europe pourrait désarmer* - et l'Allemagne en serait le principal bénéficiaire ⁸⁶. Le même jour, l'Autriche perdrait sa seule raison d'être historique - à savoir faire barrage à l'avance russe en direction de Constantinople. Le Bosphore n'étant plus menacé par la Russie, l'Europe perd tout intérêt à la survie de ce conglomérat bigarré et hétéroclite de peuples. Dès lors la prétendue [191] question d'Orient, avec le maintien de la domination turque dans les régions slaves, grecques et albanaises, deviendra un sujet d'indifférence aussi grand que la lutte pour la possession de l'accès à la mer Noire, que personne ne pourra plus dès lors monopoliser contre l'Europe. Les Magyars les Roumains, les Serbes, les Bulgares, les Albanais, les Grecs, les Arméniens et les Turcs seront alors enfin en état de liquider leurs points de litiges réciproques, en dehors de l'intervention des puissances étrangères, de fixer eux-mêmes les frontières de leurs divers territoires nationaux et d'administrer leurs affaires intérieures comme bon leur semble. Du même coup, on constatera que le grand obstacle à l'autonomie et au libre regroupement des peuples et débris de peuples, des Carpates à la mer Égée, n'était autre que ce même tsarisme, qui utilisait la prétendue libération de ces peuples comme prétexte pour masquer ses plans de domination mondiale.

La France serait libérée de la contrainte tout à fait contre nature où l'a mise son alliance avec le tsar. Si l'alliance avec la République répugne au tsar, l'alliance avec le despote, le geôlier de la Pologne et de la Russie, répugne encore plus au peuple révolutionnaire de France. Dans une guerre aux côtés du tsar, la France ne pourrait guère - en cas de défaite - employer son grand et seul moyen de salut, le remède de 1793 : la révolution et la mobilisation de toutes les grandes forces populaires par la terreur et la propagande révolutionnaire en pays ennemi. En effet, dans cette éventualité, le tsar s'allierait immédiatement avec les ennemis de la France, étant donné que les temps ont considérablement changé depuis 1848 et que, dans l'intervalle, le tsar a fait connaissance à ses propres dépens avec le terrorisme en Russie. En

⁸⁶ Nous n'avons pu reprendre ici l'importante étude (*Kann Europa abriisten ?*) qu'Engels, a consacré aux possibilités de désarmement à la fin du siècle dernier, ou mieux, d'une proposition d'introduction générale de la milice, cf. Marx-Engels, *Werke*, 22, p. 369-399. Engels y traite de la Russie, p. 387-392.

somme, l'alliance avec le tsar ne signifie nullement un renforcement de la France, bien au contraire : au moment du plus grand péril, elle l'empêcherait de tirer l'épée. Mais si en Russie, à la place du puissant tsar, il y avait une Assemblée nationale russe, l'alliance de la Russie nouvellement émancipée avec la République française serait logique et naturelle ; une telle alliance, au lieu de le freiner, favoriserait le mouvement révolutionnaire en [192] France, et serait un avantage pour tout le prolétariat européen en lutte pour son émancipation. En conséquence, la France elle aussi ne pourrait que bénéficier de la chute de la toute-puissance tsariste.

Dans ces conditions, tout prétexte disparaîtrait pour la folle course aux armements, qui transforme toute l'Europe en un camp militaire et fait presque apparaître la guerre comme un soulagement. Même le Reichstag allemand ne devrait pas tarder alors à opposer un refus aux demandes d'argent, sans cesse croissantes, à des fins de guerre.

De ce fait, l'Occident se trouverait placé dans une situation dans laquelle il pourrait se préoccuper de sa mission historique actuelle, sans être distrait, ni troublé par l'intrusion d'éléments étrangers : le conflit entre prolétariat et bourgeoisie avec le passage de la société capitaliste à la société socialiste.

Or, la chute de l'autocratie tsariste accélérerait encore de manière directe ce processus. Le jour où le régime tsariste - ce dernier grand bastion de toute la réaction européenne - s'écroulera, un vent entièrement nouveau soufflera sur toute l'Europe. Or les gouvernements réactionnaires d'Europe le savent très exactement : malgré toutes leurs querelles avec le tsar à propos de Constantinople, etc., ils peuvent être amenés un jour à lui jeter dans les bras Constantinople, le Bosphore, les Dardanelles et tout ce qu'il pourrait réclamer, pour peu qu'il les protège contre la révolution. C'est pourquoi, le jour où cette forteresse principale passera elle-même dans les mains de la révolution, c'en sera fait pour les gouvernements réactionnaires de l'Europe de la dernière étincelle de confiance en soi et de sécurité. Ils en seront alors réduits à leurs seules ressources, et ils ne tarderont pas à constater que cela fait une grande différence. Peut-être même seront-ils tentés d'envoyer leurs armées en Russie afin d'y rétablir l'autorité du tsar - ils ne pourraient pas trouver de meilleurs moyens pour détruire leur propre autorité. Quelle ironie de l'histoire !

Tels sont les points qui font que l'Europe occidentale - surtout la classe ouvrière - est intéressée, profondément intéressée à la victoire du parti révolutionnaire russe et par [193] la chute de l'absolutisme tsariste. Comme si elle se trouvait sur une pente raide, l'Europe se précipite avec une rapidité croissante vers l'abîme d'une guerre mondiale d'une ampleur et d'une violence inégalées. Une seule chose peut arrêter sa course : un changement de système en Russie. Il n'est pas douteux que ce changement s'accomplisse, mais puisse-t-il survenir avant que l'inévitable se produise !

[194]

[195]

LA RUSSIE

Deuxième partie

ÉCONOMIE ET FORCES RÉVOLUTIONNAIRES EN RUSSIE

[Retour à la table des matières](#)

[196]

[197]

Deuxième partie :
Économie et forces révolutionnaires
en Russie

**I. LA CLASSE OUVRIÈRE
ET LA RUSSIE**

« Il ressort de manière irréfutable de l'ouvrage de Flérovsky que la situation actuelle en Russie n'est plus tenable à la longue, que l'émancipation des serfs n'a fait qu'accélérer le processus de désagrégation, et qu'une terrible révolution attend la Russie. On y trouve également la base réelle du nihilisme jeune-russe qui est aujourd'hui de mode chez les étudiants russes, etc. Entre parenthèses, il s'est formé à Genève une colonie de réfugiés russes, qui a inscrit à son programme la lutte contre le panslavisme et a pris rang dans l'Internationale. » (MARX à ENGELS, 12 février 1870.)

[Retour à la table des matières](#)

[197]

FRÉDÉRIC ENGELS EN QUOI LA POLOGNE CONCERNE-T-ELLE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

I

The Commonwealth, 24 mars 1866.

[Retour à la table des matières](#)

À chaque fois que la classe ouvrière est intervenue pour son compte dans l'agitation politique, toute sa politique étrangère a pu dès le début se résumer en quelques mots : [198] restauration de la Pologne ⁸⁷. Ce fut le cas pour le mouvement chartiste, tant qu'il a subsis-

⁸⁷ Engels écrivit cette série d'articles - qui est restée incomplète à la suite de difficultés de publication - à la demande de Marx lors de la polémique soulevée par la décision de la Conférence de Londres (1865) d'inscrire la question de l'indépendance de la Pologne à l'ordre du jour du congrès de l'Internationale de Genève. Engels s'efforce d'y réfuter la position tout à fait négative des Proudhoniens dans la question nationale et le caractère réactionnaire du « principe des nationalités » bourgeois. Pourtant l'insurrection polonaise de 1863 avait été le signal de la reprise révolutionnaire sur le continent, et notamment du mouvement ouvrier après la dure défaite de 1849. Qui plus est, la III^e Internationale avait été créée en liaison avec la question polonaise - ce qui montre l'importance non exagérée par Marx-Engels de la lutte contre le tsarisme. En effet, on sait que la réunion inaugurale de l'A. I. T. fut convoquée pour proclamer la solidarité des ouvriers européens avec les Polonais, à la suite d'une circulaire des ouvriers anglais aux français.

Dans l'article sur la Pologne, Engels explique précisément en quoi la classe ouvrière est intéressée au rétablissement de la Pologne, et avec cet article nous passons à la seconde moitié de notre recueil sur la Russie - celui où Marx-Engels analysent les conditions économiques et les forces politiques et sociales qui détruiront finalement le bastion russe de la réaction européenne.

té ; ce fut le cas pour les ouvriers français, aussi bien avant 1848 que durant la mémorable année 1848, lorsqu'ils marchèrent le 15 mai sur l'Assemblée nationale au cri de « Vive la Pologne ! »⁸⁸. Ce fut le cas pour l'Allemagne, lorsqu'en 1848 et 1849 les organes de la classe ouvrière demandèrent que l'on fit la guerre à la Russie pour restaurer la Pologne. C'est aujourd'hui encore le cas - à une exception près, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir -, les travailleurs d'Europe proclament unanimement que la restauration de la Pologne fait partie intégrante de leur programme politique et exprime de la manière la plus significative leur politique étrangère.

La bourgeoisie a, elle aussi, des « sympathies » pour les Polonais, mais elles ne l'ont nullement empêché, au moment même où elle intervenait en paroles en leur faveur, de soutenir les pires ennemis de la Pologne, Lord Palmerston, par exemple, n'a pas manqué en 1831, 1846 et 1863 de lâcher les Polonais au moment décisif.

Il en va autrement de la classe ouvrière. Elle veut l'intervention, et rejette le principe de la non-intervention. Elle veut la guerre contre la Russie tant que celle-ci ne laissera pas la Pologne en paix. C'est ce qu'elle a démontré, à chaque fois que les Polonais se sont soulevés contre leurs oppresseurs.

Engels montre que la pleine solidarité ouvrière avec la revendication d'indépendance nationale de la Pologne opprimée par le tsarisme et les oligarchies autrichienne et prussienne a une importance primordiale : elle n'exprime pas seulement un jugement historique, formulé dans des écrits théoriques, mais encore un véritable déploiement de forces pour la I^{re} Internationale. En offrant à la Pologne l'appui total des classes ouvrières européennes, la révolte polonaise devint le levier pour une situation révolutionnaire internationale. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie avec la Commune de Paris, puisque la lutte pour la systématisation des nations modernes d'Europe orientale, centrale et méridionale aboutit en 1870 au renversement du bonapartisme, qui fut la prémisse de la glorieuse Commune de Paris. Cf. Marx-Engels, *Le Parti de classe*, t. 1, p. 124-138.

⁸⁸ Le 5 mai 150 000 manifestants dirigés par Blanqui marchèrent à Paris sur l'Assemblée nationale, qui débattait de la question polonaise. Ils pénétrèrent de force dans la salle de séance et exigèrent un soutien militaire pour la Pologne en lutte pour son indépendance. Ces revendications ayant été rejetées, les manifestants tentèrent de disperser l'Assemblée nationale et de constituer un nouveau gouvernement provisoire. Finalement les manifestants furent dispersés par la troupe et des sections de la garde nationale.

Tout récemment l'Association internationale des travailleurs a donné une expression plus complète à ce sentiment et à cet instinct universellement répandus dans la classe ouvrière qu'elle représente, en inscrivant sur son drapeau : « Résistance aux empiètements russes en Europe - Restauration de la Pologne ⁸⁹ »

Ce programme de politique étrangère a trouvé l'assentiment unanime des travailleurs d'Europe occidentale et centrale auxquels il était adressé. Cependant comme nous l'avons dit plus haut, il y a eu une exception parmi les ouvriers de France, chez la petite minorité de partisans de feu P.-J. Proudhon. Celle-ci se distingue tout à fait de la majeure partie des ouvriers conscients et avancés, dont [199] elle déclare qu'ils sont des fous ignorants. De fait, dans la plupart des questions, elle affiche des opinions diamétralement opposées aux leurs. C'est ce qui se vérifie également dans sa politique étrangère. Les Proudhoniens, siégeant pour juger du cas des Polonais opprimés, prononcent le même verdict que la cour de Stalybridge : « Cela leur servira de leçon. » Ils admirent la Russie comme le grand pays de l'avenir, comme la nation la plus progressiste du monde, à côté de laquelle un pays aussi misérable que les États-Unis ne vaut même pas la peine d'être nommé. Ils ont accusé le Conseil central de l'Association internationale des travailleurs d'appliquer le principe bonapartiste des nationalités et de mettre le magnanime peuple russe au ban de l'Europe civilisée - ce qui est un grave péché contre les principes de la démocratie universelle et de la fraternité entre toutes les nations. Tel est l'acte d'accusation ⁹⁰. Abstraction faite de la phraséologie démocratique, on s'aperçoit aussitôt qu'il coïncide littéralement avec ce que

⁸⁹ Engels fait allusion au point 9 de l'ordre du jour préparé par le sous-comité du Conseil central de l'Internationale pour la conférence de Londres de 1865, cf. *Le Conseil Général de la Première internationale. 1864-1866. La Conférence de Londres. 1865. Procès-verbaux*. Éditions de Moscou, 1972, p. 92-94.

Malgré la résistance des Proudhoniens, Marx parvint à faire accepter par la conférence de Londres la résolution sur l'indépendance de la Pologne, cf. la séance du 27 septembre 1865, *I. c.*, p. 205-207.

⁹⁰ Engels fait allusion au texte du proudhonien Hector Denis qui fit paraître une série d'articles sur la question polonaise de mars à juillet dans la *Tribune du Peuple*, ainsi que les accusations élevées par *l'Écho de Verviers* de décembre 1865 contre le Conseil central, cf. Marx-Engels, *le Mouvement ouvrier français*, Petite Collection Maspéro, t. II p. 38.

l'aile extrême des conservateurs de tous les pays se plaît à dire de la Pologne et de la Russie. Ces charges ne méritent même pas qu'on les réfute, mais comme elles émanent d'une fraction de la classe ouvrière - si infime soit-elle - nous estimons qu'il est désirable de nous arrêter à la question russo-polonaise et de mettre en évidence ce que l'on peut appeler la politique extérieure des travailleurs unis d'Europe.

D'abord, pourquoi ne parlons-nous jamais que de la seule Russie, lorsqu'il est question de la Pologne ? Deux puissances allemandes - l'Autriche et la Prusse - n'ont-elles pas participé au démembrement de la Pologne ? Ne tiennent-elles pas également des parties de la Pologne sous le joug et, en alliance avec la Russie, ne font-elles pas tout ce qui est en leur pouvoir pour opprimer tout mouvement national des Polonais ?

Il est de notoriété publique que l'Autriche s'est débattue pour se retirer des affaires polonaises, et qu'elle s'est opposée pendant très longtemps aux plans de partage de la Russie et de la Prusse. La Pologne était une alliée naturelle de l'Autriche contre la Russie. Lorsque celle-ci est devenue une puissance redoutable, rien ne pouvait être davantage [200] dans l'intérêt de l'Autriche que de maintenir la Pologne vivante entre elle et l'Empire russe. C'est seulement lorsque l'Autriche vit que le sort de la Pologne était scellé, que les deux autres puissances - avec ou sans l'Autriche - étaient déterminées à l'anéantir, c'est alors seulement que l'Autriche se joignit à elles, pour des raisons d'autoconservation, afin de pas être oubliée dans le partage. Dès 1815, cependant, elle se prononça pour la restauration d'une Pologne indépendante ; en 1831 et 1863, elle était prête à entrer en guerre pour cet objectif et à renoncer à sa partie, si l'Angleterre et la France voulaient l'appuyer. Ce fut la même chose pendant la guerre de Crimée. Nous ne disons pas cela pour justifier la politique générale du gouvernement autrichien. L'Autriche a amplement démontré que l'oppression d'une nation plus faible entraine dans les us et coutumes de ses souverains. Mais, dans le cas de la Pologne, l'instinct de conservation était plus fort que la soif de nouveaux territoires ou que les habitudes de la dynastie. C'est pourquoi nous écartons pour l'heure l'Autriche de notre champ de vision.

En ce qui concerne la Prusse, sa participation à la Pologne est trop réduite pour peser dans la balance. Son amie et alliée, la Russie, est parvenue à alléger la Prusse des neuf-dixièmes de ce qu'elle avait ob-

tenue lors des trois partages. Or le peu qui lui reste encore lui pèse comme un cauchemar : il a enchaîné la Prusse au char de triomphe de la Russie, il a permis au gouvernement russe, même en 1863 et 1864, de pratiquer impunément en Prusse-Pologne toutes les violations de la loi, toutes les infractions aux libertés individuelles, au droit de réunion et à la liberté de la presse qu'il s'est appliqué ensuite d'étendre au pays tout entier : il a faussé tout le mouvement libéral de la bourgeoisie prussienne, qui, par crainte de risquer quelques kilomètres carrés de terre à la frontière orientale, permit au gouvernement de mettre les Polonais hors la loi.

Les travailleurs non seulement de Prusse, mais de toute l'Allemagne, ont avant tous les autres un intérêt particulier à la restauration de la Pologne, et à chaque mouvement révolutionnaire ils ont prouvé qu'ils en étaient conscients. [201] La restauration de la Pologne signifie pour eux l'émancipation de leur propre pays du vasselage russe. Et c'est pourquoi nous écarterons également la Prusse de notre champ d'analyse.

Lorsque la classe ouvrière de Russie - à supposer qu'il existe dans ce pays une classe au sens où on l'entend en Europe occidentale - se donnera un programme politique, et que ce programme contiendra la libération de la Pologne alors nous écarterons également la Russie, conçue comme nation, de notre champ d'analyse, et nous n'accuserons plus que le gouvernement tsariste ⁹¹.

⁹¹ Engels montre clairement qu'il distingue entre la Russie que le développement économique et social n'a pas encore doté de classes distinctes et celle qui a déjà produit des classes antagonistes. Ce n'est bien sûr qu'à un stade déterminé de l'évolution sociale que surgissent les classes, cf. *Le Fil du Temps*, no 9, sur « la Succession des Formes de production et de société dans la théorie marxiste ».

Certains sociaux-démocrates ont prétendu, pour justifier leur trahison lors de leur adhésion à l'union sacrée avec leur bourgeoisie au moment de la Première Guerre mondiale, que Marx-Engels voulaient que la *démocratie* allemande fît la guerre à la *barbare* Russie. Cette affirmation tourne le dos à toutes les positions et même à la méthode marxiste qui est toujours d'analyser concrètement le rapport de forces et les classes sociales en présence, et non de s'en tenir à des principes généraux abstraits, tels que démocratie, liberté, etc.

Dans sa lettre à Lassalle du 15 septembre 1860, Marx écrit que, contrairement à lui, il ne trouve pas dans la haine de la Russie fort répandue en Al-

II

The Commonwealth, 31 mars 1866

On prétend que si l'on soutient l'indépendance de la Pologne, on reconnaît le « principe des nationalités », qui est une invention bonapartiste, combinée pour soutenir le despotisme napoléonien en France. Or quel est ce « principe des nationalités » ?

Les traités de 1815 ont tracé les frontières des différents États européens uniquement selon le bon plaisir de la diplomatie, et surtout celui de la puissance continentale alors la plus forte : la Russie. Ils ne tinrent compte ni de la volonté, ni des intérêts, ni même des différences nationales de la population. Il en résulta la division de la Pologne, de l'Allemagne, de l'Italie, sans parler des innombrables nationalités plus petites qui peuplent le Sud-Est de l'Europe et dont peu de gens avaient entendu parler à cette époque. A la suite de ces morcellements, le premier pas de tout mouvement politique en Pologne, en Allemagne et en Italie devait se faire dans le sens d'une restauration de cette unité nationale, sans laquelle il n'y a qu'un simulacre de vie nationale. En conséquence après l'échec des tentatives révolutionnaires de 1821-1823 en Italie et en Espagne et une nouvelle fois après la révolution de Juillet 1830- en France, les fractions politiques extrêmes de la [202] majeure partie de l'Europe civilisée nouèrent entre elles des relations et s'efforcèrent d'élaborer une sorte de programme commun : la libération et l'unité des nations opprimées et morcelées devinrent leur mot d'ordre général. Cela se répéta encore en 1848, lorsque le nombre des nations opprimées s'accrut d'une nation, la Hongrie. De fait, il ne peut y avoir deux opinions sur le droit de chacune des grandes formations nationales d'Europe de déterminer elle-même ses propres affaires intérieures, indépendamment de ses voi-

lemagne un motif en soi de satisfaction : « Il est vrai que l'on hait la Russie en Allemagne, et nous avons proclamé, dès le premier numéro de notre *Nouvelle Gazette rhénane*, la guerre contre les Russes comme la mission révolutionnaire de l'Allemagne. Mais haïr et comprendre, ce sont deux choses bien différentes. »

sines, tant qu'elle n'empiète pas sur la liberté des autres. Ce droit de libre disposition est en réalité l'une des conditions fondamentales de la liberté de tous à l'intérieur. Comment l'Allemagne, par exemple, peut-elle aspirer à la liberté et à l'unité si en même temps elle aide l'Autriche à maintenir l'Italie sous le joug, soit directement, soit par le truchement de ses despotes ? Bref, la destruction complète de la monarchie autrichienne est la condition première de l'unification de l'Allemagne !

Ce droit des grandes formations nationales d'Europe à l'indépendance politique reconnue par la démocratie européenne devait naturellement aussi trouver l'assentiment exprès des classes ouvrières. Cela ne signifie en fait rien d'autre que reconnaître pour toutes les grandes nations douées d'une vitalité certaine le droit à une existence propre, droit que les ouvriers de tous les différents pays réclament pour leur classe. Cependant, cette reconnaissance et la sympathie pour ces aspirations nationales se limitent aux grandes nations historiquement bien définies de l'Europe, à savoir l'Italie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Scandinavie, n'étant pas divisées, ni sous contrôle étranger, ne sont donc qu'indirectement intéressées à la question. En ce qui concerne la Russie, on ne saurait la mentionner autrement que comme détentrice d'une masse énorme de biens volés, dont on lui fera rendre gorge le jour où se régleront les comptes.

Après le coup d'État de 1851, Louis Napoléon, empereur « par la grâce de Dieu et de la volonté nationale », devait trouver à sa politique étrangère, un nom aux résonances [203] démocratiques et populaires. Pouvait-il inscrire quelque chose de mieux sur sa bannière que le « principe des nationalités » ? Chaque nationalité doit avoir son libre arbitre - chaque fraction détachée de sa nationalité doit pouvoir s'incorporer à sa mère-patrie : que pouvait-il y avoir de plus libéral ? Mais il suffit de noter ceci : il n'était jamais question de *nations* mais de *nationalités*.

Il n'y a pas en Europe de pays dans lequel différentes nationalités ne soient pas sous la tutelle d'un seul et même gouvernement. Les Gaëls des Hauts-Plateaux et les Gallois sont indubitablement de nationalité autre que celle des Anglais ; cependant, il ne viendrait à l'esprit de personne de qualifier de nations ces vestiges de peuples depuis longtemps disparus, pas plus que les habitants celtes de la Bretagne en

France. En outre, aucune frontière d'État ne coïncide avec la frontière naturelle de la nationalité ou avec la frontière linguistique. Il y a une foule de gens hors de France dont la langue maternelle est le français, de même qu'une masse de gens parlent l'allemand hors des frontières de l'Allemagne : selon toute probabilité, il en sera toujours ainsi. C'est le résultat naturel du développement historique, lent et confus, que l'Europe a connu au cours du dernier millénaire : presque chaque grande nation a vu son corps mutilé de quelques portions périphériques, qui se sont séparées de la vie nationale et participent souvent à la vie nationale d'un autre peuple. - et ce au point de ne plus éprouver l'envie de retourner au tronc premier. Les Allemands de Suisse et d'Alsace ne désirent pas être réunis à l'Allemagne, pas plus que les Français de Belgique et de Suisse ne veulent être rattachés politiquement à la France. Et finalement, ce n'est pas d'un mince avantage que les différentes nations, telles qu'elles sont constituées au niveau politique, renferment le plus souvent dans leur sein quelques éléments étrangers, qui représentent un maillon les reliant à leurs voisines et apportent un changement dans l'uniformité, qui sans eux serait monotone, du caractère national.

C'est là où nous voyons la différence entre le « principe des nationalités » et le mot d'ordre de la vieille démocratie [204] et de la classe ouvrière sur le droit des grandes nations européennes à une existence séparée et indépendante. Le « principe des nationalités » laisse entièrement intacte la grave question du droit à l'existence nationale des peuples historiques d'Europe, et, s'il y touche, ce n'est que pour y jeter le trouble.

Le principe des nationalités soulève deux questions avant tout, celle des frontières entre les grands peuples historiques, et ensuite celle du droit à une existence nationale autonome de ces innombrables petits vestiges de peuples qui, après avoir figuré pendant une période plus ou moins longue sur la scène de l'histoire, ont été finalement absorbés comme partie intégrante de telle ou telle nation plus puissante qui, grâce à sa vitalité supérieure, est parvenue à surmonter des obstacles plus grands.

La signification européenne d'un peuple et sa vitalité n'entrent pas en ligne de compte dans le principe des nationalités ; pour celui-ci, les Roumains de la Valachie, qui n'ont jamais eu d'histoire ni l'énergie nécessaire pour cela, ont le même poids que les Italiens avec leurs

deux mille ans d'histoire et de vitalité nationale sans faiblesse ; les Gallois et les habitants de l'île Man auraient, s'ils en manifestaient le désir, le même droit à une existence politique indépendante que les Anglais - aussi absurde que cela puisse paraître ⁹². C'est une absurdité recouverte d'un habit populaire, afin de jeter de la poudre aux yeux du bon peuple, absurdité que l'on peut utiliser comme mot d'ordre le moment venu, ou laisser de côté quand les circonstances l'exigent.

Pour creux que soit ce principe, il fallut cependant un esprit autrement pénétrant que celui de Napoléon III pour l'imaginer. Le principe des nationalités, loin d'être une invention bonapartiste pour la résurrection de la Pologne, n'est rien d'autre qu'une invention russe, ourdie pour détruire la Pologne. La Russie a absorbé la majeure partie de la vieille Pologne sous le prétexte du principe des nationalités, ainsi que nous allons le voir. Cette idée est déjà vieille de plus de cent ans, et la Russie s'en est constamment servie. Qu'est-ce que le panslavisme sinon l'application, par la [205] Russie dans l'intérêt russe, du principe des nationalités vis-à-vis des vestiges de vieux peuples, serbe, croate, ruthène, slovaque, tchèque, etc., dispersés en Turquie, en Hongrie et en Allemagne ? En ce moment même, le gouvernement russe a des agents qui visitent les Lapons dans le Nord de la Norvège et de la Suède, afin de propager parmi ces populations nomades encore sauvages l'idée d'une « grande nationalité finnoise » qui doit être restaurée dans l'extrême Nord de l'Europe naturellement sous protectorat russe. Le « cri d'angoisse » des Lapons opprimés retentit avec force dans les gazettes russes, mais ce ne sont pas ces nomades opprimés, qui le poussent, mais bien les agents russes. C'est vraiment une dure oppression qui contraint ces pauvres Lapons à apprendre la langue

⁹² Aux yeux de Marx-Engels, les États modernes devaient se systématiser en fonction d'amples besoins historiques, sociaux et nationaux, et non d'après le principe bourgeois et impérialiste des nationalités, auquel on s'est rallié aujourd'hui à l'Est comme à l'Ouest, avec l'autodétermination des peuples qui conduisit, par exemple, au démembrement de l'Afrique en plus de cinquante six États, trop minuscules pour vivre et se développer, et ne pas tomber chacun de son côté aux mains des puissances impérialistes blanches. Le lecteur trouvera un exposé de la question des nationalités dans *Le Fil du Temps*, no 5, sur les « Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste » (voir notamment les chapitres sur la « Question polonaise », « l'Internationale et la question des nationalités », « les Slaves et la Russie » p. 130-143).

civilisée des Norvégiens ou des Suédois, au lieu de se limiter à leur propre idiome semi-esquimau de barbares !

En fait, le principe des nationalités ne pouvait être inventé qu'en Europe orientale, où le flot de l'invasion asiatique, qui se poursuit durant tout un millénaire par vagues successives, déposa ce magma de vestiges ou débris de peuples que l'ethnologue lui-même a du mal à distinguer les uns des autres de nos jours : les Turcs, les Magyars finnois, les Roumains, les Juifs et une bonne douzaine de souches slaves s'entremêlent en une confusion sans limite. Tel est le terrain sur lequel on a pu développer le principe des nationalités, et nous allons voir à l'exemple de la Pologne comment la Russie l'a pratiqué.

III

The Commonwealth, 5 mai 1866.

L'application de la doctrine des nationalités à la Pologne.

Comme la plupart des autres pays européens, la Pologne est peuplée d'habitants de différentes nationalités. La masse de la population, le noyau vital, est indubitablement formé par les Polonais proprement dit qui parlent la langue polonaise. [206] Mais depuis 1390, la Pologne proprement dite est unie au Grand-Duché de Lithuanie qui faisait partie intégrante de la République polonaise jusqu'au dernier partage de 1794. Le Grand-Duché de Lithuanie était peuplé d'une grande variété de races. Les provinces du Nord, sur la Baltique, étaient en possession des *Lithmaniens* proprement dits, qui parlent une langue différente de celle de leurs voisins slaves ; ces Lithuaniens avaient été, dans une large mesure, dominés par des immigrants allemands, qui eux-mêmes avaient le plus grand mal à se défendre contre les Grands-Ducs lithuaniens. Plus au Sud et à l'Est de l'actuel royaume de Pologne, il y avait les *Blancs-Russiens* qui parlent une langue mi-polonaise mi-russe, mais plus proche de cette dernière ; enfin, les provinces méridionales sont peuplées par ce que l'on appelle les *Petits-*

Russiens, dont les linguistes les plus éminents considèrent que la langue est aujourd'hui parfaitement distincte du grand-russien (langue appelée communément le russe). En conséquence, ceux qui prétendent qu'exiger la restauration de la Pologne, c'est se fonder sur le principe des nationalités, ceux-là prouvent tout simplement qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent, car la restauration de la Pologne signifie le rétablissement d'un État composé d'au moins trois de ces nationalités.

Qu'en était-il de la Russie, lorsque le vieil État polonais fut formé en union avec la Lithuanie ? Elle se trouvait sous le joug des conquérants mongols que les Polonais associés aux Allemands avaient rejeté à l'Est du Dniéper quelque cent cinquante ans plus tôt. Il fallut une longue lutte pour que les grands ducs de la Moscovie secouent finalement le joug mongol et se mettent en devoir de combiner en un État les multiples principautés de la Grande-Russie. Mais ce succès ne semble avoir qu'aiguisé leur ambition. À peine Constantinople était-elle tombée aux mains des Turcs, que le grand duc de Moscovie plaça dans ses armoiries l'aigle à double tête de l'Empereur byzantin, faisant ainsi valoir ses prétentions à le venger et à lui succéder ultérieurement. Depuis lors, comme on le sait, les Russes cherchent à conquérir Tsarigrad, la ville du tsar, comme ils appellent Constantinople dans leur langue. Puis ce furent les plaines [207] de la Petite-Russie qui excitèrent leur appétit d'annexion ; mais les Polonais étaient depuis toujours courageux et de plus ils étaient alors aussi un peuple puissant, qui savait non seulement s'affirmer, mais encore exercer, si besoin est, sa vengeance : au début du XVII^e siècle ils parvinrent même à occuper Moscou pendant quelques années.

La décadence des mœurs au sein de l'aristocratie régnante, le manque de force pour développer une bourgeoisie, et les continuelles guerres dévastatrices et ruineuses finirent par briser la puissance polonaise. Un pays persistant à maintenir intact l'ordre social de la féodalité, alors que tous ses voisins progressaient, développant la bourgeoisie, le commerce, l'industrie et les grandes villes - un tel pays est voué à la ruine. Il ne fait pas de doute que l'aristocratie mena la Pologne à la décadence, à la ruine complète ; après avoir ainsi perdu le pays, les aristocrates se reprochèrent mutuellement d'en être responsables et d'avoir vendu le pays à l'étranger. L'histoire polonaise de 1700 à 1772 n'est rien d'autre que la chronique de l'usurpation par les Russes du pouvoir en Pologne, usurpation rendue possible par la cor-

ruption de la noblesse. Les soldats russes tinrent le pays occupé presque sans discontinuer, et les rois polonais - qu'ils aient voulu ou non trahir - tombèrent de plus en plus sous l'emprise de l'ambassadeur russe. Ce jeu se poursuivit avec succès jusqu'au moment où il n'y eut plus aucun cri de protestation en Europe devant l'anéantissement final de la Pologne : les gens furent simplement étonnés de ce que la Russie ait pu être assez magnanime pour céder d'aussi grandes portions de territoire à l'Autriche et à la Prusse.

La manière dont on procéda au partage, est particulièrement significative. Il existait déjà à ce moment-là une « opinion publique » éclairée en Europe. Même si le *Times* n'avait pas encore commencé à fabriquer cet article, il existait à cette époque une sorte d'opinion publique, qui s'était formée sous l'influence énorme de Diderot, de Voltaire et d'autres auteurs français du XVIII^e siècle. La Russie savait fort bien combien il importait d'avoir autant que possible cette opinion publique de son côté, et elle eut à [208] cœur de l'avoir dans son camp. La Cour de Catherine II devint le quartier général des esprits éclairés de l'époque, notamment français ; l'impératrice et sa cour professaient les principes les plus éclairés du rationalisme, et elle parvint si remarquablement à ses fins que Voltaire et bien d'autres se mirent à chanter les louanges de la « Sémiramis du Nord » et à proclamer que la Russie était le pays le plus progressif d'Europe, le foyer des principes libéraux, le champion de la tolérance religieuse.

Tolérance religieuse - c'est précisément le mot qui manquait pour étrangler la Pologne. En matière religieuse, la Pologne avait toujours fait preuve de la plus large tolérance : en témoigne le fait qu'elle donna asile aux Juifs, au moment où ils étaient persécutés dans toutes les parties de l'Europe. La majeure partie de la population des provinces orientales professait la foi gréco-orthodoxe, tandis que les Polonais proprement dits étaient catholiques romains. Au XVI^e siècle, une partie importante de ces gréco-orthodoxes fut contrainte à reconnaître la souveraineté du pape romain ; on les appela Grecs unis. Cependant la plupart continuaient de tenir à leur vieille foi gréco-orthodoxe. C'étaient principalement des serfs, leurs nobles seigneurs professant presque tous le catholicisme romain ; les serfs étaient Petits-Russiens, de nationalité. Or ce gouvernement russe qui, dans le pays qu'il administrait, ne tolérait pas d'autre religion que la grecque orthodoxe et punissait l'apostasie comme un crime, qui conquérait des nations

étrangères et annexait, à droite et à gauche de ses frontières, des provinces étrangères et qui était en train de resserrer encore les chaînes entravant les serfs russes - ce même gouvernement russe se jeta sur la Pologne. Il le fit d'abord au nom de la tolérance religieuse, les Polonais opprimant prétendument les grecs catholiques, ensuite au nom du principe des nationalités, les habitants de ces provinces orientales étant des *Petits-Russiens* et devant donc être annexés à la Grande-Russie, et enfin au nom des droits de la révolution, puisqu'il arma les serfs contre leurs seigneurs.

La Russie n'a pas de scrupules dans le choix de ses [209] moyens. La guerre d'une classe contre l'autre classe est quelque chose d'extrêmement révolutionnaire. On prétend que la Russie a déclenché en Pologne une guerre de ce genre, il y a quelque cent ans déjà : beau modèle de « guerre de classe » que les soldats russes et les serfs petits-russiens incendiant en commun les châteaux des seigneurs polonais dans le seul but de préparer l'annexion russe, qui une fois accomplie vit les soldats russes remettre les serfs sous le joug de leurs seigneurs !

Tout cela s'effectua au nom de la tolérance religieuse, parce que le principe des nationalités n'était pas encore de mode en Europe occidentale. Cependant, à l'époque déjà, il fut agité devant les yeux des paysans petits-russiens et il n'a cessé depuis lors de jouer un rôle important dans les affaires polonaises. Le premier et principal effort de la Russie a été d'unifier toutes les tribus slaves sous l'hégémonie du tsar, qui s'appelle lui-même l'autocrate de toutes les Russies (*Samodergetz vsekh Rossyiskikh*), soit la Petite-Russie et la Russie-Blanche. Et pour démontrer que son ambition ne va pas au-delà, elle prit bien soin, lors des trois partages, de n'annexer que des provinces blanches et petites-russiennes, abandonnant à ses complices le territoire peuplé par les Polonais, voire une partie de la Petite-Russie (Galicie orientale).

Mais où en sont les choses maintenant ? La majeure partie des provinces annexées par l'Autriche et la Prusse en 1793 et 1794 sont maintenant dominées par la Russie sous le nom de royaume de Pologne, et de temps en temps l'espoir naît chez les Polonais que, s'ils se soumettaient purement et simplement à la souveraineté de la Russie et renonçaient à revendiquer les vieilles provinces lithuaniennes, ils pourraient espérer une réunion de toutes les autres provinces polo-

naises et la restauration de la Pologne sous l'égide de l'empereur de Russie. Et si dans la conjoncture critique actuelle, la Prusse et l'Autriche devaient en venir aux mains, il est plus que probable que cette guerre se déroulerait en fin de compte non seulement pour que la Prusse annexe le Schleswig-Holstein, ou l'Italie Venise, mais encore pour que la Russie annexe la partie autrichienne [210] de la Pologne ou, pour le moins, une partie de la Prusse-Pologne.

Voilà pour ce qui concerne le principe des nationalités dans les affaires polonaises. ⁹³

(La série d'articles s'interrompt ici.)

KARL MARX LA QUESTION DE L'ABOLITION DU SERVAGE EN RUSSIE

New York Tribune, 19 octobre 1858.

[Retour à la table des matières](#)

La question du servage semble actuellement prendre une tournure sérieuse en Russie : on le constate le mieux aux mesures extraordinaires que le tsar Alexandre II a été poussé à prendre lorsqu'il a convoqué à Saint-Pétersbourg une sorte de représentation générale de la noblesse en vue de délibérer sur l'abolition du servage. L'activité du haut-comité pour la question agraire s'est déroulée pratiquement sans résultat et n'a suscité que de violentes polémiques parmi ses propres membres, polémiques au cours desquelles l'archiduc Constantin - le président de ce comité - a pris position avec le parti vieux-russe contre le tsar. Il semble que la plupart des comités de gouvernement n'aient, pour leur part, saisi l'occasion des délibérations officielles sur les mesures préparatoires à l'émancipation des paysans que pour faire échec à ces mesures. Il existe sûrement dans la noblesse russe un parti, qui

⁹³ Le lecteur se reportera aux *Écrits militaires* (p. 447-449) pour la proclamation, rédigée par Marx, de l'Association culturelle des ouvriers allemands de Londres en faveur de la Pologne (1863).

défend l'abolition du servage ; cependant, il est non seulement en minorité, mais encore d'avis différent dans les questions les plus importantes. Il semble aussi qu'il soit de mode dans la noblesse libérale russe de se déclarer contre la servitude, mais de n'admettre l'émancipation que dans des conditions telles qu'elle est ramenée purement et simplement à une escroquerie. En réalité, cette résistance ouverte contre l'émancipation, ou son soutien mitigé n'est que [211] trop naturelle chez les anciens partisans du servage. Cessation de revenus, diminution de valeur de leur propriété foncière et restriction sérieuse du pouvoir politique à l'exercice duquel s'étaient habitués tous ces nombreux petits autocrates, qui trouvent leur centre dans le grand autocrate - telles sont les conséquences immédiates qu'ils prévoient ; et l'on peut difficilement attendre d'eux qu'ils s'enthousiasment pour tout cela.

En raison de l'incertitude qui règne sur la dévalorisation des domaines, il est déjà devenu impossible aujourd'hui de contracter un prêt contre la garantie d'une propriété foncière. Une grande partie de la propriété foncière est hypothéquée au bénéfice de l'État en Russie, et les propriétaires fonciers se demandent comment ils devront remplir leurs obligations vis-à-vis de l'État. Un grand nombre d'entre eux ont grevé leurs biens de dettes privées et vivent des redevances de leurs serfs, qui se sont fixés dans les villes comme commerçants, artisans, manœuvres ou travailleurs. Ces recettes disparaîtraient naturellement avec l'abolition du servage. Il y a en outre des boyards, qui possèdent un nombre limité de serfs et, en conséquence aussi, des étendues de terre relativement petites. Si, comme cela doit se produire en cas d'émancipation, chaque serf reçoit une parcelle de terre, les possesseurs de ces serfs seront réduits à la mendicité. Du point de vue des grands propriétaires fonciers, l'émancipation paysanne est presque considérée comme une renonciation à leur pouvoir politique. Dès lors que les serfs seront émancipés, quelle véritable barrière pourra bien encore les protéger de l'arbitraire du tsar ? Et en outre, qu'en sera-t-il des impôts dont la Russie a le besoin le plus urgent ? D'autant que leur montant dépend de la valeur réelle du sol. Quel sera le sort des paysans de la couronne ? Toutes ces questions sont soulevées et donnent aux partisans du servage mainte forte position, derrière laquelle ils se retranchent solidement. Cette histoire est aussi vieille que l'histoire des peuples.

De fait, on ne peut libérer la classe opprimée sans porter préjudice à la classe qui vit de son oppression, *sans bouleverser de fond en comble toute la superstructure de [212] l'État*, qui repose sur une base sociale aussi misérable. Lorsque le moment est venu pour une telle transformation, il se manifeste d'abord un grand enthousiasme, on échange joyeusement des congratulations pour témoigner de sa bonne volonté réciproque, avec des paroles sur l'amour universel du progrès, etc. Mais sitôt que les actes se substituent aux paroles, nombreux sont ceux qui reculent, par crainte des esprits qu'ils suscitent, tandis que la plupart affirment leur résolution de combattre pour leurs intérêts réels ou imaginaires. C'est seulement sous la pression de la révolution ou sous l'effet d'une guerre que les gouvernements légitimes d'Europe ont été capables d'abolir le servage. Le gouvernement prussien n'osa penser sérieusement à la libération des paysans, lorsqu'ils languissaient sous le joug de fer de Napoléon de sorte que l'on fut obligé de reprendre la question en 1848 - et aujourd'hui encore c'est, sous une forme modifiée, une question que devra résoudre une future révolution.

En Autriche, ce n'était ni le gouvernement légitime, ni la bonne volonté des classes dominantes, qui résolurent cette question, mais la révolution de 1848 et le soulèvement de la Hongrie.

En Russie, Alexandre 1^{er} et Nicolas s'efforcèrent certes non pas pour des motifs quelconques d'humanité, mais pour des raisons d'État, d'effectuer par des moyens pacifiques un changement de la situation des masses populaires ; cependant, tous deux échouèrent. Il convient d'ajouter qu'après la révolution de 1848-1849, Nicolas abandonna ses propres plans de libération d'antan, et devint un partisan zélé du conservatisme. En ce qui concerne Alexandre II, c'est à peine si la question se posait du choix : devait-il éveiller ou non les éléments endormis ? L'héritage de la guerre que lui avait laissé son père réclama des masses populaires russes des sacrifices inouïs. On peut en mesurer concrètement l'ampleur par le simple fait suivant : dans le court laps de temps allant de 1853 à 1856, la somme de papier-monnaie en circulation, mais non couverte, passa de trois cent trente millions à environ sept cents millions de roubles, toute l'augmentation du papier-monnaie étant [213] représentée uniquement par de simples impôts anticipés. Alexandre II ne fit que suivre l'exemple d'Alexandre 1^{er} qui consola les paysans avec des promesses d'émancipation durant la

guerre contre Napoléon. En outre, la récente guerre de Crimée s'acheva par une défaite humiliante, du moins aux yeux des serfs, dont on ne saurait attendre qu'ils soient familiarisés avec les secrets de la diplomatie. Or son nouveau règne étant inauguré par des défaites et des humiliations, il sera difficile de ne pas tenir les promesses faites aux paysans durant la guerre - s'engager dans cette voie serait cependant périlleux, même pour le tsar.

On peut douter que Nicolas lui-même - avec ou sans la guerre orientale - eût été en état de différer longtemps encore cette question. En tout cas, Alexandre II ne le pouvait plus. Cependant il admit - et son hypothèse n'est pas tout à fait sans fondement - que les nobles, qui étaient tous habitués à obéir, ne reculeraient pas devant ses ordres, voire considéreraient que leur honneur voulait qu'ils jouent un rôle dans ce grand drame, si on le leur permettait au moyen de quelques comités. Cependant, ces calculs se sont révélés faux. D'autre part, les paysans, qui se faisaient une idée fabuleuse de ce que le tsar pensait faire pour eux, commencèrent à perdre patience, lorsqu'ils constatèrent que leur maître n'avancait que très lentement. Les incendies allumés çà et là dans quelques gouvernements sont des signaux d'alarme qui ne trompent pas. On sait, en outre, qu'en Grande-Russie, comme dans les territoires qui faisaient autrefois partie de la Pologne, il y a eu des émeutes accompagnées de scènes horribles qui poussèrent la noblesse à quitter les campagnes pour la ville, où à l'abri des murs et des garnisons elle peut se rire des esclaves insurgés. C'est dans ces conditions qu'Alexandre II a estimé qu'il valait mieux convoquer une sorte de représentation des états. Or qu'advient-il si cette assemblée se révèle comme étant un tournant dans l'histoire de la Russie ? Qu'advient-il si les nobles justifient leur propre émancipation politique et en font la condition préalable à toute concession qu'ils feront au tsar en ce qui concerne l'émancipation de leurs serfs ?

[214]

FRÉDÉRIC ENGELS
LA MENACE RUSSE AU MOMENT
DE LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE
ET DE LA COMMUNE

Article de la *Pall Mall Gazette*, du 16 mars
1871, intitulé « La Situation en Russie ».

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur le directeur de la *Pall Mall Gazette* ⁹⁴

Le gouvernement anglais déclare qu'il n'est pas au courant d'une alliance entre la Russie et la Prusse. En Allemagne, nul ne conteste l'existence d'une telle alliance ; au contraire, la presse prussophile s'en réjouit, tandis que les journaux antiprussiens s'en indignent. L'un de ces derniers - le *Volksstaat* - estime que Mr. Gladstone, par ses dénégations, a simplement voulu laisser entendre qu'on n'avait pas affaire à un traité d'alliance, mais à un rapport de vassal - en l'occurrence, il a parfaitement raison.

Les télégrammes qui ont été échangés entre Versailles et Saint-Pétersbourg, ainsi qu'entre « votre Guillaume fidèle jusqu'à la mort »

⁹⁴ La cause directe de cet article est le fait qu'en mars 1871 la Bourse de Londres avait souscrit un emprunt de 12 millions de livres au profit de la Russie. Comme on le voit, Marx-Engels n'ont pas manqué de constater l'évolution nouvelle des rapports entre Europe occidentale et tsarisme russe, à savoir qu'en renflouant régulièrement la Russie, l'Angleterre, puis l'Allemagne et la France, démontrèrent que la réaction tsariste ne les dominait plus au point de menacer de renverser le système bourgeois en Europe occidentale, mais au contraire était toujours plus au service de l'impérialisme des métropoles capitalistes avancées.

Cet article trouve sa place dans la partie économique de ce recueil traitant des forces qui saperont le tsarisme traditionnel.

et son neveu Alexandre, qui le maintient en vie, ne laissent vraiment aucun doute sur les relations existant entre les deux grandes monarchies militaires du continent. Soit dit en passant, ces télégrammes furent publiés tout d'abord dans le *Journal de Saint-Pétersbourg*. Tout aussi caractéristique est le fait que vous ne publiez pas à la lettre les articles de la presse allemande : le passage dans lequel l'empereur Guillaume assurait qu'il était soumis au tsar jusqu'à la mort a été passé sous silence. En tout cas, les mots mêmes de cette correspondance ne laissent aucun doute sur le fait que l'empereur Guillaume veut exprimer le profond sentiment de dépendance qu'il nourrit à l'égard de la Russie, ainsi que sur le fait qu'il est tout prêt à se mettre à la disposition de la Russie en contre-partie. Le fait que l'empereur ait déjà dépassé [215] les soixante-dix ans et que l'humeur de l'héritier présumé - (le kronprinz Frédéric-Guillaume) - soit incertaine n'est évidemment qu'une raison supplémentaire pour forger le fer tant qu'il est chaud ⁹⁵.

En outre, la situation interne de la Russie est toute autre que satisfaisante. Les finances sont dans un état quasi désespéré ; la façon toute particulière avec laquelle on a appliqué l'émancipation des paysans et les autres transformations sociales et politiques, qui en découlaient, a complètement dérégulé la production agricole. Les demi-mesures de caractère libéral qui tour à tour sont décidées, puis retirées, pour être à nouveau concédées, ont laissé aux classes cultivées une marge juste suffisante pour développer une opinion publique tout à fait caractéristique : celle-ci se trouve, en effet, sur tous les points en désaccord avec la politique étrangère que l'actuel gouvernement semble vouloir suivre jusqu'ici. En Russie, l'opinion publique est pour l'essentiel frénétiquement panslaviste, c'est-à-dire hostile aux trois « oppresseurs » de la race slave : les Allemands, les Hongrois et les Turcs. Une alliance prussienne lui serait tout aussi odieuse qu'une alliance autrichienne ou turque. Elle exige, en outre, une action militaire

⁹⁵ Nous ne reproduisons pas ici les textes sur Les rapports de Marx-Engels, comme dirigeants de la 1^{re} Internationale, avec les révolutionnaires russes, notamment la section russe qui demanda à Marx d'être le responsable de la Russie auprès du Conseil général de l'A. 1. T. On les trouvera dans Marx-Engels, *Le Parti de classe*, t. II, p. 130-140 : « Admission de la section russe de Genève dans l'A. I. T. » Dans ce même volume, on trouvera les rapports entre Marx et Bakounine, cf. notamment p. 154-169 le compte rendu de Marx sur l'activité de Bakounine.

directe en sens panslaviste. L'action souterraine, tranquille et lente, mais extrêmement sûre, de la diplomatie russe traditionnelle met sa patience à rude épreuve. Des succès tels qu'ils furent obtenus à la conférence de Paris en 1856, si importants fussent-ils, ne valent rien aux yeux de panslavistes. Ils entendent uniquement le « cri de douleur » des frères de race opprimés ; ils ne sentent rien de manière aussi pressante que la nécessité de rétablir la suprématie perdue de la Sainte-Russie, en réussissant un coup d'éclat, une guerre de conquête. Si nous considérons tout cela et, en outre, les grandes lignes de chemins de fer stratégiques en direction du sud et du sud-ouest qui sont maintenant suffisamment achevées pour servir efficacement à des attaques contre l'Autriche ou la Turquie ou contre les deux à la fois, n'y a-t-il pas là une puissante impulsion donnée au gouvernement russe et au tsar Alexandre en personne pour utiliser le moyen bonapartiste traditionnel : parer aux difficultés [216] intérieures en déclenchant une guerre extérieure, et ce, tant que l'alliance prussienne semble encore sûre ?

Dans ces conditions, le nouvel emprunt russe de douze millions de livres sterling acquiert une importance toute particulière. Certes on a assisté à une protestation patriotique à la bourse ; cependant, on annonce qu'elle a été et est restée sans signature, et nous entendons que le montant de l'emprunt a été plus que couvert. C'est la *Ostsee-Zeitung* de Stettin qui nous apprend dans quelles intentions entre autres, on veut utiliser ces douze millions. Ce journal n'a pas seulement eu depuis de longues années les meilleures informations sur les affaires russes, mais il a encore été suffisamment indépendant pour les publier. La guerre franco-prussienne, dit le correspondant pétersbourgeois de ce journal (dans le style nouveau qui se manifeste depuis le 4 mars), aurait convaincu les autorités militaires russes de l'inefficacité totale du système de fortifications tel qu'il a été pratiqué jusqu'ici dans les réalisations russes, et le ministère de la guerre aurait déjà dressé un plan pour les modifications qui s'imposent.

« On apprend que le nouveau système, qui repose sur l'introduction de forts détachés, doit être réalisé pour la première fois dans les fortifications les plus importantes aux frontières, dont la reconstruction doit être entreprise tout de suite. Les premières fortifications qui doivent être pourvues de forts détachés, sont Brest-Litovsk, Deblin et Modlin. »

Or il se trouve que Brest-Litovsk, Deblin (ou Ivangorod) et Modlin (ou Novogeorgiesk, de son nom russe officiel) sont précisément les trois places fortes qui - ayant Varsovie comme point central - dominent la majeure partie du royaume de Pologne. Actuellement, Varsovie ne reçoit pas, pour de bonnes raisons, de forts détachés. En effet, elle les possède déjà depuis un certain nombre d'année. La Russie ne perd pas de temps pour consolider sa puissance en Pologne et pour renforcer sa base d'opération contre l'Autriche : la précipitation dont elle fait preuve n'est pas d'un bon présage pour la paix européenne.

On pourrait considérer tout cela comme de pures mesures [217] défensives. Toutefois, le correspondant du journal mentionné nous apprend encore :

« Les préparatifs de guerre qui ont commencé en Russie lorsque la guerre franco-allemande a commencé, sont poursuivis avec un zèle qui ne se relâche point. Récemment le ministère de la Guerre a décrété la formation des quatrièmes bataillons. L'exécution de cet ordre a déjà commencé dans tous les régiments, y compris ceux du royaume de Pologne. Les détachements pour le service des chemins de fer et des télégraphes 'en campagne, tout comme les compagnies sanitaires sont déjà organisés. Les hommes de troupe reçoivent des informations détaillées et sont exercés dans leurs différentes fonctions, tandis que les compagnies sanitaires sont même initiées aux premiers soins à donner aux blessés, aux méthodes pour lutter contre les hémorragies et pour réanimer les évanouis. »

Or dans presque chaque grande armée du continent les régiments d'infanterie sont constitués dans leur organisation de temps de paix en trois bataillons, et la formation en quatre bataillons est la première mesure incontestable du passage de la force de paix en force de guerre. Le jour où Louis-Napoléon a déclaré la guerre, il disposait lui aussi de la formation en quatre bataillons. En Prusse, c'est la première chose qui se produit après l'ordre de mobilisation, Il en va de même en Autriche et en Russie. Quoi que l'on puisse penser de la nécessité, subitement découverte, de forts détachés pour le système de fortification polonais ou de l'empressement tout aussi subit pour l'introduction du système des brancardiers prussiens et pour les détachements de télégraphes et de chemins de fer dans l'armée russe (dans un pays où les télégraphes aussi bien que les chemins de fer sont encore relativement rares) - nous avons dans la formation en quatre bataillons un

signe qui ne trompe pas : la Russie a déjà dépassé la frontière qui sépare l'état de paix de celui de la guerre. On ne saurait imaginer que la Russie ait fait cette démarche sans intention. Or si cette démarche signifie quelque chose, c'est une attaque contre quelqu'un. Cela explique peut-être à quoi les douze millions de livres sterling doivent servir.

[218]

FRÉDÉRIC ENGELS LES OUVRIERS EUROPÉENS EN 1877

The Labor Standard, 31 mars 1878.

[Retour à la table des matières](#)

Il reste encore un autre pays important d'Europe à considérer - la Russie ⁹⁶. Ce n'est pas qu'il y ait en Russie un mouvement ouvrier notable. Mais les circonstances intérieures et extérieures, dans lesquelles se trouve la Russie, sont d'une espèce toute particulière et portent dans leur sein des événements de la plus haute importance en ce qui concerne l'avenir des ouvriers non seulement de Russie, mais encore de toute l'Europe.

En 1861, le gouvernement d'Alexandre II libéra les serfs, transformant l'immense majorité du peuple russe, de serfs liés à la glèbe et soumis au travail forcé pour le compte des propriétaires fonciers, en libres travailleurs. Ce changement, dont la nécessité apparaissait clairement depuis longtemps, fut exécuté d'une façon telle que ni les anciens propriétaires fonciers, ni les anciens serfs n'en tirèrent avantage.

⁹⁶ Ce panorama du mouvement ouvrier d'Europe, dont nous avons extrait la partie concernant la situation ouvrière en Russie, a été écrit pour la revue new-yorkaise *The Labor Standard*, publiée par Mac Donnel, un émigré irlandais.

Les paysans des villages reçurent des lopins de terre qui devaient être à l'avenir leur propriété, tandis que les propriétaires de domaine furent dédommagés pour la valeur de la terre qu'ils durent céder de cette façon aux villageois et, dans une certaine mesure, aussi pour la prétention qu'ils avaient eu jusqu'ici sur la force de travail des paysans. Comme les paysans n'avaient manifestement pas l'argent pour payer les propriétaires de domaine, c'est l'État qui intervint. Une partie de ce paiement fut effectué, grâce au transfert aux propriétaires des domaines, d'une partie de la terre que les paysans cultivaient jusque-là pour leur propre compte ; le reste fut payé sous forme de reconnaissance de dette publique, dont l'État faisait l'avance et qui était remboursée avec intérêt à un taux annuel par les paysans. La plupart des propriétaires de domaines vendit ces reconnaissances [219] de dette et en dépensa l'argent ; dans ces conditions, non seulement ils sont plus pauvres qu'auparavant, mais encore ils ne peuvent plus trouver de journaliers pour cultiver leurs domaines, étant donné que les paysans refusent désormais d'y travailler et laissent en friche leur propre champ. Pour ce qui concerne les paysans, leurs parcelles de terre n'avaient pas seulement été diminuées par rapport à leur superficie d'antan, et souvent à tel point qu'elles ne suffisaient plus dans les conditions russes à faire vivre leur famille ; ces parcelles formaient dans la majorité des cas les portions les plus mauvaises des terres domaniales, voire des marais ou des bandes de terre incultes, tandis que la bonne terre qui avait appartenu jusque-là aux paysans et avait été améliorée grâce à leur travail fut transférée aux propriétaires domaniaux. Dans ces conditions, les paysans se trouvèrent dans une situation pire qu'autrefois, mais en plus on attendait d'eux qu'ils remboursent chaque année les intérêts et une partie du capital que l'État leur avait avancé pour acheter leur liberté, sans parler de ce que les impôts auxquels ils sont astreints deviennent d'année en année plus lourds. En outre, les paysans avaient, avant leur émancipation, certains droits collectifs sur des terres domaniales, droit de pâture pour leur bétail, droit d'utilisation de bois d'ouvrage ou de chauffage, etc. Ces droits leur furent expressément retirés par les ordonnances nouvelles : s'ils voulaient les exercer de nouveau, ils devaient les négocier avec leurs anciens maîtres domaniaux.

Tandis qu'à la suite de ces changements la plupart des propriétaires domaniaux s'endettèrent encore plus que ce n'avait été le cas autrefois,

la paysannerie fut réduite à une situation dans laquelle elle ne pouvait ni vivre ni mourir. La grande œuvre de l'émancipation que la presse libérale d'Europe avait été si unanime à chanter et à glorifier, *n'avait créé rien d'autre que la base et la nécessité absolue d'une révolution future.*

Le gouvernement fit tout ce qui était en son pouvoir pour accélérer cette révolution : la corruption qui imprègne toutes les couches officielles et toutes les bonnes résolutions que celles-ci peuvent encore manifester, paralyse tout. Elle [220] apparut au grand jour dans toutes les sphères officielles au moment où éclata la guerre contre la Turquie. Les finances de l'Empire qui, à la fin de la guerre de Crimée, étaient dans un désordre total, on les laissa se dégrader encore davantage. On lança un emprunt après l'autre, jusqu'à ce qu'il n'y eut plus d'autres moyens de payer les intérêts des anciennes dettes que de se charger de nouvelles dettes.

Durant les premières années du règne d'Alexandre, le vieux despotisme tsariste s'était quelque peu relâché ; on laissa davantage de liberté à la presse, on instaura des tribunaux de jurés et des corps représentatifs, élus par les nobles, les citoyens de villes et les paysans, qui obtinrent la permission de participer, dans une certaine mesure, à l'administration locale et provinciale. On s'était même mis à flirter un peu avec les Polonais. Mais le grand public avait mal compris les intentions bienveillantes du gouvernement. La presse se fit trop expressive ; les jurés acquittèrent effectivement des détenus politiques, alors qu'au contraire le gouvernement avait attendu d'eux qu'ils les condamnent sans preuve. Les corps locaux et provinciaux déclarèrent unanimement que le gouvernement, avec sa loi d'émancipation, avait ruiné le pays, et que les choses ne pouvaient pas continuer de la sorte. On fit même allusion à une Assemblée nationale comme au seul moyen de surmonter les difficultés qui étaient devenues presque insupportables. Et enfin les Polonais refusèrent de se laisser payer de belles paroles et se soulevèrent : l'insurrection exigea la mobilisation de toutes les forces de l'Empire et de toutes les brutalités des généraux russes pour être écrasée dans des flots de sang. Dès lors, le gouvernement échangea de politique : la sévère répression revint à l'ordre du jour. La presse fut bâillonnée, les prisonniers politiques furent envoyés devant les tribunaux d'exception qui se composaient de juges choisis partialement dans ce but ; les corps locaux et provinciaux furent ignorés.

Mais il était trop tard. Le gouvernement ayant une première fois montré sa terreur, il avait perdu son prestige. C'en était fini de la croyance à sa permanence et à son pouvoir d'abattre complètement toute résistance intérieure. Les germes d'une future opinion publique [221] s'étaient développés. Les forces de la société ne pouvaient plus être rabaisées à leur complète soumission d'antan vis-à-vis des diktats du gouvernement. Les classes cultivées s'étaient maintenant habituées à discuter des affaires publiques, même si c'était dans leurs cercles privés. Et enfin, malgré toute sa volonté d'en revenir au despotisme sans borne du gouvernement de Nicolas, le gouvernement voulait continuer de maintenir aux yeux de l'Europe l'apparence au moins du libéralisme introduit par Alexandre. La conséquence en était un système d'hésitations, d'oscillations et de compromis que l'on fait aujourd'hui et que l'on retire demain pour être de nouveau tour à tour à moitié faites et à moitié retirées, une politique qui change d'une heure à l'autre, manifestant aux yeux de tous la faiblesse intérieure, le manque de volonté et de compréhension des choses de la part d'un gouvernement qui précisément n'était rien sans une volonté et les moyens de la réaliser. Qu'y avait-il de plus naturel que le mépris augmentât chaque jour pour un gouvernement dont on savait depuis longtemps qu'il était impuissant à réaliser le bien et auquel on n'obéissait que sous la contrainte et qui démontrait maintenant qu'il doutait de son pouvoir de maintenir sa propre existence, bref qui avait au moins aussi peur du peuple que le peuple avait peur de lui ? Il ne restait plus au gouvernement qu'une seule voie de salut, voie qui s'offrait à tous les gouvernements qui se heurtaient à une résistance insurmontable du peuple - la guerre à l'extérieur. Et l'on se décida à une guerre extérieure, une guerre de laquelle on déclarait à l'Europe qu'on l'entreprenait pour libérer les Chrétiens d'une longue et méchante domination turque, et de laquelle en revanche on disait au peuple russe qu'on s'y était engagé pour émanciper les frères slaves de la grande famille du joug turc pour les ramener dans le giron du saint Empire russe.

Après des mois de défaites honteuses, cette guerre en est venue maintenant à son terme par la destruction tout aussi honteuse de la résistance turque, en partie à cause de trahisons, en partie à cause d'une énorme supériorité numérique adverse. Cependant, la conquête de la majeure partie [222] de la Turquie d'Europe n'est elle-même que le prélude à une guerre européenne générale. Ou bien à la prochaine

conférence européenne (si celle-ci se réunira jamais), la Russie sera contrainte à un recul par rapport à la position qu'elle vient tout juste de conquérir. C'est alors que la disproportion entre les immenses sacrifices et les résultats lamentables devra faire éclater le mécontentement populaire en une gigantesque explosion révolutionnaire, ou bien la Russie devra réaffirmer dans une guerre européenne la position qu'elle vient de conquérir. Le pays étant d'ores et déjà plus qu'à moitié épuisé, le gouvernement ne pourrait y amener le peuple qu'en lui faisant d'importantes concessions - quel que soit au demeurant le résultat final de cette guerre. Or de telles concessions - face à la situation que nous l'avons décrite - signifient le début d'une révolution. Il est absolument impossible au gouvernement russe d'échapper à cette révolution, même s'il avait la chance de pouvoir la différer de quelques années.

Une révolution russe signifie plus qu'un simple changement de gouvernement en Russie. Elle entraînera la ruine d'une puissance militaire gigantesque et pesante, qui depuis la révolution française a constitué sans défaillance la colonne vertébrale de l'alliance des despotes européens. Elle signifie l'émancipation de l'Allemagne vis-à-vis de la Prusse, qui a été jusqu'ici la créature de la Russie et n'a existé qu'en s'appuyant sur elle. Elle signifie la restauration de la Pologne. Elle signifie l'éveil des petites nationalités slaves d'Europe orientale face aux rêves panslavistes, qui avaient été suscités et entretenus par l'actuel gouvernement russe. Elle signifie enfin l'amorce d'une vie nationale active au sein du peuple russe lui-même et, en même temps aussi, en conséquence, le début d'un véritable mouvement ouvrier en Russie. En somme, elle signifie un changement complet de toute la situation de l'Europe : les ouvriers de chaque pays devront donc l'accueillir avec joie comme un pas gigantesque vers leur but commun : l'émancipation générale du travail.

[223]

KARL MARX LES ÉLÉMENTS D'UN 1789 RUSSE

Lettre à Fr.-A. Sorge, 27 septembre 1877.

[Retour à la table des matières](#)

Cette crise ⁹⁷ [conflit russo-turc] marque un nouveau tournant dans l'histoire européenne. J'ai étudié les conditions russes d'après les sources originales russes non officielles et officielles (ces dernières, accessibles à peu de personnes seulement, me sont procurées par des anus de Pétersbourg). La Russie se trouve depuis longtemps au seuil d'une révolution, dont tous les éléments en sont prêts. Ces braves Turcs ont hâté l'explosion de quelques années, grâce aux coups qu'ils ont portés directement, non seulement à l'armée (et aux finances) russes, mais encore à la dynastie qui commande l'armée (tsar, successeur au trône et six autres Romanov). La révolution va commencer selon les règles de l'art par les petits jeux constitutionnels, *et puis il y aura le beau tapage* (Fr.). Si Mère Nature ne nous est pas particulièrement défavorable, nous assisterons encore à la fête.

⁹⁷ À ce moment, Engels pensait qu'une révolution bourgeoise en Russie donnerait le signal d'une révolution socialiste dans les pays développés, notamment en Allemagne. Comme la révolution fut évitée par l'action combinée des grandes puissances en accord avec la Russie (cf. plus de détail sur ce point dans : Marx-Engels, *Écrits militaires*, p. 605-608), la situation mûrit encore davantage en Russie, permettant finalement une révolution double dans ce pays qui fut - comme le proclama Lénine - le premier maillon de la révolution mondiale qui devait gagner l'Allemagne après la Russie.

C'est dans ce contexte historique déterminé qu'en réponse à Véra Zasloulitch, Marx étudia les moyens pour la Russie de sauter par-dessus la phase bourgeoise, en s'appuyant, d'une part, sur la révolution internationale et, d'autre part, sur les communes rurales de communisme primitif qui subsistaient encore en Russie. Il n'y a pas de place dans le marxisme pour le socialisme dans un seul pays.

Les sottises que font les étudiants russes ne sont qu'un symptôme, en soi sans valeur. Mais c'est un symptôme. Toutes les couches de la société russe sont économiquement, moralement, intellectuellement, en pleine décomposition,

La révolution commencera cette fois à l'Est, là où se trouvaient jusqu'ici le rempart inviolé et l'armée de réserve de la contre-révolution.

[224]

FRÉDÉRIC ENGELS LA SITUATION EN RUSSIE

La Plèbe, n° 12, 30 mars 1879.

[Retour à la table des matières](#)

Que l'ami Bismarck se rassure. La révolution qu'il a si bien préparée, les ouvriers allemands la feront déjà. Ils seront prêts lorsque le signal en sera donné par la Russie.

Depuis quelques années, j'attire l'attention des socialistes européens sur l'état de la Russie. La lutte entre le gouvernement et les sociétés secrètes y a pris un caractère si violent qu'elle ne peut pas durer. Il semble que le mouvement puisse éclater d'un jour à l'autre. Les agents du gouvernement commettent des atrocités incroyables. Contre de telles bêtes féroces, il faut se défendre comme on peut - avec de la poudre et du plomb.

L'assassinat politique en Russie est le seul moyen, dont disposent les hommes intelligents, ayant une dignité et du caractère, pour se défendre contre les agents d'un despotisme inouï.

La puissante conjuration dans l'armée et même à la cour impériale, l'opinion nationale humiliée par les défaites diplomatiques qui ont suivi la guerre turque, les caisses vides de l'État, le crédit ruiné, les banquiers qui refusent de faire des prêts s'ils ne sont pas garantis par une assemblée nationale, enfin la misère - tel est le bilan de l'actuelle Russie.

FRÉDÉRIC ENGELS DYNAMITADES SECRÈTES, MAIS RÉELLES DE LA RUSSIE IMPÉRIALE

Der Sozialdemokrat, 29 janvier 1885.

[Retour à la table des matières](#)

Chacun sait les efforts que le gouvernement russe a déployés depuis des années pour arracher aux États d'Europe [225] occidentale l'extradition des héroïques nihilistes et révolutionnaires russes en fuite ⁹⁸.

Chacun sait ensuite qu'il tient surtout à obtenir une telle convention avec l'Angleterre.

Chacun sait enfin que la Russie officielle ne recule devant aucun moyen, à condition qu'il mène bien au but.

Bien. Le 13 janvier 1885, Bismarck conclut avec la Russie un accord selon lequel tout réfugié politique russe doit être extradé dès qu'il plaira à la Russie de le dénoncer comme ayant tenté d'assassiner le tsar ou étant un dynamiteur ⁹⁹.

Le 15 janvier, M^{me} Olga Novikov lança un appel à l'Angleterre dans la *Pall Mall Gazette*. Il s'agit de la même M^{me} Novikov qui, en 1877 et 1878, avant et durant la guerre turque, a si magnifiquement

⁹⁸ Cet article parut également, en fragment, dans le *Cri du Peuple* du 31 janvier 1885. En effet, Engels s'était également adressé à Paul Lafargue afin de l'informer de ce qui se tramait contre les réfugiés politiques russes, d'alerter l'opinion en France et de coordonner l'action des partis ouvriers sur ce point, cf. Engels à Lafargue, vers le 25 janvier 1885, in Fr. Engels, P. et L. Lafargue, *Correspondance*, t. 1. 1868-1886, Éditions Sociales, p. 261.

⁹⁹ Engels fait allusion à l'accord conclu en janvier 1885 entre la Prusse et la Russie sur l'extradition de personnes, dont le crime ou le délit était l'atteinte à un souverain ou à un membre de sa famille ainsi que la fabrication ou la détention illégale de dynamite.

roulé le noble sieur Gladstone dans l'intérêt russe ¹⁰⁰. L'Angleterre était exhortée dans cet appel à ne pas tolérer plus longtemps que des gens comme Hartmann, Kropotkine et Stepniak conspirent sur le sol anglais « afin d'assassiner en Russie » - et ce à un moment où la dynamite brûle les doigts des Anglais eux-mêmes. En effet, que demande donc la Russie pour des révolutionnaires russes, sinon ce que devra réclamer bientôt l'Angleterre elle-même à l'Amérique pour les dynamiteurs irlandais ?

Le 24 janvier au matin, tous les journaux publiaient le texte de la convention diplomatique, intervenue entre la Prusse et la Russie, qui accorde l'extradition politique que l'on cherche maintenant à étendre à l'Allemagne et, de là, à toute l'Europe.

Le 24 janvier, à deux heures de l'après-midi, trois charges de dynamite explosaient à Londres en un quart d'heure, à la chambre des Communes, au judiciaire de Westminster, et à l'exécutif dans la Tour. Elles provoquaient plus de dévastations que toutes les précédentes réunies, blessant au moins sept et - selon certains - dix-huit personnes.

Ces explosions arrivent trop à propos pour ne pas susciter la question : à qui servent-elles ? Qui a le plus grand intérêt à ces explosions de panique, au reste dépourvues de but et dirigées contre personne en particulier, qui ont fait non seulement des victimes parmi des policiers du rang le [226] plus bas et des bourgeois, mais encore parmi des ouvriers et leur femme et enfants ? Qui ? Les quelques Irlandais que les brutalités du gouvernement ont pour une bonne part poussés au désespoir durant leur détention et que l'on soupçonne d'avoir posé la dynamite ? Ou bien, au contraire, le gouvernement russe, qui ne peut atteindre son but - la convention d'extradition - sans exercer une pression tout à fait extraordinaire sur le gouvernement et le peuple en An-

¹⁰⁰ La journaliste russe Olga Novikov vécut à Londres de 1876 à 1877. Elle avait d'excellentes relations aussi bien avec des milieux influents de Russie que les cercles dirigeants du parti libéral anglais. En contact étroit avec Gladstone, eue avait participé activement à la campagne contre le gouvernement conservateur Disraeli, qui voulait entraîner l'Angleterre aux côtés de la Russie dans la guerre contre la Turquie.

En ce qui concerne les relations de Marx avec des réfugiés ou révolutionnaires russes, voir entre autres la correspondance de Marx avec Pierre Lavrov, soit une vingtaine de lettres, publiée dans la *Revue marxiste* à l'initiative de Riazanov (Paris, mai 1929, n° 4, p. 430-442).

gleterre, une pression qui doit suffire à coucher aux pieds d'Alexandre III John Bull épouvanté et repentant ?

Lorsque les réfugiés polonais - à de très rares exceptions près - ne voulurent pas se laisser entraîner, d'après le vœu de la diplomatie et de la police russes, à fabriquer des faux billets de banque russes, le gouvernement tsariste envoya à l'étranger des agents - parmi lesquels entre autres le conseiller d'État Kaminski - afin de les inciter à cette action ; et lorsque cela ne réussit pas non plus, MM. Kaminski et Consorts furent obligés de confectionner eux-mêmes leur fausse monnaie russe. On peut lire tout cela en détail dans la brochure *Les Faux monnayeurs ou les agents du gouvernement russe*, Genève, H. Georg, 1875.

Les polices suisse et londonienne - et certainement aussi parisienne - en savent long sur le fait que, lors de la poursuite des faux monnayeurs russes, elles se sont en règle générale heurtées en dernière instance à des gens, dont l'ambassade russe refusait obstinément qu'ils soient poursuivis.

L'histoire de la péninsule balkanique de ce dernier siècle fournit suffisamment d'exemples de ce que la Russie officielle peut réaliser - par le poison, le poignard, etc. - pour éliminer des personnes gênantes. Je renvoie simplement à la célèbre *Histoire des Principautés danubiennes* par Elias Regnault, Paris 1855. La diplomatie dispose en permanence d'agents de cette espèce, et même de certains que l'on utilise pour des actes infâmes et qui nient ensuite toute participation à ceux-ci.

Je n'hésite donc pas, jusqu'à plus ample informé, à mettre au compte de la Russie les explosions londoniennes qui se sont produites le 24 janvier 1885. Il se peut que des [227] mains irlandaises aient posé la dynamite, mais il est plus probable encore qu'un cerveau et de l'argent russes se tenaient derrière elles.

Leur mode de lutte est prescrit aux révolutionnaires russes par la nécessité, par l'action de leur adversaire lui-même. Ils sont responsables devant leur peuple et devant l'histoire pour les moyens qu'ils utilisent. Mais les messieurs, qui parodient sans cette nécessité cette lutte comme des enfants d'école en Europe occidentale, qui s'efforcent de rabaisser la révolution au niveau des Schinderhannes ou autres Mandrin, qui ne tournent même pas leurs armes contre les véritables

ennemis, mais contre le public en général, ces messieurs ne sont nullement les successeurs et alliés des révolutionnaires russes, mais leurs pires ennemis.

Depuis qu'il est apparu que personne en dehors de la Russie n'a un intérêt à la réussite de ces exploits, la seule question qui se pose encore est de savoir quels sont les agents involontaires ou volontaires et stipendiés du tsarisme russe.

FRÉDÉRIC ENGELS LES TÂCHES DU PARTI OUVRIER EN EUROPE ORIENTALE

Lettre à Ion Nadejde, 4 janvier 1888.

[Retour à la table des matières](#)

C'est avec une grande joie que j'ai constaté que les socialistes de Roumanie s'étaient donné un programme en accord avec les principes fondamentaux de la théorie qui réussit à souder en un seul bloc presque tous les socialistes d'Europe et d'Amérique, je veux dire la théorie de mon ami, Karl Marx. La situation politique et sociale existant au moment de la mort de ce grand penseur et les progrès de notre parti dans tous les pays civilisés firent qu'il ferma les yeux dans la certitude que ses efforts en vue de rassembler [228] les prolétaires des deux mondes en une seule grande armée et sous un seul et même drapeau seraient couronnés de succès. Mais s'il voyait seulement les immenses progrès que nous avons accomplis depuis lors en Amérique et en Europe !

Ces progrès sont si considérables qu'une politique internationale commune est devenue possible et nécessaire, du moins pour le parti européen. À ce point de vue aussi, je me réjouis de voir que vous concordez en principe avec nous et avec les socialistes de l'Occident. La traduction de mon article sur la *Situation politique en Europe* ainsi que votre lettre à la rédaction de la *Neue-Zeit* le démontrent suffisamment.

De fait, nous nous trouvons tous devant le même grand obstacle qui entrave le libre développement de l'ensemble des peuples et de chaque peuple en particulier ; sans ce libre développement nous ne pouvons penser à la révolution sociale dans les différents pays, pas plus que nous ne pourrions la mener à son terme en nous soutenant et en nous entraînant les uns les autres. Cet obstacle est la vieille Sainte-Alliance des trois assassins de la Pologne ¹⁰¹, qui depuis 1815 est dirigée par le tsarisme russe et continue de subsister jusqu'à nos jours, malgré toutes les dissensions internes possibles. En l'an 1815, l'Alliance fut fondée pour s'opposer à l'esprit révolutionnaire du peuple français ; elle fut renforcée en 1871 grâce au brigandage de l'Alsace-Lorraine, effectué aux dépens de la France, qui fit de l'Allemagne l'esclave du tsarisme, et du tsar l'arbitre de l'Europe ; en 1888, l'Alliance subsista pour anéantir le mouvement révolutionnaire au sein des trois Empires, en ce qui concerne aussi bien les aspirations nationales que les mouvements politiques et sociaux des ouvriers. Comme la Russie détient une position stratégique pratiquement inexpugnable, le tsarisme russe représente le noyau de cette Alliance la plus grande réserve de la réaction européenne.

Renverser le tsarisme et anéantir avec ce cauchemar qui pèse sur toute l'Europe est, à nos yeux, la condition première de l'émancipation des nations de l'Europe centrale et orientale. Dès lors que le tsarisme est renversé, nous [229] assisterons à l'effondrement de cette puis-

¹⁰¹ Dans le brouillon, le passage suivant est barré : « de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse sous la souveraineté du tsarisme russe et à son profit particulier. Cette alliance continue de subsister, même aux temps des conflits, qui ne sont que des chamailleries de famille. Elle subsistera même au cas où une guerre surviendrait entre les alliés, car cette guerre aurait pour but de mettre de nouveau au pas la Prusse ou l'obstinée Autriche. Cette alliance étant formée, il en découle l'hégémonie de la Russie sur les deux autres puissances, du simple fait de la prépondérance militaire russe. Or, cette position a été considérablement renforcée, depuis que, dans sa démence, Bismarck, s'est emparé de l'Alsace-Lorraine, poussant ainsi la France dans les bras de la Russie, donc au service du tsar, dès que la Prusse osera bouger. Qui plus est, la Russie ne peut être attaquée qu'à partir de la Pologne, c'est dire qu'elle est pratiquement inexpugnable pour ses deux autres partenaires, à moins que ceux-ci se risquent dans une guerre qui leur créera des difficultés à eux-mêmes. Pour toutes ces raisons, la Russie est, aujourd'hui comme en 1815, le noyau de la Sainte-Alliance, la grande réserve de la réaction européenne ».

sance funeste, représentée par Bismarck, celle-ci étant alors privée de son soutien principal ¹⁰². L'Autriche se désagrègera, étant donné qu'elle perdra la seule justification de l'existence, à savoir empêcher de par sa simple existence le tsarisme de s'incorporer les nations éparpillées des Carpathes et des Balkans ; la Pologne sera restaurée ; la Petite-Russie pourra choisir librement ses liens politiques ; les Roumains, les Magyars et les Slaves du Sud, libres de toute immixtion étrangère, pourront régler entre eux leurs affaires et leurs problèmes frontaliers ; enfin, la noble nation des Grands-Russiens ne fera plus une chasse insensée à des conquêtes qui ne profitent qu'au tsarisme, mais accomplira son authentique mission civilisatrice en Asie et, en liaison avec l'Ouest, elle développera ses capacités intellectuelles impressionnantes, au lieu de livrer au travail forcé et à l'échafaud les meilleurs de ses fils.

Au reste, il faut que les Roumains connaissent bien le tsarisme : ils ont suffisamment souffert du *Règlement organique* de Kisselev, de la répression du soulèvement de 1848, du double brigandage de la Bessarabie, des innombrables invasions de la Roumanie qui, pour la Russie, ne représente qu'un dépôt d'armes et de munitions sur le chemin vers le Bosphore. Enfin, ils ne savent que trop bien que l'indépendance nationale de la Roumanie cessera le jour où s'accomplira le rêve du tsarisme : la conquête de Constantinople. Jusque-là le tsarisme vous tiendra en haleine, en vous poussant vers la Transylvanie roumaine, qui se trouve entre les mains des Magyars, mais dont précisément le tsarisme maintient la séparation d'avec la Roumanie. Si demain le despotisme s'effondrait à Pétersbourg, après-demain il n'y aurait plus d'Autriche-Hongrie en Europe.

À l'heure actuelle, l'Alliance semble dissoute, et la guerre imminente. Cependant, même si la guerre éclatait, ce ne serait que pour remettre au pas la récalcitrante Autriche et la Prusse. Espérons que cette guerre n'aura pas lieu : dans une telle guerre, on ne pourrait sympathiser avec aucun des belligérants ; au contraire, il faudrait souhaiter que *tous* fussent battus - si cela était possible. Ce [230] serait une guerre affreuse. mais, quoi qu'il advienne, ce qui est sûr c'est que

¹⁰² Dans le brouillon, la phrase se poursuivait : « et notre parti ouvrier marchera à pas de géant vers la révolution ».

tout s'achèvera en fin de compte au profit du mouvement socialiste, et la conquête du pouvoir par la classe ouvrière en sera accélérée.

Excusez cette longue lettre sur des considérations aussi vastes, mais il ne m'était pas possible d'écrire à un Roumain sans lui exprimer ma conception sur ces questions brûlantes. Au reste, elle peut se résumer en deux mots : une révolution éclatant en Russie à l'heure actuelle épargnerait à l'Europe le malheur d'une guerre générale, et serait le commencement de la révolution dans le monde entier.

Au cas où vos liaisons avec les socialistes allemands, l'échange de presse, etc. ne seraient pas satisfaisantes, je pourrais vous être utile sur ce point.

Recevez mes salutations fraternelles.

[231]

Deuxième partie :
Économie et forces révolutionnaires
en Russie

II. FORCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

« Considérons maintenant la Russie. Au temps de la révolution de 1848-1849, les princes européens aussi bien que la bourgeoisie européenne voyaient dans l'intervention russe le seul salut devant le prolétariat, qui venait tout juste de s'éveiller. Le tsar fut proclamé chef de la réaction européenne. Aujourd'hui il est, dans sa Gatchina le prisonnier de la révolution, et la Russie est à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de l'Europe. » ((MARX-ENGELS, Préface russe de 1882 du Manifeste communiste.)

[Retour à la table des matières](#)

[231]

KARL MARX
TEMPS DE TRAVAIL EN Allemagne
ET EN RUSSIE ET RÉPERCUSSIONS
SUR LE CARACTÈRE DE
LA PRODUCTION

Le Capital, II, chap. XIV : « Le temps de production. »

[Retour à la table des matières](#)

La différence entre temps de production et temps de travail apparaît nettement dans l'agriculture surtout. Le blé se récolte une fois l'an dans nos climats tempérés. La [232] durée plus ou moins longue de la période de production - neuf mois en moyenne pour les emblavages d'hiver - dépend elle-même de l'alternance des bonnes et des mauvaises années : on ne peut donc ni la prévoir ni la contrôler avec précision comme cela se passe dans l'industrie proprement dite.

Seuls les produits dérivés - lait, fromage, etc. - peuvent être produits et vendus avec continuité dans des périodes assez rapprochées.

En revanche, le temps de travail se présente comme suit : « Le nombre des journées de travail dans les différentes contrées de l'Allemagne peut - si l'on tient compte des conditions climatiques et autres - être évalué pour les trois principales périodes de travail : pour la période du printemps - de fin mars ou commencement avril à la mi-mai - de 50 à 60 journées ; pour la période d'été - du commencement juin à fin août - de 65 à 85 journées ; pour la période d'automne - du commencement de septembre à fin octobre, voire le milieu ou la fin novembre - de 55 à 65 journées de travail. Pour l'hiver, on n'observe que les travaux qui s'effectuent spécialement en cette saison : charrois de fumier, de bois, de marchandises, de matériaux de construction,

etc. » (F. Kirchhof, *Handbuch der landwirtschaftlichen Betriebslehre*, Dessau 1852, p. 160.)

En conséquence, plus le climat est défavorable, plus la période de travail de l'agriculture et, par conséquent, la dépense de capital et de travail se concentrent en un laps de temps court. Exemple, la Russie. Dans certaines régions septentrionales, le travail des champs n'est possible que de 130 à 150 journées par an. On conçoit la perte que subirait la Russie si 50 des 60 millions de sa population européenne demeuraient sans occupation les six ou huit mois d'hiver, où tout travail agricole est arrêté ¹⁰³. C'est pourquoi, 200 000 paysans travaillent dans les 10 500 fabriques de la Russie, et l'industrie domestique s'est développée partout à la campagne. Ainsi, dans certains villages, tous les paysans sont, depuis des générations, tisserands, tanneurs, cordonniers, serruriers, couteliers, etc. C'est surtout le cas dans les gouvernements de Moscou, de Vladimir, [233] de Kalouga, de Kostroma et de Pétersbourg. Notons en passant que, d'ores et déjà, cette industrie domestique est de plus en plus obligée de se mettre au service de la production capitaliste : des marchands fournissent, directement ou par

¹⁰³ Par ailleurs, la courte saison agricole exige une main d'œuvre abondante aussi bien pour effectuer en peu de temps les semailles, etc., que pour rentrer la récolte. C'est donc la question agraire qui se pose avec acuité en Russie, exigeant beaucoup de bras dans les campagnes, or ceux-ci font défaut dans l'industrie. C'est pourquoi, la pernicieuse théorie de la construction du socialisme dans un seul pays de Staline a été particulièrement malheureuse étant non seulement les conditions politiques, mais encore les conditions matérielles locales. Lénine avait bien compris l'importance de cette question agraire. En effet, il indiquait dans sa lettre à I. I. Skorow-Stepanov en 1909 : « Pour ne pas tomber dans l'erreur d'un report mécanique du modèle allemand - au demeurant si juste et si précieux - il faut avoir clairement en vue que la révolution allemande exigeait le règlement de la question nationale et l'unité de la nation, tandis qu'en Russie l'essentiel est la question agraire (c'est-à-dire paysanne). Tel est, pour nous, le fondement purement théorique de la différence dans l'application du marxisme dans l'Allemagne des années 1848 à 1868 et dans la Russie des années 1906 à 19... » Cf. les numéros 2, 4 et 7 de Fil du Temps sur la « question agraire ».

Ce texte du Capital nous amène directement au cœur de la question sociale : explication du retard historique de la Russie, nature de la production et des classes dans ce pays, caractéristiques prévisibles de la révolution. Cette causalité économique s'imbrique étroitement dans les explications politiques, voire diplomatiques, que Marx-Engels ont dégagées pour la Russie.

l'intermédiaire d'agents, la chaîne ou la trame. (Abrégé d'après *Reports by H. M. Secretaries of Embassy and Legation, on the Manufactures, Commerce, etc.*, n° 8, 1865, p. 86-87.)

On constate donc que la non-coïncidence entre période de production et période de travail - cette dernière n'étant qu'une partie de la première - constitue la base naturelle d'une agriculture soudée à l'industrie rurale accessoire, et aussi que cette dernière fournit un point d'appui au capitaliste qui s'insinue entre les deux d'abord en qualité de marchand. Quand plus tard la production capitaliste accomplit la séparation entre manufacture et agriculture, l'ouvrier agricole se voit de plus en plus livré aux aléas d'une occupation accessoire, et sa situation ne cesse de s'aggraver. Comme nous le verrons plus tard, toutes les différences de rotation se compensent pour le capitaliste, mais non pour l'ouvrier.

KARL MARX COMMENT LA LETTRE DE MR GLADSTONE DE 1866 A PROCURÉ À LA RUSSIE UN PRÊT DE SIX MILLIONS

The Diplomatic Review, 2 décembre 1868.

[Retour à la table des matières](#)

Dans sa lettre du 11 mai 1866, Mr Gladstone suspendait la loi bancaire de 1844 dans les conditions suivantes

1° Le taux d'escompte minimum doit être élevé à 10 %.

2° Si la Banque dépasse la limitation, légalement fixée, de son émission de billets de banque, le bénéfice tiré de cette émission supplémentaire devra être transféré par la Banque au gouvernement.

[234]

En conséquence, la banque a élevé son taux d'escompte minimum à 10 % (soit de 15 à 20 % pour les commerçants et fabricants en général) et n'a pas violé la *lettre* de la loi de 1844 pour autant que celle-ci

règle l'*émission de billets de banque*. Le soir même, des billets étaient accumulés à la *City*, par leurs détenteurs et autres clients, afin d'être redistribués le lendemain. Cependant, l'*esprit* de la loi fut violé dès lors que l'on admit - conformément à la lettre du gouvernement - que ses *réserves* baissaient jusqu'au point zéro, selon les intentions du législateur de 1844 *cette réserve* constituant le seul actif disponible de la Banque vis-à-vis du passif de son *Banking-Department*.

On peut donc affirmer que la lettre de Mr Gladstone suspend la loi bancaire de Peel de manière telle que les pires conséquences en sont maintenues, voire artificiellement renforcées. Cela, on ne saurait le reprocher, ni à la lettre de Sir G. C. Levis de l'année 1857, ni à la lettre de lord John Russell de 1847.

La Banque a maintenu durant trois mois le taux minimum de l'escompte à 10 %. En Europe, on considéra ce taux comme un symptôme dangereux.

Après que Mr Gladstone eut de la sorte créé une atmosphère hautement malsaine pour ce qui concerne la solvabilité anglaise, Lord Clarendon - le héros du congrès de Paris de 1856 - reprit ce plan et publia dans le *Times* une lettre explicative aux ambassades anglaises sur le continent. Avec de longues périphrases, il informa le continent que ce n'était pas la *Banque d'Angleterre qui faisait banqueroute* (bien que d'après la loi de 1844, c'était précisément le cas dans la réalité), mais bien plutôt, dans une certaine mesure, l'industrie et le commerce *de l'Angleterre*. L'effet immédiat de sa lettre ne fut pas une « ruée » de l'Anglais moyen vers la Banque, mais une « ruée » (vers l'argent) que *l'Europe* entreprit *vis-à-vis de l'Angleterre*. (En son temps, Mr Watkin utilisa cette expression aux Communes.) On n'avait jamais vu quelque chose de semblable dans l'histoire du commerce anglais. On transporta de l'or de Londres en France, tandis qu'en même temps le taux d'escompte minimum se montait officiellement à 10% à [235] *Londres* et de 3,5 à 3% à Paris. Cela démontre que l'écoulement d'or n'était pas une transaction commerciale normale, mais uniquement le résultat de la lettre de Lord Clarendon.

Ainsi donc, après que le taux d'escompte minimum se soit maintenu à 10% pendant plus de trois mois, ce fut la réaction inévitable. De 10% le taux minimum tomba rapidement à 2%, et il y a quelques jours c'était encore le taux bancaire officiel. Dans l'intervalle, toute les

valeurs anglaises - actions des chemins de fer, des banques, des mines et toutes les autres espèces d'investissements anglais - avaient extraordinairement baissé : on les évitait avec soin. Même les actions consolidées tombèrent. (Au cours de la panique, il arriva même que la Banque refusa le paiement de prêts sur actions consolidées.) C'est alors qu'était venue l'heure des *investissements à l'étranger*. Des emprunts de gouvernements étrangers furent conclus dans les conditions les plus favorables sur le marché londonien. On trouve en première place *un emprunt russe de 6 millions de livres sterling*. Cet emprunt russe qui avait subi un échec lamentable à la bourse de Paris six mois auparavant, fut maintenant salué à la bourse de Londres comme un don du ciel. La semaine dernière seulement, la Russie avait lancé un nouvel emprunt de 4 millions de livres sterling. En 1866, la Russie s'effondrait exactement comme aujourd'hui (9 novembre 1868) sous le poids des difficultés financières, qui ont pris un caractère absolument effrayant à la suite de la révolution agraire que traverse actuellement ce pays.

Le moins grave de ce que la loi bancaire de Peel effectue pour la Russie, c'est que l'on ouvre toutes grandes les portes à la Russie sur le marché monétaire anglais. Par cette loi l'Angleterre - le pays le plus riche du monde - est *littéralement livrée à la merci du gouvernement moscovite*, le moins solvable des gouvernements d'Europe.

Admettons que le gouvernement russe ait déposé début mai 1866, au nom d'une firme privée allemande ou grecque, la somme de 1 à 1 1/2 millions de livres sterling au *Banking-Department* de la Banque d'Angleterre. En retirant de manière [236] soudaine et inattendue cette somme, elle eût pu contraindre le *Banking-Department* à la cessation immédiate de ses paiements, même si plus de 13 millions de livres sterling en or étaient déposés au département des émissions. En conséquence, la banqueroute de la Banque d'Angleterre eût pu être réalisé à la suite d'un télégramme expédié de Saint-Pétersbourg.

Ce à quoi la Russie n'était pas préparée en 1866, elle le sera peut-être en 1876, au cas où la loi bancaire de Peel ne serait pas abolie.

[236]

FRÉDÉRIC ENGELS LES PROBLÈMES SOCIAUX DE LA RUSSIE

Der Volksstaat, n° 43 du 16 avril 1875.

[Retour à la table des matières](#)

Le texte suivant a été écrit à l'occasion d'une polémique à laquelle je fus mêlé par un certain Pierre Nikititch Tkatchev ¹⁰⁴. Dans un ar-

¹⁰⁴ Cet article fut écrit lors des derniers épisodes de la polémique contre Bakounine après le congrès de La Haye (1872), afin d'établir, de manière fondamentale, les positions du marxisme vis-à-vis des diverses tendances populistes russes. Au reste, il fait partie d'une série d'articles de délimitation vis-à-vis des diverses écoles non marxistes, cf. par exemple « le programme des réfugiés blanquistes de la Commune » (trad. fr. in : Marx-Engels, *La Commune de 1871*, Éditions 10/18

Cet article formule déjà clairement les deux points suivants de la perspective révolutionnaire marxiste : d'abord le centre du mouvement ouvrier se déplace vers l'Est après la Commune de Paris et la prochaine conflagration mondiale, déterminée par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, opposera deux camps - l'Allemagne et l'Autriche, d'une part, la France et la Russie, d'autre part. Ensuite, il anticipe déjà clairement la conclusion de la Préface de l'édition russe du Manifeste, qui fait dépendre le passage direct de la commune agraire russe à la forme du communisme supérieur de l'avènement d'une révolution du prolétariat industriel de l'Occident européen parallèlement à une révolution anti-féodale dans un premier stade en Russie. Cette thèse de la possibilité pour la Russie de sauter par-dessus la phase capitaliste dans des conditions tout à fait déterminées, afin d'éviter au peuple russe les affres du système capitaliste Marx, l'avait déduite, de ses longues, et minutieuses études russes, confrontées aux leçons du *Capital*, dans sa correspondance avec la révolutionnaire russe Véra Zassoulitch, 8 mars 1881. Nous renvoyons le lecteur pour cette question, que nous ne reprenons pas une nouvelle fois ici malgré toute son importance, à son exposé dans la longue préface à Marx-Engels, *La Chine*, 10/18, au chapitre intitulé : « Marx et l'exemple russe d'un petit saut par-dessus le capitalisme », p. 122-133.

ticle sur la revue russe *Vperiod* [« En Avant ! »] publiée à Londres, j'avais été amené à citer le nom de ce monsieur d'une manière tout à fait incidente, mais qui me valut sa noble et précieuse inimitié (cf. *Volksstaat*, n^{os} 18 117 et 118). M. Tkatchev publia aussitôt une *Lettre ouverte à M. Frédéric Engels* (Zurich, 1874) dans laquelle il m'imputait toutes sortes d'insanités et opposait à mon ignorance crasse ses propres idées sur l'état de choses et les perspectives d'une révolution sociale en Russie ¹⁰⁵. La forme et le contenu de ces élucubrations portent la marque bien connue du bakouninisme. Comme elle a paru en allemand, j'ai pensé qu'elle méritait une réponse dans le *Volksstaat* (Cf. 1875, nos 36 et suiv., « Littérature de Réfugiés »). Dans la première partie de ma réponse, je décrivais pour l'essentiel la manière bakouniniste de mener le combat littéraire, qui consiste tout bonnement à mettre au compte de l'adversaire une suite de mensonges purs et [237] simples. Sa publication dans le *Volksstaat* a répondu en suffisance à cette partie de caractère plutôt personnel. Je la laisse donc de côté pour ne retenir que la seconde partie de cette brochure tirée à part à la demande de l'éditeur, car elle traite surtout de la situation sociale

Quant à la correspondance de Marx avec Véra Zassoulitch sur cette question, on la trouvera à la suite de notre article « Marx et la Russie », in : *L'Homme et la Société*, n° 5, p. 165-179.18, p. 222-232).

¹⁰⁵ Cf. *Offener Brief an Herrn Friedrich Engels*, Zürich 1874. L'étude polémique de Tkatchev contre Lavrov, les *Tâches de la propagande révolutionnaire en Russie*, avril 1874, avait fourni à Engels les éléments d'une brève satire de l'infantilisme bakouniste (cf. *Volksstaat*, 6 et 8 octobre 1874) et des théoriciens de « la révolution possible à tout moment ». Dans son étude, Tkatchev avait cru nécessaire de répondre à Engels pour réaffirmer la nécessité de la révolution en Russie « aujourd'hui ou qui sait quand, peut-être jamais » puisque tout peuple opprimé est, en raison de ses conditions mêmes, « toujours prêt à la révolution. En conséquence, chacun doit rapidement se mettre en mouvement. Le problème de savoir ce qu'il faut faire ne doit pas et ne peut pas nous peser. Ce problème se résoudra au moment voulu. Il s'agit avant tout de faire la révolution. - Comment ? Comme *chacun peut et doit* » (p. 17 et 39). En outre, Tkatchev accusait Engels « de rendre un bon service à l'ennemi commun, l'État russe », en attaquant Bakounine et l'émigration révolutionnaire en général. D'où la réponse d'Engels dans le *Volksstaat* de mars 1857, puis d'avril 1875, et enfin de 1894. En fait, Tkatchev, partageait les positions les plus mauvaises du blanquisme (l'immédiatisme, qui croit la révolution possible à tout moment, et l'improvise le moment voulu), ainsi que certaines positions de Bakounine, communes, du reste, à divers courants d'émigration russe.

en Russie depuis 1861, date de la prétendue émancipation des paysans.

L'évolution sociale de la Russie a une importance extrême pour la classe ouvrière d'Allemagne. Comme les années révolutionnaires de 1848 et 1849 l'ont démontré avec force, l'actuel Empire russe forme le dernier rempart de toute la réaction en Europe occidentale. L'Allemagne ayant manqué en 1848 de susciter une insurrection en Pologne et de déclarer la guerre au tsar (comme *la Nouvelle Gazette rhénane* l'avait réclamé d'emblée) ce même tsar put écraser en 1849 la révolution hongroise dressée déjà aux portes de Vienne, puis s'ériger en 1850 à Varsovie en juge et arbitre de l'Autriche, de la Prusse et des petits États allemands et enfin rétablir l'ancienne Diète fédérale. Il y a peu de jours encore - début mai 1875 - le tsar a reçu à Berlin, tout comme il y a 25 ans, le serment d'allégeance de ses vassaux, démontrant qu'il est aujourd'hui encore l'arbitre de l'Europe ¹⁰⁶.

Aucune révolution ne pourra triompher définitivement en Europe occidentale, tant que subsistera à côté d'elle l'actuel État russe. Or l'Allemagne est son voisin le plus immédiat, et c'est elle qui aura à supporter le premier choc des armées russes de la réaction. C'est pourquoi, la chute de l'État tsariste, la dislocation de l'Empire russe est l'une des conditions premières de la victoire finale du prolétariat allemand.

Toutefois, cette chute ne doit pas nécessairement être provoquée de l'extérieur, bien qu'une guerre étrangère puisse l'accélérer considérablement. En effet, il existe, au sein même de l'Empire russe, des éléments qui travaillent énergiquement à sa ruine.

Au premier rang, se trouvent les *Polonais*. L'oppression séculaire les a mis dans une situation où, à moins de périr, ils deviennent révolutionnaires et soutiennent tout soulèvement [238] véritablement révolutionnaire en Occident en tant que premier pas vers l'affranchissement de la Pologne. Or en ce moment précis, ils se trouvent dans une

¹⁰⁶ Allusion à la « capitulation d'Olmütz ». En 1850, l'Autriche, soutenue par la Russie, contraignit la Prusse à dissoudre l'Union prussienne et à rétablir la Constitution d'avant 1848, avec l'Union allemande et la vieille Diète fédérale, mettant ainsi un terme non seulement à la période révolutionnaire, mais encore à la première tentative d'unification de l'Allemagne autour de la Prusse.

situation où c'est uniquement dans le camp du prolétariat qu'ils peuvent trouver leurs alliés en Europe occidentale. Depuis un siècle, tous les partis bourgeois de l'Occident les ont trahis à tour de rôle ¹⁰⁷. En Allemagne c'est seulement depuis 1848 qu'il existe à proprement parler une bourgeoisie ; or depuis ses origines, elle a été constamment polonophobe. En France, Napoléon trahit la Pologne en 1812 et, par suite, perdit la guerre, la couronne et l'Empire. La monarchie bourgeoise suivit son exemple en 1830 et en 1846, tout comme la République bourgeoise en 1848, et le Second Empire au cours de la guerre de Crimée et en 1863. Les uns et les autres trahirent la Pologne de façon indigne. Aujourd'hui encore, les républicains radicaux bourgeois de France rampent devant le tsar pour lui soutirer, en échange d'une trahison nouvelle de la Pologne, une alliance revancharde contre la Prusse, tandis qu'au même moment les bourgeois de l'Empire allemand portent ce même tsar aux nues, comme le garant de la paix européenne, c'est-à-dire des annexions germano-prussiennes. Les Polonais ne peuvent trouver que chez le prolétariat révolutionnaire un appui loyal et sans réserve, parce que tous deux ont un intérêt égal à la chute de l'ennemi commun, et que l'affranchissement de la Pologne va de pair avec cette chute.

Cependant, l'action des Polonais est circonscrite dans les limites géographiques bien déterminées ; en fait, elle se confine à la Pologne, la Lithuanie et la Petite-Russie. Le cœur de l'Empire russe - la Grande-Russie - demeure pratiquement en dehors de leur champ d'action. Les quarante millions de Grands-Russiens forment un peuple trop considérable et leur évolution a été trop particulière pour qu'un mouvement puisse lui être imposé à partir de l'extérieur. Mais ce n'est même pas nécessaire.

Depuis des siècles, la masse du peuple russe - les paysans - végète misérablement de génération en génération dans un marasme qui est en quelque sorte en dehors de l'histoire. [239] Les seuls changements qui aient rompu cette grisaille ont été les soulèvements sporadiques et infructueux suivis de nouvelles oppressions par la noblesse et le gou-

¹⁰⁷ Marx avait résumé ses études sur la Pologne par cette formule : « Depuis 1789, toutes les révolutions ont mesuré avec une exactitude suffisante leur propre intensité et vitalité à leur attitude vis-à-vis de la Pologne. Celle-ci est leur véritable thermomètre extérieur » (à Engels, 2 décembre 1856).

vernement En 1861, le gouvernement russe a mis lui-même un terme à cette absence d'histoire par l'abolition du servage qu'il n'était plus possible de différer plus longtemps, ainsi que par le rachat des corvées - mesure appliquée de manière si « astucieuse » qu'elle mène à une ruine certaine la majorité des paysans aussi bien que des nobles. Ainsi donc, les paysans russes se trouvent actuellement placés dans une situation qui les pousse au mouvement, celui-ci n'en est qu'à ses tout premiers débuts et doit s'accélérer irrésistiblement du fait de l'aggravation constante de la situation économique des masses rurales. Le mécontentement qui gronde chez les paysans, est d'ores et déjà un fait dont le gouvernement ainsi que les mécontents et partis de l'opposition doivent tenir compte.

Il en résulte qu'à chaque fois que dans la suite du texte il est question de la Russie, il faut entendre par là, non pas l'Empire russe dans son ensemble, mais exclusivement la Grande-Russie, c'est-à-dire le territoire limité à l'ouest par les provinces de Pskov et de Smolensk, et tout au Sud par Koursk et Voronej.

Au fait, M. Tkatchev raconte aux ouvriers allemands qu'en ce qui concerne la Russie, je n'ai pas même des « rudiments de connaissances », mais seulement de l'« ignorance », de sorte qu'il se sent obligé de leur exposer les faits véritables et, en particulier, les raisons pour lesquelles en Russie une révolution sociale serait en ce moment précis un jeu d'enfant, bien plus facile à effectuer qu'en Europe occidentale.

« Si nous n'avons pas de prolétariat urbain, nous n'avons pas non plus de bourgeoisie (...) Nos travailleurs devront combattre uniquement contre le pouvoir politique - la puissance du capital n'étant qu'en germe chez nous. Et vous, monsieur, vous n'êtes pas sans savoir qu'il est bien plus facile de combattre le premier que le second. »

[240]

La révolution à laquelle tend le socialisme moderne, c'est, en peu de mots, la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, et l'organisation nouvelle de la société par la destruction de toutes les différences de

classes. Pour réaliser ce bouleversement, il ne faut pas simplement le prolétariat, mais encore la bourgeoisie entre les mains de laquelle les forces sociales de production se soient développées à un niveau suffisant pour permettre la suppression définitive des différences de classe. Chez les sauvages et les demi-sauvages aussi, les différences de classe font le plus souvent défaut, et chaque peuple est passé par ce stade de développement. Mais il ne nous viendrait pas à l'esprit de le rétablir, ne serait-ce que parce que les différences de classe s'en dégagent nécessairement avec le développement des forces productives sociales. C'est seulement à un certain niveau de développement des forces productives sociales - niveau très élevé même par rapport aux conditions de notre époque - qu'il est possible de hausser la production au point que la suppression des différences de classe constitue un progrès réel et durable et ne provoque pas un arrêt, voire un recul du procès social de production. Or c'est seulement entre les mains de la bourgeoisie que les forces productives ont atteint ce degré de développement.

La bourgeoisie représente donc, en ce sens aussi, une condition préalable, tout aussi nécessaire que le prolétariat lui-même, pour la révolution socialiste. Quiconque affirme que cette révolution est plus facilement réalisable dans un pays parce qu'il n'y existe certes pas de prolétariat, mais, de ce fait, aussi pas de bourgeoisie, ne fait que prouver qu'il ignore jusqu'à l' A B C du socialisme.

Les travailleurs russes - et, comme M. Tkatchev le dit lui-même, il s'agit-là de « travailleurs agricoles et, en tant que tels, non de propriétaires, mais de « *propriétaires* » auraient - la tâche plus facile, parce qu'ils n'auraient pas à lutter contre « la puissance du Capital », mais « seulement contre le pouvoir politique », c'est-à-dire l'État russe.

Or cet État « apparaît seulement à l'extérieur comme une puissance (...). Il n'a pas de racine dans la vie économique du peuple ; il n'incarne pas en lui les intérêts d'un quelconque [241] ordre ou état...). Chez vous, l'État n'est pas une puissance purement apparente. Au contraire, il s'appuie des deux pieds sur le Capital ; il personnifie en lui (!) des intérêts économiques déterminés (...). Chez nous, c'est exactement l'inverse, notre forme sociale doit son existence à l'État, un État pour ainsi dire suspendu dans les airs, qui n'a rien de commun avec l'ordre social existant et prend ses racines dans le passé et non dans le présent ».

Nous ne nous attarderons pas sur l'idée confuse selon laquelle les intérêts économiques ont besoin de l'État qu'ils créent eux-mêmes pour obtenir un corps, ni à l'allégation osée selon laquelle la forme sociale russe (dont la propriété communale des paysans fait évidemment partie) doit son existence à l'État. Nous laisserons également de côté l'idée selon laquelle ce même État, création propre de l'ordre social existant n'a pourtant « rien de commun » avec lui. Considérons tout simplement « cet État suspendu dans les airs » qui ne représenterait les intérêts d'aucun ordre ou état ¹⁰⁸.

En Russie d'Europe, les paysans possèdent 105 millions de déciatines, les nobles (pour plus de concision, j'appelle ainsi les gros propriétaires fonciers) en possèdent 100 millions, dont la moitié environ est entre les mains de 15 000 d'entre eux, soit en moyenne 33 000 déciatines pour chacun d'eux ¹⁰⁹. En superficie, la terre appartenant aux paysans ne dépasse donc que de très peu celle des nobles. Comme on le voit, les nobles n'ont pas le moindre intérêt à l'existence de l'État russe, qui défend leur propriété sur la moitié des terres du pays ! Mais poursuivons. Les paysans paient annuellement 195 millions de roubles d'impôt foncier pour la moitié des terres du pays, les nobles... 13 millions à peine ! En moyenne, les terres des nobles sont deux fois plus fertiles que celles des paysans, parce que - lors de la redistribution consécutive à l'abolition des corvées - l'État a enlevé aux paysans non seulement la plus grande, mais encore la meilleure partie des terres pour la donner à la noblesse - et encore les paysans ont-ils dû

¹⁰⁸ L'extrême lucidité des analyses d'Engels nous dispense de longs commentaires sur l'évolution de l'économie russe, agricole aussi bien qu'industrielle, après 1861. Lénine a poursuivi avec ardeur et minutie l'œuvre de Marx-Engels, montrant que l'analyse approfondie de l'économie des diverses classes en présence et des intérêts matériels qui les poussent permet de déterminer concrètement l'attitude de celles-ci au cours de la révolution sociale, cf. son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie*. « Processus de formation du marché intérieur pour la grande industrie », Éditions en langues étrangères, Moscou, 758 p.

¹⁰⁹ Dans *Notizen über die Reform von 1861 und die klung Russlands nach der Reform* (Marx-Engels, *Werke*. 17. p. 530-50), Marx dresse un tableau statistique de l'économie russe. Il y calculait que la propriété de la noblesse se montait à cent millions de déciatines, celle de l'État à 152, et celle des paysans à 121.

payer aux nobles cette terre la plus mauvaise au prix de la meilleure. Et la noblesse russe n'aurait aucun intérêt au maintien de l'État russe !

[242]

L'abolition du servage a précipité la grande masse des paysans dans une situation de misère extrême, tout à fait insupportable. Non seulement on les a privés de la plus grande et de la meilleure partie de leurs terres, de sorte que - jusque dans les régions les plus fertiles du pays - la terre des paysans est, pour les conditions de culture russes - beaucoup trop petite pour les nourrir ; non seulement on leur en a imposé un prix exorbitant que l'État leur a avancé et dont ils doivent à présent rembourser les intérêts, ce qui constitue pour eux un long et dur fardeau ; non seulement la charge de l'impôt foncier leur incombe presque en totalité, alors que la noblesse en est pratiquement exonérée, de sorte que l'impôt foncier dévore à lui seul la totalité et au-delà de la rente foncière de leur terre et que tous les autres paiements que le paysan a encore à effectuer (dont nous parlerons plus loin) constituent autant de déductions effectuées sur la partie de son revenu représenté par le salaire de son travail. Mais ce n'est pas tout. A l'impôt foncier, à l'intérêt et à l'amortissement progressif des avances de l'État, il faut ajouter encore, depuis la récente instauration de l'administration locale, les taxes de province et de district.

La conséquence la plus importante de cette « réforme » a été pour les paysans l'accroissement de la charge fiscale. En gros, l'État a conservé ses recettes, mais s'est déchargé d'une grande partie de ses dépenses sur les provinces et les districts, qui édictèrent donc de nouveaux impôts, - et il est de règle en Russie que les couches sociales les plus élevées soient pratiquement exonérées d'impôts et que les paysans paient pour elles.

Une telle situation fait fleurir l'usurier. Avec le talent presque inégalé des Russes pour le commerce à l'échelle la plus vile, pour l'exploitation de situations favorables aux affaires et pour l'escroquerie qui en est inséparable - Pierre 1^{er} ne disait-il pas déjà qu'un seul Russe pouvait battre trois Juifs ? - l'usurier s'infiltré partout. Quand approche l'échéance pour les impôts, l'usurier, le koulak - souvent un riche paysan de la commune elle-même - surgit et offre son argent liquide. Le paysan, ayant un [243] besoin, absolu de cet argent, doit accepter sans rechigner les conditions que lui fait l'usurier. De la sorte, le paysan

tombe encore plus dans l'embarras, et il a de plus en plus besoin d'argent liquide. Le marchand de céréales arrive au moment de la récolte ; le besoin d'argent liquide contraint alors le paysan à céder une partie de ses céréales, dont lui-même et sa famille ont un besoin urgent pour vivre. Le marchand de céréales répand des fausses rumeurs pour faire baisser les prix et paie un prix dérisoire, souvent en partie sous forme de marchandises calculées au prix fort, le système du paiement des salaires en marchandises (*trucksystem*) étant très répandu en Russie. Comme on le voit, l'importante exportation de céréales repose directement en Russie sur la faim de la population rurale.

Voici une autre forme d'exploitation des paysans : un spéculateur prend à bail du gouvernement de la terre domaniale pour un grand nombre d'années et la cultive tant qu'elle rapporte sans engrais ; puis il la divise en parcelles, et il afferme, contre une rente élevée, la terre ainsi vidée de sa substance aux paysans du voisinage qui ne parviennent pas à vivre de leur propre terre. Nous avons déjà vu plus haut le système anglais du *truck*, voici maintenant la reproduction exacte de celui des *middlemen* irlandais (grands fermiers qui sous-louent leur terre par petites parcelles).

En somme, il n'existe pas de pays où, dans les formes encore si précoces de la société bourgeoise, le parasitisme capitaliste soit aussi développé qu'on Russie, où il recouvre et enserre dans ses maillons toute la masse du peuple. Et tous ces vampires, acharnés à sucer le sang du paysan, n'auraient pas d'intérêt au maintien de l'État russe, dont les lois et les tribunaux protègent leurs malpropres et profitables opérations ?

La grande bourgeoisie de Pétersbourg, de Moscou et d'Odessa qui, au cours des dix dernières années, s'est développée à un rythme extraordinaire, surtout grâce aux chemins de fer, et s'est lancée avec entrain dans les spéculations de ces dernières années ; les exportateurs de céréales, de chanvre, de lin et de suif, dont toutes les affaires reposent sur la misère paysanne ; toute la grande industrie russe qui [244] n'existe que grâce à la protection douanière que lui accorde l'État - bref, tous ces importants éléments en augmentation rapide au sein de la population n'auraient aucun intérêt au maintien de l'État russe ? Encore n'avons-nous rien dit de cette innombrable armée de fonctionnaires qui inonde et pille la Russie et y constitue une véritable couche sociale (Stand). Et quand M. Tkatchev nous assure que l'État russe n'a

« pas de racine dans la vie économique du peuple », qu' « il ne personnifie pas en lui les intérêts d'une couche sociale quelconque », qu'il est « suspendu dans les airs », il nous semble au contraire que ce n'est pas l'État russe qui est suspendu dans les airs, mais bien M. Tkatchev lui-même.

Il est clair que, depuis l'abolition du servage, la situation des paysans russes est devenue intolérable et deviendra à la longue intenable, et que, de ce seul fait, une révolution se prépare en Russie. La seule question qui se pose est la suivante : quel peut être et quel sera le résultat de cette révolution ?

M. Tkatchev proclame que ce sera une révolution sociale. C'est pure tautologie. Toute révolution véritable, parce qu'elle porte au pouvoir une classe nouvelle et lui permet de transformer la société à son image, est une révolution sociale. M. Tkatchev veut dire qu'elle sera socialiste et qu'elle introduira en Russie, avant même que nous y parvenions en Occident, la forme de société à laquelle aspirent les socialistes d'Europe occidentale - et tout cela grâce à des rapports sociaux où prolétariat et bourgeoisie n'existent encore que de manière sporadique et à un niveau inférieur de leur développement. Et cela devrait être possible parce que les Russes sont, pour ainsi dire, le peuple élu du socialisme et qu'ils possèdent l'artel et la propriété communale de la terre.

L'*artel* - que M. Tkatchev ne mentionne qu'incidemment ; mais dont nous allons nous occuper maintenant, parce qu'elle occupait du temps de Herzen déjà une place mystérieuse dans l'idéologie de nombreux Russes - est une forme d'association largement répandue en Russie. En [245] fait, c'est la forme la plus simple de la coopération libre, telle qu'elle existe déjà dans la chasse chez les peuples chasseurs. Le nom comme la chose ne sont pas d'origine slave, mais tatare. Tous deux existaient, d'une part, chez les Kirghiz, les Yakoutes, etc. et, d'autre part, chez les Lapons, les Samoyèdes et d'autres peuples finnois ¹¹⁰. C'est la raison pour laquelle, en Russie, l'artel se développe à l'origine dans le Nord et dans l'Est, au contact des Finnois et des Tatares, et non dans le Sud-Ouest. Le climat rigoureux rend né-

¹¹⁰ Sur l'*artel*, voir entre autres *Sbarnik materialoy ab artefiakh Rossi* (Recueil de matériaux sur les artels en Russie), Pétersbourg 1873, 1^{er} fasc. (Note d'Engels.)

cessaires diverses formes d'activité industrielle, l'insuffisance des villes et des capitaux étant compensée autant que possible par cette forme de coopération.

L'une des caractéristiques principales de l'artel - obligation solidaire de ses membres vis-à-vis de l'État et des tiers repose à l'origine sur un lien parental de consanguinité, comme chez les anciens Allemands la *Gewere*, la vendetta, etc.

Du reste, en Russie le mot artel est utilisé pour désigner non seulement toutes les formes d'activité communautaires, mais encore toutes les installations communautaires. Même la bourse est un *artel*.

Dans les *artels* de travailleurs, on choisit un préposé (*starosta*, le plus âgé), qui s'occupe des tâches de trésorerie, de comptabilité, etc. et, le cas échéant, de la direction commerciale, et touche une rémunération spéciale. Ces *artels* se forment :

- 1) Pour des entreprises provisoires qui, sitôt menées à terme, sont dissoutes ;
- 2) Pour des groupes exerçant une même industrie, par exemple les portefaix, etc. ;
- 3) Pour des entreprises proprement industrielles et permanentes.

Ces *artels* se forment par contrat signé de tous les membres. Si ceux-ci ne peuvent réunir le capital nécessaire, ce qui arrive très souvent, par exemple dans les fromageries et les pêcheries (pour les filets, les barques, etc.), l'*artel* tombe dans les griffes d'un usurier qui avance la somme manquante à un taux d'intérêt élevé, empochant dès lors la majeure partie du produit du travail. Cependant, les [246] *artels* qui se louent en bloc, comme personnel salarié à un entrepreneur, sont exploités encore plus féroce-ment. Dirigeant eux-mêmes leur activité industrielle, ils épargnent au capitaliste les frais de surveillance. Celui-ci loue aux membres de l'*artel* les huttes pour se loger et leur avance des denrées alimentaires, ce qui développe à son tour l'odieux système du truck. Ces formes d'artel prévalent chez les bûcherons et les distillateurs de goudron en Sibérie, etc. (cf. Flerovsky, *la Situation*

des classes laborieuses en Russie, Saint-Pétersbourg, 1889). Ici l'*artel* sert donc à faciliter au maximum pour le capitaliste l'exploitation des travailleurs salariés. D'autre part, il existe aussi des artels employant eux-mêmes des salariés qui ne sont pas membres de l'association.

On le voit l'*artel* est une société coopérative née spontanément et, de ce fait même, une forme d'association encore très peu développée. Cependant, en tant que telle, elle n'a rien de spécifiquement russe, ni même de slave. De telles associations se constituent partout où le besoin s'en fait sentir. On les trouve en Suisse dans les laiteries, et en Angleterre chez les pêcheurs où elles revêtent toute sorte de formes. Les terrassiers de Silésie - des Allemands et non des Polonais étaient organisés en véritables artels pour construire les nombreux chemins de fer des années 1840.

La prédominance de cette forme en Russie témoigne, certes, que le peuple russe a une forte inclination à s'associer, mais il s'en faut de beaucoup quelle démontre sa capacité de sauter, grâce à cette tendance à s'associer, de l'*artel* à la forme d'organisation du socialisme. Pour cela, il faudrait avant tout que l'*artel* lui-même soit capable d'évoluer, qu'il dépouille sa forme originelle qui, comme nous l'avons vu, sert plus le capital que les travailleurs et qu'il s'élève pour le moins au niveau des sociétés coopératives d'Europe occidentale.

Cependant, à en croire M. Tkatchev - mais cela serait plutôt hasardeux après ce que nous savons de lui -, ce n'est nullement le cas. Tout au contraire, il assure avec une fierté bien caractéristique de ses idées : « En ce qui concerne les sociétés coopératives et de crédit que l'on a [247] récemment transplantées de manière artificielle en Russie d'après le modèle allemand (!), elles ont été accueillies avec une indifférence totale par la majorité de nos travailleurs et ont presque partout fait fiasco. »

Or la société-coopérative-moderne a, pour le moins, démontré qu'elle pouvait s'appliquer avantageusement à la grande industrie (filature et tissage dans le Lancashire). Non seulement l'*artel* a été jusqu'ici incapable d'un tel résultat, mais -à moins d'évoluer - il est destiné à succomber devant la grande industrie.

La *propriété communale des paysans russes* a été découverte vers 1845 par Haxthausen, conseiller du gouvernement prussien. Elle fut annoncée au monde à coups de trompette comme étant une pure mer-

veille ¹¹¹. Pourtant Haxthausen eût pu en trouver d'assez nombreux vestiges dans sa patrie westphalienne et, en tant que fonctionnaire du gouvernement, il était même de son devoir d'en avoir une connaissance précise.

C'est par Haxthausen que le Russe Alexandre Herzen, propriétaire foncier de son état, apprit que ses paysans possédaient leurs terres en commun. Il en tira argument pour présenter les paysans russes comme les porte-drapeau du socialisme, des communistes-nés, face aux ouvriers de l'Occident européen, vieillissant et corrompu, qui devaient péniblement et artificiellement s'assimiler le socialisme. De Herzen l'idée passa à Bakounine, et de celui-ci à M. Tkatchev. Écoutons ce dernier :

« Notre peuple (...) dans sa grande majorité (...) est pénétré des principes de la propriété collective ; si l'on peut s'exprimer ainsi, il est communiste par instinct et tradition. L'idée de la propriété collective a poussé des racines si profondes dans toute la conception du monde de notre peuple [nous allons voir tout de suite jusqu'où va le monde du paysan russe] que le gouvernement commence aujourd'hui à se rendre compte que cette idée n'est pas conciliable avec les principes d'une société « bien ordonnée », principes au nom desquels il s'efforce d'introduire l'idée de la propriété individuelle [248] dans la conscience et dans la vie du peuple. Il ne peut atteindre cet objectif que par la force des baïonnettes et du knout. Il en ressort clairement que notre peuple, en dépit de son ignorance, est plus proche du socialisme que les peuples d'Europe occidentale, bien que ceux-ci soient plus éduqués. »

En réalité, la propriété communale de la terre est une institution que l'on trouve au stade inférieur du développement de tous les peuples indo-européens, de l'Inde à l'Irlande, et même chez les Malais soumis à l'influence indienne à Java, par exemple. Dans la partie sep-

¹¹¹ Cf. les *Studien über die inneren Zustände, das Volksleben und insbesondere die ländlichen Einrichtungen Russlands*, Hanovre 1847, Berlin 1852 et l'ultérieur *De l'abolition par voie législative du partage temporaire des terres dans les communes russes* (Paris 1858) de Haxthausen. Ces ouvrages furent la grande révélation sur la persistance des communes rurales en Russie d'abord pour Herzen, puis pour Bakounine et les populistes en général. (Note d'Engels.)

tentrionale de l'Irlande qu'ils venaient de conquérir, les Anglais utilisèrent la propriété communale du sol qui avait subsisté à bon droit jusqu'en 1608. Elle servit alors de prétexte aux Anglais pour déclarer cette terre sans maître et, en conséquence, la confisquer. Aux Indes, de nombreuses formes de propriété commune ont subsisté jusqu'à nos jours. Elle était générale chez nous en Allemagne ; les terres communales que l'on rencontre encore çà et là en sont des vestiges ; dans les montagnes on en trouve encore de nombreuses traces, fort nettes (partages périodiques des terres communales, etc.). On peut trouver un exposé détaillé et précis sur la propriété commune des anciens Allemands dans les divers ouvrages de Maurer, classiques en la matière.

En Europe occidentale - Pologne et Petite-Russie y comprises -, la propriété communale devint, à un-certain stade du développement social, un obstacle et une entrave à la production agricole, et elle fut progressivement éliminée. En Grande-Russie, c'est-à-dire en Russie proprement dite, elle s'est maintenue en revanche jusqu'à nos jours - ce qui démontre que la production agricole et les conditions sociales correspondantes de l'agriculture s'y trouvent encore à un niveau très bas de développement. L'analyse des faits le confirme au reste.

Le paysan russe ne vit et n'agit que dans le cadre de sa commune, le reste du monde n'existe pour lui que pour autant qu'il trouve une répercussion dans sa « commune ». C'est tellement vrai qu'en russe le mot *mir* signifie à la fois *monde* et *commune rurale*. *Vse mir*, le monde entier, signifie [249] pour le paysan russe l'assemblée de tous les membres ; de la commune. Quand M. Tkatchev parle donc de la « conception du monde » des paysans russes, il est manifeste qu'il a mal traduit le mot russe *mir*. Un isolement réciproque aussi complet des diverses communes les unes par rapport aux autres se reproduit de la même façon d'un bout du pays à l'autre et suscite exactement l'inverse de l'intérêt commun : il forme la base naturelle du despotisme oriental.

De fait, de l'Inde à la Russie, cette forme sociale a sans cesse produit ce despotisme et a toujours trouvé en lui son complément nécessaire. Non seulement l'État russe en général, mais encore sa forme *spécifique*, le despotisme tsariste, loin d'être suspendus dans les airs, sont des produits logiques et nécessaires des rapports sociaux de la Russie, rapports avec lesquels, à en croire M. Tkatchev, ils n'auraient « rien de commun ».

Ici aussi, le développement ultérieur de la Russie dans le sens *bourgeois* détruirait au fur et à mesure la propriété communale, sans que le gouvernement russe n'ait à intervenir par, la force des « baïonnettes et du knout ». Et ce d'autant plus qu'en Russie la terre communale n'est pas cultivée en commun par les paysans, le produit seul étant partagé comme cela s'effectue encore dans certaines contrées de l'Inde. Au contraire, le sol est périodiquement redistribué entre les différents chefs de famille, dont chacun cultive sa part pour son compte propre. Parmi les membres de la commune, il peut y avoir - et il y a effectivement - de profondes différences économiques et sociales. Il existe presque partout de riches paysans - parfois millionnaires - qui pratiquent l'usure et pressurent la masse des paysans. Nul ne le sait mieux que M. Tkatchev. Alors qu'il veut faire accroire aux ouvriers allemands que ce n'est que par la force du knout et des baïonnettes que l'on pourra extirper « l'idée de la propriété collective » de l'esprit et de la vie du paysan russe, ce communiste par instinct et tradition, il écrit dans sa brochure en langue russe, page 15 :

« Au sein de la paysannerie il se développe une classe d'*usuriers* [koulaks], d'*acheteurs* et de *preneurs à bail* de [250] terres paysannes et nobiliaires, soit une aristocratie paysanne » - la même variété de vampires que nous avons décrite plus haut.

Une fois de plus, le coup le plus rude a été porté à la propriété communale par l'abolition des corvées. La noblesse reçut la plupart des terres - et les meilleures - et il ne resta aux paysans que le strict nécessaire, voire parfois moins encore. En outre, les bois ayant été attribués à la noblesse, le paysan doit acquérir aujourd'hui son bois de chauffage, d'ouvrage et de construction qu'il pouvait se procurer à discrétion auparavant. En conséquence, le paysan ne possède plus que sa maison et la terre nue, sans les moyens de la cultiver, et en moyenne n'a pas suffisamment de terre pour le faire subsister lui et sa famille d'une récolte à l'autre. Dans ces conditions et sous le fardeau des impôts et de l'usure, la propriété communale du sol n'est plus un bienfait : elle devient une chaîne, et souvent les paysans l'abandonnent, avec ou sans leur famille, pour vivre comme travailleurs nomades, laissant leur terre en plan ¹¹².

¹¹² Sur les conditions des paysans, voir entre autres le rapport officiel de la commission gouvernementale sur la production agricole (1873) et *Skaldine*

Comme on le voit en Russie, la propriété communale a depuis longtemps derrière elle sa période d'or, et tout laisse prévoir qu'elle s'achemine vers sa dissolution ¹¹³. Il est indéniable cependant qu'il existe une possibilité de la hausser à une forme supérieure, si elle se maintient assez longtemps pour que les conditions aient mûri pour cette transformation, et si elle s'avère capable d'évoluer de manière que les paysans ne cultivent plus leur terre séparément, mais en commun ¹¹⁴, bref de la hausser à une forme supérieure, sans que les paysans n'aient à traverser l'étape intermédiaire de la propriété parcellaire bourgeoise. Or ce n'est possible que si, avant la décomposition de la propriété communale russe, une révolution prolétarienne, triomphe en Europe occidentale et donne au paysan russe les conditions préalables à ce passage, notamment les conditions matérielles dont il a besoin ne serait-ce que pour réaliser la transformation complète des méthodes de culture qu'il implique. C'est donc pure vanterie de soutenir [251] comme le fait M. Tkatchev que les paysans russes, bien que « propriétaires », sont plus « proches du socialisme » que les ouvriers sans propriété d'Europe occidentale. C'est exactement le contraire qui est vrai : si quelque chose peut encore sauver la propriété communale russe et lui donner la possibilité de se transformer en une forme nouvelle et réellement viable, c'est bien la révolution prolétarienne en Europe occidentale.

V zakholusti i v stolice, Pétersbourg 1870, qui est l'œuvre d'un conservateur libéral. (Note d'Engels.)

¹¹³ Engels anticipe ici sur les résultats auxquels il parviendra plus tard dans sa *Postface* de 1894 et ses lettres à Danielson, que nous reproduisons dans la suite du recueil. Dans ses lettres à Danielson, Engels, après Marx, dresse un tableau historique pour toute cette période de l'évolution de l'agriculture de l'industrie en Russie. Le lecteur trouvera ces lettres dans Marx-Engels, *Lettres sur le « Capital »*, Éditions Sociales, 1964, Paris (présentées et annotées par O. Badia).

¹¹⁴ En Pologne, surtout dans le gouvernement de Grodno dans lequel la noblesse a été en grande partie ruinée par l'insurrection de 1863, il est fréquent que les paysans achètent ou prennent en location les terres de leurs seigneurs afin de les cultiver indivises et en commun. Et pourtant ils ne possèdent plus depuis des siècles, la propriété commune et ne sont pas des grands-russiens, mais des polonais, des lithuaniens ou des blancs-russiens. (Note d'Engels.)

M. Tkatchev en prend à son aise avec la révolution politique tout comme avec la révolution économique ! Le peuple russe, dit-il, « s'élève sans cesse » contre l'esclavage, tantôt au moyen de « sectes religieuses du refus des impôts [...] des bandes de brigands [les ouvriers allemands seront ravis d'apprendre que le bandit de grand chemin *Schinderhannes* est le père de la social-démocratie allemande !]... tantôt au moyen d'incendies... de soulèvements. Et c'est pourquoi nous pouvons, à bon droit définir le peuple russe comme révolutionnaire par instinct ». M. Tkatchev est convaincu qu' « il suffirait de faire éclater en même temps dans plusieurs localités les sentiments - accumulés de rancœur et d'amertume qui grondent toujours au sein de notre peuple » pour que « l'union des forces révolutionnaires se fasse *d'elle-même* et que la lutte... se résolve par le triomphe de la cause du peuple. La nécessité pratique, l'instinct de conservation » créeront par eux-mêmes « une alliance indestructible entre les communes en révolte ».

On ne saurait imaginer de révolution plus commode, plus agréable. Il suffit de frapper en même temps en trois ou quatre lieux différents, et le « révolutionnaire par instinct », la « nécessité pratique », « l'instinct de conservation » se chargeront de faire le reste. Et pourquoi donc, puisque c'est un jeu d'enfant, la révolution n'est-elle pas déjà faite depuis longtemps, pourquoi n'a-t-elle pas déjà libéré le peuple et transformé la Russie en pays modèle du socialisme ? C'est tout à fait inexplicable.

En fait, il en va tout autrement. Certes, le peuple russe, ce révolutionnaire par instinct, a effectué en ordre dispersé d'innombrables insurrections paysannes contre la *noblesse* et contre des fonctionnaires du gouvernement, mais jamais [252] *contre le tsar*, sauf lorsqu'un *faux tsar* en prenait la tête et prétendait au trône. La dernière grande révolte paysanne sous Catherine II fut possible uniquement parce qu'Emilian Pougatchov se fit passer pour le mari de cette dernière, Pierre III, en proclamant qu'il n'avait pas été assassiné, mais que, détrôné et incarcéré, il aurait réussi à s'enfuir. Pour le paysan russe, le tsar est Dieu sur terre : *Bog vysok, tsar daljok* (Dieu est en haut, et le tsar est loin), tel est son cri de détresse. Il ne fait pas de doute que la masse de la population rurale, surtout depuis l'émancipation du serfage, se trouve dans une situation qui lui impose de plus en plus la lutte contre le gouvernement et le tsar. Mais quoi qu'il en soit, M.

Tkatchev ferait bien de chercher à placer ailleurs sa fable du « révolutionnaire par instinct ».

Et puis, *même si* la masse des paysans russes était aussi révolutionnaire par instinct, *même si* nous admettions qu'une révolution peut se faire sur commande, comme on fait une pièce de cotonnade à fleurs ou un samovar - il faudrait se demander, dis-je, s'il est permis à un homme de plus de douze ans de s'imaginer d'une manière aussi puérole le processus d'une révolution ? Que l'on pense, en outre, que M. Tkatchev a écrit tout cela après l'échec si éclatant de la première révolution faite d'après le modèle bakouniniste - celle d'Espagne de 1873 ! Là aussi on avait frappé d'un seul coup en plusieurs endroits à la fois. Là aussi on escomptait que la nécessité pratique, l'instinct de conservation créeraient d'eux-mêmes une alliance solide et indestructible entre toutes les communes insurgées. Or qu'advint-il ? Chaque commune, chaque ville se défendit pour son seul compte : il ne fut même pas question d'entraide. En quinze jours, avec ses 3 000 hommes, le général Pavia réussit à conquérir une ville après l'autre, mettant ainsi un terme à toute cette splendeur anarchiste (cf. mes articles sur *les Bakouninistes à l'œuvre* dans lesquels je relate ces faits en détail) ¹¹⁵.

Il n'est pas douteux que la Russie se trouve à la veille d'une révolution. Ses finances sont en faillite complète. La vis fiscale n'est plus d'aucune efficacité ; les intérêts des anciennes dettes d'État sont remboursés à l'aide d'emprunts [253] nouveaux, et tout nouvel emprunt se heurte à des difficultés sans cesse croissantes ; on ne peut plus se procurer de l'argent autrement qu'en prétextant la construction de chemins de fer. L'administration est depuis toujours corrompue jusqu'à la moelle ; les fonctionnaires vivent davantage de vols, de pots-de-vin et de chantage que de leur traitement. Toute la production agricole - essentielle pour la Russie - se trouve dans un état de désorganisation complète après l'émancipation de 1861 ; la grande propriété foncière manque de bras, les paysans n'ont plus assez de terre, ils sont écrasés d'impôts et pressurés par les usuriers ; le rendement du sol diminue d'année en année. Le tout est tenu ensemble à grand-peine et très su-

¹¹⁵ Dans cette étude sur « la manière dont il ne faut pas faire une révolution », Engels analyse la crise révolutionnaire espagnole de 1873, cf. la série d'articles du *Volksstaat*, « Internationales », 21 octobre 1872 et 5 octobre 1873 dans laquelle Engels polémique contre les anarchistes, les populistes et les « blanquistes ».

perficiellement par un despotisme oriental, dont l'arbitraire dépasse tout ce que nous pouvons nous imaginer en Occident, un despotisme qui entre de jour en jour en contradiction plus violente avec les conceptions des classes éclairées et surtout de la bourgeoisie concentrée dans les grandes villes. Cette dernière, sous son représentant actuel, est dans la plus grande confusion, faisant aujourd'hui des concessions au libéralisme pour les reprendre, effrayée, le lendemain, de sorte qu'elle finit par perdre de plus en plus tout crédit. Les couches les plus éclairées de la nation concentrées dans la capitale, ont une conscience de plus en plus aiguë que la situation devient intenable, qu'un bouleversement est imminent, cependant elles conservent l'illusion de pouvoir canaliser la révolution dans une voie pacifique.

Toutes les conditions sont réunies ici pour une révolution - une révolution amorcée par les classes supérieures de la capitale, et peut-être même par le gouvernement, mais qui sera poussée plus loin et au-delà de sa première phase constitutionnelle par les paysans. Cette révolution aura une importance énorme pour toute l'Europe, puisqu'elle abattra d'un seul coup l'ultime réserve, demeurée intacte jusqu'ici de la réaction européenne. Cette révolution est, à n'en pas douter, en marche. Deux événements seulement pourraient encore en retarder l'échéance : ou bien une guerre victorieuse contre la Turquie ou l'Autriche (pour laquelle toutefois il faudrait de l'argent et des alliances), [254] ou une tentative prématurée d'insurrection, qui pousserait de nouveau les classes possédantes dans les bras du gouvernement.

[254]

FRÉDÉRIC ENGELS ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA RUSSIE

Lettre à Minna Karlovna Gorbounova, 5 août 1880.

[Retour à la table des matières](#)

Vos informations sur votre activité à Moscou, ainsi que la perspective qui s'ouvre à vous d'ouvrir, avec l'aide du président de *semstvo*, une école technique m'ont vivement intéressées. Nous avons également ici les rapports statistiques de tous les *semtvos* russes, de même qu'une documentation absolument remarquable sur les conditions économiques de la Russie. Je ne puis hélas en ce moment m'y plonger, étant donné que tout cela se trouve chez Marx et que celui-ci est aux bains marins avec toute sa famille. Cependant cela ne m'aiderait guère à répondre à votre question ¹¹⁶, puisque pour ce faire il faut connaître les branches correspondantes de l'industrie domestique, de votre entreprise, de ses produits et de sa capacité concurrentielle - ce que l'on peut recueillir sur place seulement. En général, il me semble que les branches d'industrie dont vous parlez devraient pour la plupart être encore en mesure de concurrencer la grande industrie pour un certain temps au moins. De tels bouleversements industriels procèdent avec une extrême lenteur : en Allemagne, même le tissage à main n'est pas encore évincé dans toutes les branches, dont il a déjà été chassé depuis vingt à trente ans en Angleterre. En Russie, les choses peuvent changer encore plus lentement. Le long hiver y laisse tellement de temps libre aux paysans, et si peu de travail qu'il trouve à faire, c'est toujours cela [255] de gagné. Il est évident que ces mé-

¹¹⁶ Comme de nombreux autres révolutionnaires russes, émigrés ou restés en Russie, Minna Karlovna Gorbounova, s'était adressée à Engels pour lui demander quelle était la perspective du développement économique et social de la Russie, afin de déterminer l'action à y mener.

thodes de production primitive ne peuvent échapper à leur destin ultime, et dans un pays hautement développé - comme ici par exemple - en pourrait soutenir qu'il serait plus humain de hâter que de freiner ce procès de dissolution. Mais il se pourrait bien que les circonstances soient différentes en Russie, d'autant plus que de gigantesques transformations de la situation politique se profilent à l'horizon. Les petites mesures palliatives qui, comme vous vous en êtes persuadée n'ont été d'aucun secours en Allemagne et ailleurs aussi pourraient éventuellement, ici et là en Russie, aider le peuple à surmonter la crise politique et continuer à faire tourner son industrie jusqu'à ce qu'il ait lui-même son mot à dire.

Les écoles pourraient peut-être lui apprendre, dans une certaine mesure, *quels* seront les mots qu'il dira alors. C'est à quoi contribuent aussi les éléments de formation intellectuelle qui sont répandus parmi le peuple. L'enseignement technique atteindrait sans doute le mieux son but, si l'on s'efforçait, d'une part, de donner la forme la plus rationnelle aux entreprises les plus viables de l'industrie traditionnelle, d'autre part, de donner aux enfants une formation technique générale en vue de leur faciliter le passage d'une branche à l'autre de l'industrie. A part ces généralités, il est difficile de se prononcer de l'extérieur.

En revanche, une chose me semble à peu près assurée le gouvernement de Moscou ne deviendra pas de sitôt le siège de la grande industrie, car il est très éloigné des zones charbonnières, et la pénurie de bois de chauffage se fait déjà sentir. Sous une forme quelconque, les industries domestiques, à condition d'être capables de s'adapter chaque fois, pourraient y subsister encore un certain temps, même si des tarifs de protection rendaient possible l'implantation de quelques grandes entreprises, comme l'industrie cotonnière à Shuya et Ivanovo dans le gouvernement de Vladimir. Mais en fin de compte les paysans ne trouveront de secours que dans l'agrandissement de leurs terres et dans la coopération.

Ce que vous m'apprenez du déclin de la commune rurale et de l'artel qui commence à se faire sentir, se trouve [256] confirmé par des nouvelles reçues d'ailleurs. Néanmoins ce procès de décomposition peut durer très longtemps. Comme la tendance générale de l'Europe occidentale va dans un sens diamétralement opposé et qu'elle se renforcera considérablement dans la prochaine révolution, on peut s'attendre à ce qu'en Russie aussi, qui a produit tant d'esprits critiques

éminents au cours de ces trente dernières années, la tendance devienne suffisamment puissante à temps voulu pour répondre au penchant millénaire naturel du peuple avant qu'il n'ait été complètement éliminé chez lui. C'est la raison pour laquelle, les associations de production et les autres formes de promotion du système d'association dans le peuple peuvent être considérées en Russie sous un autre angle qu'en Occident. Mais ce ne seront jamais que des palliatifs.

FRÉDÉRIC ENGELS

LE SORT DES COMMUNES RURALES

Lettres à N. F. Danielson, 24 février
et 17 novembre 1893.

1

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes, semble-t-il, d'accord sur tous les points, sauf un que vous abordez dans vos lettres des 9 et 27 janvier, sous des angles différents à chaque fois.

Dans la première, vous demandez : la transformation économique qui était devenue inévitable après 1854 est-elle de nature telle qu'au lieu de développer les institutions historiques de la Russie, elle doit, au contraire, les saper à la racine ? En d'autres termes : la commune rurale ne pourrait-elle pas être à la base d'un développement économique nouveau ?

Dans votre lettre du 27 janvier, vous exprimiez la même [257] pensée sous la forme suivante : la grande industrie était devenue une nécessité pour la Russie, mais était-il inévitable qu'elle se développât sous la forme capitaliste ?

Or donc, dans les années 1854, la Russie se mit en mouvement avec la commune rurale, d'une part, et la nécessité de la grande industrie, de l'autre. Étant donné les conditions générales de votre pays, voyez-vous une possibilité de greffer la grande industrie sur la com-

mune de village sous une forme qui, d'un côté, rendît possible le développement de la grande industrie, et de l'autre, haussât la commune paysanne primitive au niveau d'une institution sociale supérieure, supérieure à tout ce que le monde avait vu jusqu'ici ? Et ce, tandis que l'Occident tout entier vit sous le régime capitaliste ? Il me semble qu'une telle évolution, qui aurait dépassé tout ce que l'histoire a connu, aurait exigé des conditions économiques, politiques et intellectuelles tout différentes de celles que l'on rencontre en Russie.

Sans doute, la *commune rurale*, et même à un certain point l'*artel*, contenaient des germes, qui eussent pu se développer en épargnant à la Russie la nécessité de connaître les tourments de l'ordre capitaliste. Je souscris sans réserves à la lettre de notre auteur [Marx] à Shukovskii. Mais pour lui - comme pour moi - la prémice en était nécessairement une *impulsion de l'extérieur*, le révolutionnement du système économique en Europe occidentale, l'élimination du système capitaliste dans sa patrie d'origine.

Notre auteur, dans une certaine préface de 1882 à un certain vieux *Manifeste*, répondait comme suit à la question de savoir si la commune rurale russe ne pouvait représenter le point de départ d'un ordre social supérieur : si la transformation du système économique en Russie coïncide avec une transformation du système économique en Occident, de sorte que tous deux se complètent, l'actuelle propriété commune de la terre pourra servir de point de départ à une évolution économique nouvelle.

Si en Occident nous avons été plus rapides dans notre propre évolution économique, si nous avons été capables de renverser l'ordre capitaliste il y a dix ou vingt ans, peut-être [258] la Russie eût-elle eu le temps d'éviter la tendance de sa propre évolution vers le capitalisme. Hélas, nous avons marché lentement, et les conséquences économiques, qui doivent porter le système capitaliste à son point critique, ne commencent qu'à se développer dans les pays autour de nous : tandis que l'Angleterre perd rapidement son monopole industriel, la France et l'Allemagne se rapprochent du niveau industriel de l'Angleterre, et l'Amérique est en bonne voie pour les évincer tous les trois du marché mondial, aussi bien des produits agricoles que des articles manufacturés. L'introduction en Amérique d'une politique au moins relative de libre-échange consumerait la ruine du monopole industriel de l'Angleterre et en même temps anéantirait le commerce

d'exportation de produits industriels allemands et français. On assistera alors à une crise *tout ce qu'il y a plus fin de siècle* (Fr.).

Mais, en attendant, en Russie, la commune paysanne se décompose, et nous pouvons seulement espérer que le passage à un système meilleur adviendra assez rapidement chez nous pour sauver - au moins dans les parties les plus reculées de votre pays - des institutions qui, en d'autres circonstances, eussent été appelées à un grand avenir. Cependant les faits sont les faits, et nous ne devons pas oublier que ces possibilités se réduisent d'année en année.

Au reste, je vous concède que le fait pour la Russie d'être le dernier pays, dont la grande industrie capitaliste se soit emparée et, en même temps, que ce pays possède la population paysanne de loin la plus nombreuse, doit conduire à ce que le bouleversement suscité par cette transformation économique n'en devienne que plus violent qu'ailleurs. Le procès d'évincement de quelque 500 000 grands propriétaires terriens et de 80 millions de paysans par une nouvelle classe de propriétaires bourgeois ne peut se réaliser qu'au prix de terribles souffrances et convulsions. Mais l'histoire est bien la plus cruelle des déesses : elle guide son char triomphal sur des montagnes de cadavres, non seulement dans la guerre et même dans les temps de développement pacifique de l'économie. Et nous, hommes et femmes, nous sommes hélas si sots que nous ne pouvons trouver le cou [259] rage nécessaire aux progrès dignes de ce nom, si nous ne sommes pas pou" par des douleurs qui dépassent presque toute mesure...

II

Merci mille fois pour les exemplaires de votre *Étude sur notre économie après la réforme*, dont j'en ai envoyé trois à des amis qui sauraient l'apprécier ¹¹⁷. Je me réjouis de voir que le livre a suscité, comme il le méritait pleinement, un émoi considérable, voire une sensation. Parmi la Russes que j'ai rencontrés, il forme le principal thème

¹¹⁷ Engels fait allusion aux *Ocerki nesego poreformennogo obscestvennogo khozjastva* publié par son correspondant (qui fournit à Marx-Engels des données statistiques et autres documents sur la situation en Russie) dans la revue *Slovo* d'octobre 1880.

de discussion. Hier encore quelqu'un m'écrivait : « Nous discutons entre nous du destin du capitalisme en Russie. »

Même M. P. von Struve ¹¹⁸ a publié un long article sur votre livre dans *Sozial-politishes Centralblatt* de Berlin (III, n° 1, 1^{er} octobre 1893). Je ne peux pas ne pas être d'accord sur un point avec lui : il me semble aussi que l'actuelle phase capitaliste de l'évolution en Russie soit une conséquence inévitable des conditions économiques, créées par la guerre de Crimée, de l'orientation qu'a prise en 1861 la transformation des rapports de propriété de la terre, et de la stagnation politique de l'Europe en général.

En revanche, là où il a absolument tort, c'est lorsqu'il compare la situation actuelle de la Russie à celle des États-Unis, afin de réfuter vos sombres perspectives d'avenir. Il prétend que les effets désagréables du capitalisme moderne seront tout aussi facilement surmontés en Russie qu'aux États-Unis. Mais il oublie alors complètement que les États-Unis sont nés modernes et bourgeois, ayant été fondés par les petits-bourgeois et paysans ayant fui le féodalisme européen pour construire Outre-Atlantique une société purement bourgeoise, alors qu'en Russie il existait une base de communisme primitif, une société gentilice provenant encore de l'époque antérieure à la civilisation, qui certes tombe en ruine, mais continue néanmoins de fournir l'infrastructure, la matière première sur laquelle opère la révolution capitaliste (puisqu'il s'agit bien d'une authentique [260] révolution sociale). En Amérique, l'économie monétaire est vieille d'un siècle ; en Russie, la règle est presque exclusivement l'économie naturelle. Il va donc de soi qu'en Russie le bouleversement soit plus violent et radical, et doit s'accompagner de souffrances infiniment plus grandes qu'en Amérique.

Cependant malgré tout, il me semble que vous voyez les choses sous un jour bien plus sombre que celui que justifient les faits. Sans

¹¹⁸ Pierre Struve (1870-1944) sera quelques années plus tard le représentant de l'aile gradualiste et conciliateur du Parti ouvrier social-démocrate russe - les marxistes légaux - et Plékhanov de même que le jeune Lénine (cf. son *Credo* de 1899) polémiquèrent violemment contre lui. Plus tard, Struve adhéra au parti des cadets ; durant la guerre civile, il se rangera aux côtés de Dénikine, puis émigra. L'article auquel Engels fait allusion s'intitule « Zur Beurteilung der kapitalistischen Entwicklung Russlands ».

aucun doute, le passage d'un communisme primitif à l'industrialisation capitaliste ne peut s'effectuer sans de terribles convulsions dans la structure interne de la société et sans la disparition de classes entières et leur transformation en classes autres, et nous avons vu - à une échelle plus réduite - en Europe occidentale quelles horribles souffrances et quelle dilapidation de vies humaines et de forces productives cela a apporté avec soi. Mais de là à conclure à la ruine complète d'une grande nation aussi douée que la vôtre il y a encore une marge. Le rapide accroissement de population à laquelle vous êtes habitués pourra peut-être trouver un frein ; l'impitoyable déboisement lié à l'expropriation des grands propriétaires terriens ainsi que des petits paysans pourra avoir pour effet une dilapidation colossale de forces productives ; cependant malgré cela, une population de plus de cent millions d'habitants finira par ouvrir à la *grande industrie* moderne un marché intérieur considérable, et si le capitalisme se maintient assez longtemps en Europe occidentale, vous finirez par trouver, comme on l'a trouvé ailleurs aussi, le niveau économique qui vous convient.

Vous admettez vous-même que « les conditions sociales de la Russie après la guerre de Crimée étaient favorables au développement de la forme de production que nous a transmise notre passé historique ». J'irai plus loin, et je dirai qu'en Russie, pas plus qu'ailleurs, il n'était possible de développer à partir du communisme agraire primitif une forme de société supérieure à moins que celle-ci *existât déjà* dans un autre pays, en servant de tuteur au premier. Étant donné que cette forme supérieure - où qu'elle fût possible historiquement - est le produit nécessaire [261] de la forme de production capitaliste et de l'antagonisme social dualiste qu'elle a suscité, il fallait exclure la possibilité qu'elle se développât directement de la commune paysanne, sinon comme imitation d'une modèe existant ailleurs déjà.

Si l'Europe occidentale avait été mûre en 1860-70 pour une semblable transformation, si celle-ci avait été mise en œuvre en Angleterre, en France, etc., c'eût été aux Russes de montrer de quoi ils eussent été capables en se fondant sur la commune qui, à cette époque, était encore relativement intacte. Mais l'Occident n'a pas bougé, aucune transformation de ce genre ne fut tentée, et le capitalisme se développa toujours plus rapidement. Étant donné que, dans cette situation, la Russie n'avait pas d'autre alternative que de développer la commune paysanne vers une forme de production dont la séparait en-

core toute une série de phases historiques, et pour laquelle en Occident lui-même les conditions n'étaient pas encore mûres - tâche évidemment impossible -, ou d'évoluer en direction du capitalisme - et que restait-il en dehors de cette dernière perspective ? En ce qui concerne la commune, elle n'est possible qu'aussi longtemps que les différences de condition économique parmi ses membres ne sont pas sensibles. À peine cette différence devient-elle trop grande et certains de ses membres deviennent-ils les esclaves de leurs riches créanciers, que son destin est scellé. Les koulaks et les exploités d'Athènes d'avant Solon ont détruit la gens athénienne avec la même implacabilité que les éléments ont détruit la commune dans votre pays. Je crains que cette institution soit vouée à disparaître. Mais, d'autre part, le capitalisme ouvre des horizons et des espoirs nouveaux. Observez donc ce qu'il a réalisé et réalise en Occident ! Une grande nation comme la vôtre survit à toutes les crises. Il n'existe pas de grand mal historique qui ne soit compensé par un progrès historique. Seul le *modus operandi* (mode d'action) change. *Que les destinées s'accomplissent !* (Fr.).

[262]

FRÉDÉRIC ENGELS
POSTFACE DE 1894
AUX « PROBLÈMES SOCIAUX
DE LA RUSSIE »

Der Volksstaat, Berlin, 1894.

[Retour à la table des matières](#)

Avant tout une rectification : M. P. Tkatchev n'était pas à proprement parler un bakouniniste, c'est-à-dire un anarchiste ; il était et se prétendait blanquiste¹¹⁹. Mon erreur s'explique du fait que, selon la

¹¹⁹ Ce dernier article parut dans *Internationales aus dem Volksstaat* en conclusion de l'étude d'Engels sur les « Problèmes sociaux en Russie » de 1875. Dans le texte de 1894, Engels réexpose les termes de sa polémique contre

coutume des cercles de réfugiés russes d'alors, il se solidarisait avec l'émigration russe tout entière face à l'Occident et dans sa brochure, il défendait aussi Bakounine et consorts contre mes attaques, comme si elles l'avaient touché personnellement.

En substance, les idées sur la commune agraire communiste de Russie qu'il m'opposait, étaient celles-là même de Herzen. Cet homme de lettres panslaviste, pesant au révolutionnaire, avait appris dans les *Études sur la Russie* de Haxthausen que les serfs travaillant dans ses domaines ignoraient la propriété privée de la terre et procédaient périodiquement à la redistribution de leurs terres arables et de leurs pâturages : en fin littérateur qu'il était, il pouvait se dispenser d'apprendre ce qui fut bientôt après de notoriété universelle, à savoir que la communauté du sol avait prédominé aux temps primitifs chez les Indiens, les Celtes et les Germains, bref chez tous les peuples indo-européens, qu'elle existait encore en Inde, qu'en Irlande et en Écosse elle avait été éliminée de nos jours seulement par la force, et qu'en Allemagne même elle subsiste aujourd'hui encore çà et là, mais se trouve en voie de disparition. En somme, cette forme de propriété est commune à tous les peuples à un stade déterminé de leur développement. Mais, panslaviste de fait et socialiste seulement de nom, Herzen trouvait là un nouveau prétexte pour opposer sa « sainte » Russie à l'Occident pourri et décadent, et pour entourer d'une auréole encore plus lumineuse sa mission [263] de rajeunissement et de régénération - au besoin par la force des armes - de l'Europe. Ce que, malgré leurs efforts, les Français et Anglais dégénérés n'ont pu réussir à mettre en œuvre, les Russes, eux, le possèdent tout près à demeure :

« Maintenir la commune agraire, restaurer les libertés personnelles, étendre l'autogestion des villages aux cités et à l'État tout entier, tout en conservant l'intégrité et l'unité de la nation - voilà en synthèse, tout le problème de l'avenir en Russie, le problème de l'antinomie sociale dont la solution préoccupe et émeut tous les esprits de l'Occident » (*Herzen, lettres à Linton*). En d'autres termes : il peut y avoir un problème politique en Russie, mais le « problème social » y est déjà résolu.

Tkatchev sur la question de la commune agraire russe, mais surtout il analyse les perspectives de l'économie et de la révolution en Russie à la fin du XIX^e siècle.

Suivant les traces de Herzen, Tkatchev réglait la question russe avec la même facilité. Bien qu'en 1875 il ne pouvait plus soutenir que le « problème social » est déjà résolu en Russie, il estimait que les paysans russes, ces communistes nés, étaient infiniment plus proches du socialisme et de plus se trouvaient dans une situation bien plus favorable que les pauvres prolétaires occidentaux, abandonnés de Dieu. Si, en raison d'un siècle d'activité révolutionnaire, les républicains français se considèrent comme le peuple politiquement élu, de nombreux socialistes russes de l'époque proclamaient les Russes le peuple socialement élu et attendaient la régénération du vieux monde économique non pas des luttes du prolétariat occidental, mais des profondeurs secrètes de l'âme paysanne russe ! J'avais alors fait de cette conceptions puérite la cible de nies attaques.

Or, à présent, la commune agraire russe a trouvé la reconnaissance et la considération de personnes bien supérieures à Herzen et à Tkatchev, parmi lesquelles Nicolas Tchernychevski, ce grand penseur qui a tant fait pour la Russie et dont le lent assassinat au cours de l'interminable exil parmi les Yakoutes de Sibérie, pèsera pour toujours comme une marque infâme sur la mémoire d'Alexandre II, le « libérateur ». En raison du blocus des frontières intellectuelles imposées à la Russie, Tchernychevski n'aura jamais connu les œuvres de Marx et, quand apparut [264] le *Capital*, il se trouvait déjà *depuis* longtemps parmi les Yakoutes du Viliouisk central. Toute sa formation intellectuelle dut donc se faire dans l'ambiance créée par ce blocus intellectuel : ce que la censure russe ne laisse pas passer n'existe guère ou pas du tout pour la Russie. Si dans ces conditions on rencontre quelques faiblesses, un certain manque de perspective chez Tchernychevski, on ne peut que s'étonner qu'il n'en ait pas davantage.

C'est ainsi que Tchernychevski vit dans la commune agraire un moyen de sortir de la forme sociale dominante pour rejoindre un stade de développement supérieur aussi bien à la commune russe qu'à la société capitaliste occidentale avec ses antagonismes de classes. Que la Russie possédât ce moyen, dont l'Occident manque au contraire, lui sembla un avantage.

« En Europe occidentale, l'introduction d'un ordre social meilleur est rendue difficile par l'extension illimitée des droits de la personne privée... Il n'est facile à personne de renoncer à la moindre parcelle de ce dont on est habitué de jouir ; et, en Europe occidentale, l'individu

est déjà habitué à des droits privés illimités. Seules l'expérience amère et une longue réflexion enseignent l'avantage et le caractère inévitable de concessions mutuelles : à présent, en Occident, un ordre économique meilleur est lié à des sacrifices et trouvera donc des difficultés à se réaliser. Il heurte les habitudes des paysans anglais et français. » Mais : « Ce qui là-bas semble utopie est ici réalité [...] Ces habitudes dont l'instauration dans la vie du peuple semble infiniment pénible aux Anglais et aux Français, existent comme données de fait de la vie populaire en Russie [...] L'ordre des choses vers lequel, par une voie longue et difficile, l'Occident s'achemine, existe déjà chez nous dans les vigoureuses coutumes populaires de la vie paysanne [...] Nous constatons quelles tristes conséquences a produit en Europe occidentale la disparition de la propriété commune du sol, et combien il est difficile à ses peuples de rétablir ce qui a été perdu. L'exemple de l'Occident ne doit pas être perdu pour nous » (Tchernychevski, *Nachiranoglasia*, Genève, 1885).

[265]

À propos des cosaques de l'Oural qui pratiquaient encore la culture en commun du sol et la répartition subséquente, par famille, du produit des champs, il écrit :

« Si ce peuple résiste avec ses institutions jusqu'au moment où la céréaliculture sera mécanisée, nous pourrions saluer avec joie le maintien chez lui d'une organisation de la propriété permettant l'emploi de machines et impliquant des unités économiques de grande extension, de centaines et de centaines de déciatines » (*ibid.*, p. 131).

Il convient de ne pas oublier cependant que les Ouraliens avec leur culture en commun de la terre - qui s'est maintenue aussi pour des motifs d'ordre militaire : n'avons-nous pas, nous, le communisme de caserne ? - se trouvent tout à fait isolés en Russie, à peu près comme chez nous les biens communaux à redistribution périodique - les *Gehörschaften* de la Moselle. Or, s'ils maintiennent leurs institutions actuelles jusqu'à ce qu'ils soient mûrs pour l'introduction de machines, l'avantage n'en sera pas, en attendant, pour eux, mais pour le fisc militaire russe, dont ils sont les esclaves.

Quoi qu'il en soit, le fait demeure : au moment même où, en Europe occidentale, le capitalisme est en crise et où les antagonismes inséparables de son développement le menacent de ruine, la moitié de

la terre cultivée en Russie constitue une forme de propriété collective des communes paysannes. Or donc, si en Occident la solution des antagonismes sociaux se trouve dans la réorganisation de la société grâce à la transformation en propriété collective de tous les moyens de production existants, donc aussi du sol, quel rapport y a-t-il entre la propriété commune qui existe déjà - ou mieux : qui existe encore - en Russie, et la propriété commune de l'Occident qui reste encore à créer ? La première ne peut-elle servir de point de départ à une action à l'échelle nationale, qui, passant d'un bond par-dessus l'entière phase capitaliste, mène d'emblée le paysan russe à la propriété collective socialiste moderne de tous les moyens de production, en l'enrichissant de toutes les conquêtes techniques de l'époque capitaliste ? Ou, pour employer les termes par lesquels Marx résume les conceptions [266] de Tchernytchevski dans une lettre que je citerai plus loin :

« La Russie doit-elle commencer par détruire, comme le veulent les économistes libéraux, la commune rurale pour passer au régime capitaliste, ou lui est-il possible, au contraire, sans éprouver les tortures de ce régime de s'en approprier tous les fruits en développant ses propres données historiques ? »

Poser la question en ces termes, c'est montrer déjà dans quelle direction il faut chercher la réponse. La commune russe a subsisté durant des siècles sans que jamais elle ait donné une impulsion quelconque vers le développement d'une forme supérieure de la propriété collective. Au reste, ce ne fut pas davantage le cas de la marche allemande, du clan celte, des communes indiennes ni autres communautés ayant des institutions de communisme primitif. Sous l'effet de la production marchande et des échanges entre familles et individus privés, surgis dans le milieu environnant, voire dans leur sein même, elles ont toutes perdu au cours du temps leurs caractéristiques communes pour se transformer en communes de propriétaires fonciers indépendants les uns des autres. Si l'on peut donc s'interroger sur la possibilité d'une évolution différente et meilleure de la commune russe, la réponse, ne dépend pas des vertus de la commune elle-même, mais uniquement du fait qu'elle se soit conservée dans un pays européen avec une vitalité au moins relative, jusqu'à une époque où non seulement la production marchande en général, mais sa forme ultime et la plus développée - la production capitaliste - est entrée en contradiction, en Europe occidentale, avec les forces productives qu'elle a créées, à une époque où

elle se révèle incapable de diriger dorénavant ces forces et où elle est en train de succomber sous l'effet de ces contradictions internes et des luttes de classes correspondantes.

Il s'ensuit directement que l'initiative d'une éventuelle métamorphose de la commune russe ne pourra pas venir d'elle-même, mais seulement du prolétariat industriel de l'Occident. La victoire du prolétariat d'Europe occidentale sur sa bourgeoisie et la substitution consécutive à la production [267] capitaliste d'une production socialement dirigée - telle est la nécessaire condition préalable à l'élévation de la commune russe au même niveau.

En fait, jamais et nulle part, le communisme agraire, dérivé de la société gentilice n'a produit autre chose que sa propre dissolution. Dès 1861, la commune paysanne russe était déjà une forme abâtardie de ce communisme. La culture en commun du sol qui subsiste dans certaines régions de l'Inde et dans la zadrouga (association domestique) des Slaves du Sud - vraisemblablement la forme-mère de la communauté russe - avait dû faire place à la petite exploitation familiale. La propriété commune ne se manifestait plus qu'au moment de la répartition périodique du sol, à des intervalles variables selon les localités. Il suffit que cette répartition tombe en désuétude ou qu'elle soit officiellement supprimée, et voilà le village des paysans parcellaires.

Mais le seul fait qu'à côté de la commune paysanne russe, la production capitaliste d'Europe occidentale soit proche de l'effondrement et annonce elle aussi une nouvelle forme de production, dans laquelle les moyens de production seront employés comme propriété sociale, selon un plan méthodique - ce simple fait ne peut conférer à la commune russe la force de se développer par elle-même à ce nouveau type de société. En effet, comment pourrait-elle acquérir les énormes forces productives de la société capitaliste en tant que possession et instruments sociaux, avant que la société capitaliste elle-même ait accompli cette révolution ? Comment la commune russe pourrait-elle montrer au monde la manière de gérer la grande industrie en compte commun, alors qu'elle a déjà oublié la manière de cultiver sa terre pour le compte commun ?

Au reste, il ne manque pas de Russes qui connaissent à fond la société capitaliste occidentale avec tous ses conflits et antagonismes irrémediables, et savent parfaitement bien quelle est l'issue à cette voie

apparemment bouchée. Or, avant tout, ces quelques milliers de gens conscients ne vivent pas dans les communes, tandis que les quelque cinquante millions qui vivent encore en Russie [268] sous le régime de la propriété commune du sol n'ont pas la moindre idée de tout cela, et sont, vis-à-vis des premiers, aussi incapables de compréhension que les prolétaires anglais des années 1800-1840 vis-à-vis des plans élaborés par Robert Owen pour les sauver. Du reste, la plupart des ouvriers employés par Owen dans sa fabrique de New Lanark était de même composée de gens qui avaient grandi dans le clan celtico-écossais, doté d'instruments et de coutumes d'une société de communisme primitif en ruine, mais rien n'indique qu'il ait trouvé plus de compréhension chez eux. En second lieu, il est historiquement impossible qu'une société se trouvant à un stade inférieur du développement économique puisse résoudre les énigmes et les conflits, qui sont nés et ne pouvaient naître qu'à un stade beaucoup plus élevé.

Toutes les formes de société gentilice née avant la production mercantile et l'échange individuel ont ceci en commun avec la société socialiste future : que certaines choses - les moyens de production - sont en propriété collective et en usage commun de groupes déterminés. Mais ce caractère communautaire ne rend pas la forme inférieure apte à produire d'elle-même la société socialiste de l'avenir, produit ultime et spécifique du capitalisme.

Toute formation économique donnée à ses problèmes à résoudre, problèmes qui surgissent de ses propres rapports spécifiques : vouloir résoudre ceux d'une formation complètement différente serait une absurdité complète. Cela vaut tout autant pour la commune russe que pour la *zadruga* des Slaves du Sud, l'économie de village indienne ou toute autre forme de société primitive ou barbare caractérisée par la possession commune des moyens de production.

En revanche, il est non seulement possible, mais certain qu'après la victoire du prolétariat et le passage à la possession commune des moyens de production chez les peuples d'Europe occidentale, les pays dans lesquels le régime capitaliste n'est qu'en voie de développement, et qui ont préservé en partie ou en totalité des institutions gentilices trouveront dans ces vestiges de possession collective et dans les coutumes populaires correspondantes un puissant [269] moyen d'abrèger considérablement leur processus de développement vers la société socialiste et pour échapper à la plupart des souffrances et des luttes à

travers lesquelles nous autres, en Europe occidentale, sommes obligés de nous frayer un chemin. Toutefois, l'exemple et le concours actif de l'Occident jusque-là capitaliste en sont une condition indispensable.

C'est seulement quand l'économie capitaliste aura été surmontée dans sa patrie d'origine et dans les pays où elle s'est épanouie, c'est seulement quand les pays moins développés, grâce à cet exemple, verront « comment il faut s'y prendre », comment on met au service de la collectivité les forces productives modernes devenues patrimoine commun, c'est alors seulement qu'ils pourront amorcer ce processus abrégé de leur développement. Mais ils le feront alors avec l'assurance de réussir. Cela vaut pour tous les pays précapitalistes, et non seulement pour la Russie ; pour celle-ci toutefois, ce sera relativement plus facile, parce qu'une partie de la population s'est déjà appropriée les résultats intellectuels du développement capitaliste, de sorte que la transformation sociale pourra s'effectuer, en période révolutionnaire, presque en même temps qu'en Occident.

Marx et moi-même, nous nous sommes déjà prononcés sur ce point, le 21 janvier 1882, dans la préface à la traduction russe de Plékhanov du *Manifeste du Parti communiste*. On y lit :

« Mais, en Russie, à côté du tourbillon de spéculations capitalistes et de la propriété foncière bourgeoise en plein développement, nous constatons que plus de la moitié du sol est propriété commune des paysans. Dès lors, la question se pose : l'*obchtchina* (commune) russe, forme de l'archaïque propriété collective du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective ? ou bien devra-t-elle au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ?

« Voici la seule réponse que l'on puisse faire présentement [270] à cette question : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste. »

Cependant, il ne faut pas oublier que la désagrégation avancée de la propriété commune russe, que nous avons évoquée plus haut, a depuis fait d'énormes progrès. La défaite de la guerre de Crimée avait

montré la nécessité pour la Russie d'un rapide développement industriel. Il fallait surtout des chemins de fer ; or ceux-ci ne sont pas possibles sur une échelle importante sans une grande industrie nationale, dont la condition préalable était la prétendue émancipation des paysans. Celle-ci marque donc en Russie l'avènement de l'ère capitaliste, et en même temps de 1^{ère} de la rapide désagrégation de la propriété commune du sol. Les sommes imposées aux paysans pour le rachat de leur terre, l'accroissement des charges fiscales et, en outre, le fait que les terres qui leur furent attribuées étaient non seulement plus petites, mais encore de qualité plus mauvaise les jetaient inmanquablement dans les griffes des usuriers, pour la plupart membres enrichis de la commune paysanne. Les chemins de fer ouvrirent non seulement un marché et des débouchés à des régions céréalières jusqu'alors isolées du reste du monde, mais y portèrent encore des produits à bon marché de la grande industrie, supplantant ainsi l'économie domestique des paysans, qui produisaient traditionnellement, en partie pour leur propre besoin, et en partie aussi pour la vente.

Les rapports économiques traditionnels en furent bouleversés, et l'on assista au procès de décomposition interne qui accompagne partout le passage de l'économie naturelle à l'économie monétaire ; de grandes différences de fortune apparurent au sein des communes - les plus pauvres devinrent les esclaves de leurs riches créanciers. En somme, un processus analogue à celui qui, aux temps de Solon, avait désagrégé la *gens* athénienne à la suite de l'irruption de l'économie monétaire, commençait à décomposer aussi la commune russe. Certes, en intervenant [271] alors de façon révolutionnaire dans le droit, encore assez récent de la propriété privée, Solon réussit à libérer les esclaves débiteurs en annulant tout simplement leurs dettes, mais il ne put rappeler à la vie l'antique *gens* de même qu'aucune force au monde ne sera en mesure de ressusciter la commune russe quand elle aura atteint un niveau déterminé de désagrégation. Tout cela sans compter que le gouvernement a interdit de procéder à de nouveaux partages de terre entre les membres de la commune à moins de douze ans d'intervalle, afin que le paysan en perde de plus en plus l'habitude et commence à se considérer propriétaire privé de sa parcelle.

Marx s'exprimait déjà en ce sens dans sa lettre de 1877 destinée à la publication en Russie. Un certain Joukovsky, qui aujourd'hui comme trésorier de la Banque d'État consacre de sa signature les bil-

lets de banque russes, avait écrit un article sur Marx dans le *Messenger Européen* (*Vestnik Evropy*) auquel un autre auteur répondit dans les *Annales patriotiques* (*Otetchestvennie Zapiski*). Pour rectifier cet article, Marx avait écrit une lettre au directeur des *Annales*, dont l'original français après avoir circulé en Russie, parut en 1886 dans le *Messenger de la Volonté Populaire* de Genève et, plus tard, aussi en traduction russe. Comme tout ce que Marx avait écrit, cette lettre suscita un grand intérêt et fut interprétée diversement. J'estime donc opportun de reproduire l'essentiel de son contenu.

Avant tout Marx rejette l'opinion que lui attribuent faussement les *Annales*, à savoir qu'il concordait avec les libéraux russes pour penser que la Russie n'a rien de plus urgent à faire que de dissoudre la propriété commune des paysans, et de se précipiter dans le capitalisme. Sa brève remarque sur Herzen dans la Note finale de la première édition du *Capital* ne prouve rien. Elle dit : « Si sur le continent européen l'influence de la production capitaliste qui ruine la race humaine (...) continue de se développer comme jusqu'ici, en même temps qu'augmente la concurrence dans la taille des armées nationales, la dette publique, les impôts, la guerre en dentelles, etc., il se peut que se réalise la grave prophétie du demi-russe et complet moscovite [272] Herzen (soit dit en passant, ce bel esprit a fait ses découvertes sur le communisme, non pas en Russie, mais dans l'ouvrage du conseiller d'État prussien Haxthausen), à savoir que L'Europe se régénérera par le knout et par l'injection forcée de sang kalmouk. » En effet, Marx poursuit : ce passage ne peut en aucun cas « fournir la clé à mes vues sur les efforts (ce qui suit est cité en russe dans l'original) « accomplis par les Russes pour trouver à leur patrie une voie de développement différente de celle que l'Europe occidentale a suivi et suit encore », etc.

« Dans la postface de la seconde édition allemande du *Capital*, je parle d'un « grand savant et critique russe ». (Tchernychevski) avec toute la considération qu'il mérite Dans une série d'articles remarquables, celui-ci a traité la question de savoir si la Russie doit commencer par détruire la commune agricole - comme le voudraient les économistes libéraux - pour passer directement au régime capitaliste ou au contraire, s'il lui est possible, sans traverser les luttes et les souffrances de ce régime, de s'en approprier toutes les conquêtes en déve-

loppant l'héritage historique de son passé. » (Il se prononce dans le sens de cette dernière solution.)

« Enfin, comme je n'aime pas laisser quelque chose à deviner, je parlerai sans ambages. Pour pouvoir juger en pleine connaissance de cause du développement économique de la Russie contemporaine, j'ai appris le russe et puis étudié, durant de longues années, les publications officielles ou non se rapportant à ce sujet. Et j'en suis arrivé à la conclusion suivante : *Si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, et elle subira toutes les péripéties fatales du régime capitaliste.* »

Un peu plus loin, Marx élucide d'autres malentendus de son critique. Le seul passage qui intéresse directement notre sujet est le suivant :

« Maintenant quelle application à la Russie mon critique pouvait-il tirer de mon esquisse historique ? [Il s'agit du schéma de l'accumulation primitive dans le *Capital*.] Simplement celle-ci : si la Russie tend à devenir une [273] nation capitaliste à l'instar des autres nations d'Europe occidentale - et pendant les dernières années elle s'est donnée beaucoup de mal en ce sens - elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires ; et après cela, une fois amenée dans le giron du régime capitaliste, elle en subira les lois inexorables, tout comme d'autres peuples profanes. Voilà tout. »

C'est ce que Marx écrivait en 1877. Il existait alors deux gouvernements en Russie : celui du tsar, et celui du comité exécutif clandestin (*ispolnitelni komitet*) des conspirateurs terroristes ¹²⁰. La puissance de ce gouvernement parallèle augmentait de jour en jour. La chute du tsarisme semblait imminente : une révolution en Russie devait priver toute la réaction européenne de son appui le plus solide, de sa grande armée de réserve, et de ce fait donner au mouvement politique de l'Occident une nouvelle et vigoureuse impulsion et, par dessus le mar-

¹²⁰ Ce Comité exécutif fut créé dès les années 1878 par *Zemlia i Volia* (*Terre et Liberté*), la première organisation centralisée populiste, à laquelle succéda deux ans plus tard, la *Narodnia Volta* (*Volonté du Peuple*) à laquelle revient l'initiative des plus fameux actes terroristes de la dernière décennie du XX^e siècle en Russie.

ché des conditions de lutte infiniment plus favorables. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que Marx ait conseillé aux Russes de ne pas avoir trop de hâte à se précipiter dans le capitalisme.

La révolution russe n'est pas venue. Le tsarisme a eu raison du terrorisme, et celui-ci a même jeté de nouveau provisoirement toutes les classes possédantes et « attachées à l'ordre établi » dans les bras du tsarisme. Or, durant les dix-sept ans qui se sont écoulés depuis cette lettre, le capitalisme aussi bien que la dissolution de la commune paysanne ont fait d'énormes progrès en Russie. Comment la question se pose-t-elle aujourd'hui, en 1894 ?

Quand après les défaites de la guerre de Crimée et le suicide du tsar Nicolas, le despotisme tsariste réussit à survivre intact, une seule voie restait ouverte : le passage aussi rapide que possible à l'industrie capitaliste. L'armée s'était effondrée en raison des gigantesques dimensions de l'Empire dans les longues marches vers les champs de bataille : les distances devaient être abolies grâce à un réseau stratégique de voies ferrées. Cependant des voies ferrées, cela signifie industrie capitaliste et révolutionnement de l'agriculture primitive. D'un côté, les produits agricoles des régions [274] mêmes les plus reculées entrent en contact direct avec le marché mondial ; de l'autre, on ne peut construire un vaste réseau de voies ferrées et le maintenir en activité sans une industrie nationale qui fournit des rails, des locomotives, des wagons, etc. En outre, on ne peut pas introduire *une* branche de la grande industrie sans importer du même coup le système entier. Tout cela devait donner un nouvel essor à l'industrie textile, relativement moderne, qui avait auparavant déjà pris racine dans la région de Moscou et de Vladimir, ainsi que sur le littoral de la Baltique. Aux chemins de fer et aux fabriques vinrent s'ajouter ensuite l'extension des banques déjà existantes et la création de nouvelles ; l'émancipation des paysans par l'abolition du servage engendra la liberté de mouvement des personnes, en attendant la libération d'une grande masse de paysans de la possession du sol, qui devait bientôt l'accompagner. C'est ainsi qu'en peu de temps se trouvèrent réunies en Russie toutes les conditions fondamentales du mode de production capitaliste. Mais en même temps le système des communes paysannes russes fut attaqué à la racine.

Il serait vain de se lamenter à présent sur cet état de choses. Si, après la guerre de Crimée un pur et simple régime parlementaire diri-

gé par la noblesse et la bureaucratie s'était substitué au despotisme tsariste, le processus eût peut-être été ralenti ; si la bourgeoisie en rapide développement avait pris les leviers de commande, il y aurait certainement eu une accélération du rythme de développement. Mais dans l'état de chose existant, il n'y avait pas d'autre choix avec le second Empire en France et avec l'essor vertigineux de l'industrie capitaliste en Angleterre, on ne pouvait prétendre de la Russie qu'elle se jetât, sur la base de la commune paysanne, dans des expériences de socialisme d'État décrétées par le haut. Il devait arriver quelque chose. Ce qui fut possible dans les circonstances données se produisit et - comme partout et toujours dans les pays de production marchande simple - de manière semi-inconsciente, voire tout à fait mécanique et sans savoir de ce que l'on faisait.

Vint alors le temps des révolutions par le haut inaugurées [275] par l'Allemagne, et par contre-coup l'ère de développement rapide du socialisme dans tous les pays européens. La Russie participa au mouvement général, qui assumait ici - comme il était logique - la forme d'une offensive pour le renversement du despotisme tsariste et pour la conquête de la liberté du mouvement intellectuel et politique. La croyance en la force miraculeuse de la commune paysanne, d'où pouvait et devait venir la renaissance sociale - croyance à laquelle, comme nous l'avons vu, Tchernychevski portait sa part de responsabilité - contribua à alimenter l'enthousiasme et l'énergie des héroïques combattants de l'avant-garde russe. Nous n'avons pas à juger ces hommes et ces femmes qui, au nombre de quelques centaines, ont forcé, par leur abnégation et leur héroïsme, le tsarisme absolutiste à envisager la possibilité et les conditions d'une capitulation, ni ne discutons leur croyance que le peuple russe était le peuple élu de la révolution sociale. Mais nous ne devons pas pour cela partager leurs illusions. L'époque des peuples élus est révolue à jamais.

Cependant, au cours de cette lutte, le capitalisme a fait son entrée triomphale, ayant obtenu ce qui n'avait réussi aux terroristes : amener le tsarisme à la capitulation.

Le tsarisme avait besoin d'argent. Non seulement pour le luxe de sa cour, pour sa bureaucratie, et surtout pour son armée et sa politique extérieure fondée sur la corruption, mais essentiellement pour ses finances en crise et pour sa stupide politique des chemins de fer, qui en découlait. L'extérieur n'était plus disposé à couvrir le déficit du trésor

tsariste - au reste, il ne l'aurait pu. C'est le pays même qui dut donc y pourvoir. Une partie des actions de chemin de fer ainsi que des emprunts devait être écoulee dans le pays même. La première victoire de la bourgeoisie russe fut les concessions de chemins de fer, qui assuraient aux actionnaires tous les profits à venir et à l'État toutes les pertes à venir. Puis vinrent les subventions et les primes aux entreprises nationales, les droits protecteurs en faveur de l'industrie interne, qui finirent par rendre pratiquement impossible l'importation de nombreux produits.

[276]

Chargé de dettes jusque par-dessus la tête et ayant pratiquement perdu tout crédit à l'étranger, l'État a un intérêt fiscal direct au développement en serre chaude d'une industrie nationale. Il a continuellement besoin d'or pour rembourser les intérêts de ses dettes à l'étranger. Mais en Russie il n'y a pas d'or, il n'y circule que du papier-monnaie. Une partie lui est livrée par l'obligation de payer en métal précieux les taxes douanières, ce qui augmente ces droits d'environ 50 %, soit dit en passant ; mais la plus grande partie doit en être fournie par l'excédent des exportations de matières premières russes sur l'importation de produits industriels étrangers ; le gouvernement achète à l'intérieur - avec du papier-monnaie - les traites tirées sur l'étranger pour la valeur de cet excédent, et il reçoit en échange de l'or.

Si le gouvernement veut donc acquitter les intérêts dus à l'étranger autrement qu'en émettant de nouveaux emprunts extérieurs, il doit se préoccuper que l'industrie russe se renforce assez rapidement pour pouvoir satisfaire toute la demande intérieure. D'où cette exigence impérieuse : la Russie doit s'affranchir de l'étranger, et son industrie suffire à tous ses besoins. En conséquence, le gouvernement fait des efforts désespérés pour atteindre en peu d'années le développement capitaliste maximum en Russie. En effet, s'il n'y parvient pas, il ne lui restera plus qu'à puiser dans les réserves métalliques accumulées pour les buts de guerre à la Banque d'État et au Trésor, ou bien à se déclarer en faillite. Or, dans les deux cas, c'en serait fait de la politique extérieure russe.

Une chose est claire : dans ces conditions, c'est la jeune bourgeoisie russe qui tient entre ses mains le pouvoir d'État. Dans toutes les questions économiques importantes, il est à sa merci. Si pour l'heure

elle est encore disposée à subir l'autocratie despotique du tsar et de ses fonctionnaires, d'ailleurs modérée par la vénalité de la bureaucratie, c'est seulement parce que cette autocratie lui offre plus de garanties pour des réformes de type simplement bourgeois-libéral, dont nul n'est en mesure de prévoir les répercussions, étant donné la situation intérieure [277] de la Russie. De la sorte, la métamorphose de la Russie en pays industriel et capitaliste, la prolétarisation d'une grande partie des paysans, et la décadence des anciennes communes communistes se poursuivent à un rythme de plus en plus rapide.

Je ne me permettrai pas de répondre à la question de savoir si cette commune a conservé assez de vitalité pour devenir, le cas échéant - comme Marx et moi-même nous l'espérions encore en 1882 - le point de départ d'une évolution communiste, parallèlement à un bouleversement révolutionnaire en Europe occidentale.

Mais une chose est certaine : pour qu'au moins le reste de cette commune puisse survivre, il est nécessaire que le despotisme tsariste soit renversé, qu'il se produise une révolution. Non seulement cette révolution arrachera la grande masse de la nation - les paysans - à l'isolement de leurs villages qui forment leur *mir*, leur « monde », pour les pousser sur la grande scène d'où ils apprendront à connaître le monde extérieur et donc eux-mêmes aussi, leur propre situation et les moyens pour sortir de leur misère actuelle, mais elle donnera encore au mouvement ouvrier occidental une nouvelle impulsion et de meilleures conditions de lutte, autrement dit, elle hâtera le triomphe du prolétariat industriel moderne, sans lequel la Russie d'aujourd'hui ne peut dépasser ni la commune, ni le capitalisme pour se diriger vers une transformation socialiste ¹²¹.

[278]

¹²¹ En se basant sur cette conception classique chez Marx-Engels et aussi chez Lénine, l'opposition communiste a mené la lutte contre la théorie du socialisme dans un seul pays qui a marqué la victoire de la contre-révolution dans l'Internationale et du capitalisme en Russie : cf. les discussions au sein du Comité Exécutif de l'Internationale à Moscou de novembre 1926 dans *la Correspondance Internationale*, ainsi que dans la collection *Fil du Temps* (Impression-gérance Jacques Angot B.P. 24, Paris-9^e), *le Marxiste et, la question agraire*, n° 7, p. 94-170.